

Impliquant un alignement sur la technologie américaine

Le projet de fusion entre la C.I.I. et Honeywell-Bull divise le gouvernement

LIRE PAGE 45 L'ARTICLE DE JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,20 F
Algérie, 1 DA; Maroc, 1,20 dir.; Tunisie, 100 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 5 sch.; Belgique, 20 fr.; Canada, 60 c. ct.; Danemark, 2,75 kr.; Espagne, 20 pes.; Grèce, 100 dr.; Hongrie, 100 for.; Italie, 200 l.; Liban, 125 p.; Luxembourg, 40 fr.; Norvège, 2,50 kr.; Pays-Bas, 1,20 f.; Portugal, 11 esc.; Suède, 2 kr.; Suisse, 0,90 fr.; U.S.A., 63 cts.; Yougoslavie, 5 n. din.
Tarif des abonnements page 17
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris no 85712
TEL. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le Liban face aux Palestiniens

Le calme est revenu à Beyrouth après huit jours de heurts sanglants entre Libanais et Palestiniens, dont le bilan provisoire s'élève à cent cinquante morts et trois cents blessés.

L'affrontement avait mis aux prises, au départ, des militants chrétiens d'extrême droite, les Phalanges dirigées par M. Pierre Gemayel, et des fedayin appartenant aux organisations minoritaires au sein de l'O.L.P., qui préparent une lutte armée « jusqu'au-boutisme » contre Israël.

M. Pierre Gemayel souhaite que l'autorité de l'État soit imposée aux fedayin, que leurs activités soient strictement contrôlées, voire réduites à leur plus simple expression, et — dit-on — que les réfugiés palestiniens, installés dans des camps autour de la capitale, soient transférés dans une sorte de « ghetto » au sud du Liban.

L'ordre a été rétabli grâce à la volonté commune du président François et de M. Ararat, soutenus par divers pays arabes, de consacrer le conflit. Le leader de l'O.L.P. s'est rendu assis à Damas pour demander au gouvernement syrien d'exercer une influence apaisante sur les dirigeants du Front populaire de M. Ahmed Jibril, dont les camps d'entraînement sont situés précisément en Syrie.

Il n'est demeuré pas moins que le problème reste entier et que les tensions persistent. Pour prévenir de nouveaux affrontements, soixante-dix sept personnalités politiques, religieuses, du monde des affaires et de la presse se sont réunies samedi pour rechercher des solutions radicales aux problèmes sociaux du Liban.

On voit mal, cependant, comment il serait possible de concilier le vœu et les intérêts des parties en cause. Écarté par des influences contradictoires, le Liban ne pourra retrouver un climat de sérénité que le jour où l'on cherchera, à Genève ou ailleurs, une solution du problème palestinien avec le concours actif des dirigeants modérés de l'O.L.P.

(Lire nos autres informations page 2.)

APRÈS LA CHUTE DE NOUVELLES POSITIONS GOUVERNEMENTALES

Le président Thieu aurait décidé de donner sa démission

Toutes les communications demeurent coupées avec Phnom-Penh

Le président Thieu devait prononcer un discours, lundi 21 avril, en début d'après-midi, après avoir reçu les membres de l'Assemblée nationale et du Sénat. Des parlementaires, cités par l'A.F.P., ont déclaré savoir de source sûre que le président avait décidé d'annoncer son départ.

Certaines sources font état, d'autre part, d'une tentative sud-vietnamienne pour mettre un terme aux combats et installer le conseil de réconciliation nationale, prévu par les accords de Paris. Selon l'agence Reuters, la France aurait servi d'intermédiaire à cet effet entre Saigon et le G.R.P. Aucune confirmation toutefois ne pouvait être obtenue à Paris.

Les forces gouvernementales sud-vietnamiennes ont été abandonnées Xuan-Loc, autour de laquelle une bataille considérée décisive pour la défense de la capitale était engagée depuis une semaine. Leur situation paraît critique à Ham-Tan, capitale de la province de Binh-Truy, que les révolutionnaires ont également attaqués lundi. L'import-

Dans le Delta, un adversaire invisible...

My-Tho. — Sur la nationale 4, qui relie Saigon au Delta, les camions militaires pleins d'obus traversent à grands coups de trompe les nombreux villages de civils qu'ils doivent leur laisser le passage. Une fois encore, la guerre se réinstalle dans l'ancienne Cochinchine. Peu avant Tan-An, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Saigon, les canons de 105 installés au bord de la route tirent à feu continu. C'est ici que les révolutionnaires ont coupé la route du vis à pendant quelques heures, la semaine dernière. Les gouvernementaux ont repris le contrôle du principal axe routier du Vietnam du

La Corée du Sud « revitalisée »

Au moment où le maréchal chef de l'État nord-coréen Kim Il Sung, en visite à Pékin, réclame avec une insistance renouvelée l'éviction au Sud du régime du président Park Chung Hee (« le Monde », date 20-21 avril), Séoul, poursuit un reprise en main autoritaire et brutale de la vie politique dans son pays.

Huit membres de l'opposition ont été pendus le 8 avril, nombre de ceux qui avaient été libérés au lendemain du référendum de février sont de nouveau en prison ou assignés à résidence. Les universités sont fermées à la suite d'affrontements entre étudiants et policiers.

La fuite en avant du président Park

Séoul. — Des acclamations et des larmes de joie ont accueilli, devant la prison d'Anyang, à Séoul, et devant bien d'autres prisons à travers la Corée du Sud, les prisonniers politiques remis en liberté après le référendum du 12 février. Le président Park Chung Hee venait de proclamer que, fort de la victoire que lui a donnée, dit-il, la consultation populaire, il offrirait à ses adversaires la réconciliation.

On a donc vu reparaître quelque cent cinquante personnalités de l'opposition que le chef de l'État avait fait arrêter au début de 1974, quand il avait décrété l'état d'urgence et fait adopter quatre décrets-lois, en janvier et en avril, qui interdisaient toute forme d'opposition, sous peine de condamnations pouvant aller jusqu'au verdict suprême.

Le ministre des affaires étrangères de la détenté

Devenu, il y a un an, président de la République fédérale d'Allemagne, il est le quatrième à occuper ce poste que chacun de ses prédécesseurs, depuis Theodor Heuss, belle figure d'intellectuel libéral et courageux, a marqué de sa personnalité propre. Le président Scheel, s'il entend, comme la Constitution lui en donne le devoir, rappeler à ses condoyens et plus spécialement aux parlementaires, les valeurs démocratiques qui leur sont communes, ne peut oublier qu'il a été, aux côtés du chancelier Brandt, le ministre des affaires étrangères de la détenté avec l'Est et de l'élargisse-

La visite en France du président de la République fédérale

Une décision pour l'union de l'Europe rencontrerait un soutien unanime auprès de l'opinion allemande

NOUS DÉCLARE M. WALTER SCHEEL

M. Walter Scheel, président de la République fédérale d'Allemagne, commence à Paris, ce lundi après-midi 21 avril, son premier voyage à l'étranger depuis son élection. Après s'être entretenu avec M. Giscard d'Estaing, il partira mercredi en province. La visite qu'il devait faire, pendant cette tournée, dans le département du Gard a été annulée en raison d'une menace de manifestations des viticulteurs. Avant de quitter Bonn, M. Scheel a dit au « Monde » l'importance qu'il attache à la construction européenne : une décision en faveur de l'union de l'Europe rencontrerait en Allemagne, estime-t-il, une approbation unanime.

De notre envoyé spécial

Bonn. — Une grande maison blanche, au fond d'un parc humide, baigné dans la grisaille du plus mélancolique des printemps. De celle de Washington, elle a les proportions, mais non, certes, l'agitation ni l'aménagement ultra-conventionnel. Face aux grandes baies qui donnent sur le Rhin, les fauteuils profonds, le nombre et la variété des tableaux et des sculptures, où l'abstrait étale le trop figuratif, expriment l'aisance et le plaisir de vivre. C'est là que réside M. Walter Scheel et qu'il nous a reçu à la veille de son voyage en France.

Le ministre des affaires étrangères de la détenté

Devenu, il y a un an, président de la République fédérale d'Allemagne, il est le quatrième à occuper ce poste que chacun de ses prédécesseurs, depuis Theodor Heuss, belle figure d'intellectuel libéral et courageux, a marqué de sa personnalité propre. Le président Scheel, s'il entend, comme la Constitution lui en donne le devoir, rappeler à ses condoyens et plus spécialement aux parlementaires, les valeurs démocratiques qui leur sont communes, ne peut oublier qu'il a été, aux côtés du chancelier Brandt, le ministre des affaires étrangères de la détenté avec l'Est et de l'élargisse-

(Lire la suite page 7.)

Le ministre des affaires étrangères de la détenté

Devenu, il y a un an, président de la République fédérale d'Allemagne, il est le quatrième à occuper ce poste que chacun de ses prédécesseurs, depuis Theodor Heuss, belle figure d'intellectuel libéral et courageux, a marqué de sa personnalité propre. Le président Scheel, s'il entend, comme la Constitution lui en donne le devoir, rappeler à ses condoyens et plus spécialement aux parlementaires, les valeurs démocratiques qui leur sont communes, ne peut oublier qu'il a été, aux côtés du chancelier Brandt, le ministre des affaires étrangères de la détenté avec l'Est et de l'élargisse-

Le théâtre à Polytechnique

Les étudiants qui présentent dans un amphithéâtre de l'École polytechnique l'adaptation scénique d'une page d'Henri Michaux prouvent d'abord qu'ils ont réfléchi à la situation du théâtre, à son inscription dans la vie privée (et publique).

HENRI MICHAUX JOUÉ RUE DESCARTES

Le théâtre à Polytechnique

Si la pièce vaut quelque chose, le spectateur est « incubé ». Un élève-retard est enclenché, qui va altérer pendant un certain temps les données immédiates de la vie. Il appartient à chaque spectateur de colmater sa rupture, petit à petit. Il serait intéressant d'étudier par exemple jusqu'à quel point le regard ou la démarche des gens sont changés lorsqu'ils viennent d'être traités par Sobel au Bissau, puis comment ils se retrouvent.

On dit « la sortie des théâtres ». C'est impropre. Il faudrait dire : « la rentrée dans la ville », ou « le retour », chaque spectateur revient à soi comme l'enfant prodigue. Il y a un désarroi dans ce retour ? Tant mieux. Personne n'a été aux autres : ce sont eux qui, à cet instant, paient les pots cassés. Il va leur falloir, soir après soir, des heures pour regagner la côte.

MICHEL COURNOT. (Lire la suite page 19.)

AU JOUR LE JOUR

L'acompte

Quiconque a l'expérience du combat, sait qu'il est beaucoup plus coûteux de « décrocher » que d'accrocher l'ennemi.

Cette règle semble contredite par le montant des crédits que le Congrès vient d'accorder au président Ford pour la liquidation de l'aj-faire indochinoise. Quelques centaines de millions de dollars, ce n'est même pas ce qu'il a fallu, il y a quelques années, aux premiers détachements de marines pour amorcer la « pacification ».

Il est vrai que certaines notes ne se reglent pas seulement en argent. Une bonne partie de celles-ci a été payée par les Vietnamiens en sang et en larmes. Quant au reste, les Américains ne peuvent-ils craindre que les crédits du Congrès ne soient qu'un acompte ?

ROBERT ESCARPIT.

EDMOND BUCHET L'HOMME CREATEUR BUCHET/CHASTEL 18, rue de Condé - 75006 Paris

سكزانت الامصل

QUATREPOINT

PROCHE-ORIENT

Tandis que les présidents Sadate et Assad se concertent à Ryad avec le roi Khaled

La préparation de la conférence de Genève domine les entretiens de M. Fahmi à Moscou

M. Ismail Fahmi, ministre égyptien des affaires étrangères, est arrivé le samedi 19 avril à Moscou pour une visite de trois jours. Il s'est entretenu avec son collègue, M. Gromyko. Dans une déclaration faite dimanche à l'agence du Mogen-Orient, M. Fahmi a affirmé que « l'Union soviétique considérait que le mois de juin constituait la période appropriée pour la reprise de la conférence de Genève. Moscou recevra, mercredi, la visite du ministre syrien des affaires étrangères ».

Après l'échec de la diplomatie des « petits pas » chère à M. Kissinger, les consultations se poursuivent activement entre pays arabes. C'est ainsi que le conseil des ministres des affaires étrangères :

De notre correspondant

Le président Sadate ne songerait-il pas à relancer sous une forme ou une autre les discussions avec Israël ?

Les reproches soviétiques

M. Gromyko a évoqué ces doutes dans ses discussions avec M. Fahmi. Il a également reproché au ministre égyptien un grave manque de concertation entre Le Caire et Moscou. Pour que les choses soient claires, le ministre soviétique a même fait allusion à ces griefs samedi soir, dans un discours prononcé à l'issue d'un dîner offert en l'honneur du ministre égyptien. Établissant une sorte de parallèle entre la politique soviétique et les zigzags de la diplomatie égyptienne, M. Gromyko a notamment affirmé : « Personne n'a pu et ne peut reprocher à l'U.R.S.S. de fonder sa politique sur des facteurs conjoncturels... Il est indispensable de souligner encore une fois que, au Proche-Orient, l'U.R.S.S. préconise la concertation des actions de toutes les parties intéressées, et oppose à toute démarche qui mettrait en cause l'unité et la concertation. Cela concerne également la conférence de Genève ».

M. Fahmi se serait attaché à rassurer ses interlocuteurs soviétiques. Il aurait notamment affirmé à M. Gromyko que le Caire est maintenant opposé à la relance, d'une manière ou d'une autre, de la diplomatie des « petits pas ». Mais il a également souligné que le Caire est le seul lieu où le problème du Proche-Orient peut être résolu ».

Dans sa réponse au discours de M. Gromyko, M. Fahmi a d'ailleurs affirmé que « la responsabilité particulière à l'U.R.S.S. en tant que co-président de la conférence de Genève... Nous pensons, a-t-il ajouté, que la solution juste et définitive du problème du Proche-Orient ne peut être obtenue qu'avec la participation active et efficace de l'Union soviétique ». Pour faire bonne mesure, M. Fahmi a décerné à M. Brejnev le titre de « plus proche ami de l'Égypte ».

La réunion immédiate ne servirait à rien

La conférence de Genève doit être selon les Soviétiques soigneusement préparée si l'on veut éviter un échec et, qui sait, de nouveaux affrontements. La réunion en elle-même ne peut rien avoir de magique. En réclamant la procédure immédiate, comme le fait le président Sadate, ne sert à rien si l'on ne sait pas ce que l'on va y faire exactement et avec qui. La première question qu'on se pose à Moscou avant l'arrivée de M. Fahmi concerne la mission de M. Kissinger. Peut-on parler de ce sujet d'un échec définitif ?

Liban

INCENDIE DANS LA ZONE PORTUAIRE DE BEYROUTH

Beyrouth (A.F.P.). — M. Rachid Solh, premier ministre libanais, a affirmé, dimanche, que l'incendie qui s'est déclaré, samedi soir 19 avril, au port de Beyrouth, n'était pas d'origine criminelle. Il s'agit d'un accident, a-t-il dit. Cependant, certains journaux déclarent que l'explosion d'un sabotage d'origine égyptienne. Les dégâts provoqués par le sinistre sont estimés à 5 millions de livres libanaises (environ 2,2 millions de dollars). Le ministre M. Philippe Tawil, directeur du port, a ajouté que l'incendie s'est développé sur environ 400 mètres carrés. Les marchandises détruites par le sinistre sont, pour la plupart, des pois, des conserves diverses, et du papier.

Iran

Neuf prisonniers politiques sont tués au cours d'une « tentative d'évasion »

De notre correspondant

Téhéran. — Selon un communiqué paru dans la presse locale, neuf prisonniers politiques ont été tués, à une date non précisée, alors qu'ils tentaient de s'évader. D'après le communiqué, ces prisonniers, qualifiés « d'adventuriers », auraient provoqué d'autres détenus à l'intérieur du pénitencier. Leur transfert aurait été décidé, et c'est au cours de celui-ci qu'ils auraient attaqué deux de leurs gardiens et tenté de s'enfuir.

Des policiers, qui avaient pris place dans des voitures d'escorte, ont alors ouvert le feu sur eux et les ont tous abattus. Il s'agit de MM. Abbas Sourki, Bijan, Djakani, Ahmed Djaffar-Afchar, Akbar Sarmand, Machout Kalandari, Mohammad Tehoune, parvazadeh, Hassan Zia-Zarifi, Djan Khoudeh, Kasem Zolnazar. La plupart de ces prisonniers, dont le procès avait été longuement rapporté, en France, le 7, 9, 17 janvier et 1er mars 1975), purgèrent des peines de travaux forcés. Au cours de leur procès, les accusés étaient revenus sur leurs aveux, affirmant que ceux-ci leur avaient été arrachés sous la torture. Accusés de complot contre la sécurité de l'Iran, ils avaient été jugés aux termes de

la Confédération des étudiants libéraux, Union nationale (1), nous a adressé un communiqué au sujet de la mort des neuf détenus iraniens, dans lequel elle affirme : « Ces révolutionnaires ont été tués par les forces de la dictature, et la réprobation collective vise à masquer le crime. De plus, une trentaine d'autres militants connus, actuellement détenus, sont menacés par les attentions de tous les démocrates du monde sur le grave danger qui menace ces militants, et leur demande d'agir par tous les moyens susceptibles de sauver leur vie ».

(1) 6, Francfort-sur-le-Main, 110, Boîte postale 16 247, République fédérale d'Allemagne.

ASIE

LA SITUATION DANS LA PÉNINSULE

Dans le Delta, un adversaire invisible...

(Suite de la première page.)

Les pensées sous le casque sont-elles les mêmes que sous le chapeau conique des civils ? Selon l'analyse traditionnelle des « experts », le Delta, avec sa population dense et habituée à une vie relativement facile, sera « le morceau le plus difficile à agripper par les communistes », si ceux-ci décident de pousser leur avantage jusqu'au bout. L'esprit de discipline, les méthodes contraindront des gens du Nord, auraient peu de chances de s'imposer ici. Des Vietnamiens, qui ont de la famille sur place assurément néanmoins, que une fois la nuit tombée, quand les gouvernements se sont retirés dans leurs postes, les révolutionnaires collectent vivres et impôts, et rassemblent la population par petits groupes pour lui expliquer le sens de leur combat. Comme à Saigon, des commandos constitués clandestinement par le Vietcong se rendent à propos desquelles un accord a été conclu lors de la création de ce forum », ainsi qu'aux Palestiniens. M. Fahmi s'est engagé à abandonner l'idée d'une augmentation des participants à la conférence ?

Le problème de la représentation palestinienne risque également d'être long à résoudre. Les Soviétiques n'ont encore avancé aucune idée et devront eux aussi manœuvrer avec précaution. On parle d'ailleurs de plus en plus à Moscou d'une nouvelle visite dans la capitale soviétique de M. Yasser Arafat.

Une concertation avec les États-Unis et Israël ?

Pour les Soviétiques, la conférence de Genève ne pourrait prendre ses travaux que lorsque pourra être soumise aux participants une ébauche de solution ayant des chances d'être approuvée. Il est évident que la mise au point d'une telle ébauche implique une concertation avec les États-Unis, qui ont, en ce moment, bien d'autres préoccupations. Pourrait-elle être étendue à Israël ? Cette idée fait de plus en plus son chemin ici. Plusieurs commentateurs soviétiques ont fait remarquer que « la conférence qu'il est absurde d'abandonner aux États-Unis le privilège de pouvoir entretenir des rapports aussi bien avec les pays arabes qu'avec Israël. Officiellement cependant, aucune décision n'a été prise quant au rétablissement des relations diplomatiques avec Israël, même si l'on ne dément pas que deux émissaires soviétiques s'y soient récemment rendus ».

JACQUES AMALRIC.

République arabe du Yémen

LE « DROIT AU RETOUR » EST ACCORDÉ AUX JUIFS QUI ONT ÉMIGRÉ EN ISRAËL

Sanaa (A.F.P.). — La République arabe du Yémen invite les juifs yéménites ayant émigré en Israël occupée à retourner au Yémen, « pour y vivre en sécurité et en paix, et jouir de tous les droits de citoyenneté », annonce un communiqué du ministère nord-yéménite des affaires étrangères.

Le communiqué affirme que « les juifs yéménites auront les mêmes droits et les mêmes devoirs que les autres citoyens, conformément à la Constitution. Toutes les demandes de retour seront étudiées avec attention. » [La population juive du Yémen, forte de cinquante mille à soixante mille personnes, émigra en Israël entre 1948 et 1951, au cours d'une opération baptisée « Tapis volant ». Les émigrants furent transportés par la voie des airs en Israël.]

Au rythme oriental

Cependant, même la guerre peut être menée au rythme oriental. A Ben-Trah, localité près de laquelle deux avions de l'armée sud-vietnamienne viennent d'être

Phnom-Penh demeure coupée du reste du monde

Cinq jours après l'effondrement du régime républicain et la prise de la ville par les Khmers rouges, Phnom-Penh demeure coupée du reste du monde. Même à Pékin, où se trouve le prince Sihanouk, il a été rigoureusement impossible d'obtenir depuis samedi la moindre information sur ce qui se passe actuellement à Phnom-Penh et dans le reste du pays.

Samedi, dans une dépêche datée de Pékin, l'agence Tass a rapporté que le prince Sihanouk avait démenti les informations selon lesquelles quelques membres de son gouvernement s'étaient réfugiés à Phnom-Penh et dans le reste du pays.

M. Khieu Samphan est-il dans la capitale ?

Devant le silence de Phnom-Penh, de plus en plus de gouvernements — même les mieux disposés à l'égard du GRUNC — s'interrogent sur l'étendue de l'autorité de ses membres, souligne l'A.F.P., dans un câble de Bangkok. C'est ainsi que, parmi les pays membres de l'Association des nations du Sud-Est asiatique qui avaient, à l'unanimité, reconnu dès vendredi le GRUNC, l'Indonésie a décidé de retarder sa décision définitive.

Rien que Khieu Samphan soit généralement considéré comme le détenteur de pouvoirs politiques et militaires étendus, on ignore toujours s'il est arrivé dans la capitale cambodgienne. Selon l'A.F.P., la seule autorité à Phnom-Penh, pour le moment, est un état-major militaire installé au lycée Descartes. Le prince Sihanouk, en tout cas, a adressé vendredi à M. Samphan un message, cité samedi par Chine nouvelle, qui stigmatise « l'horrible guerre que les États-Unis ont injustement imposée au peuple cambodgien ». « Grâce aux forces armées populaires de libération nationale du Cambodge, poursuit le message, notre patrie s'est hissée au rang du peuple le plus héroïque de l'histoire humaine et est devenue le premier pays dans le monde à remporter une victoire à 100 % sur l'impérialisme le plus riche et le plus puissant, le plus cruel et le plus perfide, le plus odieux et le plus chaotique de tous les temps, c'est-à-dire l'impérialisme américain. »

Une grande manifestation populaire, à laquelle ont assisté plus de dix mille personnes, avait été organisée samedi à Pékin, dans la vaste salle du Palais du pe-

Il faut faire quelques kilomètres sur les eaux boueuses d'un bras de Mékong, bordé par une forêt épaisse et mystérieuse. A la pointe d'une petite île, le bateau aborde dans une espèce de luma-park étrange, où un « bozo » chevelu frappe à intervalles réguliers sur un gong.

C'est ici que Nguyen Than Nam, « le bonza au cocotier », âgé de soixante ans, vit avec sa secte, qui vénère à la fois le Christ et le Bouddha. Depuis 1964, six mille fidèles l'accompagnent dans ses pèlerins pour la réédification du Vietnam, tout en se tenant à l'écart du conflit. Allongés sur des hamacs, des déserteurs attendent à l'ombre des jours meilleurs. Il y a quelques semaines, le président Thieu a voulu faire fermer ce foyer d'insoumission. L'affaire a tourné court en raison de la popularité de Nguyen Than Nam parmi la population locale.

Siégeant sur une estrade, entre une statue de Bouddha et une image saint-euphémienne du Sacré-Cœur, pour la réédification du Vietnam, Diplômé de l'École des mines de Paris, selon son « hagiographie », il peut s'exprimer couramment en français, mais, depuis quelques jours, il ne veut plus communiquer avec le genre humain autrement que par écrit. Pour meubler le silence, des fidèles exhibent un exemplaire de *Paris-Match* et des revues américaines. Il y a aussi des journaux de la communauté. Trois hélicoptères se sont mis à tourner en rond dans le ciel. Deux vedettes, à l'avant desquelles est pointée une mitrailleuse, font des rondes sur le fleuve. Impassable, Nguyen Than Nam observe de ses yeux de rat le visiteur qui prend congé pour aller voir ce qui se passe chez les gens « sérieux ».

JEAN DE LA GUERIVIERE.

ple, pour marquer la victoire des Khmers rouges. Le prince Sihanouk, cependant, n'assistait pas à ces festivités et était retenu au chevet de sa mère — la reine Sisowath Kossamak — mourante, à laquelle a également rendu visite le président Kim Il Sung, de Corée du Nord.

Le prince Sihanouk a reçu des messages félicitatoires des présidents de la Haute-Volta, de la Pologne, de la Tunisie et du roi du Maroc. Le gouvernement proclame d'union nationale (notamment décidé de reconnaître le GRUNC. Enfin, le pape Paul VI, dans son message dominical, a invité les nouveaux dirigeants du Cambodge à ces festivités de réconciliation. « Nous avons à présent le cœur tranquille pour les populations du Cambodge où, une fois les combats terminés, nous voudrions que venissent des représentants de leur espérance », a-t-il dit, notamment.

M. KISSINGER : ce qui s'est passé brise le cœur.

« Ce qui s'est passé au Cambodge brise le cœur. Nos adversaires politiques parlent de notre victoire au Cambodge comme si nous n'avions pas eu une guerre sur les bras et y avions entraîné un pays neutre pour le plaisir », a déclaré M. Kissinger à l'issue d'un entretien privé par lequel il a été interviewé dans son numéro du 21 avril.

Précisant les raisons de l'intervention américaine au Cambodge, le secrétaire d'État ajoute : « En fait, nous sommes entrés au Cambodge parce qu'il y avait soixante mille soldats nord-vietnamiens dans des sanctuaires tout le long de la frontière. Nous en avons capturé quinze mille et nous avons saisi 20 000 tonnes de matériel de guerre. Après cela, nos pertes au Vietnam ont été énormes. Cinq-cinquante par semaine, et finalement à dix. Nos opérations au Cambodge ont empêché les Nord-Vietnamiens de lancer des offensives prévues dans les régions 3 et 4, à Saigon et dans le Delta. Nous l'avons fait pour protéger l'annexion de nos troupes du Vietnam et, de ce point de vue, le Cambodge a été un succès ».

A ceux qui reprochent aux États-Unis de n'avoir pas fait les efforts nécessaires pour obtenir un règlement politique au Vietnam et au Cambodge après les accords de Paris de 1973, M. Kissinger répond : « L'expérience n'a appris qu'il est impossible d'obtenir un règlement politique sans un accord sur le plan militaire. L'été 1973, par exemple, nous n'avons jamais été aussi proches d'un accord politique au Cambodge, mais cet espoir s'est évanoui le jour où il n'a plus été possible d'avoir recours aux bombardements. Nous avons perdu la possibilité d'échanger l'arrêt des bombardements contre des concessions politiques ».

M. Kissinger déclare, d'autre part, à propos de son avenir personnel : « Si mon analyse de la situation est correcte, s'il nous faut, comme je le crois, rallier les autres pays et notre peuple aux tâches qui nous attendent, alors ce n'est pas le moment de m'en aller. A moins que le président ne me le demande, ce qu'il n'a pas fait. Je crois donc que je suis là encore pour quelque temps ».

TRES BEAUX APPARTEMENTS
 101-103 Bd PEREIRE PARIS 17^e
 Le meilleur 17^{me}
 3, 4, 5 pièces de 90 à 150 m²
 PRIX FERMES & DEFINITIFS
 Constructeurs
 C.E.R.J.I. 2603015 +
 191 RUE SAINT HONORÉ PARIS 1^{er}

INDOCHINOISE APRÈS LA CHUTE DE PHNOM-PENH ET DE DA-NANG

UN NOUVEAU VIETNAM...

Cinq porte-avions américains participeront aux opérations d'évacuation

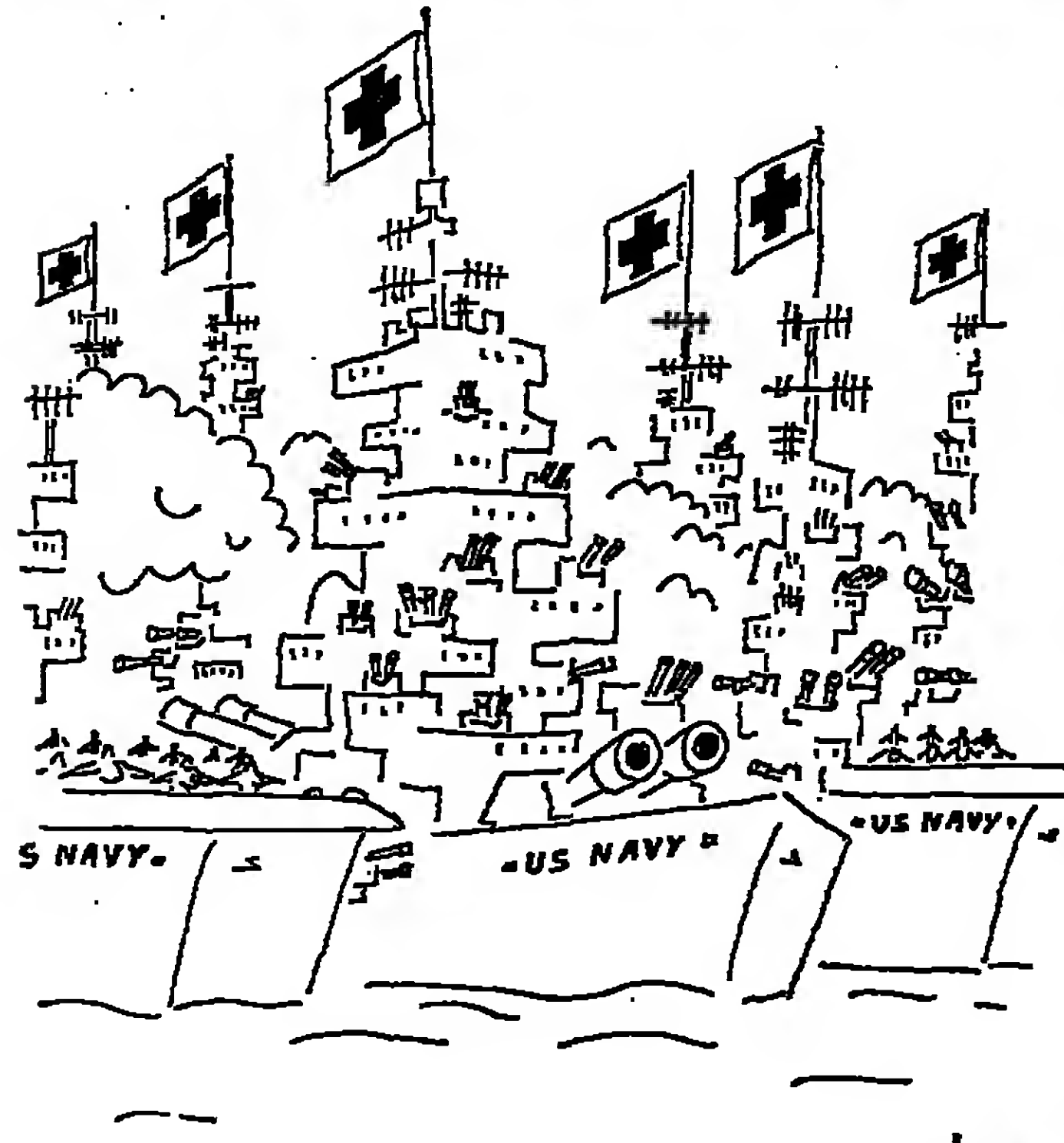
Washington. — M. Kissinger devait déposer de nouveau lundi après-midi 21 avril, probablement pour la dernière fois, devant la commission des appropriations de la Chambre, pour y livrer l'ultime combat de la « bataille des crédits »...

De notre correspondant

ment au départ des nationaux américains, et accessoirement à celui des Sud-Vietnamiens dont le vie est considéré en danger. Le mouvement des forces navales américaines, confirmé samedi matin, annonce une évacuation plus rapide que prévue.

ressortissants américains réquerraient d'être les victimes.

Compte tenu de la dégradation accélérée de la situation militaire et de l'attitude du Congrès, le président Ford semble avoir arbitré en faveur du Pentagone, en décidant de mettre en marche le processus d'évacuation. L'ampleur de la protection militaire pose cependant des problèmes. Le départ de quelque trois mille nationaux américains justifie-t-il la participation de cinq porte-avions, dont deux, le Hancock et l'Oriskany, disposent d'hélicoptères lourds utilisés par les « marines » pour l'évacuation réussie de Phnom-Penh ?



(Dessin de KORÉ.)

Dans un premier article (Le Monde daté 20-21 avril), notre envoyé spécial Jacques Decornoy a rendu compte de ses premières impressions à Da-Nang, désormais sous l'autorité du G.R.P. sud-vietnamien. Il poursuit la description de la situation dans cette ville.

De notre envoyé spécial

On ne constate aucune frénésie d'achats. Dans quelque temps, l'approvisionnement en denrées de base sera une question de production, d'intendance, bureaucratique ou non. On verra bien, mais la mutation interviendra lorsqu'il faudra constater que l'essence ne coule plus à flot pour les motos, lorsque les pièces de rechange deviendront rares et que le vêtement se fera moins multicolore parce que le tissu ne reflétera plus les vagues en cours un peu partout en Asie du Sud-Est.

Da-Nang, à la fin du mois de mars, a reçu un grand coup de bambou sur la tête. Ce n'était pas une offensive parmi d'autres mais la dernière. Les premiers à le comprendre furent sans doute les quelque cinq cents mille réfugiés, ces foules pour qui prendre la route, baluchon sur la charrette ou le camion, était devenu une triste habitude. Or, que constate-t-on aujourd'hui. Ils sont tous repartis : cinq cent mille personnes regardant leur ville d'origine en leurs villages. Les révolutionnaires comprennent que la situation était intenable et interdisait toute mise en place sérieuse de leur administration, ordonnèrent un départ immédiat. Mais un tel ordre était-il nécessaire ? Pour la première fois il a été possible de reprendre la route sans craindre une belle perte, une retraite, un raid aérien. Souvent, tous les biens ont été perdus lors de cet ultime exode de mars. Mais cette fois c'est la paix totale, sûre. L'avenir, on verra bien. Déjà il ne faut plus payer le fonctionnaire pour avoir un papier, déjà on sait que les douze espoirs des mille bricolages autour de bases militaires ou de cabarets, tout cela est fini. Da-Nang découvre qu'elle a eu grande partie de son éphémère existence à une guerre avide de faux citoyens, de paysans déracinés, ces objets de la « politique d'urbanisation forcée » chère à certains idéologues américains. Et ces vietnamiens-là regardent leur terroir.

L'évacuation ordonnée

Il y a eu, bien sûr, de nombreux prisonniers, mais aussi une foule de militaires troquant l'uniforme pour l'habit civil. Des dizaines de milliers de ces hommes se trouvaient à Da-Nang, et un appel fut lancé dans la région. Il fallait se faire enrégimenter tout de suite. Les officiers, dit-on, seraient actuellement repris en main idéologiquement quelque part dans la province. Les autres, semble-t-il, dans leur majorité, se sont vu confier une sorte de carte d'identité et vivent en ville, qui chez des parents, qui chez des amis. Leur sort ne pourra sans doute pas être réglé tout de suite, mais il faut bien constater que, trois semaines seulement après la défaite, l'affaire n'a pris aucune proportion catastrophique. Et trois semaines c'est peu quand on sait que cette question n'est qu'une de celles qui doivent régler les nouveaux « patrons ». Pour ces soldats, l'affaire de Da-Nang scelle un triste destin sans que le sang ait été versé. Pour toute la population, elle signifie le retour définitif à la paix, ou plutôt sa découverte pour la plupart des habitants.

Da-Nang, ancienne quintessence de tous les ingrédients de la guerre, est moins aujourd'hui à l'heure de Hanoi qu'à celle du nouveau Vietnam qui, ancré dans la tradition nationale, surgit avec une rapidité stupéfiante.

JACQUES DECORNOY.

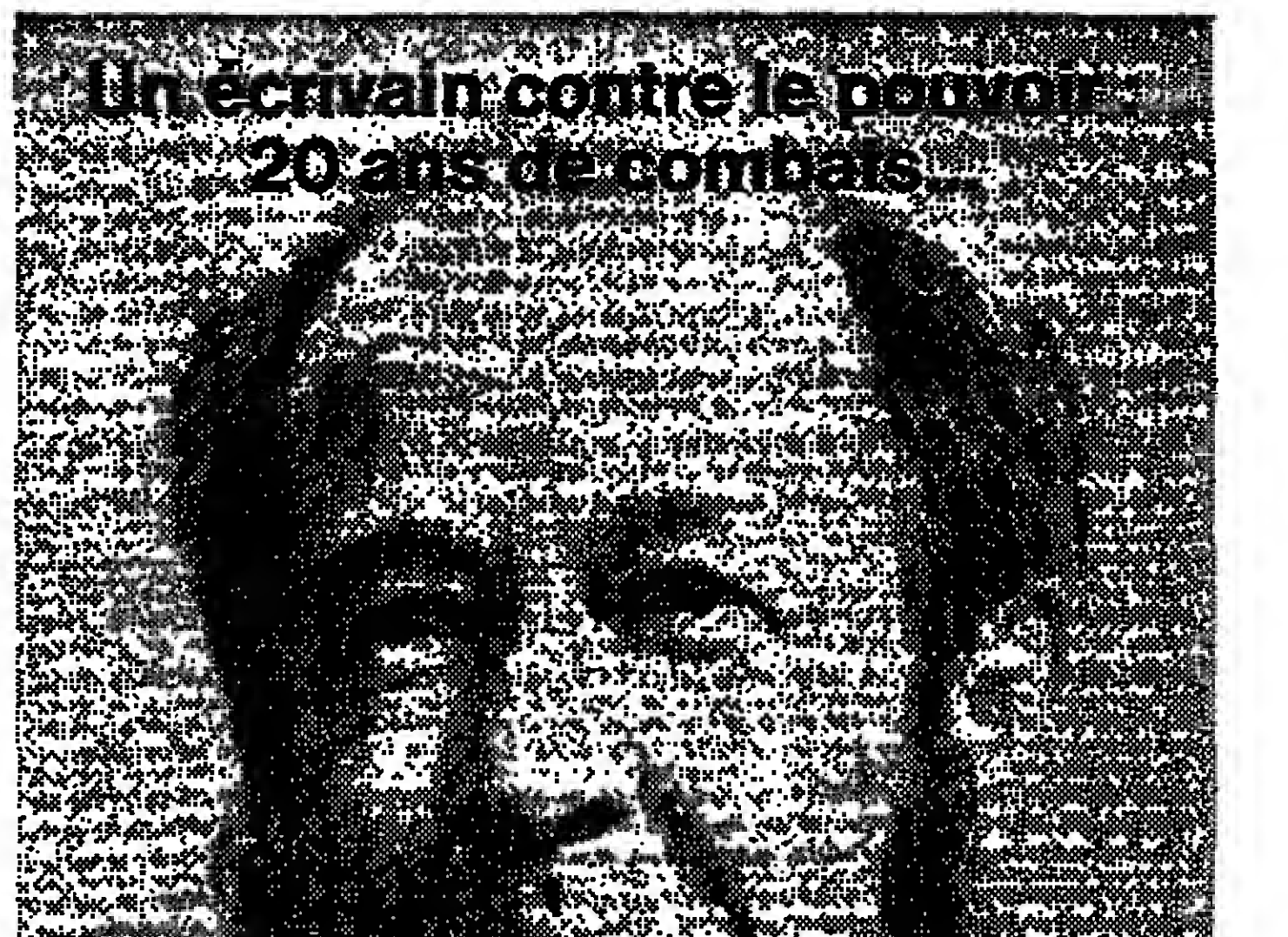
Le Vietnam du Nord a démenti le dimanche 20 avril une accusation lancée vendredi par le ministre laotien de la défense selon laquelle les forces nord-vietnamiennes et la Pathet-Lao auraient lancé une offensive contre plusieurs positions militaires tenues par la partie de Vientiane. — (Reuter.)

cutif; d'autre part, il se refuse à approuver les crédits d'aide militaire, malgré les appels pressants du secrétaire d'Etat et du général weyand, et la réduction, pratiquement acceptée, de la demande initiale de 722 millions de dollars. En revanche, le Congrès approuvera probablement 200 millions de dollars de crédits pour l'aide « humanitaire », mais, là encore, le président Ford a dû accepter de donner des garanties sur l'évacuation rapide des ressortissants américains de Saïgon.

En fait, l'évacuation est maintenant la préoccupation majeure de la Maison Blanche et du Capitole. Le Congrès s'intéresse essentielle-

ment au départ des nationaux américains, et accessoirement à celui des Sud-Vietnamiens dont le vie est considéré en danger. Le mouvement des forces navales américaines, confirmé samedi matin, annonce une évacuation plus rapide que prévue. La situation militaire a été jugée assez compromise pour que soit déclenchée une opération d'évacuation supervisée et coordonnée par l'am-

La meilleure heure pour le constater est celle du mardi. Tout le matin il y a foule et les produits abondent. Pour la première fois ici, comme à Hôï, comme dans toutes les villes de la côte et dans celles des Hauts-Plateaux, les révolutionnaires se trouvent aux prises avec les délicats problèmes de la gestion de masses urbaines (des millions de gens) au mode de vie et souvent de pensée tout différent de leur. Toute question d'encadrement politique mise à part il faut nourrir cette population, lui fournir du travail, la payer. La question est d'autant plus difficile à régler que la façade saïgonnaise s'est écroulée sans préavis. On s'attendait à un long siège et le fruit tombe tout de suite.



Un écrivain contre le bonjour 20 ans de combats

Soljénitsyne LE CHÊNE ET LE VEAU Mémoires 1953/1974

La sortie des camps. L'écriture clandestine. La publication d'Ivan Denissovitch. Les rapports avec Tvardovsky et la revue Novy Mir. La rencontre avec Khrouchtchev. Le passage à l'Ouest des manuscrits. Le procès Siniavski - Daniel. La saisie des archives de Soljénitsyne. Le Prix Nobel. Le séjour chez Rostropovitch. La saisie du manuscrit de l'Archeipel du Goulag. L'arrestation et l'expulsion... Trad. du russe par R. Marchal Un volume 544 pages, 45 F SEUL

Recul des forces gouvernementales à Xuan-Loc et Ham-Tan

La chute de la ville de Xuan-Loc, à 70 kilomètres à l'est de Saïgon, a été annoncée de source militaire sud-vietnamienne lundi matin 21 avril. Soumise dès l'aube à un intense bombardement d'artillerie, les

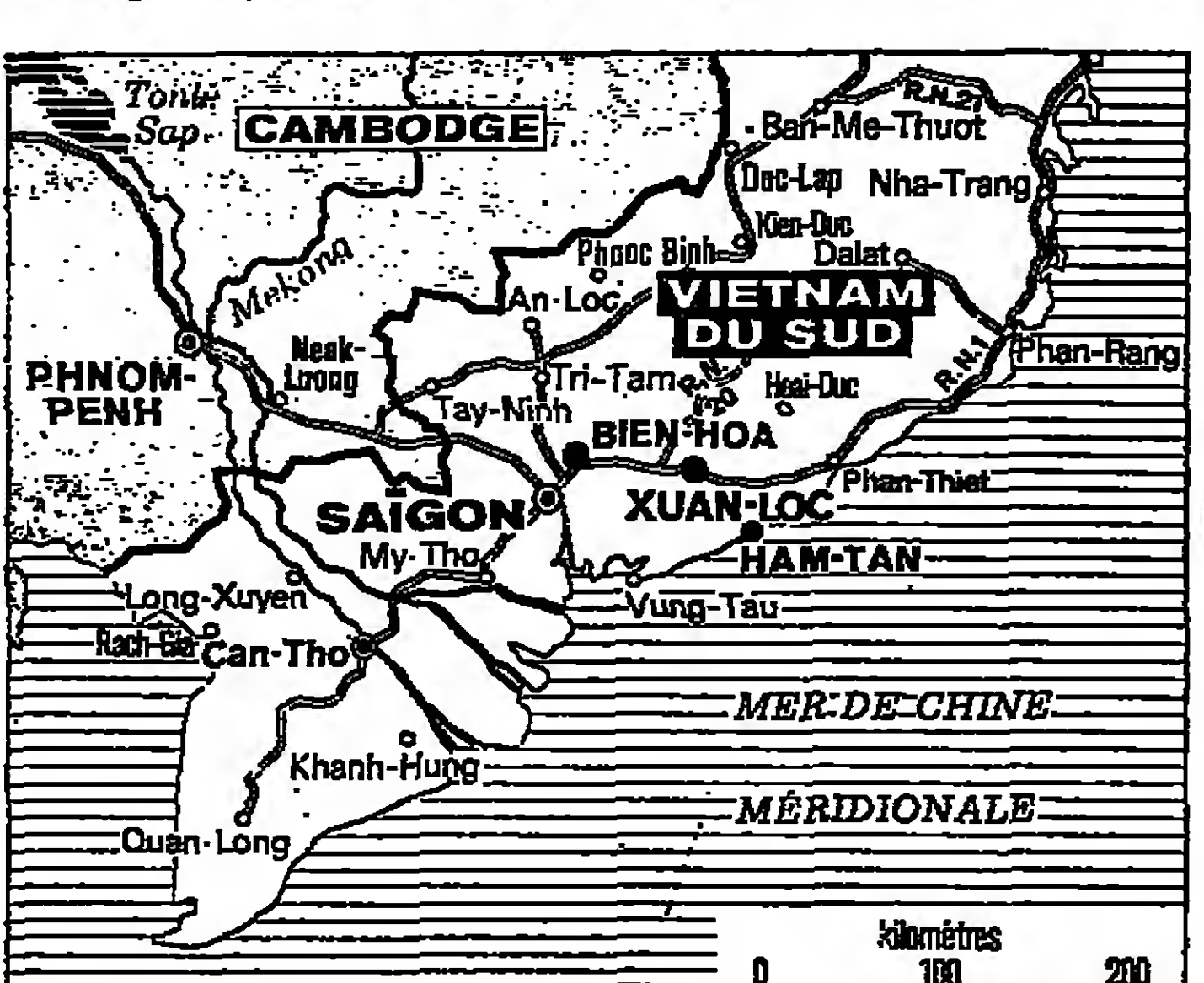
forces gouvernementales ont dû abandonner les dernières positions qu'elles tenaient dans le secteur, ainsi que la localité elle-même — qui a été aussitôt occupée par les forces révolutionnaires.

de spéculations diverses. Il n'est pas sûr, en effet, qu'elles envisagent un assaut contre une ville actuellement surpeuplée, et encore bien défendue. C'est en particulier l'opinion qu'aurait exprimée des diplomates soviétiques, cités de Moscou par le New York Times, et qui se fondent sur de récentes conversations avec des responsables nord-vietnamiens et du G.R.P.

LE F.N.L. EXHORTE LES HABITANTS A RESTER OU ILS SONT

La radio du Front national de libération du Vietnam du Sud, captée à Bangkok, diffuse d'heure en heure depuis lundi matin 21 avril un appel à tout le peuple vietnamien et particulièrement à ceux qui travaillent avec les Américains pour les inviter à ne pas quitter le pays et les assurer qu'ils n'ont rien à craindre pour leur sécurité.

Plus à l'est, la ville de Ham-Tan, capitale de la province de Binh-Tuy, a été attaquée lundi matin par des unités d'infanterie appuyées par des blindés. Selon certaines dépêches, le commandement de Saïgon aurait perdu le contact radio avec la ville, et les forces révolutionnaires, qui avaient conquis deux positions gouvernementales depuis samedi, à proximité de Ham-Tan, y auraient déjà pénétré.



La base de Bien-Hoa menacée

Le recul des forces sud-vietnamiennes dans les secteurs de Xuan-Loc et de Ham-Tan risque d'être lourd de conséquences. L'Agence France-Pressa signale qu'une « grande confusion » règne dans le port de Vung-Tau, où des scènes de panique commencent à se produire. Mais le menace la plus grave pèse sur la base aérienne de Bien-Hoa, une trentaine de kilomètres au nord-est de Saïgon. La base a déjà subi les bombardements de l'artillerie lourde des révolutionnaires, et l'on apprend à Saïgon que les chasseurs-bombardiers de l'aviation gouvernementale ont dû renoncer à l'utiliser la nuit. La population de Bien-Hoa, qui était autrefois de 93 000 habitants, s'est considérablement gonflée avec l'afflux des réfugiés. Si, comme on s'y attend, la pression des forces révolutionnaires se précise contre Bien-Hoa, un flot humain se dirigera nécessairement vers Saïgon, où l'on craint qu'il ne sème la panique. On n'exclut pas que, face à cette situation, le haut-commandement sud-vietnamien fasse appel aux divisions dont il dispose encore dans le delta. Mais, note l'Agence France-Pressa, les éléments des forces révolutionnaires qui se trouvent déjà dans cette région seraient prêts à déclencher par le sud des attaques en direction de Saïgon. Les intentions des forces du G.R.P. en ce qui concerne la capitale sud-vietnamienne font cependant l'objet

prononcer lundi un discours radio-diffusé, et recevoir auparavant les membres de l'Assemblée nationale et du Sénat. Toutes sortes de rumeurs circulent dans la capitale sud-vietnamienne, tant sur les intentions du chef de l'Etat que sur les activités de l'opposition. Citant des sources officielles, l'Agence France-Pressa fait état de l'assignation à résidence de onze officiers supérieurs — dont cinq généraux — afin, dit-on, de faciliter l'enquête en cours dans les responsabilités encourues dans les revers des forces gouvernementales. D'autres sources rapportent qu'une compagnie gouvernementale s'est mutinée samedi dans un secteur du delta.

occité, la ville est encore dirigée par un comité révolutionnaire militaire à neuf membres. Outre son chef, Ho Nghinh, membre du comité central du Front national de libération, il comprend notamment les deux généraux Nguyen Chan et Nguyen Ba Phat. Pour l'instant les fonctionnaires sont payés cent piastres par jour, puis des allocations de riz mensuelles, par personne adulte, de dix-huit kilos. « Une différence avec le passé », constate une enseignante qui reçoit vingt-trois mille piastres par mois. La vie est donc plus dure, du moins pour ceux qui avaient un métier assez bien rémunéré. Mais pour l'instant, en tout cas,

ATION DANS LA PÉNINSULE

De Hoï, un adversaire invisible

est demeuré coupé du reste du monde

PARTEMENTS

سكنا من الأهل

ASIE

LA CORÉE DU SUD « REVITALISÉE »

(Suite de la première page.)

L'opposition conteste fortement l'interprétation triomphale que le régime donne des résultats du référendum de février : 80 % des électeurs inscrits ont participé au scrutin, et 73 % des votants ont approuvé la politique du président Park. Mais si l'électorat rural a suivi, apparemment du moins, les consignes du gouvernement, celui des grandes villes s'est comporté très différemment. A Séoul, les abstentions ont représenté près de 49 % des inscrits, et la proportion réelle des « oui » dépasse à peine un tiers. A Pusan, le grand port du Sud, plus d'un quart des inscrits ont voté « non ». Au total, on constate que, sur un peu plus de seize millions sept cent mille électeurs, plus de sept millions n'ont pas donné au président Park l'approbation qu'il demandait. Compte tenu de la manière dont la consultation avait été organisée (le Monde du 12 février 1975), ce chiffre est impressionnant.

L'épisode du référendum n'a d'ailleurs pas changé grand-chose

an climat politique sud-coréen. Bâillonée pendant la consultation, l'opposition n'a fait que se durcir et s'élargir dans le combat.

La vraie question qui se pose maintenant est de savoir ce que va faire le président. Des bureaux de la Maison Bleue, sa résidence, d'où émanèrent déjà, en 1972, la Constitution autoritaire, en 1973 quelque trois cents décrets-lois, en 1974 les quatre « mesures d'urgence » — devraient maintenant sortir les plans du système politique « au-dessus des partis » fondé sur l'« harmonie nationale », qu'il a annoncés en vue de réaliser une « fusion » de tous les éléments du pays.

Ses adversaires objectent que l'harmonie nationale est en réalité un but plus inaccessible que jamais après tout ce qui vient de se passer. Malgré cela, le président entend faire franchir une nouvelle étape à son programme de « revitalisation ». Il veut aller de l'avant, plus loin dans ce yushin (mot coréen pour « revitalisation »), qui est, a-t-il dit, « une nécessité historique et

inséparable, le seul chemin de survie », et que ses adversaires, pour leur part, fustigent d'un seul mot : c'est le fascisme, disent-ils, sous un nouveau nom.

La politique du président Park donne l'impression, depuis 1972, d'une fuite en avant : il n'a d'autre issue que d'aller toujours

Un état de « semi-guerre »

Cherchons à comprendre les motifs politiques et psychologiques du président : cela peut éclairer les événements futurs dans ce pays, qui risque fort de rester non pas celui des minis calmes, mais celui des jours turbulents. On peut reconnaître au président Park ce que les Japonais appellent la « sincérité », mot d'ailleurs dangereux dans le sens qu'ils lui donnent, car il justifie aussi bien l'entêtement coréen dans l'erreur que la pureté des intentions dans la recherche du bien. Il y a chez lui la conviction profonde d'être investi d'une mission, celle de défenseur et de sauveur de la bien-aimée patrie coréenne. Cette sin-

cerité n'est-elle plus aujourd'hui, comme l'un accusent ses ennemis, d'une soif du pouvoir ? En tout cas, en gouvernant depuis bientôt quinze années, il a acquis la conviction, ses actes le prouvent, que sa mission ne peut être léguée à aucun autre, qu'il doit rester au pouvoir, que sans lui son œuvre, donc son pays, s'écroulerait. D'où la Constitution préfabriquée de 1972, qui lui confère le droit, et les moyens, de se faire indéfiniment réélire.

Sa justification — et sa hantise — est que la Corée du Sud se trouve, selon son expression, en état de « semi-guerre ». On peut en effet lui concéder que le Nord communiste exerce sur le Sud une redoutable pression politique, diplomatique et militaire, pour ne pas employer le mot courtois de « menace ». Mais le Nord peut en dire autant, quand par exemple il voit pointée sur lui l'artillerie nucléaire américaine. La politique du président Park n'est pas précisément faite pour arrêter cette « semi-guerre », pas plus d'ailleurs que ne l'est celle du président Kim Il Sung.

Est-ce à dire que, quand il a ouvert le dialogue avec le Nord, le président sud-coréen n'avait pas l'intention d'aboutir ? Laissons au jugement de l'histoire cette question discutée. Mais il y a des raisons de penser que, paradoxalement, ce contact avec le Nord a été un motif décisif de l'étranglement, au Sud, des libertés démocratiques, qui jusque-là étaient restées assez vivantes.

Le dialogue avec le Nord est

proposé en août 1971. En mai 1972, M. Lee Hu Rak, alors chef de la C.I.A., séjourne secrètement à Pyongyang, et, en novembre, il y retourne et s'entretient avec M. Kim Il Sung lui-même. Le rapport qu'il fait en revenant alarme le président Park, en lui donnant à penser qu'entre le Sud et le Nord le jeu est plus que jamais stratégiquement inégal. En face, c'est l'unité totalitaire, l'organisation rigide, la discipline impitoyable, l'effort. Pas de presse, d'Assemblée ni de parti d'opposition. Le chat est tout-puissant, et son nom même ne peut être prononcé sans une rationnelle obligation de louanges.

Il faut donc réformer, reconstruire le Sud. La solution aurait pu être d'en faire une démocratie plus juste, plus intégrée et plus libre. Le président Park s'engage dans une tout autre direction, celle du régime autoritaire, et il lance à la fin de 1972 son plan de « revitalisation » (yushin). Il ne réussira que trop bien à équilibrer la dictature d'en face, par la sienne, le projet de dialogue ayant, incidemment, sombré dans l'intervalle.

Désormais, la contradiction n'est plus supportée, et tout opposant doit être considéré comme un traître à la patrie : quinze ans de prison, et même la prison à vie, ou la mort, s'il est procommuniste. Dans tout cela apparaît encore un trait de son caractère, la marque indélébile qu'il a reçue dans sa jeunesse comme cadet et gradé de l'Académie militaire japonaise, puis comme officier modèle de l'armée impériale. Certes, il a été de tout temps un patriote coréen passionnément attaché à servir son pays. Mais toute son action a gardé l'inspiration et le style acquis pendant ses années d'apprentissage : une rigueur froide, l'exigence d'une discipline totale, l'allergie à toute opposition, et l'aversion pour les partis politiques, gênants et bavards.

L'arsenal législatif et la répression

Telle est probablement la psychologie qui sous-tend sa fuite en avant. A la fin de 1972 et dans la première moitié de 1973, le système est mis en place : annonce du yushin, loi martiale débouchant sur le référendum de décembre 1972, nouvelle Constitution, élection du président non plus par le peuple mais par un corps de notables, élection d'une Assemblée domestiquée dont un tiers est nommé par le président. En août 1973 enfin, celui-ci fait enlever M. Kim Dae Jong, son seul rival sérieux, principal leader de la gauche. Les étudiants entrent les premiers en lutte contre le nouveau système au mois d'octobre, entraînant un large mouvement d'opposition. C'est alors au début de 1974, la proclamation de l'état d'urgence, et la vague d'arrestations et de condamnations. L'attentat du 15 août dernier contre le président, qui cotisa la vie à son épouse, déclenche, à titre de diversion, des manifestations anti-japonaises organisées. Après la venue du président Ford à Séoul (décembre 1974), le référendum de février 1975 ouvre la nouvelle phase de la « revitalisation ».

Face aux résistances qu'il rencontre, le chef de l'Etat renforce l'arsenal législatif dont il dispose. C'est un deuxième trait de sa stratégie, qui l'amène à pro-

poser ce que les Américains appellent l'overkill, l'accumulation de moyens permettant de tuer plusieurs fois l'ennemi. Déjà la Constitution de 1972 faisait de lui le dictateur probablement le mieux armé du monde : l'article 53 lui donne le droit, en cas de menace contre l'ordre public, « ou si l'on s'attend à pareille menace » (sic), de « suspendre la liberté et les droits du peuple inscrits dans cette Constitution ». Mais ce n'est pas assez, et le président y a superposé l'état d'urgence, avec ses terribles décrets. Quand il rapporta ceux-ci, il les remplaça par le blanc-seing, qu'il obtint du référendum, superposé lui-même à l'état d'urgence, qui, nous l'avons dit, demeure en vigueur.

La complète abolition des ga-

ranties des droits du citoyen a déchaîné sur le pays une répression qui est allée en s'aggravant. Sa police, il est vrai, a l'habileté de laisser au peuple ses moqueries libérées, sans sévir contre les combines et petits trafics qui font partie d'une certaine anarchie quotidienne, chère aux Coréens. Mais les éléments évolués de la société ne bénéficient pas de cette indulgence s'ils essayent d'échapper aux contraintes politiques et policières : toute la rigueur du système se fait alors sentir.

La C.I.A. sud-coréenne reste l'instrument principal — certains disent même le moteur — du régime. En dépit des promesses présidentielles faites au départ de M. Lee Hu Rak, elle n'a été ni réformée ni mise au pas. Les libertés fondamentales et les droits de l'homme sont constamment et cruellement bafoués par la C.I.A. et par les diverses polices parallèles, dont la police militaire. La C.I.A. contrôle en fait les procureurs et les juges, qui sont entièrement aux ordres du gouvernement.

Les six premiers mois de 1974 ont probablement été décisifs pour susciter à l'encontre du président Park des hautes défiances. Ils ont été marqués par des centaines d'arrestations (toutes n'ont pas été maintenues) et par une longue série de condamnations — plus de deux cent cinquante, — dont beaucoup furent prononcées après la révocation des décrets au nom desquels les peines avaient été requises. Le fait que cette répression ait frappé un nombre important de personnalités respectées de l'élite libérale, qui se sont vu infliger, pour des motifs purement politiques, des peines très sévères, a creusé entre l'opposition et le président un fossé que les huit pendaisons de Séoul, le 9 avril, ont encore élargi. Si l'on ajoute le recours aux violences et même à la torture, sur lesquelles les détenus libérés ont apporté des témoignages retentissants, on comprendra que, pour l'opposition, le point de non-retour soit dépassé.

Reste à savoir si cette opposition sera de taille à provoquer la démission ou la chute du président. En plus des forces de sécurité et de police, celui-ci dispose du soutien de tous ceux qui, au nom de la sécurité et de l'anti-communisme, sont prêts à fermer les yeux sur les excès du régime : le parti gouvernemental, la bureaucratie, les cadres provinciaux et locaux, les propriétaires terriens et gros possédants, les ruraux ; enfin, les milieux industriels et commerciaux plus ou moins réticents mais soucieux d'ordre avant tout. Jusqu'à quand le président Park continuera-t-il à assurer cet ordre ?

ROBERT GUILLAIN.

Prochain article :

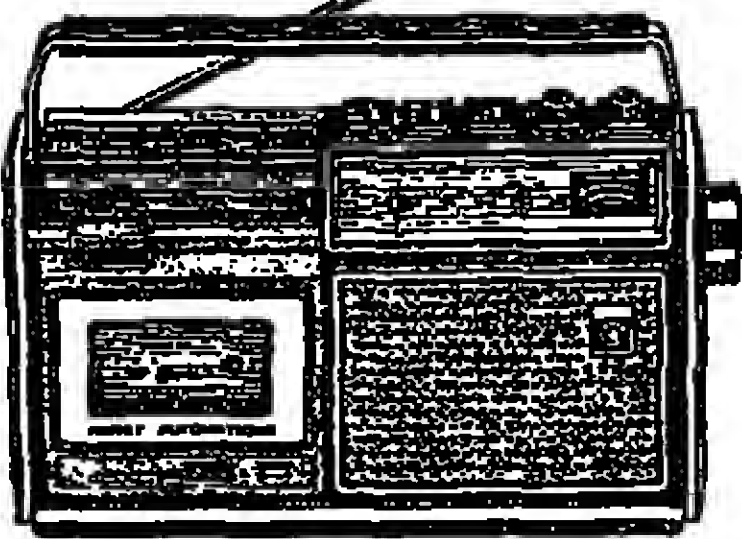
« LE GOMBAT CONTINUE »

Continental Edison

Si vous aimez la musique... respectez-la.

Redécouvrez une sonorité plus riche, plus nuancée, vraiment fidèle à l'original. Continental Edison vous propose plus de 60 appareils de très grande qualité. Une gamme complète : transistors et auto-radios, avec ou sans lecteur de cassette, électrophones portables ou chaînes, magnétophones à cassette ou à bande et tous les appareils haute-fidélité. Dans chaque modèle, une innovation ou un avantage fait pour vous séduire.

Regardez par exemple le RC 1496, combiné radio-lecteur enregistreur de cassette. Un récepteur radio PO-GO-FM et un lecteur enregistreur de cassette réunis dans un seul appareil. Compact, maniable, vous pourrez l'emporter partout avec vous : il marche aussi bien sur secteur que sur piles.



Modèle RC 1496

Quant au « pupitre », ampli-tuner tétraphonique, c'est l'avant-garde Continental Edison. La multiplicité des réglages, des correcteurs d'écoute, des vu-mètres et des touches, est là pour vous apporter une gamme fantastique d'ambiances musicales : la touche « extrême » par exemple, qui agit comme un véritable zoom acoustique en élargissant l'espace sonore. Et d'autres possibilités encore, que vous ne vous laserez pas d'explorer.

La gamme hi-fi Continental Edison vous réserve elle aussi d'agréables surprises. Le combiné hi-fi comprend une platine 3 vitesses, un préampli-amplificateur 2x25W stéréophonique et quadrasound réglable, un tuner AM-FM avec 7 stations pré-réglables et un magnétophone à cassette stéréo. D'une présentation à la fois sobre et raffinée (dessus gris anthracite, flancs et façade en aluminium brossé) c'est une véritable « régie ».

Un disque gratuit qui intéressera tous les amateurs de haute fidélité. Ce disque a été spécialement mis au point par Continental Edison pour vous permettre de tester votre « oreille » et de régler avec précision votre chaîne stéréo. Pour le recevoir gratuitement, découpez ce bon et renvoyez-le à :



Modèle AT 9525

Continental Edison - Service Publicité 74, rue du Sumelin - 75980 PARIS CEDEX 20



Continental Edison

Continental Edison

MÉDECINE - SC. PO - DROIT SC. ÉCO - PHARMACIE entrée en FAC Informations et orientation GRATUITES

rustiques au mont st-michel

VOUS PERDEZ VOS CHEVEUX ? Ce n'est pas irrémédiable... Institut Capillaire EUROCAP

AGFA T CO

EUROPE

Italie

La violence politique a contraint les grands partis à élaborer un front commun

De notre correspondant

Roma. — L'Italie célèbre cette semaine le trentième anniversaire de la chute du fascisme dans un climat de malaise et d'inquiétude. Succédant à quatre jours de désordres, qui ont coûté la vie à trois jeunes gens, de nombreuses autres personnes étant blessées, la grève générale de mardi 22 avril vient s'ajouter un peu plus à la confusion des esprits. Déjà difficile à faire admettre dans un pays convalescent, où l'arrêt de travail — local ou sectoriel — est quotidien, elle a pris une dimension qui était pas prévue au départ : enrégimentement pour défendre l'emploi et le pouvoir d'achat, elle se veut maintenant, selon C.G.I.L., une grande grève de la fermeté de l'engagement antifasciste.

Le fascisme lui-même apparaît-il aux différentes familles politiques comme le péril le plus urgent ? On peut en douter, malgré les hautes expressions de foi et les cris indignés entendus au gauche comme à droite ces derniers jours. Si parait acquis que la plupart des attentats — et ils sont nombreux en cette période pré-électorale — sont dus à des extrémistes de droite, et si les néofascistes ne perdent pas une occasion de provoquer des désordres, force est de constater que les graves incidents de la semaine dernière, susceptibles de se reproduire n'importe où, n'importe quand, ont un caractère de groupes d'extrême droite. Ce sont eux qui ont brisé des vitrines dans plusieurs grandes villes, donné l'assaut à des sièges de partis politiques ou à des journaux. On a beau parler de « provocations », soupçonner des infiltrations, dans ces groupes, de fascistes ou de policiers, la réalité est là. Pour être médié par l'assassinat d'un militant à Milan, pour être moins lâche que la pose de bombes anonymes dans des bâtiments publics ou sur des voies ferrées, cette forme d'expression politique n'en contient pas moins quelques germes du « fascisme » que l'on cherche précieusement à extirper. Les formations de gauche et les syndicats le savent, sans pouvoir le dire aussi clairement d'un leur embarras. Le parti communiste, notamment, dont un militant a perdu la vie samedi à Florence, pèse chacun de ses mots : il condamne toute violence sans pour autant renvoyer dos à dos les deux camps opposés, comme la droite s'évertue à le faire dans un but électoral évident.

Rares cependant sont les hommes politiques, au sur des bords de ce soit, qui dépassent le stade du slogan pour s'interroger sur les raisons profondes pour lesquelles de jeunes descendants dans la rue, les barres de fer et de cocktails Molotov. Sans doute ce genre de question n'est-il pas de mise à deux mois des élections régionales. Car les réponses à aussi tâtonnantes soient-elles, conduiraient à des mises en question bien plus fondamentales que la composition de la coalition de centre gauche ou même la participation des communistes au pouvoir. La société politique italienne apparaît à beaucoup de

jeunes terriblement bloqués. Ils n'espèrent rien des élections et n'attendent plus grand-chose de dirigeants à la moyenne d'âge élevée, dont beaucoup s'accrochent — depuis près de trente ans, justement — aux mêmes fonctions.

Il est significatif qu'au-delà des polémiques, les événements des derniers jours aient rapproché les grandes forces politiques. On ne s'est guère étonné de voir M. Enrico Berlinguer, secrétaire du P.C.I., se faire recevoir le 18 avril par le président du conseil, C.G.I.L. — une telle entrevue aurait suscité bien des commentaires et des spéculations. Hormis une petite frange de droite, tout le monde, au contraire, l'a trouvé normale et nécessaire. Quand, le lendemain, dans un communiqué, M. Berlinguer a condamné tout acte de violence et notamment l'attaque de sièges de partis politiques, n'a songé à lui faire un procès d'intention des communistes n'est-il pas en Italie les meilleurs défenseurs de l'ordre public ? Bien qu'ils n'aient pas voulu reconnaître cette évidence, eux-mêmes ne l'empêchant pas de faire du chemin.

Une police dépassée

Cela fait des mois que des mesures décriées sont annoncées pour lutter à la fois contre la violence politique et la criminalité. On les attend toujours. La lecture quotidienne du journal en Italie est un exercice qui nécessite des nerfs solides ou une bonne dose d'indifférence : le nombre de vols, d'attentats, d'explosions, de meurtres, d'assassinats semble effrayant. Or cette impression serait trompeuse. Côté des statistiques, le ministre de l'Intérieur affirme d'un ton sûr que nous il y a quelques semaines que l'Italie était moins affectée par la criminalité que dans des pays plus anciennement industrialisés comme la France. Elle ne connaît pas, par exemple, de prises d'otages lors d'attaques à main armée. Mais la progression de la plupart des autres formes de criminalité, depuis quelques années, est spectaculaire. A ce rythme, l'Italie battra des records, comme c'est déjà le cas pour les enlèvements de personnes de renom. Contre ce fléau, devenu quasiment hebdomadaire, la police ne peut grand-chose : elle se heurte à l'opposition des familles elles-mêmes qui s'efforcent de traiter avec les ravisseurs et demandent le secret. Mais elle n'intervient pas davantage pour prévenir des tentatives de rapt. Elle ne connaît pas les auteurs, qui sont parfaitement connus des commissariats de quartier. Et pourquoi cette passivité dans la poursuite d'agitateurs notoires de violence ? La magistrature, de son côté, fait preuve d'un lenteur remarquable dans son exploitation sur la « piste noire ». Les partis de gauche ont mille

Chypre

La « marche des femmes » sur Famagouste a mis en lumière la grande détresse des réfugiés grecs

De notre envoyé spécial

Nicosie. — Une quinzaine de milliers de femmes chypriotes grecques ont entrepris, dimanche 20 avril, une marche pacifique sur Famagouste pour attirer l'attention de l'opinion publique mondiale sur le sort des quelque quatre-vingt mille de leurs compatriotes qui ont perdu leur foyer à la suite de l'occupation de la partie septentrionale de Chypre par les troupes turques. Plusieurs centaines de femmes étrangères venues d'une trentaine de pays avaient pris la tête de l'imposant cortège qui mit près d'une heure et demie pour franchir, dans un silence quasi religieux, les quelque deux kilomètres séparant le petit village de Dhyrenia de la partie grecque de Famagouste.

ROBERT SOLÉ.

Les représentants des partis communistes et ouvriers européens, réunis à Rome, ont achevé, le dimanche 20 avril, l'examen de la situation des possibilités et des perspectives de la coopération économique en Europe. A l'issue de ce colloque préparatoire d'un « sommet » communiste européen, le communiqué affirme que « tous les pays devront donner leur apport autonome actif dans la garantie du respect total de leur indépendance et de leurs choix ».

1963 » : « La seule solution est la formation d'une fédération bi-régionale » : « Jamais plus nous ne vivrons aux côtés des Grecs ».

Le ton était ainsi donné et les optimistes impénitents qui, à la faveur de cette initiative, espèrent amorcer un dialogue valable rapidement à échelle européenne. Deux heures de discussion serrées de multiples navettes entre les deux groupes stationnant aux deux extrémités du corridor « neutre » sous l'égide des officiers de l'ONU, ne purent que confirmer l'incompatibilité des thèses en présence. Comment concilier, en effet, la demande des femmes chypriotes grecques qui réclament l'application de la résolution 3212 de l'Assemblée générale de l'ONU sur Chypre, prévoyant le retour des réfugiés dans leurs foyers et les mots d'ordre des femmes chypriotes turques en faveur d'un fait accompli, entretenu par la présence sur l'île d'environ quatre mille soldats venant de la « mère patrie » turque ?

La pluie qui s'abattait en trombe sur les cortèges fut finalement raison de l'obscurité touchante de certaines des manifestantes qui multipliaient à l'envi les tentatives en vue de remettre

aux autorités militaires turques le mémorandum dans lequel elles exposent leur point de vue. Les larmes aux yeux, les déléguées durent battre en retraite, abandonnant sur place les drapeaux de cinquante nations plantés au signe de défi face à Famagouste, devenue depuis neuf mois une cité fantôme, alors que ses soixante mille habitants qui ont tout perdu vivent dans des conditions déplorables, parfois sous la tente, souvent à quelques kilomètres de leurs anciennes demeures.

Le mur de haine et d'incompréhension que la guerre a érigé autour de Famagouste ne s'est pas effondré sous le simple effet d'une manifestation publique, mais une vérité qui était sur le point d'être oubliée est maintenant clairement établie. Aucun règlement entre les deux communautés de l'île n'est concevable aussi longtemps que le principe du retour des réfugiés grecs dans leurs foyers ne sera pas reconnu par les Turcs. La grande détresse des réfugiés grecs, que les observateurs étrangers ont pu mesurer dimanche, porte en elle le ferment d'une « paléoinstitution » du conflit chypriote. La marche sur Famagouste constitue à cet égard un cri d'alarme.

JEAN GUEYRAS.

Ne faites plus confiance à personne.

Vous le savez trop bien. Dès qu'un document, un tableau de chiffres ou une liste d'adresses est retranscrit par un secrétaire puis transmis par courrier, tout est à grandir : la faute de frappe, la lettre perdue, le courrier qui n'arrive pas...

Et des statistiques récentes affirment qu'il y a 15% d'erreurs au moins dans la transmission d'un message par téléphone.

L'idéal serait évidemment de transmettre le texte original sans intermédiaire. Et dans les délais les plus brefs. Pour cela, CIT Alcatel et AGFA-GEVAERT ont créé le Citefax 101, un télécopieur capable de transmettre des copies par téléphone.

Vous placez votre document sur le tiroir du télécopieur. Vous composez le numéro du destinataire. C'est tout. 3 minutes plus tard, quel que soit l'éloignement, votre correspondant reçoit une copie. Sans risque d'erreur.

Le Citefax 101 se branche sans problème sur ligne téléphonique normale et il est d'une telle fiabilité qu'il a été retenu pour l'équipement des P & T et de l'Armée de l'Air. Avec le Citefax 101, communiquez sans intermédiaire.

AGFA-GEVAERT
Télécopieur Citefax 101.
Votre document transmis en 3 minutes sans erreur.



AGFA-GEVAERT. EQUIPEMENT DES ENTREPRISES

1^{er} CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE COPIERS

Si vous voulez en savoir plus sur le Citefax 101, téléphonez-nous au 967.81.44 ou écrivez à Agfa-Gevaert DEE - 274, avenue Napoléon Bonaparte, 92502 Rueil-Malmaison. Ou encore, venez visiter notre Centre de démonstration permanent, 20 bis avenue Mac-Mahon, 75017 Paris.

Grande-Bretagne

Cinq ministres travaillistes publient le « calendrier » du retrait du pays de la C.E.E.

De notre correspondant

Londres. — Les membres du gouvernement travailliste hostiles au Marché commun proposent le 1^{er} janvier 1976 comme « jour de l'indépendance » pour la Grande-Bretagne. Telle est la conclusion d'un manifeste intitulé « Stratégie du retrait », qui a été présenté dimanche 20 avril, par cinq membres anti-éuropéens du cabinet de M. Wilson. Leur but est de convaincre les citoyens qu'une rupture avec les Huit pourrait se faire « d'une façon ordonnée et sans difficulté majeure ».

Les cinq signataires de ce document sont M. Foot, ministre du travail, Mme Castle, ministre des affaires sociales, M.M. Benn, ministre de l'Industrie, Shore, ministre du commerce et Silk, ministre de la planification. Au cours d'une conférence de presse, les cinq n'ont pas manqué d'exploiter un discours assez maladroit prononcé la veille par M. Whitelaw. Le leader adjoint du parti conservateur avait déclaré qu'un référendum négatif sur l'Europe risquerait de provoquer une « crise constitutionnelle sans précédent », car beaucoup de députés se verraient alors contraints de choisir entre « leur propre engagement et celui des électeurs ».

Comme on pouvait s'y attendre, de tels propos ont été dénoncés comme significatifs du caractère

« antidémocratique » du Marché commun et de ceux qui le défendent. M. Benn a laissé entendre une nouvelle grande bataille historique « du peuple contre les lords ».

La stratégie proposée par les partisans de l'« indépendance britannique » n'a, en fait, rien de très original. Le document reconnaît qu'une victoire de « non » au référendum ne suffirait pas à consommer la rupture entre la Grande-Bretagne et les Huit. Après l'annulation d'un traité immédiat — de l'acte d'adhésion à la C.E.E. par le Parlement, de nouvelles négociations devraient être engagées d'ici à la fin de l'année avec la Communauté d'Europe. M. Benn a insisté qu'avec le Commonwealth et les pays n'appartenant à aucune des deux organisations. L'objectif essentiel serait pour le gouvernement britannique de reprendre le contrôle de sa politique économique et industrielle, ainsi que de rétablir la liberté de son commerce avec tous les pays du monde.

Les auteurs du manifeste s'appliquent à dissiper deux craintes assez largement répandues : ils assurent que les Huit seraient contraints de conclure de nouveaux accords commerciaux avec Londres, car leurs exportations vers la Grande-Bretagne sont bien supérieures à leurs importations en provenance de ce pays ; et ils affirment que la convention de Lomé, passée entre le Marché commun et quarante-six pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, ne serait nullement compromise. Il deviendrait même possible à la Grande-Bretagne d'étendre les bénéfices de cette convention à beaucoup d'autres nations en voie de développement.

JEAN WEIZ.

M. Gaston Thorn, ministre d'Etat luxembourgeois, a estimé, le dimanche 20 avril, dans une interview à la radio de Sarrebruck : « Si les Britanniques ne veulent pas coopérer à la construction d'une Europe politique, ou n'y participent qu'avec des réserves, alors — et il me peine de devoir le dire — il vaut mieux que nous continuions sans eux » — (A.F.P.)

ITALISÉE

autres en FAC

NE PERDEZ VOS CHEVEUX N'est pas irréremédiable

INSTITUT CAPILLAIRE EUROPEEN

11, rue de Valenciennes

صكبات الامم

صك من الامم المتحدة

EUROPE

Portugal

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE A EVORA

M. Alvaro Cunhal accuse les socialistes de compromission avec le général Spinoza

Evora. — Les socialistes ont envahi Lisbonne. Les communistes ont, dimanche, mis la main sur Evora, dans l'Alentejo. Visages de culture à demi cachés sous un chapeau plat à larges bords, longues capes de peau ou vestons sombres élimés, l'épaulement d'auto-colleants à l'embouchure du parti, les paysans sont venus tôt le matin, par cases charnières, tirées par des tracteurs, haïsses de quelques branches de palmiers pour donner un peu d'ombre, accrocher drapeaux rouges et banderoles. Les femmes ont suivi, drapées de noir, ridées avant l'âge.

De notre envoyé spécial
lent cueillir la moisson ensemencée par Salazar et Castano. Mais ils peuvent se tromper. Les socialistes ont joué ce jeu et ont perdu. Nous sommes convaincus que ceux qui s'y prêtent aujourd'hui n'auront pas de meilleurs résultats.

des forces. Ils ont voulu, en imposant une véritable « pré-Constitution », se garder de toute remise en cause radicale de leur révolution, mais ils n'ignorent pas que ces élections conservent une grande importance et agissent comme un révélateur. Certains changements d'attitude, l'affirmation de plus en plus nette d'attitudes neuves au sein du mouvement traduisent cette adaptation à une nouvelle situation.

Quatre-vingt mille personnes au meeting du P.S. à Lisbonne

< Notre projet politique est celui du M.F.A. > déclare M. Mario Soares

Lisbonne. — Les socialistes ont voulu montrer leur force : ils étaient quatre-vingt mille au stade du 1^{er} Mai, dimanche 20 avril. Profitant d'une journée ensoleillée, des milliers de militants et de sympathisants ont occupé dès le matin les pelouses, les allées, quelques sandwicks, une bouteille de vin et un drapeau rouge du parti, c'était l'équipement des groupes joyeux de paysans qui, débarqués des autobus, chahutaient et dansaient dans les rues. On agita des drapeaux, on actionna les avertisseurs et l'on croyait à la victoire : « Le peuple votera, le P.S. vaincra ».

M. Salgado Zenha, ministre de la Justice, a salué les mesures économiques du Conseil de la révolution. Selon lui, celles-ci faisaient partie du programme socialiste présenté au gouvernement en 1974. Mais elles auraient été refusées alors à par ceux qui maintiennent les glorifications. M. Mario Soares a ensuite annoncé « une marche pacifique d'hommage au M.F.A. ». Mais avant que la foule quitte le stade, le secrétaire général du P.S. a répondu à deux accusations : « Le P.S. n'est pas un parti bourgeois et il n'a pas de contentieux avec le M.F.A. » « Nous ne voulons pas reproduire le modèle soviétique, ni le chinois, ni le cubain, ni le sud-africain », a-t-il déclaré. « Nous voulons construire un socialisme portugais indépendant. Ainsi, notre projet politique est celui du M.F.A. »

Allemagne fédérale

LE PROGRAMME DE LA VISITE DE M. SCHEEL EN FRANCE

M. Scheel est attendu ce lundi après-midi 21 avril à Orly par M. Giscard d'Estaing. Puis, après s'être fait présenter au quai d'Orsay les membres du corps diplomatique, le président de la République fédérale qui résidera à l'hôtel Meurice recevra les groupes parlementaires d'amitié France-République fédérale. Le soir, il sera photo à l'issue du président de la République avant d'assister à l'opéra à une représentation de gala d'« Elektra », de Richard Strauss.

Tchécoslovaquie

La situation de M. Dubcek L'ANCIEN CHEF DU P.C. EST « SUR LA VOIE DE LA TRAHISON » écrit « Rude Pravo »

Prague (A.F.P.). — Sous le titre : « Sur la voie de la trahison », « Rude Pravo », organe du parti communiste tchécoslovaque, a consacré le samedi 19 avril, un article de fond à la poursuite des attaques déclenchées par M. Husak contre M. Dubcek.

M. Mitterrand : la liberté ne se divise pas

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a évoqué, samedi 19 avril, au micro de R.T.L. (il était le rédacteur en chef du Journal Inattendu) le cas d'Alexandre Dubcek. Dubcek, il a déclaré : « Je ne veux tout d'abord souligner que l'on ne me parle jamais de personnes emprisonnées dans les pays de droite ou fascistes, comme si cela allait de soi quand la liberté est perdue dans un pays fasciste. En revanche, dès qu'il y a une menace de cas de répression, c'est le cas d'Alexandre Dubcek, supposé, hypothétique, virtuel — c'était le cas du Portugal, — alors la gauche est assaillie de questions. Il y a là un sortilège, une sorte de suspicion à l'égard de la gauche qui ne sont pas supportables. (...)

UN MEETING DU C.D.S. EST PERTURBE A GUIMARAES

Lisbonne (A.F.P.). — Des incidents se sont produits dans la nuit du dimanche 20 au lundi 21 avril, à Guimarães, dans le nord du Portugal, à l'occasion d'un meeting électoral du parti du Centre démocratique et social (C.D.S.). Vingt personnes avaient été blessées, parmi lesquelles trois ont été hospitalisées.

Une foule de manifestants non identifiés, hostiles au C.D.S., s'était massée devant le théâtre où se déroulait le meeting. Des pierres ont été lancées contre l'édifice et des bagarres se sont produites entre manifestants et sympathisants du parti de droite et les manifestants. Larmée a dû intervenir pour rétablir l'ordre.

Amnesty International a tenu un symposium sur les internements psychiatriques en U.R.S.S.

Genève. — Des membres d'Amnesty International ont été arrêtés en Union soviétique et en Corée du Sud. Dans d'autres pays, les délégués de cet organisme payent de leur poche les frais de voyage. Ainsi, dans le cadre de la campagne mondiale contre la torture, une enquête sérieuse, illustrée par le Livre blanc sur l'internement psychiatrique en U.R.S.S., d'Anthony de Meeus, a été menée, et un symposium s'est tenu à Genève le 18 avril sur l'état des lieux de la torture et des internements psychiatriques.

UNE JOURNÉE INTERNATIONALE POUR LEONID PLOUCHTCH

Lors de son apparition, le 11 avril dernier, à la télévision française, Alexandre Soljenitsyne a tenu à lancer un appel particulier en faveur de Leonid Plouchtch, un jeune homme interné dans des asiles psychiatriques. « Pensez », a dit l'auteur de « Chêne et du Vent », que quelque sept mille personnes, dont le crime est de ne pas penser la même chose que les dirigeants, sont enfermés en U.R.S.S. dans des maisons de fous ou on leur injecte des substances qui provoquent la souffrance et détruisent le peu de leur cerveau ».

Argentine

SIX EXTREMISTES DE GAUCHE ont été tués le 20 avril près de Salta, à 1.500 kilomètres au nord-ouest de la capitale, lors d'un engagement avec les forces de l'ordre. Selon la police, une centaine de guérilleros — membres de l'Armée révolutionnaire du peuple (A.R.P.) ou du mouvement péroniste de gauche les Montoneros — auraient été tués au cours d'affrontements avec l'armée ou la police depuis le début de l'année. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

Chili

LE GOUVERNEMENT A DÉTENDU 180 000 HECTARES DE TERRE à six mille agriculteurs. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

Argentine

LE GOUVERNEMENT A DÉTENDU 180 000 HECTARES DE TERRE à six mille agriculteurs. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

Espagne

L'épiscopat demande que les travailleurs puissent défendre leurs droits

Madrid. — L'épiscopat espagnol a publié le samedi 19 avril une lettre pastorale sur la réconciliation ecclésiastique et civile. Ce texte, résultat de deux années de travaux, a été approuvé par soixante-dix évêques catholiques en 1973 en pleine guerre civile. Les évêques avaient affirmé que celle-ci était une « croisée ». L'évolution est spectaculaire. Dans le document, la « croisée » est cette fois qualifiée de « lutte civile » dont les « effets nocifs » doivent être « surmontés », car elle a divisé « les citoyens en vainqueurs et vaincus » et elle « constitue un obstacle sérieux à une pleine réconciliation ».

Espagne

L'épiscopat demande que les travailleurs puissent défendre leurs droits

Madrid. — L'épiscopat espagnol a publié le samedi 19 avril une lettre pastorale sur la réconciliation ecclésiastique et civile. Ce texte, résultat de deux années de travaux, a été approuvé par soixante-dix évêques catholiques en 1973 en pleine guerre civile. Les évêques avaient affirmé que celle-ci était une « croisée ». L'évolution est spectaculaire. Dans le document, la « croisée » est cette fois qualifiée de « lutte civile » dont les « effets nocifs » doivent être « surmontés », car elle a divisé « les citoyens en vainqueurs et vaincus » et elle « constitue un obstacle sérieux à une pleine réconciliation ».

Argentine

A TRAVERS LE MONDE

culteurs qui les exploitent jusqu'aujourd'hui pour le compte de l'Etat. Les juntes militaires envisagent de rendre environ cinquante mille paysans propriétaires de terrains qu'ils cultivent dans les prochaines années. — (A.F.P.)

Ouganda

UNE PURGE SERAIT EN COURS à Kampala, écrit le 19 avril le quotidien kényan Standard. Parmi les personnalités récemment arrêtées figurent MM. Georges Magesi et Senei Nyandui, respectivement ancien ministre du commerce, et président de la société de développement de l'Ouganda. — (A.P., U.P.F.)

Chili

Argentine

SIX EXTREMISTES DE GAUCHE ont été tués le 20 avril près de Salta, à 1.500 kilomètres au nord-ouest de la capitale, lors d'un engagement avec les forces de l'ordre. Selon la police, une centaine de guérilleros — membres de l'Armée révolutionnaire du peuple (A.R.P.) ou du mouvement péroniste de gauche les Montoneros — auraient été tués au cours d'affrontements avec l'armée ou la police depuis le début de l'année. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

Chili

Argentine

SIX EXTREMISTES DE GAUCHE ont été tués le 20 avril près de Salta, à 1.500 kilomètres au nord-ouest de la capitale, lors d'un engagement avec les forces de l'ordre. Selon la police, une centaine de guérilleros — membres de l'Armée révolutionnaire du peuple (A.R.P.) ou du mouvement péroniste de gauche les Montoneros — auraient été tués au cours d'affrontements avec l'armée ou la police depuis le début de l'année. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

INDE 15 jours 3.995f payscope international

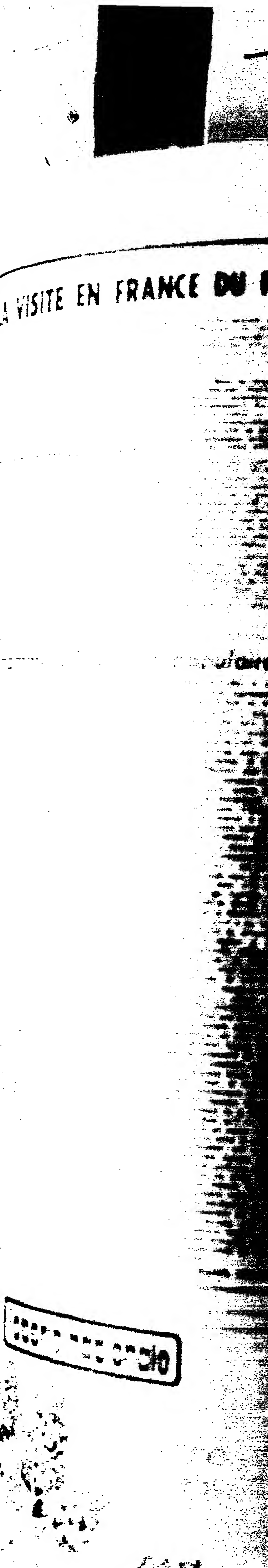
TUNISIE 8 jours 870f Voyage et séjour hôtel. payscope international

Pakistan R.D.A. PLUSIEURS MILLIERS DE PERSONNES faisaient partie de délégations étrangères ont participé samedi à un meeting international devant le mémorial élevé à l'emplacement de l'ancien camp de concentration nazi de Sachsenhausen, près d'Oraanburg, en R.D.A. Cette cérémonie était organisée à l'occasion du 30^e anniversaire de la libération du camp par les troupes soviétiques, le 22 avril 1945. — (A.F.P.)

République Sud-Africaine M. SONNY LEON, chef de la fraction travailliste au Parlement métis de l'Afrique du Sud, a été nommé dimanche 20 avril par Pretoria chef du gouvernement de la communauté métisse, qui groupe deux millions de personnes. Cette nomination était attendue à la suite de la victoire de l'opposition travailliste aux élections de mars dernier. — (A.F.P.)

Rhodésie MM. TANGUNGARA ET CHINGOE, respectivement commandant en chef de l'armée de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU) et

AFGANISTAN 22 jours 3.850f payscope international



LA VISITE EN FRANCE DU P...

EUROPE

LA VISITE EN FRANCE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE

(Suite de la première page.)

La conversation vient tout d'abord naturellement sur l'Europe. M. Scheel demeure aussi persuadé qu'il y a dix ou vingt ans qu'il faut tout tenter pour faire avancer l'unification de l'Europe, et que celle-ci est impossible si la France et la République fédérale ne la convoitent pas de la même manière. Il est certes conscient des différences existant

dans l'évolution des deux pays, comme dans les conditions politiques et psychologiques prévalant de part et d'autre du Rhin. Il reconnaît qu'il est plus facile pour un Allemand, plus conforme à sa nature historique, de désirer une union politique de l'Europe. Mais il fait confiance au nationalisme français pour tirer d'une analyse objective de la situation la conclusion qu'il faut balayer les obstacles.

— Mais ne croyez-vous pas que la Grande-Bretagne pose un sérieux problème sur la route européenne ? Ou bien, en effet, elle se retire, ce qui brise l'élan de la Communauté, ou bien elle y reste avec un gouvernement qui a clairement montré son hostilité à toute union politique.

— On peut espérer aujourd'hui, grâce à l'action du gouvernement, des grandes organisations britanniques et de la presse, un résultat nettement positif au référendum. Quant à la recherche de l'équilibre politique, il faut reconnaître franchement que la Grande-Bretagne constitue pour ainsi dire un élément du problème.

Nous interrogeons alors le président sur les répercussions des événements du Sud-Est asiatique sur la sécurité de l'Europe. Il faut dire que règne actuellement à Bonn, où l'on a tout misé, comme on sait, sur l'alliance avec les

Etats-Unis, une inquiétude latente, née aussi bien de l'évolution de la politique américaine en Indochine et de l'évaluation du Portugal que du développement constant des armements soviétiques. La conclusion unanime qu'on en tire est d'ailleurs qu'il faut plus que jamais renforcer l'OTAN. M. Scheel estime, quant à lui, que l'atmosphère prévalant au sein du pacte atlantique ayant été améliorée par l'engagement américain en Asie, un règlement entre Washington et les pays de cette partie du monde améliorerait plutôt la qualité de la coopération entre les alliés occidentaux.

« La conviction européenne n'a pas diminué »

Il n'est pas besoin cependant de séjourner longtemps à Bonn pour se rendre compte que le climat européen n'est plus du tout ce qu'il était autrefois. Les propos qu'on peut entendre à ce sujet dans l'entourage du chancelier sont bien loin de corroborer la profession de foi du chef de l'Etat et de ses collaborateurs. Mais M. Scheel pense qu'il ne faut pas laisser un « climat », par définition changeant, dicter aux hommes d'Etat leur ligne politique.

« Il est vrai, nous dit-il, que le grand élan des années 60 n'est plus le même. Mais la raison n'en est pas une diminution de la conviction que l'Europe doit se faire. Il s'agit plutôt d'une certaine paralysie, née du sentiment des citoyens que la politique européenne se présente davantage aujourd'hui comme une défense acharnée des intérêts prétendument nationaux. Mais et vous parlez à un Allemand quel qu'il soit, vous verrez qu'il n'est pas de conviction politique plus fermement ancrée chez lui que celle qu'il est nécessaire de faire l'Europe. Une décision dans ce sens rencontrerait une approbation unanime aussi bien au Parlement qu'au sein de l'opinion. Et si les sondages ne font pas apparaître une

« Dans cette phase de l'évolution, il me semble que les décisions prises par les Européens et les opinions qu'ils émettent auront une importance croissante. Mais une chose est certaine : la coopération avec l'Europe dans le domaine de la sécurité est, pour les Européens, une préoccupation que pour les Européens la coopération dans le domaine de la sécurité avec les Etats-Unis. Ils dépendent trop de nos décisions pour que nous ne soyons pas attentifs à ce qui se passe dans ce domaine est compliqué.

« Si nous en venons enfin au rôle que devraient jouer les Etats-Unis dans la décision nucléaire européenne, c'est là une question très compliquée et très difficile et je ne puis certainement y répondre que de façon très incomplète. Dans une Europe future, la France et la Grande-Bretagne ont des responsabilités nucléaires. Il faudra mettre en marche une coopération entre ces puissances, et c'est là que nous rencontrons la masse des problèmes qui existent actuellement entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Il faut bien en tenir compte. Je suis convaincu qu'une évolution progressive et constante des Etats-Unis ou de l'avenir dans ce domaine est compliquée.

« Nous avons commencé cette politique, poursuit le président, par la consolidation de nos propres relations avec les alliés occidentaux. Je veux dire par là qu'il n'y a pas de possibilité de négociation politique entre la République fédérale et l'Europe de l'Est sans une consolidation — à poursuivre parallèlement à cette évolution — de notre intégration dans le monde européen occidental et de notre alliance avec les Etats-Unis. Ce sont deux mandats impératifs, soit par l'intermédiaire de la Communauté européenne.

« Mais tout comme la France, la République fédérale fait partie d'un marché mondial aux échanges très compliqués. Les perturbations de ce marché la touchent plus fortement que les autres partenaires européens, parce que la quote-part de son produit national allant à l'exportation est plus grande. »

« Le souci de la réunification ne doit jamais constituer un risque pour nos relations avec le monde où nous nous sommes intégrés »

— Que signifie pour vous le mot « réunification » ?

« J'ai déjà dit que la réunification de l'Allemagne ou la tentative de placer les deux parties de l'Allemagne sous un toit (Dach) commun de droit international est une préoccupation majeure de la politique allemande. Chaque fois qu'une décision est prise, les hommes politiques doivent en tenir compte, quand ce serait par exemple notre Constitution. Mais les perspectives d'une telle politique sont des perspectives à long terme. Elles ne doivent pas empêcher le maintien et de la consolidation de la paix. Il est évident, et tout Allemand le sait clairement, que cette politique ne peut se faire qu'au sein de relations satisfaisantes dans l'Europe voisine.

« Dans une première phase, nous nous sommes efforcés de régler les contacts entre les deux parties de l'Allemagne afin que la conscience qu'ont les hommes qui y vivent d'appartenir à une seule nation ne s'éteigne pas, mais soit maintenue au moins dans le cadre de son évolution possible. Le risque qu'on en vienne à penser ici, en République fédérale, que ce but politique est insaisissable doit être évité. Pour l'Allemagne, il va de soi que ses pensées vont dans cette direction. Mais il va tout autant de soi que chaque homme politique responsable doit veiller à ce que ce grave problème que nous traitons avec nous ne constitue jamais un risque pour nos relations avec le monde dans lequel nous sommes intégrés progressivement. »

« Avant de clore l'entretien, M. Scheel nous redit combien il est heureux que son premier visiteur d'Etat soit pour la France. Durant plus d'un quart de siècle, et notamment dans la période où il était ministre des Affaires étrangères, il a coopéré avec ses collègues français de la meilleure façon qu'il soit. Il s'est fait un grand nombre d'amis en France et il croit donc que, si et si bien, il s'agit de la République fédérale, moi comme les autres. »

ANDRÉ FONTAINE.

Un homme d'Etat très populaire

A peine entré en fonctions en juillet 1974, M. Scheel s'est enquis du cérémonial employé à l'étranger pour la remise des lettres de créance par les ambassadeurs. Il fit immédiatement rétablir les tambours et les fifres que son prédécesseur avait supprimés. Les honneurs ne lui déplaisent pas, alors que M. Heinemann supportait mal le poids du protocole. L'Etat allemand doit de nouveau « imposer », non par une pompe qui éloigne l'Etat des citoyens, mais par un appareil qui suscite le respect.

Ce goût pour la représentation n'exclut pas la simplicité. M. Walter Scheel paraît aussi à l'aïe un habit, lors des réceptions officielles, qu'en culotte de cuir dans sa maison de campagne autrichienne. Ministre de la coopération sous les chancelliers Adenauer et Erhard, puis ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier dans les deux premiers gouvernements libéraux-socialistes, M. Scheel est un des hommes politiques les plus aimés d'Allemagne fédérale pour son charme, son humour, sa bonhomie toute rhénane.

Quand il dut subir, en décembre 1973, pour la quatrième fois, une délicate opération des reins, ses médecins lui conseillèrent d'abandonner la charge trop exigeante de ministre des Affaires étrangères pour le poste plus représentatif de président de la République. Ses amis assurèrent cependant que, depuis longtemps, il voulait devenir chef de l'Etat — un jour comme tout le monde a un jour rêvé de devenir conducteur de locomotive —, ajoute l'ancien secrétaire général de son parti. Après l'élection en 1969 de M. Heinemann, M. Scheel déclara à ses proches : « Le prochain président, ce sera moi. »

Très tôt aussi, M. Scheel a été partisan d'une politique ouverte en direction des pays de l'Est. Après l'effort soviétique de réunification de l'Allemagne en 1952, qu'Adenauer repoussa sans chercher à en sonder le sérieux, il se prononça contre le maintien du parti libéral dans la coalition gouvernementale et ne cessa de critiquer une politique étrangère uniquement fondée sur l'alliance avec les pays occidentaux. Cela ne l'empêcha pas, quelques années plus tard, d'accepter un portefeuille, mais

d'histoire et entra au F.D.P. Conseiller municipal, puis député à la Diète de Düsseldorf, il succéda chez lui les « jeunes turcs » du parti libéral qui en 1955 préparèrent leur révolte. Il leur tomba le gouvernement régional C.D.U.-F.D.P. de Rhénanie-Westphalie et forma — déjà — une coalition avec le parti social-démocrate. M. Walter Scheel qui est trésorier général du parti apprenait ce qu'il en coûtait : les industriels coupent les vivres au F.D.P. et il se voit contraint de jouer, selon sa propre expression, « les molles mendiants ».

Treize ans plus tard, à Bonn, il sera l'un des pères de la coalition libérale-socialiste. Au printemps de 1968, il pose le premier talon en faisant voter ses amis pour M. Heinemann, le candidat social-démocrate à la présidence de la République, contre le candidat de la démocratie chrétienne. Il prend le risque de provoquer une crise grave au sein de son parti dont il est président depuis 1968 — la crise se produira effectivement l'année suivante — mais il sait que l'alliance avec le S.P.D. est le seul moyen de sauver les libéraux du naufrage. « Ce parti libéral, petit et courageux, battu et injurié, souvent tenu pour mort, mais toujours debout, s'est montré plus actif, et l'Etat fédéral, que sa seule force numérique aurait pu le laisser croire. »

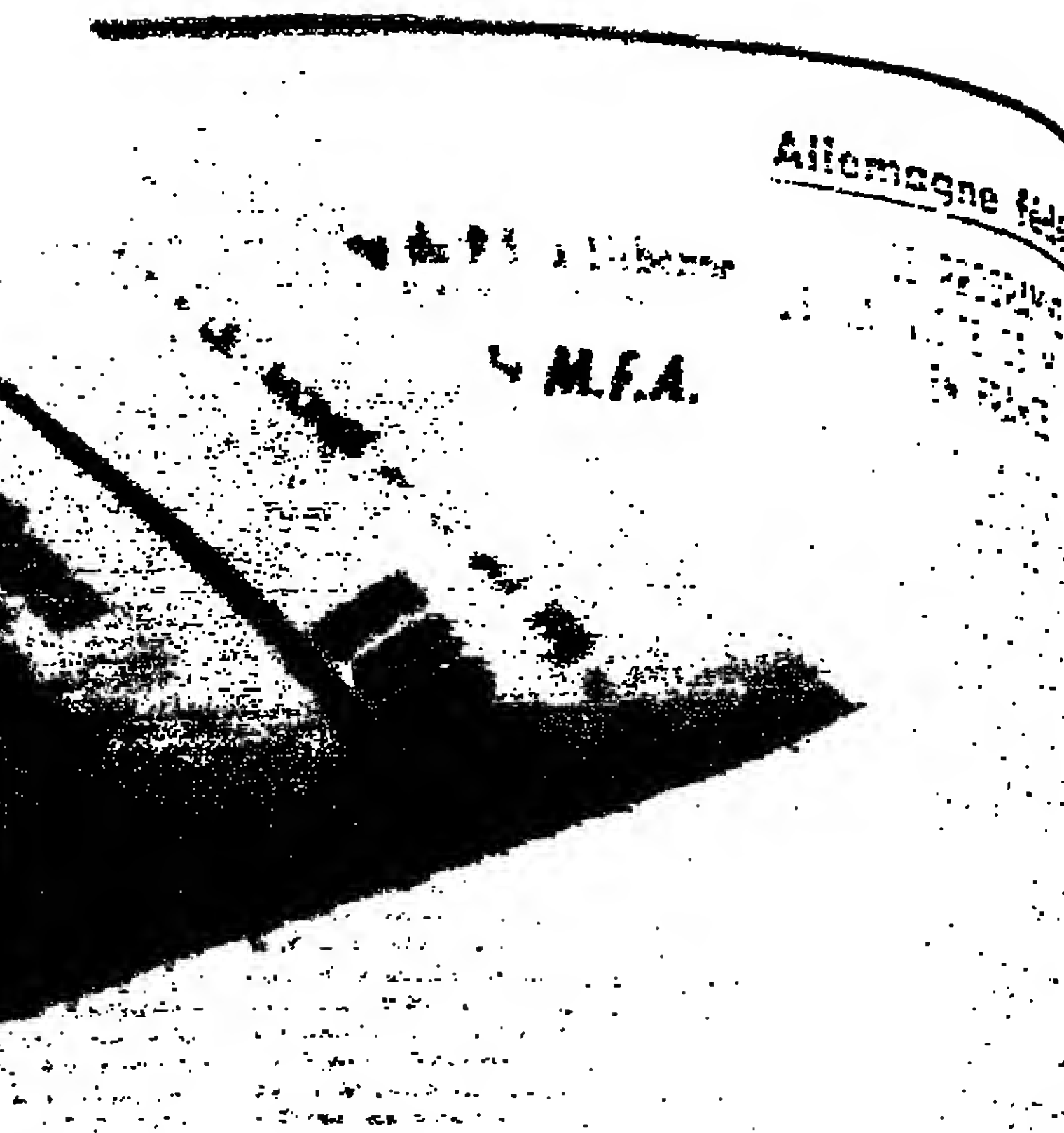
Voie libre pour l'Ostpolitik

Très tôt aussi, M. Scheel a été partisan d'une politique ouverte en direction des pays de l'Est. Après l'effort soviétique de réunification de l'Allemagne en 1952, qu'Adenauer repoussa sans chercher à en sonder le sérieux, il se prononça contre le maintien du parti libéral dans la coalition gouvernementale et ne cessa de critiquer une politique étrangère uniquement fondée sur l'alliance avec les pays occidentaux. Cela ne l'empêcha pas, quelques années plus tard, d'accepter un portefeuille, mais

quand, en 1968, le chancelier Erhard voulut augmenter les impôts, M. Scheel fut le premier ministre libéral à démissionner, entraînant ses amis et provoquant la chute du gouvernement. Au cours de l'été 1969, quelques semaines avant les élections législatives, M. Scheel se rend à Moscou avec ses deux adjoints, à l'invitation de M. Kosyguine, pour sonder les intentions des Soviétiques. La voie est libre pour l'Ostpolitik du chancelier Brandt, à laquelle il sera droitement associé. A son arrivée au ministère des Affaires étrangères, il éprouve quelques difficultés à s'imposer aux côtés d'un « patron », qui ne cache pas son goût pour la politique extérieure, mais il y parvient, sans que les relations personnelles avec M. Brandt, véritable ciment de la coalition libérale-socialiste, aient à en souffrir.

En passant du ministère des Affaires étrangères à la ville Hammerschmidt, résidence du président de la République, M. Scheel n'avait pas l'intention d'abandonner la vie politique active pour « inaugurer les chrysanthèmes », il voulait user de toutes les prérogatives de sa charge, alors que la Constitution est relativement vague sur les compétences du chef de l'Etat. « Le président fédéral allemand sera un président en Europe... écrit-il quelque temps avant son élection, pour le quatre-vingt-dixième anniversaire de la naissance de Theodor Heuss, premier président de la République fédérale. Bien qu'il se déstabilise de mettre en cause l'équilibre des pouvoirs entre le chancelier et le président, son article provoque des remous dans le petit monde politique de Bonn et indispose ses alliés sociaux-démocrates. Depuis, M. Scheel est plus prudent, mais il n'a pas renoncé à représenter à l'extérieur l'engagement de son pays pour une Europe unie et le large consensus existant surtout en politique étrangère entre les trois grands partis de l'Allemagne fédérale. »

DANIEL VERNET.



Yehozekia... L'ANCIEN CHEF DU P.C. EST SUR LA VOIE DE LA TRAHISON... M. Scheel...

M. Scheel... L'ancien secrétaire général de son parti. Après l'élection en 1969 de M. Heinemann, M. Scheel déclara à ses proches : « Le prochain président, ce sera moi. »

LAVERS LE MONDE... 22 JUILLET 3.850...

loterie nationale

tranche des lilas

1 gros lot de 2 millions de f.

Prix du billet : 44 F
Prix du 1/10^e : 5 F

TIRAGE MERCREDI 23 AVRIL

ANGLETTERE

3 cas 3 formules

British european centre

3 cas 3 formules

1 gros lot de 2 millions de f.

Jocelyn

PARIS noblesse du CUIR boots pour homme style nouveau

134 bd St-Germain Paris 6^e - 033.44.10
78/78 ch.-d'Alsace (arcades) 01-225.38.33
5 rue du Cherche-Midi 01-548.75.47
Hops, 3 rue de l'anc. comédie 328.48.82

سكزامن الاصل

AMÉRIQUES

Loin des capitales

RECIFE OU LA GAUCHE SANS CESSÉ RECOMMENCÉE

RECIFE, capitale du Nord-Est, est appelée quelquefois — par les optimistes — la « Venise brésilienne ». De Venise, en fait, elle n'a que les maséages. L'eau la pénètre partout. Mais ce n'est pas une eau qui coule, qui reflète la lumière et la rêverie. Plutôt un lourd magma trisé de pétrole et immobilisé dans sa vase.

La ville semble n'avoir que mépris, ou indifférence, pour cette onde où elle est née, et qui lui sert de dépositaire. Les Hollandais, qui l'ont occupée pendant un quart de siècle, avaient éprouvé une certaine intimité écologique avec ce monde amphibie. C'est aux Flamands du dix-septième siècle qu'on doit le premier pont, les premiers canaux, certaines des fortresses. « Maurice de Nassau a été notre dernier urbaniste », dit un sociologue.

Depuis, c'est l'anarchie. Trottoirs défoncés, rues inondées à la moindreaverse, électricité défaillante, immeubles construits au hasard des terrains vagues, baraques improvisées sur des toits, pontons, téléphones en panne, vieillards, enfants, intrus vivant de la rue, dans la rue, étalant leurs hardes ou soignant leurs plaies au vu de tous : Recife est une ville cruelle.

Chassés par la voracité des planteurs de canne à sucre, qui leur volent jusqu'à leurs parcelles de subsistance, les paysans du Pernambuco, d'Alagoas, de la Paraíba, l'ont enfiée d'un contingent de misère qui fait écarter les hôpitaux, les écoles, les autobus, surpeuple les bidonvilles, crée famine aux portes des usines, consomme beaucoup de capital et de machines mais du peu de main-d'œuvre. Les plus démunis s'installent sur les mangues. La mangue est un endroit ni chair ni poisson, ni terre ni eau, un mélange de bous et d'excréments où toute une humanité en survis vit sur pilés. C'est du mangue que partent les enfants nus, au ventre ballonné, à la recherche des crabes creillis dans la fange, à marée basse. Repaire traditionnel des marginaux, des déclassés, le mangue abrite depuis peu les « cois blancs » rejetés par l'expansion. En langage sociologique, les « classes moyennes inférieures » ont rejoint, dans leurs canaux à miasmes et charognards, le lumpenproletariat.

Recife, capitale de la « plus grande poche de misère » d'Amérique latine : deux cent vingt-deux enfants sur mille meurent avant un an. Un quart de la force de travail est en chômage partiel ou total. Trente enfants sur cent ne vont jamais à l'école dans le primaire ; cette proportion atteint 90 % dans le secondaire. Un habitant sur deux est atteint de vermifose. Entre le cousin des maccabbes (bidonvilles) et celui de Boa-Viagem, beau quartier du front de mer, la différence de revenu est de 1 à 30 : 50 dollars par tête et par an d'un côté, 1 500 dollars de l'autre.

Pour affronter le méli-mélo urbain, le gupléur social de Recife, il aurait fallu des administrateurs à poigne. C'est Topaze qui est arrivé. Au début de l'année, tout le Brésil se pas-

sonnait pour le « Watergate du Pernambuco » : un industriel affirmait avoir été la victime d'une tentative d'extorsion de fonds de la part d'un sénateur gouvernemental, M. Wilson Campos. Il impliquait dans la tentative le directeur de la Banque de développement du Pernambuco, M. Romero de Rego Barros, dénonçant la passivité du gouverneur, qu'il avait mis au courant, et apportait une bande magnétique à l'appui de ses affirmations.

A entendre le bruit provoqué par l'affaire, on s'interrogeait : le pot-de-vin ne ferait-il pas partie de la tradition locale ? Réponse : « Non, Recife a toujours connu ses certains mouvements administratifs. Aussi loin qu'on se souvienne, gouverneurs, maires, techniciens de la ville n'ont jamais été pris la main dans le sac. » Et nos interlocuteurs d'ajouter que c'est en raison de la censure et de la répression que de mauvaises habitudes ont été prises. Les personnages du scandale sont d'ailleurs d'ardents militants de la « révolution » de 1964.

En 1964, M. Wilson Campos est un commerçant dont certains disent qu'il collecte des fonds, d'autres qu'il organise des mouvements de protestation contre le gouvernement de M. Miguel Arrais, élu de la gauche, et jugé dangereusement populiste. Le Nord-Est vit alors à l'heure des brasiers. Les liges paysannes de Francisco Juliao enflamment les campagnes. Les militaires craignent l'éclatement d'une guérilla. Le C.I.A. aussi. Les Américains font entrer des hommes et des armes dans la région, organisent des groupes d'« action patriotique », montent des polices parallèles avec l'aide des planteurs de canne à sucre et des industriels.

Les Journalistes de la ville disent que le chef d'une de ces polices parallèles était M. Romero de Rego Barros, compromis dans le scandale. Après avoir participé activement aux purges qui ont suivi le coup d'Etat militaire, et qui, dans le Nord-Est, ont été sanglantes, M. Romero de Rego Barros a fait carrière dans le sillage de son ami Wilson Campos, à la tête de syndicats patronaux et de clubs de football, jusqu'à tomber dans des combinaisons financières tellement louches que la justice a fini par s'enquêter.

« Comparé au racket opérés par les multinationales, c'est une affaire minime », disent certains hommes politiques. Mais elle éclipse assez bien l'inertie et l'incompétence de l'administration en place pendant quatre ans — jusqu'au 15 mars dernier — et chassés par les militaires suivant les impératifs — « sacro-saints » — de la « sécurité nationale ». Quel homme était plus sûr, à leurs yeux, pour diriger l'ancien Etat et rouge » du pays, qu'un procureur général auprès du tribunal militaire supérieur ? En 1971, M. Erasmo Guérios quitta sa charge de procureur pour le palais des Princeses, joli nom de l'édifice colonial qui sert de résidence au gouverneur, à Recife. Et c'est la catastrophe.

CERTES, personne ne dira de M. Guérios que c'est un vindicatif. On lui reproche bien d'avoir placé beaucoup de ses parents au gouvernement, et d'en avoir logé plusieurs au palais, mais c'est un grief mineur. En fait, il est surtout critiqué pour sa passivité devant le pouvoir central.

Mais la politique finit toujours par se venger. Surtout au Pernambuco, où elle est conduite par quelques familles. Autoritaire, centralisateur, technocratique, le régime militaire n'a pas réussi à briser l'influence des vieux caciques qui « font » encore les élections.

Ainsi M. Paulo Guerra, Sénateur, grand fazendeiro (c'est l'un des plus riches éleveurs du pays). Il domine tout le sertão (l'intérieur), « tient » 80 % des sections municipales du parti gouvernemental, fait élire, à chaque scrutin, deux députés fédéraux et six députés régionaux. Ainsi M. Nilo Coelho, ancien gouverneur comme M. Guerra, qui domine la vallée du São Francisco (région de cultures vivrières) et « fait » quatre députés à l'Assemblée législative du Pernambuco.

Ce sont les chefs traditionnels qui « font » les juges, les commissaires de police, remplissent les bureaux de leurs clientèles. Quand M. Paulo Guerra a quitté son poste de gouverneur, en 1967, on dit qu'il a signé personnellement les nominations qu'il a fallu deux éditions entières du Journal officiel pour les publier. Comment douter, après cela, de son assise électorale ?

Jusqu'en 1965, M. Paulo Guerra et Nilo Coelho ont appartenu au parti social-démocratique (P.S.D.), qui a été un peu, au Brésil, notre parti radical-socialiste : formé essentiellement de notables urbains et ruraux, le P.S.D. était maître dans l'art de l'ouvroir et de s'incruster au pouvoir. Puis l'un et l'autre se sont intégrés au parti gouvernemental créé par les militaires, l'ARENA. Mais ils n'ont pas oublié pour autant les anciens clivages.

On l'a bien vu aux dernières élections législatives du 15 novembre 1974. Le candidat du gouvernement au poste de sénateur était un « guerrier » âgé de soixante-quinze ans, M. Jose Cleofas. M. Cleofas aurait dû recevoir l'appui de deux « caciques », inscrits eux aussi au parti de la « révolution ». Il n'en a rien été. Membre jusqu'à 1965 de l'Union démocratique nationale (U.D.N.), parti qui a participé au coup d'Etat militaire, n'avait-il pas été l'adversaire du P.S.D. ? En outre, n'était-il pas le candidat d'un système qui méprisait trop ouvertement les familles politiques traditionnelles ?

M. Paulo Guerra n'a donc pas appuyé M. Cleofas. M. Nilo Coelho non plus. Spectacle politique digne d'une « troisième république » : après avoir participé au gouvernement de gauche de M. Miguel Arrais, dont il était le vice-gouver-

neur, M. Guerra se retrouve très vite dans l'anti-gauche en 1964, quand ses intérêts de propriétaire se trouvent menacés. Dix ans après, il oublie que la « révolution » a sauvé les oligarchies agraires et favorisé, par son abstention, la victoire d'un opposant au régime, M. Marcos Freire.

En quelques mois de campagne pour le siège de sénateur, M. Marcos Freire ressuscite la gauche. Il lui suffit de parler des bidonvilles, du chômage rural, de la sous-alimentation et des épidémies chroniques, de l'injustice grandissante, de la suppression des libertés. A Recife et dans l'intérieur, ce sont des thèmes que chacun ressent dans sa chair. Le gouvernement laisse l'opposition se battre librement. Les étudiants sortent du « nihilisme » où la répression les avait accueillis, et font cortège à Marcos Freire. Le parti communiste, sans cesse persécuté et sans cesse renais-

sant de ses cendres, bat la campagne en faveur du M.D.B. Le parti d'opposition envoie à la Chambre des députés, avec M. Fernando Lyra, Fernando Coelho, Jarbas Vasconcelos, quelques « ténors » de grande classe.

Libérés de la censure, les journaux, tels le *Diário de Pernambuco*, un des plus anciens d'Amérique latine, recommencent à publier les dénonciations, faites à Brasília, de la répression. A Recife, depuis plusieurs mois, aucun délégué n'est venu s'ajouter aux trente-cinq prisonniers politiques (dont trois condamnés à la détention perpétuelle), qui ont fait plusieurs grèves de la faim pour protester contre leurs conditions d'incarcération. Les journalistes ont créé un club des reporters politiques, qui prolonge les débats de la campagne.

On se demande pourtant si le régime ne rééditera pas à Recife ce qu'il a déjà fait à Rio, São-Paulo et Porto-Alegre : c'est-à-dire s'il ne « punira » pas le P.C.B. pour sa participation à la campagne électorale en arrêtant certains de ses dirigeants. On se demande aussi si l'alliance entre le M.D.B. et le P.C.B. va durer. Certains vieux routiers disent, à propos des nouveaux élus de l'opposition, qu'ils ont toujours fait partie de la « gauche positive » — démocratique et légaliste — par rapport à la « gauche négative » représentée par le P.C.B. Ils en concluent que la collaboration du M.D.B. avec les communistes est temporaire, mais s'interrogent sur ses futures chances de succès s'il se prive de l'appareil de celui qu'on appelle au Brésil le *partido*, le grand parti.

Onze ans après l'extinction des liges paysannes, le Pernambuco n'a donc pas changé. C'est sur le terrain des problèmes non résolus, de la misère orfante, de l'anarchie urbaine, de l'injustice agraire, que la gauche a repris racine et se bat avec un réalisme qui, hier encore, lui faisait défaut.

CHARLES VANHECKE.

EN EXCLUSIVITÉ DANS LES 8 BHV LES TONDEUSES MADE IN USA



BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE **hiv**
RIVOLI - FLANDRE - PARLY 2 - MONTLIERY - GARGES - BELLEÉPRE - ROSNY 2 - CRÉTÉL

POLITIQUE

AVANT SON DÉPART POUR MOSCOU

M. Mitterrand rend hommage au rôle historique de M. Brejnev

M. François Mitterrand, qui était, samedi 19 avril, à 18 heures, le rédacteur en chef du « Journal Matin » de R.T.L., a déclaré, à propos des contraindre qui ont retardé son voyage en U.R.S.S. : « Ce retard qui de quelques jours pouvait paraître franchement désagréable (...), les raisons invoquées pouvaient paraître manquer de dimension (...). Tout ceci a été vite balayé dans la mesure où il ne s'est pas passé trente-cinq heures avant que nous recevions un nouveau message, extrêmement précis et amical, dans lequel nous étions priés de bien vouloir examiner la possibilité d'un voyage qui, au fond, n'était retardé que de huit ou dix jours. (...)

« Sur les explications politiques, je n'ai rien à dire. Mais ce qui a été dit. Pourquoi mettrais-je en doute ce qui a été dit ? (...) Si nous avons été à Moscou pendant la même crise (je ne sais si je dois appeler cela ainsi), en tout cas la discussion qui a amené l'éviction de l'un des principaux dirigeants soviétiques, je pense que c'est été un embarras pour eux comme pour nous. (...)

« N'oublions pas ce voyage avec le sentiment d'une importante conversation, d'une rencontre utile qui s'inscrit dans une longue histoire des relations des communistes et des socialistes, des Russes et des Français. (...) Je pense qu'une conception très juste des intérêts de la France et de l'Union soviétique passe par une rencontre entre le parti communiste russe et le parti socialiste français. »

En rendant visite à M. Giscard d'Estaing

M. CAILLAVET A LE SENTIMENT D'AVOIR FAIT AVANCER LA DÉMOCRATIE

M. Henri Caillavet, sénateur du Lot-et-Garonne, vice-président du mouvement des radicaux de gauche, s'est étonné, samedi 19 avril, au micro de Radio Monte-Carlo, des réactions suscitées par sa visite à M. Giscard d'Estaing (le Monde des 17, 18, 20-21 avril). « J'ai passé l'âge des mises en garde, a-t-il souligné (...), j'ai le sentiment d'avoir été fidèle à mon mandat de parlementaire. Je ne me suis pas étonné que d'autres se rendent chez M. Durafour ou que d'autres encore reçoivent le président de la République. (...)

Dans une interview publiée lundi 21 avril par Nice-Matin, M. Caillavet précise : « J'ai eu le sentiment d'avoir été fidèle à mon mandat de parlementaire. Je ne me suis pas étonné que d'autres se rendent chez M. Durafour ou que d'autres encore reçoivent le président de la République. (...)

« Ce que je crois, c'est qu'un représentant authentique de l'opposition a pu donner son avis sur des problèmes aussi fondamentaux à l'heure actuelle que ceux de l'emploi et de l'énergie. En acceptant ce dialogue, j'ai le sentiment d'avoir fait avancer la démocratie. (...)

« Je suis convaincu que la gauche doit changer de tactique, en fonction de la personnalité de M. Giscard d'Estaing. Avec le général de Gaulle, c'était la guerre de tranchées. Avec l'actuel président de la République, ce doit être la guerre de mouvement. (...)

(1) M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a été reçu le 7 avril par M. Michel Durafour, ministre du Travail (le Monde du 8 avril); M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, maire de Marseille, a secouru dans sa ville, le 27 février, M. Giscard d'Estaing, venu rendre visite à des travailleurs immigrés (le Monde du 28 février).

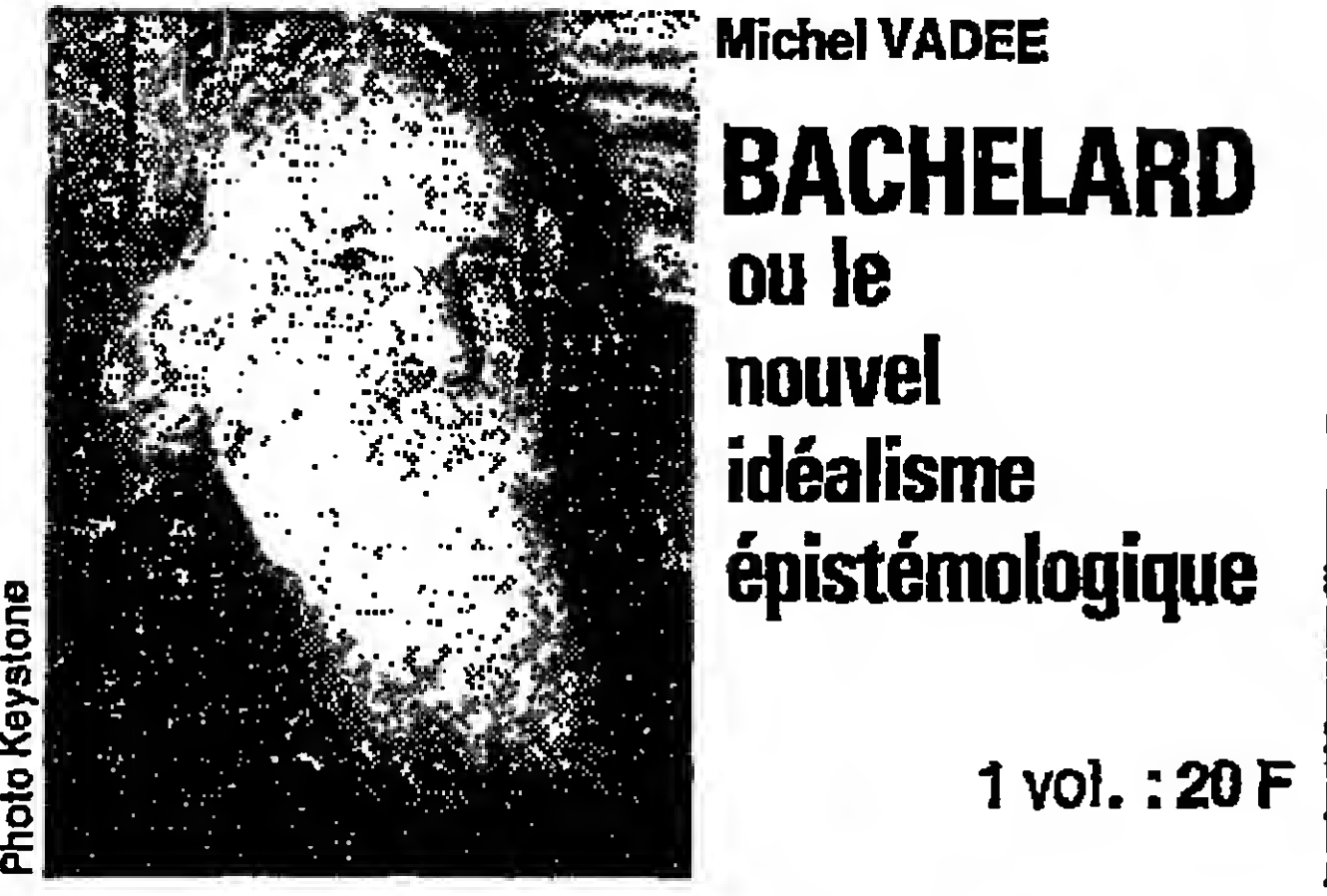
Le Centre républicain envisage de reconsidérer son adhésion à la Fédération des réformateurs

La commission exécutive du Centre républicain s'est réunie jeudi 17 avril, à Paris, sous la présidence de M. André Morice, sénateur, maire de Nanterre, et en présence de MM. Michel Durafour, ministre du travail, et André Roussil, secrétaire d'Etat (sous deux vice-présidents de la formation). Dans la déclaration rendue publique au terme de cette réunion, les dirigeants du Centre républicain évoquent la création de la Fédération des réformateurs, à laquelle adhèrent leur parti, aux côtés, notamment, du Centre démocrate de M. Lecanuet, du parti radical de M. Servan-Schreïber et du C.D.P. de M. Jacques Duhamel : ils rappellent leur « attachement à la réalisation rapide d'un mouvement réformateur unitaire » et soulignent qu'il conviendrait de doter la fédération d'organes de décision et d'exécution tels que l'unité de pensée et d'action de tous ses membres ressortit clairement devant l'opinion publique. »

MM. Michel Durafour, André Roussil et leurs amis — qui, d'autre part, ont lancé, avec le Mouvement de la gauche réformatrice, leur propre tentative de regroupement centré — mettent en doute les capacités de la Fédération des réformateurs à progresser vers une unité réelle. Des propositions, avancées récemment par le secrétariat provisoire de la fédération et visant à donner à

éditions sociales

Promotion poche
Collection "Problèmes" Directeur J. Milhau



dans la même collection

- 2- Jean Thibaut. Interventions. 16 F
- 4- Claude Prevost. Littérature, politique, idéologie. 16 F
- 8- Pierre Barberis. Lectures du réel. 16 F
- 13- France Vernier. L'écriture et les textes. 16 F
- 15- M. et R. Weyl. Révolution et perspective du droit. 16 F
- 16- Bernard Muldworf. Sexualité et féminité. 16 F
- 17- Groupe français d'éducation nouvelle. l'échec scolaire : Doué ou non doué ? 20 F

en vente toutes librairies **ES**

3 croisières PRINTEMPS en méditerranée. organisées par **ferrytour CROISIÈRES**

au départ de Marseille à bord d'ILLE DE BEAUTÉ paquebot de croisière battant pavillon français.
Chaque cabine avec sanitaire. Salons, bars, night-club, piscine, cinéma, boutique, orchestre. Navire entièrement climatisé. Stabilisation anti-roulis.

1^{er} mai en Espagne
du mercredi 30 avril 19 heures au dimanche 4 mai 18 heures. Barcelone, Valence, Palma de Majorque, à partir de 1350 F.

ascension en Italie
du mercredi 7 mai 18 heures au dimanche 11 mai 18 heures. Livourne (Pise) et Florence, Civita Vecchia (Rome), Naples (Pompeï et le Vésuve), à partir de 1350 F.

pentecôte en méditerranée
du mardi 13 mai 19 heures au lundi 19 mai 18 heures. Corse, Italie, Malte, Sardaigne. 1 jour à Ajaccio, 1 jour à Rome, 1 jour à Malte, 1 jour à Cagliari, à partir de 1950 F.

Réduction enfants jusqu'à 17 ans : 75 %

consultez votre agent de voyages ou écrivez-nous
COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSMÉDITERRANÉENNE
Ferrytour - 61 Bd des Dames
13222 Marseille Cedex 1

Service Tourisme de la Cie Gie Transméditerranéenne, vous propose toute l'année des séjours de vacances, week-ends ou croisières en Méditerranée, et principalement en Corse, Sardaigne, Tunisie.

Ville _____
Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____
Voulez-vous documentation gratuite "Croisières de Printemps" _____

CESSE RECOMMENCE

NS LES 8 BHV MADE IN USA

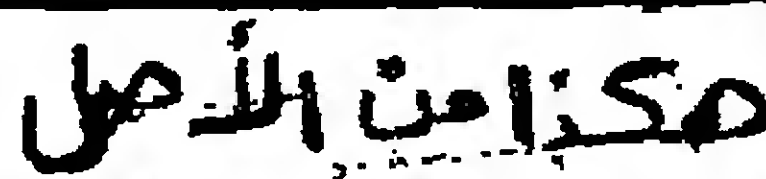
Le nouveau carnet d'adresses de Christofle dans votre ville

Pour que vous soyez conseillés et servis de façon irréprochable et que vous puissiez, à tout moment, compléter ou réassortir votre service d'orfèvrerie Christofle

- | | | | | | |
|--|--|---|--|---|--|
| A PARIS
PAVILLON CHRISTOFLE
12, rue Royale
PAVILLON CHRISTOFLE
31, boulevard des Italiens
PAVILLON CHRISTOFLE
95, rue de Passy
PAVILLON CHRISTOFLE
17, cours de Vincennes
GALERIES LAFAYETTE
40, boulevard Haussmann
GALERIES LAFAYETTE
Centre Mairie Montparnasse
22, rue du Départ
Guy GRENIER
205, rue Saint-Martin | A PARIS
LA REINE BLANCHE
35, avenue des Gobelins
ORFÈVRE DES TERNES
49, avenue des Ternes
PORCELAINOR
31, rue de Paradis
A ARGENTEUIL
Bijouterie VENDOME
15, place de la Commune de Paris
A BOULOGNE
ROUSSEAU
108, avenue E. Vaillant
A CERGY
M. LAMY AU ROUSSEAU
Centre des Trois Fontaines | A COURBEVOIE
UTILIUX
"La boutique des cadeaux"
77, rue de Bezons
A CRÉTEIL
LA REINE BLANCHE
Centre Commercial
A FONTAINEBLEAU
François AUCHÈRE
114, rue Grande
A JUVISY S/ORGE
GUEREAULT
15, Grande Rue
A LA GARENNE-COLOMBES
DUBREUIL
14, rue Voltaire | A LAGNY
LA COUPE D'OR
10, rue des Marches
A LA VARENNE ST-HILAIRE
MILHAU
91, rue du Bac
AU CHESNAY PARLY II
PAVILLON CHRISTOFLE
Avenue de la Bretèche
AU VESINET
DUBREUIL
18, rue du Maréchal Fach
A MEAUX
TOURAULT-CHEREAU
Angle rue du Grand Cerf | A MELUN
L'ART DU TEMPS
2, rue R. Pouteau
Jean TROUVÉ & Fils
6, rue du Presbytère
A RUEIL-MALMAISON
JAHAN
6, rue Hervet
A SAINT-DENIS
André HECK
42, boulevard Jules-Guesde
A ST-GERMAIN-EN-LAYE
Jacques DECAN
38, rue Au-Poin
A SARTROUVILLE
Jacques PARRENIN
53, avenue Jean-Jaurès | A TAVERNY
CHARMILLE
6, avenue de Verdun
A THIAIS
GALERIES LAFAYETTE
Centre Commercial Belle Epine
A VÉLIZY-VILLACOUBLAY
PAVILLON CHRISTOFLE
Centre Commercial Vélizy II
A VERSAILLES
BEHLE
15, rue Carnot
A VINCENNES
Jacques DECAN
29, rue du Midi |
|--|--|---|--|---|--|

Pavillons Christofle et Concessionnaires exclusifs.

Pour vous servir et vous conseiller avec compétence.



صكزامن الأصل

POLITIQUE

M. Chirac veut faire de l'U.D.R. le seul grand mouvement d'expression populaire

A trois reprises durant le week-end, M. Jacques Chirac s'est adressé à des responsables de l'U.D.R. devant une cinquantaine de stagiaires du « centre de perfectionnement », sorte d'école des cadres pour secrétaires fédéraux et de circonscription, devant quelque cent cinquante animateurs des « sections jeunes », récemment créées, et enfin devant les cent vingt membres du comité central de l'U.D.R. Le premier ministre montre donc bien qu'il n'entend pas, pour le moment, négliger ses fonctions de secrétaire général du mouvement gaulliste, et il n'a pas revêtu — personne ne l'a d'ailleurs interrogé — s'il souhaitait se démettre de celles-ci l'un des assises nationales de juin.

du général de Gaulle et un an après la disparition de Georges Pompidou, il a pu surmonter son échec des dernières élections présidentielles pour demeurer au sein de la première formation de la majorité nouvelle, mais surtout le moteur de cette dernière.

plus gaulliste que celle des dernières années en substituant au pouvoir technocratique de la Commission de Bruxelles, qui allait grandissant, le conseil politique des chefs de gouvernement, véritables responsables des Etats de l'Europe, c'est-à-dire de l'Europe des patries.

Les aspirations exprimées par tous les cadres de l'U.D.R. consistent en une soit extraordinaire de responsabilité. Depuis l'arrivée, le 14 décembre dernier, de M. Chirac au secrétariat général, l'engagement local du mouvement a été rajouté assez sensiblement. Ses nouveaux responsables veulent maintenant avoir davantage de moyens matériels.

3 JOURS DU LIVRE MARXISTE

PARIS - Marché National de la Villette Avenue Jean Jaurès - Métro : Porte de la Villette LIBRAIRIE GEANTE 8.000 m2 - 250 auteurs - 150.000 ouvrages

VENDREDI 25 15 heures, DEBAT : SCIENCES ET PHILOSOPHIE LES MARXISTES LISENT BACHELARD (Editions Sociales)

SAMEDI 26 14 heures 30, DEBAT : L'ARMEE, UNE AFFAIRE DU PEUPLE Louis Baillet, Pierre Olivier, Jean Marane.

DIMANCHE 27 14 heures : LA RENCONTRE DU ROMAN ET DE L'HISTOIRE Pierre Garnarra, Claude Prévost, Marcel Blouval

Le centre de perfectionnement des cadres de l'U.D.R., fondé par M. Peyrefitte, alors secrétaire général, permet aux secrétaires de fédération et de circonscription d'effectuer chaque année un stage de deux jours à Paris, tandis que les animateurs des écoles de cadres régionales au nombre de 20 à 25, y sont formés en des sessions de quinze jours. Animé par M. Bourassin, professeur agrégé de mathématiques et par des enseignants et des fonctionnaires binationaux, membres de l'U.D.R., le centre dispense des cours sur les sujets politiques et organise des débats.

M. Chirac, qui, pour la première fois, assistait samedi 19 avril à un stage, a notamment invité ses auditeurs à « travailler dans trois axes de réflexion et d'action ».

M. Charles Herzu, membre du comité directeur du P.S., a relevé, dimanche 20 avril, M. Sullia, comme « l'indice d'une intéressante évolution » dans l'attitude communiste à l'égard de la « force de frappe ».

M. Boutet est élu maire de Bressuire M. Claude Boutet, qui était adjoint au maire, a été élu maire de Bressuire (Deux-Sèvres) dès le premier tour de scrutin, par 26 voix, contre 16 à M. Simon.

15 heures 30 : SPECTACLE : "ECOUTE, AU PORTUGAL, UN PEUPLE SE LIBERE..." Régie de Raul Sangla.

« Rajouter » les candidats Aux responsables des sections « jeunes » de l'U.D.R. rassemblés par M. Robert Grossmann, délégué national à la jeunesse, ancien président de l'Union des Jeunes pour le progrès, M. Chirac a déclaré :

« Il n'y a pas de différence entre les jeunes et les moins jeunes pour l'action politique. Au sein de l'U.D.R., les jeunes partageront toutes les responsabilités, mais ils auront une organisation qui leur permettra de faire face aux problèmes spécifiques de leur tranche d'âge. Nous rajouterons les candidats aux élections dans la mesure du possible, car entre un bon ancien et un mauvais jeune, je choisisrai le premier. Toutefois, à qualités égales, je prendrai le second. »

ON AMUSE LE TAPIS Commentant mercredi 16 avril les travaux du comité central de son parti, M. Georges Marchais avait notamment déclaré : « Le premier ministre dit n'importe quoi... c'est proprement ridicule... »

Quant à prétendre, comme le fait le chef de l'U.D.R., que « la tactique de M. Marchais est le recours à la violence », c'est prendre l'exact contraire de ce qu'affirmait le même M. Marchais devant le comité central du 15 avril : « Ni l'illegalité ni la violence ne viennent et ne viendront jamais de nous. »

...ET CANTONALES CORREZE : canton d'Eygrouade (1^{er} tour). Inscr., 3 322 ; vot., 1 785 ; suffr. expr., 1 610.

SAVOIE : canton de Grésy-sur-Aix (1^{er} tour). Inscr., 4 940 ; vot., 4 000 ; suffr. expr., 3 920.

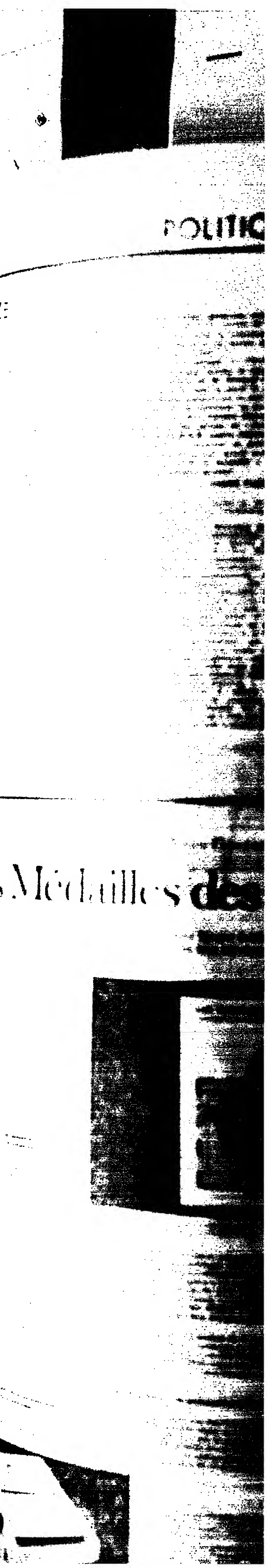
« L'HUMANITE' : les vrais responsables des conflits sociaux siègent au gouvernement. René Andrieu, rédacteur en chef de l'Humanité, commente dans le quotidien communiste daté du lundi 21 avril la déclaration du premier ministre. Après avoir noté que ce dernier a eu besoin de « trois jours de laboratoire réflexion » pour répondre aux propos de M. Georges Marchais, tenus mercredi 16 et jeudi 17 avril derniers, et que « M. Chirac a l'esprit de l'escalier » il écrit notamment : « Le parti communiste est solidaire des travailleurs en lutte. (...) M. Chirac en tire la conclusion qu'il veut utiliser la violence pour faire céder artificiellement des conflits, espérant sans doute par cette diversion jeter la confusion sur la nature des luttes et effrayer une partie de l'opinion. Mais il faut, pour cela, beaucoup de mauvaise foi, car la violence et l'illegalité ne sont pas de notre côté. »

« L'HUMANITE' : les vrais responsables des conflits sociaux siègent au gouvernement. René Andrieu, rédacteur en chef de l'Humanité, commente dans le quotidien communiste daté du lundi 21 avril la déclaration du premier ministre. Après avoir noté que ce dernier a eu besoin de « trois jours de laboratoire réflexion » pour répondre aux propos de M. Georges Marchais, tenus mercredi 16 et jeudi 17 avril derniers, et que « M. Chirac a l'esprit de l'escalier » il écrit notamment : « Le parti communiste est solidaire des travailleurs en lutte. (...) M. Chirac en tire la conclusion qu'il veut utiliser la violence pour faire céder artificiellement des conflits, espérant sans doute par cette diversion jeter la confusion sur la nature des luttes et effrayer une partie de l'opinion. Mais il faut, pour cela, beaucoup de mauvaise foi, car la violence et l'illegalité ne sont pas de notre côté. »

« L'HUMANITE' : les vrais responsables des conflits sociaux siègent au gouvernement. René Andrieu, rédacteur en chef de l'Humanité, commente dans le quotidien communiste daté du lundi 21 avril la déclaration du premier ministre. Après avoir noté que ce dernier a eu besoin de « trois jours de laboratoire réflexion » pour répondre aux propos de M. Georges Marchais, tenus mercredi 16 et jeudi 17 avril derniers, et que « M. Chirac a l'esprit de l'escalier » il écrit notamment : « Le parti communiste est solidaire des travailleurs en lutte. (...) M. Chirac en tire la conclusion qu'il veut utiliser la violence pour faire céder artificiellement des conflits, espérant sans doute par cette diversion jeter la confusion sur la nature des luttes et effrayer une partie de l'opinion. Mais il faut, pour cela, beaucoup de mauvaise foi, car la violence et l'illegalité ne sont pas de notre côté. »

« L'HUMANITE' : les vrais responsables des conflits sociaux siègent au gouvernement. René Andrieu, rédacteur en chef de l'Humanité, commente dans le quotidien communiste daté du lundi 21 avril la déclaration du premier ministre. Après avoir noté que ce dernier a eu besoin de « trois jours de laboratoire réflexion » pour répondre aux propos de M. Georges Marchais, tenus mercredi 16 et jeudi 17 avril derniers, et que « M. Chirac a l'esprit de l'escalier » il écrit notamment : « Le parti communiste est solidaire des travailleurs en lutte. (...) M. Chirac en tire la conclusion qu'il veut utiliser la violence pour faire céder artificiellement des conflits, espérant sans doute par cette diversion jeter la confusion sur la nature des luttes et effrayer une partie de l'opinion. Mais il faut, pour cela, beaucoup de mauvaise foi, car la violence et l'illegalité ne sont pas de notre côté. »

« L'HUMANITE' : les vrais responsables des conflits sociaux siègent au gouvernement. René Andrieu, rédacteur en chef de l'Humanité, commente dans le quotidien communiste daté du lundi 21 avril la déclaration du premier ministre. Après avoir noté que ce dernier a eu besoin de « trois jours de laboratoire réflexion » pour répondre aux propos de M. Georges Marchais, tenus mercredi 16 et jeudi 17 avril derniers, et que « M. Chirac a l'esprit de l'escalier » il écrit notamment : « Le parti communiste est solidaire des travailleurs en lutte. (...) M. Chirac en tire la conclusion qu'il veut utiliser la violence pour faire céder artificiellement des conflits, espérant sans doute par cette diversion jeter la confusion sur la nature des luttes et effrayer une partie de l'opinion. Mais il faut, pour cela, beaucoup de mauvaise foi, car la violence et l'illegalité ne sont pas de notre côté. »



POLITIQUE

de la majorité

Riguer, par contraste, la cohésion de la majorité. Un exemple leur a été fourni par la forme réposée de M. Chirac aux violentes attaques que M. Marchais avait portées contre lui, alors que le premier ministre s'est contenté de souhaiter à M. Mitterrand un bon voyage à Moscou.

Quant à l'objectif assigné à l'U.D.R. par M. Chirac, qui ne manque jamais de souligner le « gaullisme » des options de M. Giscard d'Estaing, il consiste à démontrer que le parti le plus important de la majorité actuelle est le seul capable de faire accepter, de promouvoir et d'expliquer dans le pays la notion de « société libérale avancée ».

ANDRÉ PASSERON.

« Je n'ai pas de beaux voyages et je m'en réjouis », M. Chirac a indiqué enfin qu'en tant que secrétaire général de l'U.D.R., il se rendrait prochainement dans le Cher, à Metz et à Marseille.

Les « coups de gueule » de M. Marchais

Le premier ministre ayant affirmé que les assises nationales de l'U.D.R., à Nice, les 14 et 15 juin, seraient « marquées par l'unité et l'enthousiasme », M. Yves Guéna, secrétaire adjoint, a précisé qu'elles devraient « mettre à jour la pensée de l'U.D.R., le mouvement élaboré lui-même sa doctrine en s'interrogeant sur la crise de civilisation, sur la crise économique et sur la crise sociale, et en proposant des réponses qui se situent entre la doctrine néolibérale et les recettes d'action immédiate ».

Au cours de la conférence de presse à l'issue du comité central, M. Jacques Chirac, interrogé sur les attaques dirigées contre lui par M. Marchais qui l'avait accusé notamment de « duplicité » et de « mensonge » (le Monde du 18 avril), a répondu : « Je ne répondrai pas à une attaque aussi grossière et outrancière dans la forme. Nous sommes heureusement dans une société démocratique où le gouvernement, émanant d'une majorité librement élue, a la responsabilité de conduire les affaires du pays. Dans cet esprit, ce n'est pas M. Marchais ou le parti communiste, quels que soient les coups de gueule de son secrétaire gé-

ral, qui va dicter sa loi. Il faut qu'il en soit convaincu et son parti aussi ».

Citant M. Marchais qui déclarait que les communistes « allaient tout mettre en œuvre pour que d'autres « coup de gueule » de M. Chirac à poursuivre : « Si je reprends le vocabulaire habituel du parti communiste, je dirais que M. Marchais a jeté bas son masque. Son ambition de faire éclater ces conflits est bien d'ordre politique et non syndical. C'est très grave et indique ainsi que la tactique de M. Marchais est le recours à la violence. Nous n'accepterons pas que la violence soit un mode de solution des problèmes sociaux et que la solution au conflit ne peut être trouvée « qu'à partir d'une analyse réaliste des conditions d'exploitation d'une entreprise de presse et de la prise en considération des intérêts du personnel ».

Le S.N.P.Q.R., à l'issue de son assemblée générale annuelle, a reconduit son bureau que préside M. Michel Bavastro (Nice matin).

L'ÉDITION PARISIENNE DU « PARISIEN LIBÉRÉ » N'A PAS PARU LUNDI 21

L'édition parisienne du quotidien Le Parisien Libéré n'a pas paru lundi matin 21 avril en raison d'un mouvement de grève décidé par les ouvriers de l'atelier de composition.

Cet arrêt de travail, selon le Syndicat du Livre (C.G.T.), est un « nouvel avertissement donné à la direction du journal, qui se refuse toujours à engager la négociation » au sujet des licenciements — qui seraient au nombre de deux cent trente-trois — auxquels elle envisage de procéder. Une délégation du Livre doit se rendre mardi matin au ministère du travail, afin d'en entretenir M. Michel Durafour.

Pour le conseil national du Syndicat des journalistes C.G.C., le conflit constitue « un motif très grave d'inquiétude ». Le syndicat « considère que la seule prise en compte du rapport des forces (locut-out, grève, respect de la liberté du travail et de la garantie de l'emploi) n'ouvre aucune possibilité d'accord » et que la solution au conflit ne peut être trouvée « qu'à partir d'une analyse réaliste des conditions d'exploitation d'une entreprise de presse et de la prise en considération des intérêts du personnel ».

Le C.G.T. en appelle aux journalistes, « afin que s'instaure, par leur intermédiaire, une véritable concertation, conformément au rôle qu'ils assurent dans la hiérarchie d'un journal ».

Le Syndicat national de la presse quotidienne régionale (S.N.P.Q.R.), à l'issue de son assemblée générale annuelle, a reconduit son bureau que préside M. Michel Bavastro (Nice matin).

En cas de rachat

« OPPOSITION FORMELLE » DES RÉDACTEURS DU « FIGARO » A M. ROBERT HERSANT

La Société des rédacteurs du Figaro, à l'issue de son assemblée générale tenue le 19 avril au palais du Luxembourg, a voté à l'unanimité moins sept abstentions (sur cent quatre-vingt-dix-sept journalistes présents ou représentés) une résolution qui, notamment, déclare que la société : « — Prend acte du désir de la société propriétaire de rechercher un acquéreur parmi les candidats offrant les garanties morales et financières les plus sures. (...) »

« — Déclare qu'elle s'opposera par tous les moyens en son pouvoir à l'achat des actions de la société anonyme du Figaro par un acquéreur dont la personnalité ne correspondrait pas à ces préoccupations. (...) »

« — Marque son opposition formelle à la candidature, directe ou indirecte, de M. Robert Hersant, candidat dont elle a eu connaissance par diverses sources, ce qui ne préjuge nullement sa position à l'égard d'autres acquéreurs. (...) »

« PRESSE ACTUALITÉ » PUBLIE SON NUMÉRO 100

La revue Presse Actualité publie son numéro 100. Il y a treize ans, en effet, qu'a été créée par Bayard-Presses cette excellente publication mensuelle, dont le projet est « d'informer sur l'information ». Le directeur de Presse-Actualité, M. Roger Lavielle est assisté de MM. Lucien Guissard et Yves L'Hér comme rédacteurs en chef.

Ce numéro 100 (avril 1975) offre plusieurs articles d'analyse sur les nouvelles sociétés de télévision, sur la guerre des radios, sur l'évolution des quotidiens et la publicité en France (6, rue Bayard, 75380 Paris. Abonnement dix numéros par an, 45 francs).

Arrêts de travail dans les imprimeries de la presse. Les délégués C.G.T. des entreprises de la presse ont été reçus par le directeur de la presse, M. Roger Lavielle, le 18 avril, ont décidé, « afin de contraindre les maîtres imprimeurs à discuter valablement de l'ensemble du cahier revendicatif fédéral lors de la réunion paritaire du 23 avril », un arrêt de travail minimum allant de lundi 21, 22 et 23 avril (journées d'action nationale interprofessionnelle), « étant entendu que, là où cela est possible, les arrêts se feront par catégories professionnelles ».

Pour appuyer la délégation confédérale reçue le 23 avril par le C.N.P.F., les délégués organisent, ce jour-là, de « larges délégations » pour se rendre à l'appel de la C.G.T. place d'Éna, à 18 heures.

nd mouvement d'expression populaire

Le mouvement d'expression populaire a été lancé par les ouvriers de l'usine Renault de Boulogne-Billancourt. Les participants ont manifesté devant l'usine et ont brûlé des pneus. Les forces de l'ordre ont dispersé le mouvement.

ABUSE LE TAPIS

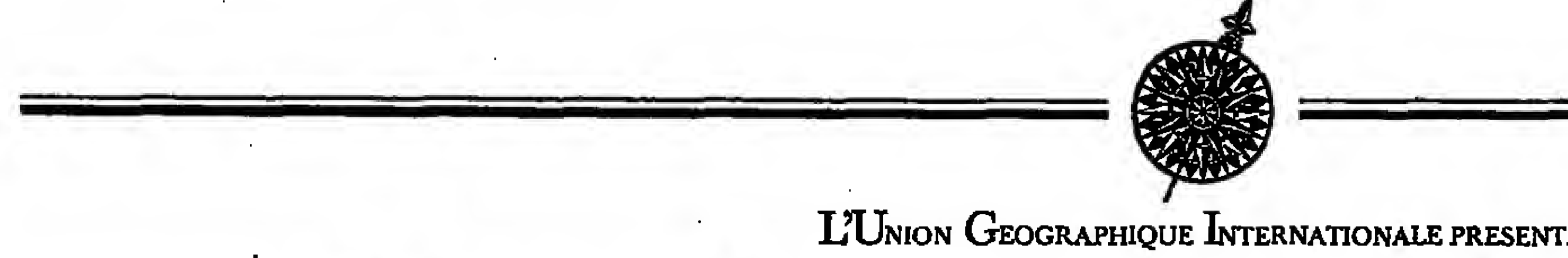
Le tapis est un objet de luxe qui a été abusivement utilisé par certains particuliers. Les autorités ont lancé une enquête pour déterminer les responsables.

ET CANTONNÉS

Les cantonnements ont été organisés pour assurer la sécurité des populations. Les forces armées ont été déployées dans les zones à risque.

LES MÉDAILLES DES GRANDS EXPLORATEURS

Les médailles des grands explorateurs sont une collection de 50 médailles en argent massif. Elles honorent les grands explorateurs de tous les temps.



L'UNION GÉOGRAPHIQUE INTERNATIONALE PRÉSENTE

Les Médailles des Grands Explorateurs

50 médailles en argent massif de qualité Epreuve émises dans des enveloppes timbre-médaille oblitérées dans le monde entier sur les lieux historiques rattachés aux grandes explorations.

DEPUIS TOUJOURS, l'homme a cherché à découvrir les secrets de la terre. Les égyptiens, les grecs, les romains furent les premiers peuples à explorer la terre. Mais l'âge des Grandes Découvertes commença véritablement il y a à peu près dix siècles avec les voyages des Vikings qui se lancent hardiment à la conquête de l'inconnu.

Aujourd'hui, pour marquer ce millénaire d'explorations spectaculaires, l'Union Géographique Internationale a décidé d'émettre une collection de médailles honorant les plus grands explorateurs du monde entier. En France, l'Union Géographique Internationale a choisi Le Médailleur pour frapper cette collection et offrir en exclusivité.

La collection historique Les Médailles des Grands Explorateurs est la première édition à tirage limité jamais émise par l'Union Géographique Internationale au cours de sa longue et prestigieuse existence.

Un hommage permanent à de courageux pionniers

Les médailles de la collection rendent hommage aux plus grands explorateurs, de Leif Erikson, le premier européen à aborder le continent d'Amérique du Nord, à Neil Armstrong, le premier homme à mettre le pied sur la lune.

Voici Marco Polo, Christophe Colomb, Samuel Champlain, James Cook, René Caillié, un paysan français, travaillant plusieurs années afin d'économiser pour son voyage et qui découvre le 2 avril 1828, la ville de Tombouctou, au cœur de l'Afrique Noire. Voici le suisse Jacques Picard, avec son bathyscaphe, allant explorer les nouvelles frontières des fonds marins.

En tout, 50 médailles célèbrent des hommes qui ont repoussé les limites de la connaissance et dont les noms figurent pour toujours dans les chroniques du courage et de l'action.

Chaque médaille de la collection, en argent massif et mesurant 39 mm de diamètre, sera frappée en qualité Epreuve, la plus haute en numismatique moderne, qui exige un polissage spécial des matrices et donne un métal un incomparable éclat. Le sujet se détache alors dans un relief satiné sur un fond pur et brillant comme un miroir. La tranche de chaque médaille portera le poinçon d'Etat garantissant la pureté de l'argent massif 1er titre, le poinçon de maître du Médailleur, l'année de frappe et la marque P (proof) indiquant la qualité Epreuve.

Des oblitérations sur les lieux historiques rattachés aux explorations

Chacune des 50 médailles sera émise dans une enveloppe timbre-médaille oblitérée dans un lieu étroitement



Reproduction, plus petite que taille réelle de l'enveloppe timbre-médaille honorant Jacques Cartier et oblitérée à Montréal au Canada. C'est là que le 2 octobre 1535, l'explorateur breton atteignit le village de Hochelaga, emplacement régional de Montréal et fut possesseur de la « Nouvelle-France ».

associé aux hommes dont les exploits sont commémorés dans cette collection. Ainsi l'enveloppe timbre-médaille honorent Fernand de Magellan sera oblitérée à Manille dans les Philippines où le grand navigateur a fait escale pendant son tour du globe au début du 16e siècle. L'enveloppe timbre-médaille consacrée au Docteur Livingstone et au journaliste-aventurier Stanley sera oblitérée à Oujjé, en Tanzanie, lieu de rencontre des deux célèbres explorateurs.

Oblitérations et timbres proviendront de 50 bureaux de poste différents s'étendant sur 7 continents, souvent dans des lieux les plus reculés du globe. Cette difficile entreprise, menée à bien après des mois d'efforts augmentera l'intérêt de la collection et lui donnera une valeur documentaire accrue.

Un mode pratique de paiement mensuel

Les 50 médailles de la collection, dans leurs enveloppes timbre-médaille oblitérées, seront émises au rythme d'une par mois, à partir de juin 1975. Le prix de chaque médaille, enveloppe timbre-médaille comprise, sera de 135 F TTC. En outre, le prix hors taxe est garanti constant pendant toute la durée de la collection. Pour cela et dès réception des deman-

des de souscription, Le Médailleur se procurera immédiatement le poids d'argent nécessaire à la constitution des collections correspondantes.

Un trésor de métal précieux

Chaque enveloppe timbre-médaille portera sur son verso un certificat d'authenticité. Elle sera également accompagnée d'un texte historique décrivant en détail la scène représentée sur la face de la médaille. Les souscripteurs seront ainsi à même d'étudier et de relire les grandes explorations tout en ayant le plaisir de constituer une collection unique et de valeur.

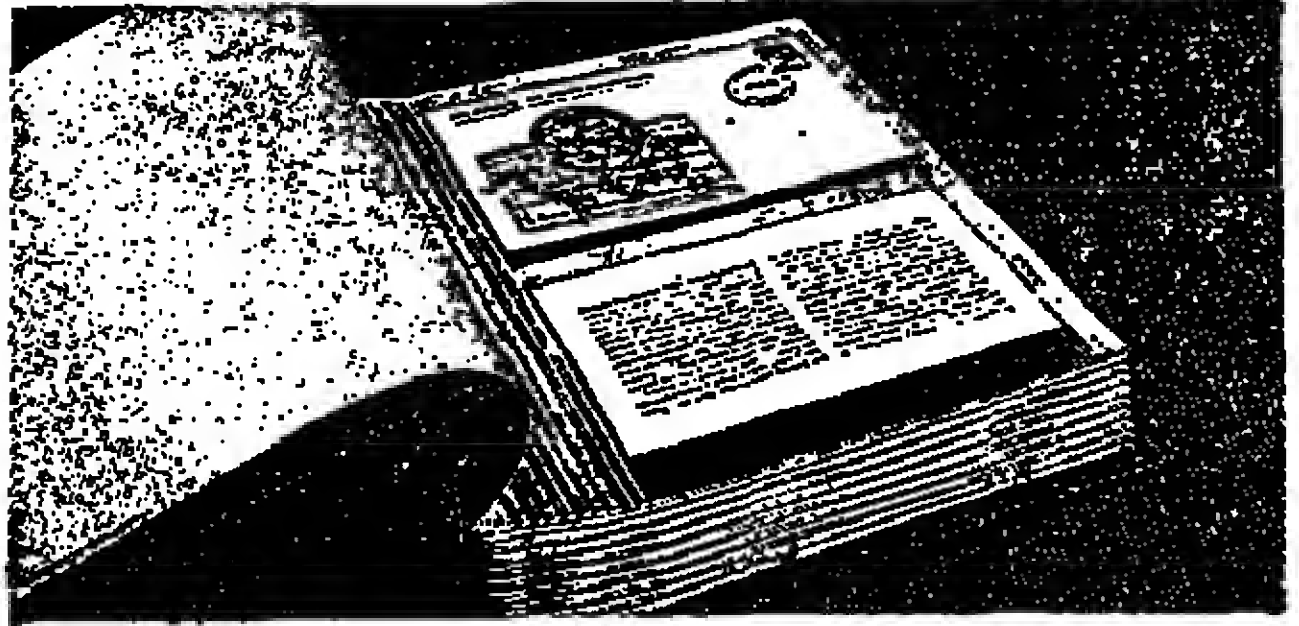
Pour accueillir et protéger les enveloppes timbre-médaille et leurs textes, deux albums spécialement conçus à cet effet, seront envoyés aux collectionneurs sans majoration de prix.

L'Union Géographique Internationale est une société philanthropique se consacrant à faciliter la coopération internationale pour la recherche géographique. Elle est née d'aujourd'hui, comme un hommage permanent aux plus grands explorateurs de tous les temps, la première collection à porter son nom. Cette collection officielle et historique, possédée par tous les éléments nécessaires qui en font un véritable trésor.

Date limite des souscriptions : le 30 avril 1975 à minuit

La collection Les Médailles des Grands Explorateurs est disponible uniquement par souscription. Le nombre total des collections sera limité au nombre exact des souscripteurs postés avant le 30 avril 1975 à minuit, le cachet de la poste faisant foi. Après cette date, aucune demande ne pourra être acceptée. En outre, il ne pourra être obtenu qu'une seule collection par personne.

Par décision de l'Union Géographique Internationale, Le Médailleur est seul autorisé en France à recevoir les demandes de souscription pour Les Médailles des Grands Explorateurs.



L'un des 2 albums destinés à protéger la collection « Les Médailles des Grands Explorateurs ».

Form for subscription, including fields for name, address, and payment details.

مكتباتنا الأصل

SOCIÉTÉ

Au cours d'une campagne qui dure jusqu'au 26 avril

Les communistes s'adressent aux femmes

Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine, a récemment déclaré, à Toulouse, que l'idée d'organiser une « année » consacrée à la femme lui paraissait personnellement « stupide ». Le secrétaire d'Etat à la condition féminine sait bien que ce n'est pas suffisant pour résoudre les problèmes des femmes. Le parti communiste, de son côté, pense qu'il ne suffit pas non plus d'un secrétaire d'Etat. Il n'est pas exagéré de dire aujourd'hui que ceux et celles qui prennent le plus à cœur, en France, l'année de la femme, sont les communistes.

Le rôle des femmes lors de l'élection présidentielle de 1974 a été, on le sait, décisif. La majorité et l'opposition de gauche l'ont bien compris qui, l'une et l'autre, s'efforcent aujourd'hui de se présenter comme les meilleurs défenseurs des femmes.

Le parti communiste a aussi été sensible, ces dernières années, au développement du mouvement

féministe, qui a tendu à réunir dans une même réprobation tous les partis « sexistes », du P.C.F. à l'U.D.E. A la faveur, notamment, du débat sur l'avortement, où les communistes furent discrets, divers mouvements gauchistes sont parvenus à mobiliser certaines couches de la population féminine, au détriment de la gauche traditionnelle. L'année de la femme donne aux communistes l'occasion de faire oublier ce passé récent.

Depuis plusieurs jours, une vaste campagne de propagande et de mobilisation du P.C.F. se développe en direction des femmes. Les communistes attirent d'ores et déjà que cent vingt-cinq mille femmes militent au parti (sur un total de quatre cent dix mille adhérentes). Ils ont organisé, du 11 au 26 avril, une « quinzaine de renforcement des femmes du parti dans les entreprises, les quartiers et les villages » ; d'autre part, du 11^{er} mai au 15 juin, auront lieu diverses actions sur le thème : « Pour vivre sereinement un million de femmes dans l'action avec le parti communiste ». Ces actions culmineront le samedi 7 juin, avec un rassemblement à Paris. Mme Mireille Bertrand, membre du bureau politique, a affirmé que ce rassemblement, « de caractère politique et culturel », serait « gigantesque ».

comités fédéraux. La majorité d'entre elles sont des employées (45,50 %), des enseignantes (23,50 %) ou des ouvrières (13,28 %). On compte en outre 10,63 % de ménagères, 5,49 % d'ingénieurs et cadres et 2,27 % de paysannes.

Le parti communiste reconnaît que, dans le domaine des élections, la promotion des femmes est moins grande que dans celui de l'organisation du parti, mais attribue ce fait au mode de scrutin « basé sur l'élection de personnalités déjà bien connues et particulièrement défavorable aux femmes qui entrent dans la vie politique ». Le P.C.F. s'efforce toutefois d'avoir, à lui seul, présenté aux dernières législatives 40 % de candidates (88 personnes y compris les candidates suppléantes) et 51 % aux cantonales. D'autre part, sur 9 femmes députées, 3 sont communistes, et 2 sénateurs sur 5. Les écoles du parti, enfin, accueillent un nombre grandissant de femmes : sur 553 élèves ayant participé en 1974 à des stages d'un mois dans les écoles centrales du P.C.F., 129 étaient des femmes.

« Dans le régime actuel, a expliqué Mme Mireille Bertrand, ce n'est pas si simple de participer à la vie politique. Les obstacles de tout ordre qui se dressent devant chacun sont encore plus nombreux pour les femmes. C'est pourquoi, a-t-elle déclaré, et positif que soit le bilan de la place des femmes dans le parti communiste français, nous ne sommes pas satisfaits de ce bilan. Nous pensons que près de 30 % des femmes dans le parti, ce n'est pas suffisant ».

« Certains, a encore déclaré Mme Bertrand, parlent de valeurs féminines de certains féministes. Nous ne sommes pas d'accord avec de telles notions qui, en fait, sont des aspects flatteurs, méprisent les femmes et les maintiennent dans une sorte de ghetto. (...) Les femmes, mutilées dans leur personnalité, n'ont, pour se relever, pas de combat plus efficace que le combat politique avec les communistes pour changer la vie. » — Br. F.

MÉDECINE

UN MÉDECIN DE LA DROME VEUT CRÉER UN « ORDRE » DES « NON-AVORTEURS »

Le docteur Michel Doublier-Villette, qui exerce la médecine générale à Peyrins, bourg de mille quatre cents habitants dans la Drôme, a décidé de « lancer un ultimatum à l'ordre des médecins ». Le docteur Doublier-Villette et le docteur Proget, qui pour sa part exerce dans l'Ardenne, estiment que le conseil national de l'ordre doit, sans plus tarder, chasser de son sein les médecins qui acceptent de pratiquer des avortements : « Nous ne pouvons plus considérer comme des confrères les médecins qui veulent, pour nous, un confrère, c'est celui qui soigne ».

Au cours d'une conférence de presse tenue samedi 19 avril à Paris, ces deux médecins ont annoncé leur intention de créer, le 1^{er} mai, dans la Drôme, un nouvel ordre où se rassembleraient « les médecins non avorteurs ». Pour le docteur Doublier-Villette, le professeur Jean-Louis Lorient-Jacob, président du conseil national de l'ordre, a eu, au sujet de l'avortement, « une attitude double », puisqu'il avait « participé à la rédaction de la première proposition de loi, celle du docteur Peyrès » (1). Il a aussi dénoncé l'attitude du président de la République, « qui affirmait pendant sa campagne électorale son respect de la vie, pour ensuite intervenir et faire voter la loi sur l'avortement ».

Le docteur Doublier-Villette est également président de l'Association des familles chrétiennes — affirmait s'exprimer au nom des deux mille signataires d'une pétition qui avait circulé, sur son initiative, en novembre 1974 et demandait à l'ordre de s'opposer à toute loi qui autoriserait l'avortement.

(1) M.D.L.R. — Il s'agit de la première proposition de loi de M. Peyrès, du 28 juillet 1970.

Au MEDEC

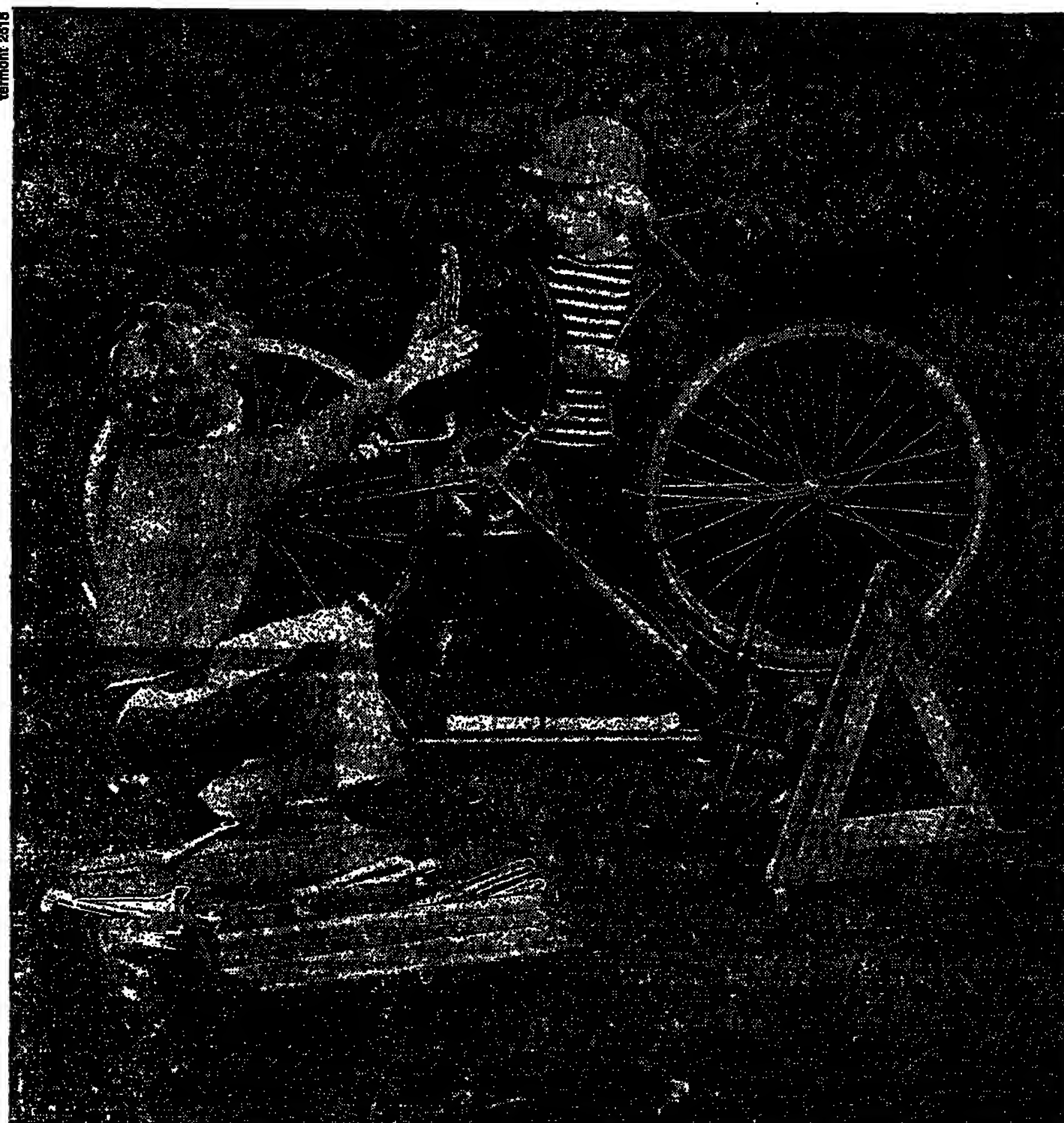
LE SECTEUR PRIVÉ JOUE ENCORE UN RÔLE PRIMORDIAL DANS LE TRAITEMENT DES URGENCES.

Le problème des urgences et des sauries est de ceux qui se posent quotidiennement aux médecins, surtout aux omnipraticiens. De son côté, un malade a quelquefois, particulièrement en ville et pendant les périodes de vacances, bien du mal à joindre un médecin, lequel n'a pas toujours la possibilité de venir immédiatement. Plusieurs organismes restent d'activités privées et destinés à ramener ces difficultés ont eu, de ce fait, un développement florissant depuis une demi-douzaine d'années.

« S.O.S. Médecins », qui reçoit sept à huit mille appels par mois, a ainsi pu, vendredi 18 avril, dans le cadre du MEDEC (Salon du médecin), présenter des statistiques portant sur quelque dix mille interventions à Paris. La pédiatrie est la discipline la plus sollicitée pour les visites, avec 20 % des cas ; elle est suivie par la psychiatrie (15 %) et la pneumologie (13 %). Pour sa part, l'association des urgences médicales de Paris (A.U.M.P.), présentait des résultats peu différents. Deux malades sur dix visités par l'A.U.M.P. ont dû être hospitalisés immédiatement.

A la différence de « S.O.S. Médecins », l'A.U.M.P. n'est pas, en principe, appelée par les particuliers : ce sont essentiellement les médecins indisponibles qui font appel à elle, ainsi que les services publics. Depuis sa création, l'A.U.M.P. a ainsi évité dix mille interventions de périssecours montrant par là, comme « S.O.S. Médecins », le rôle primordial que joue encore le secteur privé dans le traitement des urgences.

« S.O.S. Médecins », 87, boulevard de Port-Royal, 75013 Paris, tél. 707-77-71 ; A.U.M.P., 53, rue de la Convention, 75015 Paris.



Quand un homme en dépanne un autre...

9 fois sur 10, il utilise des outils Facom. Pensez, il existe 4 352 outils Facom différents. Un professionnel est sûr de trouver ce qu'il lui faut pour dépanner télévision, robinet, bulldozer, serrure, téléphone, voiture... ou bicyclette.

Et la réparation est plus facile, plus sûre, plus soignée : l'outillage Facom a la



ÉNERGIE

Une conférence européenne de trois mille spécialistes pendant une semaine à Paris

L'énergie nucléaire entre l'expansion et la contestation

M. Jacques Chirac a ouvert, ce lundi 21 avril, au Palais des congrès à Paris, les travaux de la première conférence nucléaire européenne. Près de trois mille délégués de quarante-sept pays assisteront à cette manifestation, dont le thème principal est : « La maturité de l'énergie nucléaire ».

Dans son discours d'ouverture, le premier ministre a notamment déclaré : « Dans l'immédiat, je veux dire pour les dix ans qui viennent, l'énergie nucléaire est une des principales réponses à notre besoin d'énergie ».

L'allocution de M. Chirac a cependant été interrompue pendant quelques instants par un représentant des Amis de la terre, qui a jeté des paquets de tracts vers les rangées où étaient assis les journalistes. M. Chirac s'est arrêté de parler et a déclaré : « Laissez sortir les irresponsables ».

Trois cent soixante communications techniques ont été retenues et vont permettre de discuter de l'offre et de la demande d'énergie dans le monde, de la place qu'y prennent désormais les centrales nucléaires, du choix des sites pour ces dernières, des critères de sûreté adoptés, de leur coût, de leur fonctionnement, des problèmes d'approvisionnement en combustibles, du transport, du traitement de ces combustibles, des divers types de centrales d'aujourd'hui et de demain.

165 000 mégawatts en 1985

Cette conférence est calquée sur les nombreux congrès qui se sont tenus ces quinze dernières années à l'initiative des Américains, et les thèmes retenus ne font guère de place aux problèmes qui retiennent aujourd'hui plus particulièrement l'attention du public, notamment les problèmes d'environnement. L'Europe souhaite discuter des problèmes techniques et industriels auxquels elle est et promet d'être confrontée avec la multiplication prévue des centrales. Selon les études de la Communauté

économique européenne, la capacité installée de 8 000 mégawatts en 1970 et de 28 000 mégawatts en 1975 va passer à 81 000 mégawatts en 1980, à 185 000 mégawatts en 1985 et à environ 300 000 mégawatts en 1990.

Cette expansion de l'énergie nucléaire, provoquée par un prix de revient du kilowatt-heure qui est aujourd'hui environ la moitié du prix du kilowatt-heure produit par les centrales au fuel, va requérir de la part de l'Europe des investissements particulièrement importants : environ 300 milliards de francs pour les seules centrales nucléaires d'Ici à 1985, près de 800 milliards si l'on ajoute le transport, la distribution, le coût de l'enrichissement de l'uranium. La soif d'énergie des pays industrialisés, même compte tenu du programme d'économie qu'ils veulent s'imposer, est à ce prix.

Dès l'ouverture de la conférence, les congressistes vont discuter de ces chiffres et se trouveront confrontés à plusieurs études préliminaires, dont celle proposée par M. Giraud, administrateur général du commissariat à l'énergie atomique. M. Giraud procède notamment que, compte tenu des ressources relative-

ment limitées d'uranium naturel dans le monde, il soit fait appel dès que possible, en parallèle avec les réacteurs à eau légère actuellement en construction partout dans le monde, à une seconde filière, celle des réacteurs à haute température, et, surtout, à la filière des réacteurs sur-régénérateurs. Un scénario possible, parmi d'autres, qui reflète les choix faits par la C.E.A. en France.

Une conférence tous les quatre ans

Pour tous les congressistes comme pour le premier ministre, M. Chirac, il ne fait aucun doute que l'énergie nucléaire est, pour le moment au moins, seule capable de prendre le relais du pétrole. « Seule l'énergie nucléaire peut préserver l'indépendance énergétique de l'Europe et permettre la survie du monde moderne », estime, dans son introduction, le président d'honneur de la conférence, M. François-Xavier Ortoli.

C'est aussi pourquoi M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, s'est félicité le dimanche 20 avril, de la création de la Société européenne d'énergie nucléaire SEEN, qui, à l'exemple de l'American Nuclear Society, regroupe désormais la majorité des spécialistes européens de l'énergie nucléaire, ingénieurs, techniciens, médecins, professeurs, au total dix mille sept cents personnes. La SEEN regroupe quinze sociétés savantes d'une dizaine de pays européens et s'intention d'organiser une conférence nucléaire européenne tous les quatre ans, en alternance avec les conférences de l'American Nuclear Society aux Etats-Unis.

M. d'Ornano a tout particulièrement demandé à la SEEN de porter son attention sur l'inquiétude du public face au défi nucléaire : « A quel serviraient les constructions les plus ingénieuses, les performances les plus brillantes, si elles se trouvent compromises par la réticence d'une opinion qui resterait inquiète, sceptique ou désorientée », a-t-il demandé, et il a ajouté : « Pour moi, et parce que je suis profondément démocrate, les choix politiques qui vont avec l'énergie nucléaire doivent être formulés en termes simples afin que ceux qui nous entourent, nos enfants, nos amis, puissent les comprendre... Il vous appartient, en tant que techniciens, de préciser les conséquences techniques et économiques de ces choix. » — D. V.

Pour protester contre le programme nucléaire NEUF PERSONNES COMMENTENT UNE GRÈVE DE LA FAIM

Neuf personnes, six hommes et trois femmes, ont commencé ce lundi 21 avril, une grève de la faim illustrée pour protester contre le programme nucléaire français.

A l'appel de M. Pierre Bressy, un électricien-électricien du laboratoire E.D.F. de Toulouse, ces personnes, réparties dans diverses villes de France, veulent « contester la politique énergétique de l'E.D.F. axée sur le nucléaire, qui conduira notre pays à une crise nucléaire analogue à la crise du pétrole que nous connaissons actuellement ».

« Ils souhaitent instaurer un dialogue avec les responsables de cette politique et réclament un débat télévisé, diffusé sur les trois chaînes, avec la participation des télespectateurs, afin de faire comprendre au public les risques de l'industrie nucléaire ».

En outre, ils demandent l'établissement d'un moratoire nucléaire sur les installations en fonctionnement et en construction.

Le Conseil représentatif des institutions juives de France et la section française du Congrès juif mondial ont donné, samedi 19 avril, à la Mutualité, une soirée à l'occasion du trentième anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie et du trentième anniversaire de la libération des camps nazis. Des poèmes et des chants de la Résistance et de la déportation ont été dits par Mme Mirka Foccart, M.M. Gilbert Robin et M. M. Foccart et la Chorale populaire juive de Paris.

SCIENCE

Allez à L... ans la R... des a...

British

FAITS DIVERS

SCIENCES

L'Union soviétique a lancé le premier satellite indien

L'Inde est devenue, le samedi 19 avril, la dixième puissance spatiale dans le monde en faisant lancer par l'Union soviétique son premier satellite artificiel de la terre.

L'engin, qui pèse 360 kilogrammes et qui a été nommé Ariabhat, du nom d'un mathématicien et astronome indien du cinquième siècle, est destiné à des études sur le soleil et l'ionosphère.

TOURISME

LE NOMBRE DES FRANÇAIS PARTIS A LA NEIGE A AUGMENTÉ DE 6,5 %

En dépit d'une conjoncture économique plutôt défavorable, qu'est venue aggraver la hausse brutale des prix des carburants, et malgré l'insuffisance de l'enneigement qui a affecté plusieurs massifs français, la saison 1974-1975 des sports d'hiver s'annonce bonne.

C'est aussi la première fois que l'Union soviétique lance un satellite étranger autre que les satellites Intercosmos réalisés en collaboration avec les pays de l'Est. Des scientifiques indiens étaient présents sur la base soviétique d'où est partie la fusée Intercosmos emportant Ariabhat.

L'engin gravite entre 584 et 629 kilomètres d'altitude, sur une orbite inclinée à 50,7 degrés sur l'équateur.

L'Inde aura dépensé 6 millions de dollars seulement pour réaliser son premier satellite expérimental. C'est de la nouvelle base de lancement construite sur l'île de Sriharikota, à environ 60 kilomètres de Madras, que le satellite sera contrôlé. Cette base indienne servira aux essais du lanceur à quatre étages et à propulsion solide que l'Inde met au point actuellement, et ultérieurement aux lancements des satellites de télévision éducative INSAT en cours de réalisation.

Le naufrage du « Compass-Rose-III » en mer du Nord

LES RECHERCHES CONTINUENT

Les recherches pour tenter de retrouver l'épave du Compass-Rose-III, considéré comme disparu depuis le 7 avril (Le Monde daté 20-21 avril), se poursuivent ce lundi 21 avril. Jusqu'à présent un seul corps (sur les dix-huit hommes qui étaient à bord de ce navire de reconnaissance) a été retrouvé dans un filet de pêcheurs.

On pense que le Compass-Rose-III a fait naufrage au large du port écossais de Fraserburgh, lors d'une tempête de force 10 ou 11 de l'échelle Beaufort, la plus forte de tout l'hiver 1974-1975. Ces forces signifient que les vents soufflent à 90-120 kilomètres à l'heure et que les vagues ont au moins 9 et 12 mètres et même 16 mètres de haut. Malheureusement, les conditions locales du lieu présumé du naufrage aggravent encore les tempêtes : les vagues y sont souvent encore plus hautes. Depuis un an, un chasseur britannique et un navire danois ont disparu corps et biens dans cette même zone de la mer du Nord.

A Aix-en-Provence

En un mois, quarante-deux hippies ont été arrêtés pour vagabondage

Quatre-vingt-cinq hippies ont été appréhendés, jeudi 17 avril à Aix-en-Provence, pour « délit de vagabondage ». Déférés vendredi au parquet puis samedi au tribunal correctionnel, quatre d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt et incarcérés à la maison d'arrêt de la ville. Les autres ont été remis en liberté. C'est la troisième vague

d'arrestations opérée à Aix-en-Provence, depuis la fin des mois de mars, dans les milliers de hippies. Il semble que, d'année en année — depuis l'échec du Festival pop mis sur pied par le général Clément — les autorités responsables aient à cœur de décourager ce qu'elles considèrent comme « les étrangers dans la ville ».

LES CRANES RASÉS...

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. — Dans l'océan de cheveux qui monte sur le cours Mirabeau à Aix-en-Provence, une dizaine de crânes rasés, ce ne sont pas les adeptes d'un quelconque gourou, mais les victimes des gardiens de prison de la ville. « J'ai été arrêté à la fin du mois de mars, en compagnie de trois camarades, dit l'un de ces jeunes gens. Arrivés dans la cour de la maison d'arrêt, où les détenus effectuaient leur promenade, on nous a fait entièrement déshabiller. Ensuite on nous a rasés la tête. Puis un gardien m'a donné la tondeuse en m'ordonnant de me raser le reste. J'ai obéi. »

Ces brimades entrent apparemment dans le cadre d'une vaste offensive, policière et judiciaire, déclenchée depuis quelque temps contre les communautés d'Aix-en-Provence. A moins de trois mois du Festival, les autorités de la ville tenteraient-elles, par cette sorte de toilette de printemps, de décourager les hippies — comme on les appelle encore ici — de séjourner dans la cité du

roi René ? En un mois, quarante-deux jeunes gens, dont quelques jeunes filles, ont été ainsi arrêtés, sur plainte de la municipalité ou de particuliers. — Ils faisaient « trop de bruit », l'un d'eux a été placé sous mandat de dépôt et condamné à six mois de prison allant jusqu'à un mois ferme. Tous pour le même délit : vagabondage. La rade la plus importante a eu lieu le 8 avril : vingt-sept arrestations.

Dans tous les cas, c'est la procédure de flagrant délit qui a été employée : la présence d'avocats n'est donc pas, selon le code de procédure pénale, obligatoire. Mais, pour la première fois à Aix-en-Provence, des membres du barreau ont été prévenus, par les soins du parquet, de la date des audiences et, lors de la comparution, la semaine dernière, de quatorze « vagabonds », dix avocats ont assuré la défense de nombreux colporteurs, marchands ambulants, arènes sur le principe des libertés individuelles, ont été vives et, depuis cette affaire, une certaine tension règne dans les milieux judiciaires d'Aix-en-Provence. En particulier, des magistrats — au contraire d'autres, très libéraux — n'apprécient pas la présence d'avocats aux audiences de flagrant délit.

Un métier fantaisiste ?

En septembre 1972, une note d'orientation rédigée par M. Pierre Arpallange, alors directeur des affaires criminelles et des grâces, recommandait notamment de « rationaliser certaines activités (...) comme le vagabondage », et à Aix-en-Provence les vrais clochards sont rarement inquiétés. Mais le délit (absence de travail et de domicile) est vite constitué contre les hippies : pourtant, la plupart vivent en communauté dans des fermes, des granges ou des maisons abandonnées, à la sortie de la ville ou dans les montagnes environnantes. Ils effectuent des travaux, dans les forêts, dans les champs, sur les marchés : « Je suis artisan, dit l'un d'eux. Je fabrique des objets en bois. Mais quand j'ai dit cela au tribunal, on m'a répondu que ce n'était pas une vraie profession, que c'était un métier fantaisiste. »

Ni revendiqués ni défendus par les organisations politiques ou syndicales, profondément apolitiques, cultivant même volontiers une assez grande passivité, le fait que l'on ait rasé quelques-uns d'entre eux des pieds à la tête ne les a pas choqués outre-mesure. « Il y a des agressions morales plus graves, dit l'un des intéressés. Mais j'essaie de ne pas me prosterner, c'est tout. » Les hippies d'Aix-en-Provence, qui ne causent, en fin de compte, de tort à personne, sont, dans l'ensemble, acceptés ou tolérés par la population. Excepté par quelques vieux Aixois, qui reprochent de voir le cours Mirabeau envahi par ces « étrangers », et... par les autorités. — quelques. Le position de M. Félix Clément (P.S.), sénateur, maire de la ville, qui est aussi bâtonnier de l'ordre des avocats, ne soit pas, dit-on, très délicate.

« Mais on a bien l'impression, souligne un administré, qu'en s'en remettant à la police, qui est si souvent répressive et très indépendante, la municipalité soutient que les hippies passent l'éte ailleurs qu'à Aix. »

MICHEL CASTAING.

● Une crue subite de l'oued Guir, due aux fortes pluies des derniers jours, a provoqué des dégâts importants dans le sud de l'Algérie. Aucune victime cependant n'est à déplorer. Le gigantesque torrent d'eau boueuse qui dévale à travers le désert en emportant sur son passage tronçons de routes, ponts et digues, a coupé en deux dimanche 20 avril la ville de Béchar. La violence des eaux empêche toute communication d'une rive à l'autre de l'oued. Deux autres petites villes voisines de Béchar — Abadja et Beni-Abbès — ont été isolées dimanche matin, de même que les oasis des environs. Le torrent d'eau boueuse a atteint la ville d'Adrar, à 700 kilomètres au sud-est de Béchar. — (A.F.P.)

Allez à Londres dans la Rolls Royce des avions

Le nouveau TriStar de British Airways est un moyen courrier avec tout le confort des longs courriers.

Vous pouvez aller à Londres dans le plus civilisé des moyen-courriers : le grand TriStar de British Airways.

C'est un avion aussi gros que les longs courriers et qui vous permet de voyager détendu, avec de la place pour vous, comme pour vos affaires.

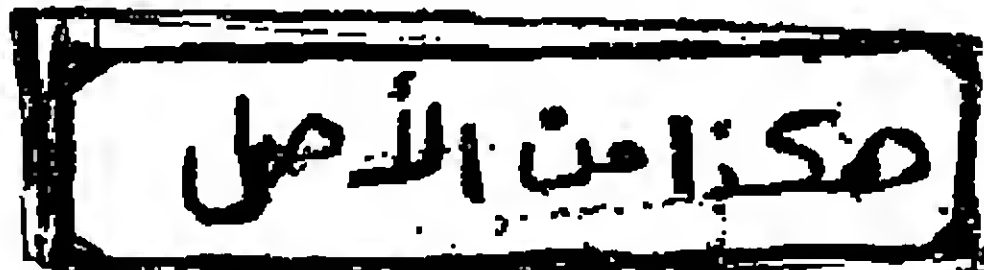
Le TriStar a trois moteurs Rolls Royce : cette tranquillité, cette douceur que l'on éprouve en Rolls Royce, vous pouvez maintenant la retrouver en voyageant par avion.

Parmi les 10 vols quotidiens Paris-Londres, British Airways assure deux vols par jour en TriStar du lundi au vendredi et un le dimanche.



British airways

Partout dans le monde vous serez en de bonnes mains



Le Monde
RÉALISÉ CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
réservée aux lecteurs
résidents à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

Leo Burnett

nucleaire entre l'expansion et la contestation

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

Le projet de construction d'un réacteur nucléaire de grande puissance à la fin de l'année 1975, dans le sud de l'Algérie, a provoqué des réactions de contestation dans le milieu des intellectuels et des militants de gauche.

صكنا من الامم

POLICE

LES PRISES D'OTAGES

< Il faudra prendre de plus en plus le risque d'utiliser la fermeté > déclare le chef de la brigade anti-commando

Après la prise d'otages à Strasbourg, dans la nuit du 18 au 19 avril, au cours de laquelle les policiers ont donné l'assaut aux malfaiteurs retranchés, les ont arrêtés et libérés leurs otages (le Monde daté 20-21 avril), le commissaire Robert Broussard, chef de la brigade anti-commando, a déclaré à Europe n° 1 : « A chaque type de prise d'otages correspond un type de réaction ; mais, de plus en plus, je pense qu'il faudra prendre le risque d'utiliser la fermeté. » Le policier a ajouté : « On agit en fonction des circonstances ; parfois c'est la ruse, parfois la fermeté, parfois nous sommes obligés, malgré tout, de laisser faire ou d'attendre une récupération ultérieure. Une autre fois, il faudra tirer. Aujourd'hui, on a pensé que c'était la fermeté qu'il fallait utiliser. »

M. Jean Lecanuet, garde des sceaux, a adressé un télégramme au procureur pour le féliciter de son intervention.

La sécurité des citoyens

LE MAIRE D'AVIGNON DÉNONCE LA « DÉFAILLANCE GOUVERNEMENTALE »

Après la fusillade dans une crèperie d'Avignon, le 15 avril, au cours de laquelle cinq personnes ont été tuées (le Monde du 17 avril), M. Henri Duffaut, maire d'Avignon, député du Vaucluse (P.S.), a dénoncé, dans une déclaration à la presse régionale, « la défaillance gouvernementale » devant « l'insécurité croissante » éprouvée par la population de la ville.

« La recrudescence de la délinquance fait que la rue devient, à partir d'une certaine heure, hostile », déclare M. Duffaut. Il ajoute : « Notre conseil municipal a voté plusieurs motions demandant au gouvernement de se pencher sur nos problèmes, qui sont spécifiquement avignonnais puisque nous nous trouvons dans un courant de grande circulation. Nous avons refusé la majoration demandée pour payer une police presque inexistante. J'ai écrit personnellement au ministre de l'Intérieur. Aucune réponse. »

Le maire d'Avignon conclut : « Devons-nous souhaiter que la police devienne municipale ? Si la mairie prenait en charge la police, nous ne nous trouverions pas dans une telle situation. »

JUSTICE

A MARSEILLE

Le témoignage d'un ressortissant marocain confirme l'existence d'un centre clandestin de détention

De notre correspondant

Marseille. — M. Mohamed Cherif, ressortissant marocain travaillant régulièrement à Marseille, dont on était sans nouvelle depuis sa convocation, le 11 avril, à l'hôtel de police, a regagné Marseille libre, dans la soirée du 17 avril. M. Cherif, qui venait de Sète, compte reprendre ses activités de pêcheur. Mais il semble bien que sans l'intervention de son avocat, M. Ugolini, qui a révélé l'affaire, M. Cherif eût été expulsé de force du territoire français, sans qu'aucune charge n'ait jamais été retenue contre lui et, surtout, sans qu'aucun moment on lui ait signifié les motifs de ce traitement arbitraire. Comment aurait-il pu d'ailleurs assurer sa défense puisque, officiellement, on ne lui a jamais rien reproché ?

Bien des points restent obscurs et des questions en suspens. La publicité faite autour de cette affaire aura au moins permis d'établir que la mésaventure survenue à M. Cherif n'est pas due à une méprise et vise d'autres ressortissants étrangers vivant en France que l'on tente d'expulser discrètement.

Enfin, le cas de M. Cherif aura mis en lumière l'existence, à Marseille, d'un hangar situé près du port de La Joliette, proche de la gare d'Azenc, où, dans des conditions de confort et d'hygiène rudimentaires, on parque, gardés par la police, des travailleurs étrangers en attendant que l'arrêt d'expulsion leur soit signifié. Cela, si l'on en croit la réponse faite à un avocat, inquiet du sort de son client, par l'administration pénitentiaire, en référence à une mystérieuse « circulaire officielle »

dont on n'a évidemment pas détaillé le contenu.

Le jeune Marocain a fait, grâce à un interprète — car il ne parle pratiquement pas le français, — le récit détaillé de son étrange mésaventure au quotidien le Provençal.

« Le 11 avril, je me suis rendu à la convocation de la police, dans un bureau du premier étage. Un policier a téléphoné à deux reprises et j'ai reconnu le mot « préfecture » qui revenait souvent. Puis il m'a dit : « Tu retournes dans ton pays. Il faut signer ce papier. Je ne lis pas le français. J'ai demandé le sens, mais le policier m'a dit : « Il faut que tu signes, c'est légal. » J'ai signé. Et j'ai attendu. Une heure et demie après, j'ai été conduit en fourgon dans un hangar de La Joliette. J'y suis resté six jours. Dans ce hangar aux fenêtres grillagées, il y avait cinquante à soixante personnes, dont deux femmes. On couchait sur des lits superposés. Deux fois par jour, on nous apportait un repas composé d'une boîte de sardines, de deux œufs, de fromage et d'eau. Nous étions gardés par six à sept policiers en uniforme. Le 16 avril, à 13 heures, on m'a conduit en fourgon au commissariat de Sète avec cinq autres Marocains qui devaient être expulsés comme moi à bord du cargo Aquadr. Vers 21 h. 30, les policiers sont venus chercher mes compagnons. Ils m'ont laissé. Mais, vers 22 heures, on m'a dit : « Toi, tu peux partir à Marseille, tu es libre... »

« Je n'avais pas d'argent. Ils m'ont dit de me débrouiller. Puis un policier a accepté de m'accompagner en voiture jusqu'à une ville qui s'appelle Frontignan. De là, j'ai tenté l'auto-stop, mais personne ne m'a pris. Je suis allé à Montpellier à pied (25 kilomètres), j'ai marché toute la nuit et je suis arrivé vers 6 heures du matin. A Montpellier, des compagnons m'ont donné de l'argent pour le train. Je suis parti à 18 heures et suis arrivé à Marseille à 20 h. 30, le 17 avril. Je suis allé chez moi, 1, rue du Poirier (la police avait déclaré que M. Cherif n'avait pas de domicile fixe) et j'ai averti mes proches. Le lendemain, je suis allé à mon travail, mais mon patron a refusé de me reprendre. Il m'a dit avoir reçu la visite de la police, sans préciser ce qu'on lui avait dit. »

« J'ignore totalement ce qu'on me reproche, a conclu le jeune

homme, et pourquoi on voulait m'expulser. Je n'ai commis aucun délit et j'ai travaillé sans interruption depuis mon arrivée en France. Simplement, après mon altercation avec des employés du

consulat à Marseille, on ne m'a plus délivré de carte de travail, malgré mes papiers en règle et mon certificat d'employeur. Depuis le 22 juillet 1974, on ne me donne plus (sans explication) que des récépissés de travail temporaire que l'on me renouvelle tous les trois mois. »

Libres opinions

Le tour d'Argenteuil

par FRANÇOIS-GUILHEM BERTRAND (*)

LES débats sont clos. Trois ans après l'explosion de gaz qui s'était produite dans une des tours de l'Office d'I.L.L.M. d'Argenteuil, ils ont occupé plusieurs audiences du tribunal de Pontoise.

Les juges se sont retirés dans le silence du délibéré. Avant que leur décision ne soit rendue et connue, il est utile de dire qu'elle sera forcément imparfaite, quelles que soient les sanctions prononcées.

Imparfaite car, une fois de plus, la justice a donné le spectacle d'un débat judiciaire tronqué. D'un théâtre d'ombres. Car, une fois de plus la justice avait choisi avant de juger.

Sous le beau principe d'opportunité des poursuites, le parquet s'arrogé le droit de trier ceux qui comparaitront. Des autres, il ne sera pas question dans le prétoire.

Bien sûr leur ombre planera sur les débats, leur présence physique sera même requise. Mais aucun compte ne leur sera demandé. Aucune question ne leur sera posée.

Le droit pénal américain connaît une pratique contre laquelle les juristes continentaux s'insurgent. Celle qui consiste à ménager, voire même à promettre l'impunité au coauteur ou au complice qui s'engage à révéler toute la vérité sinon à charger ses comparses.

Notre système fait fi de ces compromissions trop apparentes dont l'affaire Nixon a révélé les tares avec les phoyables exhibitions du conseiller Dean. En France, le compromis existe mais il reste secret. L'impunité résulte d'une occlusion du système des poursuites et non du prononcé de la décision.

Quels moyens existent pour parer aux vices d'un tel système ?

Le juge, les parties civiles le peuvent en théorie. Dans la pratique, il en va tout autrement.

Le parquet a pris soin de choisir les prévenus présentables. Leur culpabilité résulte clairement du dossier. Leur solvabilité ou celle de leurs assureurs est certaine.

Alors, pourquoi retarder encore le jugement d'une vieille affaire ? L'intérêt d'une bonne justice veut que l'on aille vite même si l'on ne va pas partout. Trois ans après, c'est déjà trop, et c'est en tout cas bien tard pour désavouer les magistrats du parquet et de l'instruction qui sont les collègues et les commensaux de ceux qui, en même temps que les prévenus, jugent leur action.

Les récents débats montrent que la recherche de la vérité apparaît comme l'apanage des inculpés, mais il est facile de souligner que c'est aussi une échappatoire à leur propre turpitude.

On comprend mieux pourquoi un rapport d'expert trop bien fait n'arrange personne quand la justice doit passer où l'on veut qu'elle passe.

Où, vraiment, tour singulier qui consiste à ne juger que ceux que l'on a désignés pour cela. La lettre de cachet avait au moins le mérite de son horrible franchise.

(*) Agrégé des facultés de droit.

DANS LES 8 BHV

20%

SUR TOUS LES MEUBLES DE JARDIN

JUSQU'AU 26 AVRIL

UN CHOIX INCOMPARABLE DANS TOUTES LES GRANDES MARQUES, DE MEUBLES POUR VOTRE JARDIN, TERRASSE OU LOGGIA : AMI - CLAIRITEX - GILAC - GLEIZES GROSFILLEX - LAVERDURE - ONM - SAUVAGNAT TRICONFORT...

Quelques exemples de prix :

- Salon entièrement plastique comprenant : 1 table ronde Ø 110 pliante - 2 chaises pliantes - 2 fauteuils pliants. 1.245⁰⁰ 996⁰⁰
- Salon bois laqué grand standing comprenant : 1 table ovale - 2 fauteuils, 6 positions - 2 chaises, 6 positions. 2.360⁰⁰ 1.888⁰⁰
- Salon bois laqué comprenant : 1 table 140 x 80 - 2 chaises pliantes - 2 fauteuils pliants. 1.210⁰⁰ 968⁰⁰
- Balancelle 3 places - Tissu imprimé coton. 990⁰⁰ 792⁰⁰
- Parasol Ø 180 - Tissu coton uni coq. 95⁰⁰ 76⁰⁰
- Parasol Ø 200 - Tissu imprimé doublé. 274⁰⁰ 219⁰⁰

Jusqu'à épuisement des stocks. Les prix barrés sont ceux pratiqués antérieurement dans nos magasins.

BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE

RIVOLI - FLANDRE - PARLY 2 - MONTLHERY - GARGES - BELLE ÉPINE - ROSNY 2 - CRÉTEL

LA CREUSE RECHERCHE LES DERNIERS PIONNIERS DU XX^e SIECLE.

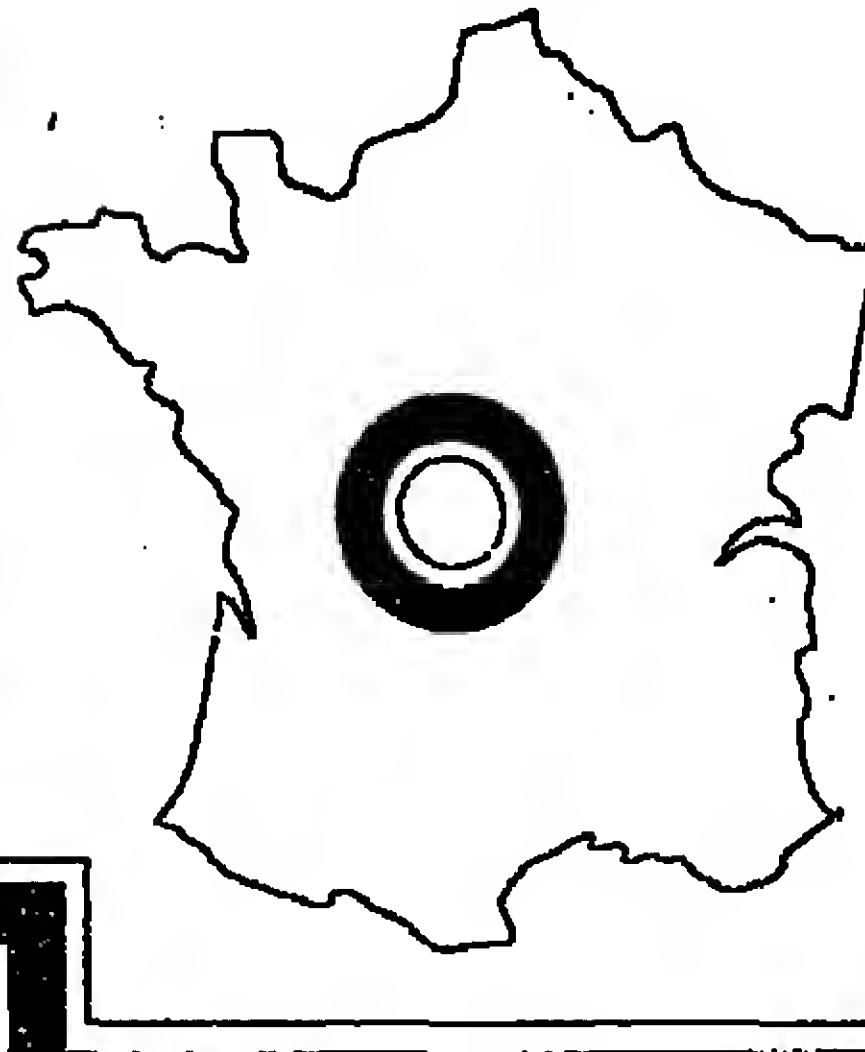
A 3 h de Paris, au centre de la France, un pays est à prendre... pour entreprendre.

Nous recherchons les "nouveaux entrepreneurs" de notre époque :

- Ceux qui veulent passer du rêve à la réalité,
- Ceux qui recherchent l'espace, la nature et la vie véritable,
- Ceux qui savent que rien ne peut se faire seul et comprennent qu'une main-d'œuvre formée et qualifiée - prête demain à travailler avec eux - est fondamentale,
- Ceux qui souhaitent que les aides et les primes d'investissement soient relayées par l'appui total des responsables locaux,
- Ceux qui sont las de faire ce qu'ils font... et qui pourtant ne peuvent rester sans rien faire.

Nous sommes à votre disposition pour en parler plus longuement. Appelez-nous, venez-nous-voir.

La Creuse : un nouveau Far-West.



Je suis intéressé par les possibilités "d'entreprendre" en Creuse

- Domaine industriel ()
- Artisanal ()
- Touristique ()
- Hôtelier ()

nom : _____
adresse : _____
Coupon à retourner au Comité d'Expansion Economique de la Creuse
43 place Bonnyaud 23000 Guéret.

DÉFENSE

DU 22 AVRIL AU 7 MAI
Les manœuvres nationales impliquent l'action simultanée de tous les états-majors et de toutes les forces

Placées sous l'autorité du général d'armée aérienne François Maurin, chef d'état-major des armées, les manœuvres nationales commenceront officiellement le mardi 22 avril pour s'achever le mercredi 7 mai...

CARNET

— On apprend la mort de M. Henri SPREUX, président honoraire de la chambre de commerce et d'industrie de Caen...

— L'association Les Parents des Indes, pour ce trentième anniversaire de la victoire...

— Pour le cinquantième anniversaire de la disparition brutale de Georgette BISMUTH...

— Clermont - Paris - Biarritz. M. André Casenave, M. et Mme Guy Petit...

— Mme Francis Doriec. Ses enfants et toute la famille, remercient sous ceux qui, par leur présence...

— M. et Mme Guy Michaud, M. et Mme Jean-François Mantoux, M. et Mme Claude Marchesseau...

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Marcel HERMANN, survenu le 12 avril 1975 à Paris...

— M. et Mme Gérard Ladreit de Lacharrière, M. et Mme Pierre-Arnaud et Alexandrine...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

Naissances

— M. Fabrice Lalonde et Mme. Nadeжда Nichols, ont la joie d'annoncer la naissance de Daphné. Paris, le 17 avril.

Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de Mlle Corinne Baumann, fille de M. Lucien Baumann et de Mme Janine Kahn-Baumann...

Marriages

— On nous prie d'annoncer le mariage de Géraldine Laborde et Christian Deglise, qui a eu lieu le samedi 19 avril à Paris.

— M. et Mme Robert Kaufmann, M. Gilbert Levy et Mme, née Janine Kaufmann, ont annoncé leur mariage...

— M. Alfred Pinner et Mme, née André Anberg, ont annoncé leur mariage...

— M. Roger BOUTEVILLE, inspecteur général honoraire des ponts et chaussées, grand officier de la Légion d'honneur...

— M. et Mme Gérard Ladreit de Lacharrière, M. et Mme Pierre-Arnaud et Alexandrine...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

— M. et Mme Jacques Flaud, M. et Mme Claude Dextrax, Alexandre et David Pasquier Flaud...

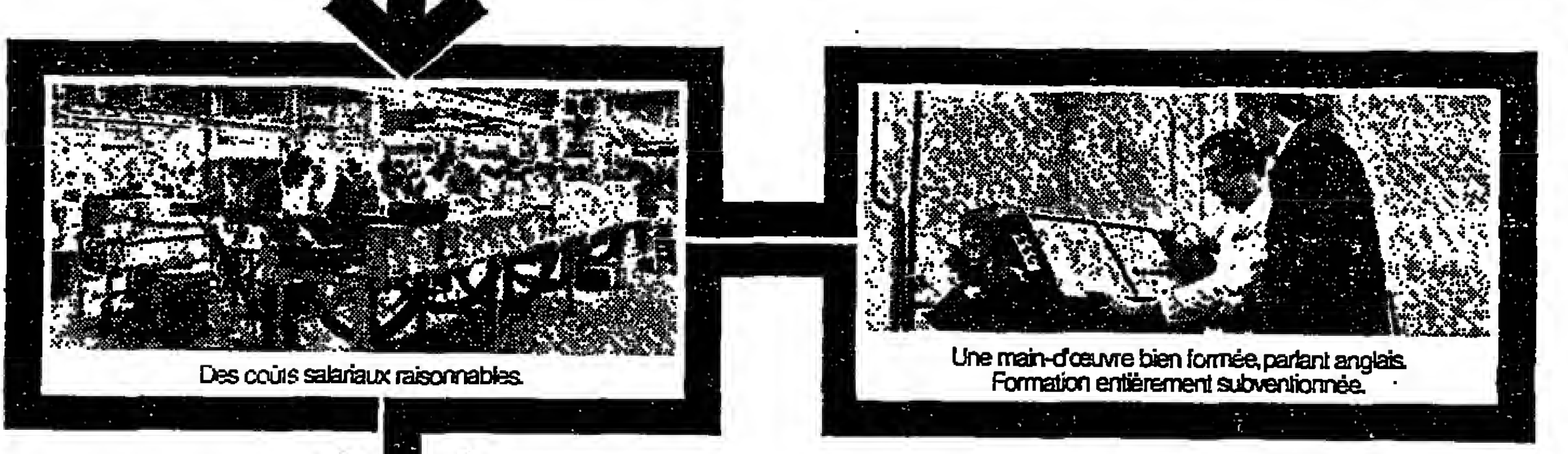
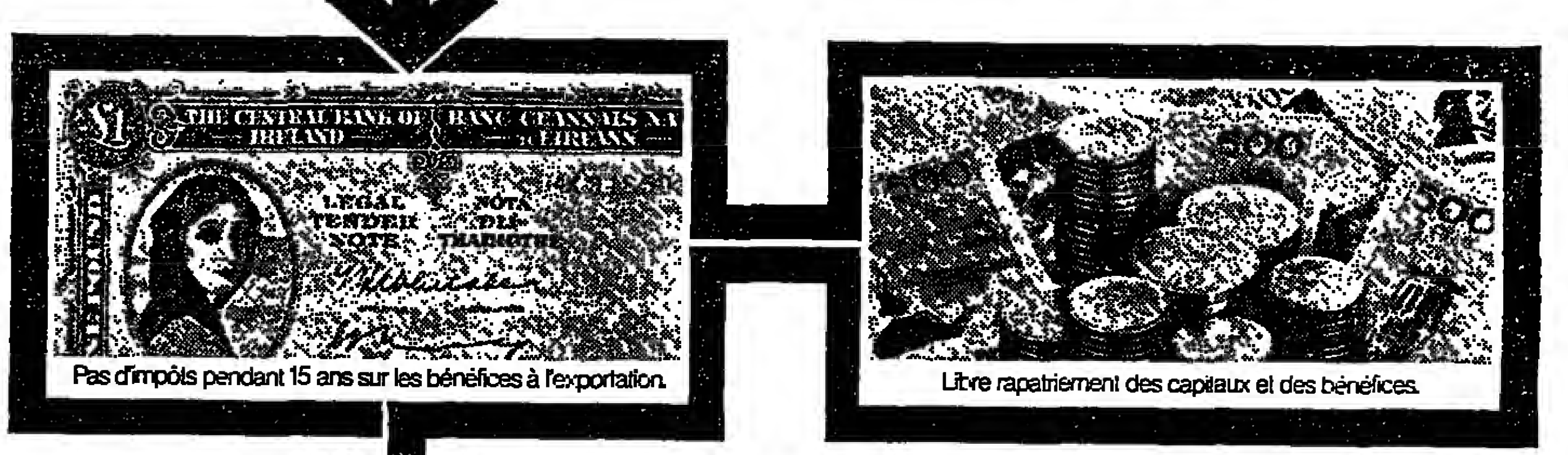
A MARBEILLE ressortissant marocain confirmé contre clandestin de detention

Libres opinions Le tour d'Argent

LA CREUSE RECHERCHE LES DERNIERS PIONNIERS DU XX SIECLE



IMPORTATION DIRECTE CHAUSSURES HOMMES TESTONI AUX SOLDES DE FABRIQUE MAC DOUGLAS



Appellez le 359.77.67 Si vos projets d'expansion peuvent bénéficier des avantages uniques offerts par la République d'Irlande...

IDA Irlande OFFICE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL 45 rue Pierre Charron 75008 PARIS

Other text at the bottom of the advertisement, including a logo and contact information.

صحة من الأصل

SPORTS

RUGBY

Béziers vainqueur de Narbonne en challenge Du Manoir Quand Astre conduit le match à sa guise

Perpignan. — Prenez une chaudière, ou une arène, ou un stade régional qui porte le doux nom de Brutus. Jetez-y un grand tiers de passion catalane, un grand tiers de fureur biterroise, un grand tiers de chauvinisme narbonnais et pour faire bonne mesure, le double d'adonnés du rugby que peut normalement contenir ce stade.

de leur ville, défilant d'impudence et d'après au corbières, tentent de conquérir leur espace vital aux dépens d'un terrain de jeu qui se rétrécit de minute en minute, comme l'aire de manœuvre d'un général de Saigon, comme la peau d'un gros chagrin ou le niveau de vie d'un chômeur intellectuel.

De notre envoyé spécial

vit les gens de l'Aude pris dans la tenaille impitoyable de ceux de l'Hérault, ne furent pas beaucoup plus exaltés qu'une séance de dressage d'un cheval hongre.

fait bouclier comme un enfant.

Quand on pense à ce que les demis biterrois faisaient, eux, des ballons gagnés par leur infanterie conquérante ou Vacquerin, Paco, Palmié et Salses paraissent plus forts que jamais, et qu'il a suffi à Cantoni d'une ouverture pour envoyer Astre à l'essai, on peut se demander à quel essai on trois-quarts narbonnais un talent ainsi gaspillé.

CYCLISME

MERCKX ET SES CLASSIQUES

Liège. — La plupart des coureurs professionnels se contentent, en termes de leur carrière, des trois succès obtenus par Merckx en l'espace d'un mois. Après Milan-San-Remo et le Tour des Flandres, le routier belge a en effet gagné dimanche 20 avril le difficile Liège-Bastogne-Liège, portant à vingt-trois le nombre de ses victoires dans les classiques internationales (1) ; plus que les Français (parmi lesquels Bobet, Forestier, Darrigade, Anquetil et Fouldroy) en ont totalisés depuis vingt-cinq ans. C'est la quatrième fois que Merckx inscrit son nom au palmarès de Liège-Bastogne-Liège, alors que trois Français seulement ont enlevé cette épreuve créée en 1892 : Louis Trousselier en 1908, Camille Dangillaume en 1949 et Jacques Anquetil en 1966.

De notre envoyé spécial

ressources nécessaires à proximité du but, lorsqu'il a dû enrayer les derniers assauts de Dangillaume et surtout de Thévenet. En la circonstance, il a fait à nouveau la démonstration d'une opiniâtreté, d'une volonté de vaincre et de se surpasser qui n'appartiennent peut-être qu'à lui.

sont classés parmi les onze premiers et que l'un d'eux eux, Christian Seznec, n'a que vingt-deux ans. Un nom à retenir. JACQUES AUGENDRE.

VINGT-TROIS VICTOIRES A VINGT !

Table with 2 columns: Race Name and Number of Victories. Milan - San-Remo: 6, Tour des Flandres: 2, Paris-Roubaix: 2, Flèche wallonne: 3, Liège-Bastogne-Liège: 3, Paris-Tours: 0, Paris-Bruxelles: 2, Tour de Lombardie: 2. Total: 23.

Dans la première colonne sont indiquées les victoires de Merckx depuis ses débuts professionnels, en 1953 ; dans la seconde les succès obtenus par les Français depuis 1950.

L'offensive des Français

Détail remarquable : les principales offensives dirigées contre Merckx ont été l'œuvre de Français qui ont réalisé leur meilleure performance depuis le championnat du monde disputé l'an dernier à Montréal. Seul en tête à 5 kilomètres de l'arrivée, Jean-Pierre Dangillaume a tenté avec conviction de rééditer, vingt-six ans après, l'exploit réalisé par son oncle Camille. Il a froissé la réussite et, selon toute vraisemblance, il transformera sous peu cet essai prometteur. Il est reconfortant de constater que quatre Français se

BASKET-BALL

Villeurbanne champion de France

Un club fort de trois cent cinquante licenciés

De notre envoyé spécial

Villeurbanne. — Après leur victoire obtenue par 100 à 82, le 19 avril face à l'Association sportive Denain-Voivre, les basketballeurs de l'Association sportive de Villeurbanne Evreux Lyonnais (ASVEL) ont assuré de succéder à ceux de Berck au palmarès du championnat de France, qui prendra fin le 28 avril, et de remporter ce jour-là leur troisième titre national.

Grâce à une meilleure régularité dans les performances, les Villeurbannais ont ainsi devancés les Manceaux, troisième, après avoir longtemps dominé la première partie de la compétition, et les Tourangeaux, impressionnants au fin de championnat, mais désarmés condamnés à la deuxième place.

Un conservatoire

Après quelques expériences malheureuses dans les premières années où le club recrute des joueurs américains, les dirigeants de l'ASVEL ont décidé de ramener leur association à sa vocation de conservatoire de basket-ball, qui regroupait aujourd'hui trois cent cinquante licenciés, dont près de trois cents jeunes éléments.

Ce travail en profondeur assure à l'ASVEL une réserve de basketballeurs susceptibles, à tout moment, d'intervenir en jeu sans pour diminuer le rendement de l'équipe, même si cette richesse des effectifs provoque le départ, peu apprécié par les dirigeants Villeurbannais, de deux des espoirs du club, Demars et, surtout, Jean-Michel Sénégal, devenu le meneur de jeu de la formation rival de Tours.

La force de l'Association sportive de Villeurbanne, c'est la puissance du pivot américain Roger Moore, le virtuose de son compatriote Rudy Bennett, l'adresse, la vivacité et l'activité débordante d'Alain Gilles, qui demeure, à trente ans, le meilleur joueur français ; mais c'est aussi l'abnégation d'équipiers comme Gérard Lespinaise, Philippe Haquet, Bruno Requora ou Michel Duprez.

Pourtant, on peut se demander si la réussite de l'ASVEL n'a pas tenu à la naturalisation de Robert Purthier, le troisième Américain de l'équipe, qui put ainsi être incorporé en fin de championnat. Un paradoxe, pour un club dont le président, M. de Barros, se vante pendant longtemps le champion de la croisade anti-américaine pour ce qui est du recrutement.

Mais il est vrai aussi que les naturalisations de basketballeurs américains, par mariage avec une Française, soit à la mode cette année, même si on murmure que dans certains cas ces coups de foudre se justifient beaucoup plus par les dots offertes par les clubs que par l'amour des conjoints.

Après le temps des patronages, puis celui des mercenaires américains, le basket-ball français sacrifie aujourd'hui aux mariages de raison. GÉRARD ALBOUY.

Hippisme

Le Prix de Plaisance disputé à Longchamp et où pour les paris coupés gagnés et stéréo a été gagné par Semures, suivi de Bakaba et de Richmond. La combinaison gagnante est 3-1-11.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

CHAMPIONNAT DU MONDE

DES 1 000 KILOMÈTRES DE MONZA (Italie) 1. Martini-Lancia (Alfa-Romeo), 1 058,50 km en 4 h. 43 min. 21 sec. 2. moyenne 112,584 km/h ; 3 à 5 tours. Casoli-Jost (Foschco 908 turbo) ; 3 à 4 tours. Larrousse-Jabouille (Alpine Renault turbo) ; 4 à 5 tours. Miles Lombardi-Beaumont (Alpine Renault), premiers en catégorie 2 litres.

Basket-ball

Championnat de France de première division (Vingt-neuvième journée)

*Villeurbanne b. Denain 100-82. Tours b. Monaco 81-40. Antibes b. Nice 90-85. Le Mans b. Vichy 98-79. Berck b. Bourges 141-90. Roanne b. Lyon 84-80. Bagnols b. Nantes 97-79. Caen b. Châlons 90-62.

Cyclisme

Liège-Bastogne-Liège

Classement. — 1. Merckx (Bel.), les 245 km en 5 h. 27 min. ; 2. Thévenet (Fr.) ; 3. Godafroos (Bel.) ; 4. Verbeke (Bel.) ; 5. Dierckx (Bel.) ; 6. Knodmann (Fays-Bas) ; 7. Dangillaume (Fr.) ; 8. Roger de Vlaeminck (Bel.) ; 9. Seizer (Fr.) ; 10. Pansu (Bel.) ; 11. Delisle (Fr.), tous même temps.

Football

Championnat de France de première division (Trente-quatrième journée)

*Bordeaux b. Marseille 1-0. Nîmes b. Paris-G. 2-1. Metz b. Reims 2-1. Lyon b. St-Etienne 2-0. Monaco b. Lens 3-0. Nantes b. Troyes 4-1. Strasbourg b. Rennes 4-0. Lille b. Nice 2-0. Angers b. Sochaux 1-0. Saint-Etienne-Bastia (reporté).

Duodecime Division (vingt-neuvième journée)

*Cambrai b. Gueugnon 1-0. Evreux b. Aquilon 0-2. Angoulême b. Dunkerque 0-0.

Classement. — 1. Nancy, 45 pts ; 2. Cannes et Toulon, 38 ; 4. Avignon, 37 ; 5. Montpellier, 25.

Le dernier match comptant pour les huitièmes de finale de la Coupe de France a vu la victoire de Bastia sur Laval par 7 à 1. Bastus au match aller par 1 à 0, les Corsas se sont qualifiés pour les quarts de finale, où ils rencontreront Angers.

Motocyclisme

A Jarama, l'Italien Giacomo Agostini (Yamaha) a remporté la course des 300 centimètres cubes du Grand Prix d'Espagne, devant le Vénésolien Johnny Cecotto. La course des 250 cm 3 est revenue à l'Italien Villa, sur Harley-Davidson devant le Français Patrick Fons (Yamaha), qui prend la tête du championnat du monde dans cette catégorie.

Rugby

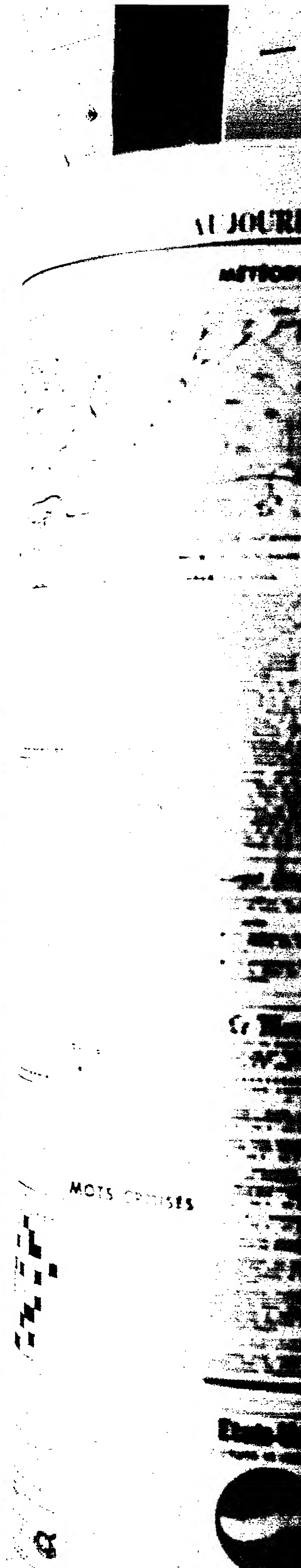
CHALLENGE DU MANOIR

Demi-finales. — A Perpignan : Béziers b. Narbonne, 11-9 ; à Pau : Agen b. Perpignan, 12-6. La finale opposera Béziers à Agen, le 24 mai, au stade de Colombes.

CHALLENGE DE L'ESPERANCE

Finale : Monteban b. Aurillac, 9-4.

Large advertisement for Mondial Moquette featuring various carpet types (Super Velours, Gde Largeur, Fins de Rouleaux), prices (29, 32, 49.50, 1500), and contact information for various locations like Sarcelles, Paris, Boulogne, and Cognières.



CYCLISME

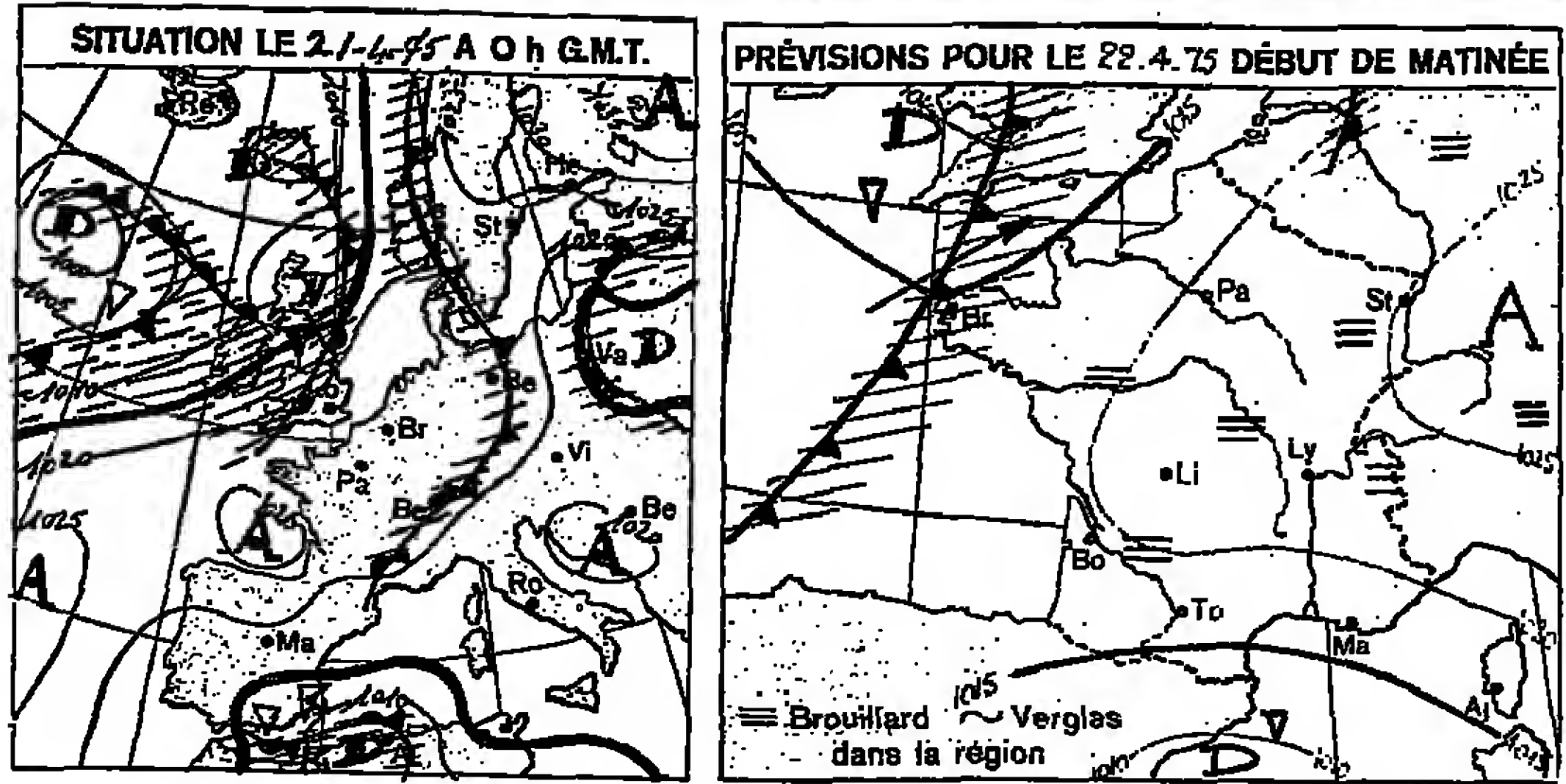
XX ET SES CLASSIQUES

Deuxième...
Le championnat de France va s'affirmer sur le proche océan avec la lente progression vers l'est de la perturbation...

Le club fort de trois cent cinquante lie...
Le club fort de trois cent cinquante lie...

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 3/4 de mm)
Zone de pluie ou neige

Evolution probable du temps en France entre le lundi 21 avril à 0 heure et le mardi 22 avril à 24 heures.
Le champ de pression va s'affirmer sur le proche océan...

Visites, conférences

MARDI 22 AVRIL
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES - Casse nationale des monuments historiques...

Documentation

UN GUIDE PRATIQUE POUR LES TRAVAILLEURS ET LES RÉGIONS
La délegation à l'aménagement du territoire (DATAR) vient de publier...

Pêche

Les pêches sportives en mer - La section française de l'European Federation of Sea Anglers...

Loterie nationale

Franchise du Gros Lot - Le 20 avril 1975 aura lieu, à Dole, le tirage de la franchise du Gros Lot...

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1132
VERTICALEMENT
I. Ses pages avaient un titre; Centre de culture...

de mode - VI. Fort lourde - VII. Ne fraye pas avec ses semblables...

édité par la S.A.R.L. le Monde. Jacques Favret, directeur de la publication. Jacques Chazotte.

Solution du problème n° 1131
HORIZONTALEMENT
I. Anonymat - II. Cène; Aire - III. Cu; Cornes...

RADIO-TÉLÉVISION

Prononcez « Breu-thé-chez »

D'abord, on est stupéfait : on imaginait mal que Claire Bretecher (prononcez Breu-thé-chez) pût être belle à ce point...

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 21 AVRIL
La franco-maguerite est le thème du dossier de Radio-Monte-Carlo à 19 heures.

LES PROGRAMMES

LUNDI 21 AVRIL
CHAÎNE I : TF 1
18 h. 20 Le fil des jours.

MARDI 22 AVRIL

CHAÎNE I : TF 1
18 h. 20 Le fil des jours.

SI BAS QUE PAS!
1500
TOUTES QUALITÉS
TOUTES BAS PRIX

Etats-Unis
voyages et vacances
une équipe de spécialistes expérimentés à votre service

سكن من الأهل

صحنه من الاصل

Page 18 — LE MONDE — 22 avril 1975... ARTS ET SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées Comédia-Française, 20 h. 30 : l'Épave... Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Fréquentation musicale de Paris...

Les autres salles A.C.T. - Alliance française, 14 h. 30 : le Médecin malgré lui... Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Fréquentation musicale de Paris...

Lundi 21 avril Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles « LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES » 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30 : Revue... L'ENNEMI PRINCIPAL (Bol. v.o.) : 14-Juillet, 11* (700-51-13)...

Les concerts Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Son-sonnie 2 e 2 m de Champigny... Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Son-sonnie 2 e 2 m de Champigny...

Les comédies musicales Elysée-Montmartre, 20 h. 30 : le Bonheur... Les cabarets Alcazar, 23 h. : Paris-Broadway...

cinémas Victoria, 1er (508-94-14) : Jean-Renoir, 9 (674-40-75)...

mercredi prochain ANTHOLOGIE DU PLAISIR HISTORY OF THE BLUE MOVIE EN COULEURS Mercredi prochain COSTA-GAVRAS SECTION SPECIALE

Musique BOULEZ, AURIC, SINOPOLI par Käte Wittlich Mince assistance salle Gaveau pour l'ouverture du deuxième Printemps musical de Paris...

Les films nouveaux LE CRIME DE L'ORIENT-EXPRESS, film américain de Sidney Lumet, 1974...

théâtre des amandiers présente son deuxième cycle (auteurs français contemporains) et pour 10 représentations, exception du jeudi 17 au samedi 26 avril...

2* (326-83-83), Gaumont-Conventio-n, 15* (828-42-27), Telstar, 13* (331-19-11), Paramount-Opéra, 9* (072-24-27), Moulin-Rouge, 18* (606-63-28), Paramount-Montparnasse, 14* (326-65-13), Michel, 14* (724-20-70), Lux-Bastille, 12* (342-78-17), Pamy, 16* (288-62-34), Paramount-Maillet, 17* (758-24-24), TREMBLEMENT DE TERRE (A. v.o.) : Ambassade, 9* (259-19-04)...

regardant à la dérobée du côté de l'école scolaire bardée de contre-point, se laisser sans cesse dis-traiter par son double, poète musardant et un peu joré qui lui coupe ses effets. Dans cette lutte sournoise, l'œuvre s'allonge parfois plus que de raison et laisse une impression mêlée, d'ou-vertement cependant des chants des rires et des ronds, une élégance foncière, comme chez Poulenc, un brin endiablé et carnavalesque à la manière de Schumann, avec ces perpétuelles sautes d'humeur qui ressemblent tant à Auric : un musicien qui est rien moins qu'un « fâcheux ».

Quant à la Sonate de Giuseppe Sinopoli (1946), donnée pour la première fois intégralement, c'est une espèce de monstre froid, de sphinx impénétrable dans les images et le dynamisme créateur ne nous sautent pas au visage. Mais n'en était-il pas de même, il y a vingt-six ans, de la sonate de Boulez ?

Le pianiste Jean-Pierre Armand, qui fut l'un des instigateurs des Rencontres musicales de la Sainte-Baume, a été nommé délégué régional pour la région Provence-Côte d'Azur. Il remplace à ce poste Jean-Pierre Grégoire.

Mai Musical de Bordeaux, 9-25 mai OPÉRA DE PRAGUE - OPÉRA DE ZAGREB BALLET DE ZAGREB - TOKYO BALLET WAYANG-WONG DE TALEPUD PARIS : BUREAU DU FESTIVAL, 924-97-25, 252, rue Fg-Saint-Honoré BORDEAUX : GRAND-THEATRE, (88) 48-05-16 - 33000 Bordeaux

jeudi 24 vendredi 25 - 20 h QUILAPAYON dix ans de chant et de lutte... A PARTIR DU 22 AVRIL A 20 H 30 RECAMIER LE BALCON DE JEAN GENET BOURSHELIER

Musique

MOULIZ, AURIC, SINOPOU par René Welter

ARTS ET SPECTACLES

INSTITUT

Théâtre

Henri Michaux à Polytechnique

(Suite de la première page.) En revanche, le début du spectacle, le passage de l'état civil, éveillé, à l'état scénique pose une difficulté.

Robert Aron, de l'Académie française, est décédé subitement samedi matin à son domicile parisien d'une crise cardiaque foudroyante.

Mort de Robert Aron, de l'Académie française

UN TÉMOIN GRAVEMENT CURIEUX DU BESOIN D'ÉTERNEL

Robert Aron, de l'Académie française, est décédé subitement samedi matin à son domicile parisien d'une crise cardiaque foudroyante.

Robert Aron, de l'Académie française, est décédé subitement samedi matin à son domicile parisien d'une crise cardiaque foudroyante.

Henri Simon dans le Monde (2), mis ouvert en même temps à la spiritualité chrétienne et grande curiosité de tout ce qui dans le monde moderne, peut traduire un besoin d'éternel et une recherche du sacré.

«La Poisson» à Choisy

La novice Jeanne Poisson (Laurence Vincenton) fut un jour tirée du couvent, où elle avait rencontré de tendres amis.

romanesque en roman photo raillant la fascination qu'exercent les peines de cœur royales.

Robert Aron, de l'Académie française, est décédé subitement samedi matin à son domicile parisien d'une crise cardiaque foudroyante.

Robert Aron, de l'Académie française, est décédé subitement samedi matin à son domicile parisien d'une crise cardiaque foudroyante.

La foi et l'écuménisme

Ayant ainsi expérimenté l'histoire de la doctrine chrétienne, sera toute une série de grands ouvrages couverts par l'histoire de Vichy (1954) en collaboration avec Georges Elgar.

Henri Simon dans le Monde (2), mis ouvert en même temps à la spiritualité chrétienne et grande curiosité de tout ce qui dans le monde moderne, peut traduire un besoin d'éternel et une recherche du sacré.

Cinéma

«LE CRIME DE L'ORIENT-EXPRESS»

Pendant un demi-siècle, tante Agatha nous a tricotés des histoires policières qui faisaient les délices de nos nuits blanches.

lorsqu'on les trouvait démodés, on ne pouvait résister au charme des romans d'Agatha Christie.

Dans «Ecce homo», introduction et conclusion s'adaptent à cette source optique. On ne sort pas de la vie en entrant dans l'orphéon.

La réflexion politique

Issu d'une vieille famille de la bourgeoisie intellectuelle, né le 25 mars 1908.

Son dernier livre

«LETTRE OUVERTE A L'EGLISE DE FRANCE»

Le dernier livre de Robert Aron est une lettre ouverte à l'Épiscopat de France. Il prend la forme d'un dialogue avec l'Église.

l'âme; et il n'est rien, si ce n'est le scholastique (terme hébraïque pour l'au-delà) n'est ni le paradis ni l'enfer mais un lieu d'attente.

«Skezzag»

Skezzag, film de cinéma direct en 16 millimètres, illustre parfaitement le genre de démarche propre au cinéma direct.

Tout à son plaisir de reconnaître l'atmosphère de l'époque et d'offrir à une douzaine de vedettes internationales (de Lauren Bacall à Ingrid Bergman et Vanessa Redgrave, de Sean Connery à Anthony Perkins et Richard Widmark, pour ne citer que les plus célèbres).

Conclusion obligatoire: la pièce n'est-elle commencée? A-t-elle fini? Rien ne le prouve. La partition caricature que nous avons vue, ces professeurs-enseignants, ces danseurs-titubants, ce polytechnicien en uniforme qui reçoit une giflette sans broncher, ces ouvriers «indésirables», ces bourgeois enchaînés, ce pianiste congédié, tout ce cauchemar social qui affleure par ô-ports, de quel théâtre font-ils partie?

PAS DE CÉRÉMONIE POSTHUME SOUS LA COUPOLE

La mort de Robert Aron, à cinq jours de sa réception sous la Coupole et alors qu'il avait déjà donné lecture, jeudi dernier, en séance privée, selon la coutume de son discours à ses nouveaux collègues, a posé à l'Académie française un problème embarrassant.

En faisant appel aux miracles, Pierre, et surtout, Paul se montraient efficaces à l'égard des hellénistes et des péniens, mais se désolidarisèrent des croyances pharisennes et de la religiosité juive.

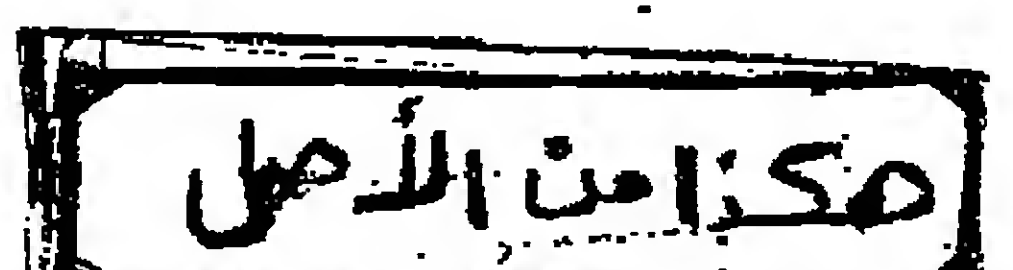
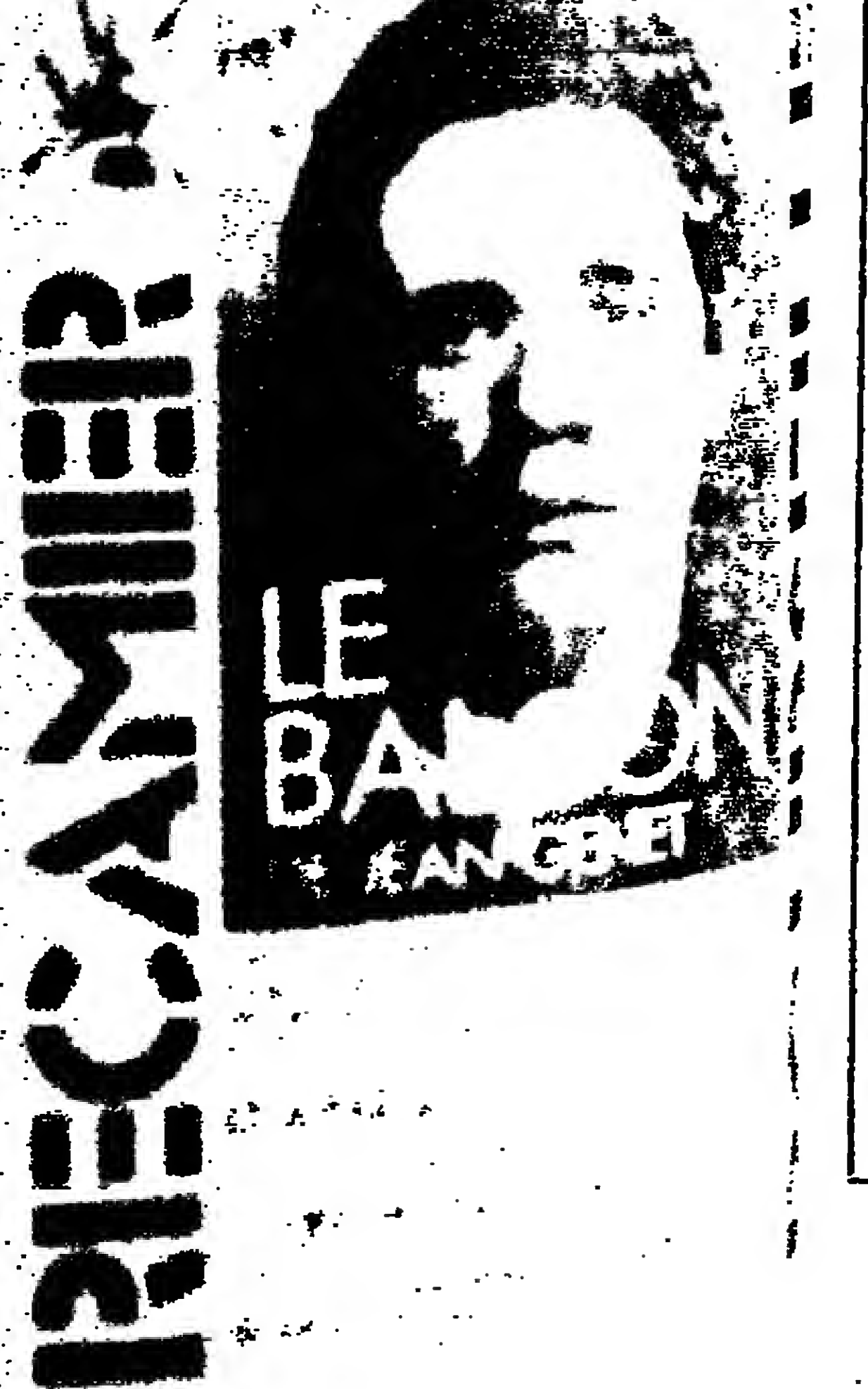
En revanche, c'est grâce au hébraïste des athées et les biblistes que les athées ont parfois d'intensité authentiquement religieuse que les bien-pensants, c'est-à-dire les «non-penseants», Teilhard de Chardin lui écrivait, le 12 juillet 1947: «Vous avez raison de suggérer que les plus croyants des hommes sont peut-être bien en ce moment en dehors des Églises.»

Freedman à la caméra, Meislin à la prise de son, se contentent d'enregistrer, sans voirisme, sans dogmatisme, ils livrent une sorte de constat brut, amical, et pourtant insuffisant. L'absence de moyens matériels évidents, la qualité de l'observation, ne sauraient excuser tout à fait la simplification à laquelle aboutit cette démarche. Nous devinons un drame, une tragédie. Nous ne percevons jamais le mur de l'anonymat social, comme aurait pu le permettre le cinéma direct dans sa dimension véritable, la rencontre d'autrui. — L.M.

Au manque de rythme du récit s'ajoute la lourdeur de l'interprétation d'Albert Finney, qui compose avec un humour calculé un Hercule Poirot calamité et battifol... Trop d'application, trop de sérieux, trop de luxe: voilà finalement de quel souffre ce film. Écrits d'une plume allégre, les romans de tante Agatha sont faits pour être lus d'une traite. Leur vocation n'est pas de devenir des superproductions.

MICHEL CURNOT. * Boole Polytechnique, 21 et 22 avril, 21 heures, 3, rue Descartes.

HENRI FÈSCUET. * Albin Michel, édit., 206 pages, 22 F.



سكزامن الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placarde encadrée"		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,87
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	76,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	25,00	28,19
Achat-Vente-Location		
EXCLUSIVITES	30,00	35,08
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	28,85

emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
de renommée mondiale
(Constructions Electriques)
recherche

LE DIRECTEUR ADMINISTRATIF

de sa société filiale de MILAN

- POSITION III B ;
- Responsable de la gestion et de la comptabilité générale et analytique ;
- C.A. : 15 milliards de lires ;
- Effectif de l'entreprise : 800 personnes.

Le candidat devra, outre une formation de base juridique, comptable et financière, avoir une expérience de quelques années dans un poste similaire et posséder une parfaite connaissance de la langue italienne.

RESPONSABLE DE LA GESTION COMPTABLE ET FINANCIERE

de sa filiale de MEXICO
POSITION II ou III selon l'expérience
Le candidat devra, outre une formation de base type SUP. de CO., avoir l'expérience de quelques années dans un poste similaire en France ou à l'étranger et posséder une parfaite connaissance de la langue Espagnole.

Pour ces deux postes, adr. C.V. manuscrit avec photo et présent. à n° 3399, CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cédex 01, qui tr.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE NÉGOCE DE PRODUITS BREVETÉS POUR LA CONSTRUCTION
recherche

BRÉSILIEN

pour lancer et diriger société au BRÉSIL

Fortes personnalités et expérience des hommes nécessaires. Rémunération importante plus intéressement aux résultats.
Ecrire avec curr. vitae manuscrit + photo à n° 4.061, CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

Pour sa filiale espagnole importante société française d'ingénierie

UN DIRECTEUR TECHNIQUE

ayant une solide expérience en production industrielle et quelques années de pratique de l'ingénierie. Capacités d'organisation, d'animation d'équipes, de contacts humains. Espagnol nécessaire, Anglais souhaité.

Ecrire avec CV et Prét. à n° 4131 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

LIBREVILLE - Sté d'ENERGIE et d'EAU du GABON (SEEG)

face à des privatisations très importantes, crée la fonction de

DIRECTEUR des EXPLOITATIONS

La mission : coordonner et gérer l'EXPLOITATION de LA MAINTENANCE des installations de toutes les unités de production et de la distribution d'énergie de la SEEG (effectif 750 dont 25 cadres).
Le titulaire, INGENIEUR diplômé GRANDE ECOLE 35 ans minimum, devra posséder :
• Solide expérience en gestion et direction modernes de grandes unités d'exploitation ;
• Expérience du transport et de la distribution d'énergie et de la production ;
• Des qualités évidentes d'animateur et de meneur d'hommes.

— Poste de haut niveau rattaché à la Direction Générale, très évolutif en fonction du développement de la Société et du pays.
— Equipe de Direction très dynamique.
— Excellente rémunération. Nombreux avantages.

Ecrire avec C.V. et présentations sous références 2138 à 65, avenue Kléber, 75116 PARIS. Discretion absolue.



THE WORLD BANK GROUP

offers challenging opportunities for highly qualified men and women who are interested in international development work and invites applications from

economists :

a) for the analysis of economic policy and social development of individual countries with emphasis on broad issues, such as GDP growth and income distribution; and/or
b) for the analysis of individual sectors of national economies namely Agriculture, Education, Manpower, Industry, Public Utilities, Tourism, Transportation and Urban Development.

financial analysts :

for evaluating the financial management, viability and investment potential of projects in the following sectors: Agriculture, Industry, Public Utilities, Transportation.

education specialists :

for the analysis of general, technical, agricultural, formal and non-formal education and training systems with regard to their planning, administration, structure, efficiency, and relationship with manpower needs and financial constraints.

agricultural specialists :

in various disciplines, such as agronomy, irrigation and drainage engineering, livestock, agricultural credit, forestry, and rural development, for the appraisal and supervision of projects.

engineers :

for the appraisal of industrial projects (small scale industries, textiles, pulp and paper, cement, steel, organic/inorganic chemicals, fertilizers, food processing); public utilities project (sanitary engineering, power); and other engineering projects (urban public works, highways, ports, railways).

GENERAL INFORMATION

Candidates must possess a relevant university degree and be experienced in the organizational, managerial and operational aspects of their profession. Staff are stationed at the World Bank Group Headquarters in Washington, D.C. but frequent international travel is involved. A good command of written and oral English is essential. Knowledge of other languages, particularly French, Spanish and Arabic, is desirable.

Salaries are commensurate with qualifications and experience of candidates. Job descriptions and application forms can be obtained on written application only from :
World Bank European Office
66, avenue d'Iéna 75116 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE, INDUSTRIE ELECTRO-MECANIQUE
implante une filiale de production en IRAN

TECHNICIENS IRANIENS

(étudiants ou confirmés) désirant un emploi sur place, après stage professionnel en France.
Ecrire avec C.V. et présentations à No 4124 CONTESSÉ Publicité 20, avenue Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01; qui transmettra. Discretion assurée.

INGENIEURS PETROLIERS

toutes spécialités pour Algérie et Moyen-Orient (Iran, Golfe), Anglais souhaité.
Ecrire sous référence 40/135/M à EUREQUIP 19, rue Yves du Manoir, B.P. 30, 92420 VANVES-SUR-SEINE 14, Bd Dugommier, 13001 Marseille.

Important Bureau d'Etudes

INGENIEUR SENIE CIVIL

orienté vers les problèmes d'eau et d'assainissement
Ce Ingénieur (Corse) Ecole Centrale, E.N.S.C., etc.) devra avoir quelques années d'expérience obtenue en bureau d'études ou chantier et être disponible pour des missions outre-mer. Anglais nécessaire. Le poste est à pourvoir rapidement. Les personnes intéressées feront parvenir leur candidature (C.V. + photo + salaire) à PUBLIPRESS sous réf. 448/74, 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 Paris Cedex 02.

NOUS RECHERCHONS

CHEF COMPTABLE

pour FILIALE ALLEMANDE avec responsabilité des comptes, bilans, etc. Connaissances en matière d'informatique et d'accessibilité d'ordinateur. Poste à responsabilité à cette fonction de coordination.

CONNAISSANCE DE L'ALLEMAND ESSEZ.

Résidence près de FRANCFORT.
Ecrire avec curriculum vitae à n° 4223, CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, c.t.

Import. bureau études techniques et contrôle tech. ingénieurs diplômés confirmés, 5 ans min. expér., spécialisés en travaux d'alimentation en eau potable (topographie, barrages en terre compactée, béton armé, traitement des eaux, usines de traitement, pose de canalisations) pour surveillance et contrôle technique de chantiers d'A.E.P. en Côte d'Ivoire. Après 2 mois. Adr. C.V. et présent. à n° 4124, M. le Directeur gén. B.N.E.T.D., B.P. 1.556, ABIDJAN (R.C.I.).

TRAITEMENT ET AMENAGEMENT DES EAUX

Le candidat retenu aura une double formation et expérience en hydrologie et problèmes de pollution. (Formation supérieure; Institut des Sciences et Techniques de l'Environnement ou similaire). Le candidat devra être disponible pour de fréquentes missions en France et outre-mer et parler l'anglais et l'espagnol. Les ingénieurs intéressés feront parvenir leur candidature (C.V. + photo + salaire) sous réf. 449/74, à PUBLIPRESS, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS CEDEX 02.

Import. bureau études techniques et contrôle tech. ingénieurs diplômés confirmés, 5 ans minimum expér., spécialisés en études de projets d'alimentation en eau potable de villes. Résidence A B I D J A N. Comp. ann. 2 mois. Adr. C.V. et présentations à n° 4223, CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, c.t.

Société d'Ingénieurs-Conseil à vocation internationale
recherche

CHEF D'AGENCE AFRIQUE DE L'OUEST

Le poste comporte des responsabilités commerciales, administratives et techniques exercées avec l'appui de l'état-major du siège.

LES QUALIFICATIONS EXIGÉES SONT :

- 1) Une expérience prouvée dans une activité analogue (grands projets d'infrastructures outre-mer) ;
- 2) La pratique courante de l'anglais parlé et écrit. Rémunération attractive comprenant base France + prime appartement + avantages en nature (logement, voiture).

Les personnes intéressées sont invitées à faire acte de candidature en adressant leur C.V. et leur photo à n° 3958 - COPAF - 40, rue de Choiseul, 75001 PARIS, qui transmettra. Le personnel de la Société est au courant de ce recrutement.

JEUNE INGÉNIEUR COMMERCIAL

recherche

PRODUITS CHIMIQUES

- pour la VENTE et l'ASSISTANCE TECHNIQUE auprès des INDUSTRIES ALIMENTAIRES cosmétiques et pharmaceutiques de toute l'ALLEMAGNE FÉDÉRALE
- par FIERREFITTE AUBY G.m.b.H. Düsseldorf jeune titulaire en rapide expansion d'un important groupe chimique français.
- Prét. sera donné à un homme ayant une formation industrielle alimentaire ou chimique.
- Pratique courante de l'ALLEMAND indispensable.

Envoyer lettre de candidature manuscrite et curriculum vitae détaillé avec présentations à PIERREFITTE AUBY DIRECTION DU PERSONNEL 44, rue Jacques-Duluc, 92022 NEUILLY.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

PROMOTION TERTIAIRE

Important Etablissement Public

MÉTROPOLE-NORD

CHARGÉ DE MISSION

« Accueil et Promotion tertiaires »

Devra assurer notamment d'étroites liaisons avec les organismes nationaux d'aménagement ainsi qu'avec les principaux décideurs privés, tant Français qu'étrangers, en matière d'implantation de bureaux.
Formation universitaire ou Grande Ecole. Anglais écrit et parlé couramment. Avoir acquis solide expérience professionnelle dans organismes d'aménagement ou de construction public ou privé.
Adresseur C.V. à n° 3399, « le Monde » Publicité, 20, rue de l'Opéra, 75040 PARIS (9^e).



ALSTHOM
Division NEYRPIC
GRENOBLE

recherche pour bureaux d'études de son groupe NUCLÉAIRE :

INGÉNIEUR - SOUDEUR

débutant ou quelques années d'expérience pour :
— problèmes métallurgiques liés au soudage.
— préparation du travail atelier et chantier.
— suivi et réalisation en chantier.
Adresseur C.V. à : ALSTHOM-NEYRPIC, Service du Personnel, rue Général Mangin à 38100 GRENOBLE.

IMPORT. GROUPE BANCAIRE spécialiste du crédit aux particuliers

ATTACHE COMMERCIAL

de 30 ans minimum, qui sera chargé de la démarché et des relations avec clientèle. Connaissances bancaires essentielles.
Discretion absolue assurée.
Ecrire n° E 4407 HAVAS 31002 TOULOUSE CEDEX. Lettre manuscrite en joignant C.V. et photo.

CABINET EXPERTISE COMPTABLE

DEUX-SEVRES recrute

COLLAB. B.T.S. - D.U.T.

etc. ou expérience pratique.
Ecrire 5786 HAVAS, B.P. 304, 79007 MORT CEDEX.

Près NANCY pour laboratoires d'histologie

TECHNICIENS LABO

Formation BAC ou équivalent par travail sur matériel complexe (Fonctions histochimiques, autoradiographie).
Expérience en histologie si possible.
— Poste ne pas répondre.
— Possibilités logement et salaire.
— Nombreux avantages: spectacles, 40 heures par semaine.
Adresseur C.V. et présentations à n° 3209, CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1^{er}), qui transmettra.

Nous recherchons pour notre Etablissement situé près d'AVIGNON

INGÉNIEUR DIPLÔMÉ GRANDE ECOLE

Il aura la responsabilité de l'un de nos ateliers de finline.

Expérience professionnelle : deux à trois ans minimum, solide. Possibilité certaine d'avancer dans le service.

Envoyer C.V. manuscrit détaillé + photo + présent. à n° 4223, CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, c.t.

Pour grande ville Côte d'Azur import. groupe immobilier rech. 2 jeunes collaborateurs cadres (H. ou F.) expér. min. min. Ecole sup. de commerce posséd. SOLIDE FORMAT. JURIDIQUE, COMPT. ET ADMINISTRAT. CAPABLES DE CONTACTS A TRES HAUTS NIVEAUX dynamiques et précis.

Situation de premier plan. Rémunération en conséquence. Ecr. avec C.V. photo (sera retournée) et présent. à n° 4223, CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, c.t.

POUR CENTRE-OUEST

recherche

TECHNICIEN SUPERIEUR INGENIEUR

Profil, conditionnement d'air pour postes responsabilité. Expérience indispensable. Adres. C.V. et présent. à n° 3209, CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, c.t.

NORMANDIE - 100 000 Frs + Important Groupe Industriel (C.A. 1 Milliard de Frs)

recherche pour usine à feu continu 700 personnes

adjoint au chef du service entretien

- Formation Mines, ECP, AM, etc... et solide expérience d'un poste similaire au niveau des méthodes et de l'organisation d'un service Entretien.
- Larges possibilités d'évolution.

Pour informations complémentaires, écrire sous référence 8192 B à notre Conseil M. AUDHUY

ORES 23, rue des Mathurins 75008 PARIS

Groupe BOSSARD

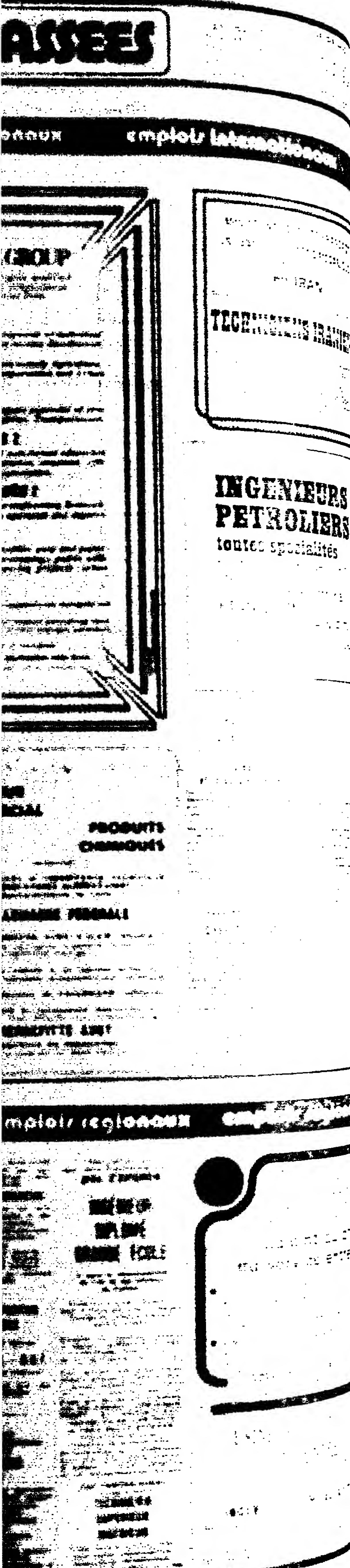
USINE SIDÉRURGIQUE DU CENTRE

recherche pour postes de fabrication embouteillage et finlignes

INGÉNIEURS A.M. ou assimilés

Âgés de 30 ans au minimum, avec 5 années de pratique.

Ecrire sous N° 4406 à CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.



emplois régionaux

CREUSOT-LOIRE
(Usine de Creusot)
recherche pour son Département TRACTION

CHEF DE SERVICE PRODUCTION

MISSION : Au sein d'une unité très décentralisée, assurer la réalisation des programmes de fabrication d'un service complet de chaudronnerie mécanosoudure.

A CE TITRE :
- diriger et animer un atelier de débit de tôles et préparation, un atelier de chaudronnerie et soudure, un bureau de méthodes,
- gérer les budgets d'exploitation,
- améliorer les prix de revient et la qualité,
- préparer les budgets d'investissement et le plan de développement,
- participer à la politique sociale de la division.

EFFECTIF : 130 personnes.
TAUX DE CROISSANCE PREVU : 25% par an.

PROFIL DU CANDIDAT :
- ingénieur diplômé Arts et Métiers ou équivalent - formation complémentaire en technique de soudage souhaitée,
- expérience de quelques années dans un poste équivalent,
- goût du commandement et des contacts humains,
- âge 30 ans minimum.

Env. C.V., photo, présent. CREUSOT LOIRE
Gestion des Cadres - 15, rue Pasquier
75008 PARIS.

groupe bancaire et financier
recherche le
DIRECTEUR
de son
agence de Rennes

Vous vous sentez l'âme d'un véritable PATRON ?
Vous avez une bonne expérience de l'Exploitation Bancaire et de l'encadrement d'une équipe commerciale.
Exploiter 2 départements ne vous effraie pas.

Alors appelez moi personnellement
Robert TRABIA (91) 91 90 88 Marseille

GROUPE du CREDIT UNIVERSEL
51, Bd des Dames 13242 Cedex 1 Marseille
Discrétion absolue

DATA 100 S.A.
Leader du Terminal Lourd
recherche pour son Equipe support en clientèle

SPECIALISTE SOFTWARE

Lieu de travail : SUD-OUEST.

Expérience réelle approfondie d'un minimum de 2 ans dans au moins deux des trois dom. suivants :
1) Langage machine, assembleur ou équivalent.
2) Software gros systèmes.
Ex : O.S./RASP - OS/VSI - KERO.
3) Téléprocéssing en relation avec des terminaux lourds.

ANGLAIS NECESSAIRE.
Envoyer C.V. et prétentions à M. GUILLEMOT G.
(responsable du support)

DATA 100 S.A.
LA BOURSDIÈRE - N° 163
92300 LE PLESSIS - ROBINSON.

REGION NORD
SOCIÉTÉ D'INGENIERIE
Effectif 230 - 40 ingénieurs - filiale d'un Groupe industriel puissant, recherche pour son
BUREAU D'ETUDES
CHEF du DÉPARTEMENT ÉLECTRICITÉ
INGÉNIEUR SUPELEC

35 ans minimum. Expérience de la responsabilité d'Etudes indispensables - si possible, entreprises et ingénierie.

Secteurs principaux d'activités (dans le présent) :
Activités minières - Carbonatation - Transformation matières plastiques - Etablissements hospitaliers - Constructions mécaniques lourdes (conception et réalisation de prototypes).

REALISATION A L'ETRANGER
Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 2141 à
65, avenue Kléber
75116 PARIS
Discrétion absolue.

FILIALE D'UN GROUPE DE TAILLE
FILIALE D'UN GROUPE
DE TAILLE INTERNATIONALE
CONSTRUCTIONS ELECTRIQUES
(1.100 personnes), recherche un

CONTROLEUR DE GESTION

Il devra créer ou rénover, animer et superviser :
- les services financiers ;
- la comptabilité générale ;
- la comptabilité analytique ;
- le contrôle de gestion.

Poste convenant à un candidat possédant une formation supérieure, complétée par une solide expérience acquise dans des fonctions similaires.

Rémunération en fonction de l'expérience.
Adresser lettre manuscrite, curr. vitae détaillé, photo et prétentions à :
M. PEUGROT - SAPAREL, 76300 BARENTIN.

INGENIEURS
en ELECTROTECHNIQUE
ou en AUTOMATISMES

L'Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes vous propose d'orienter votre carrière vers des activités de formation d'adultes et d'animation de groupe en devenant FORMATEUR dans son Centre de GRENOBLE POINT DE CLAIR.

Elle vous demande de posséder :
- un diplôme d'ingénieur
- une expérience industrielle de 5 années minimum.
Elle vous assurera la formation pédagogique nécessaire.

Les candidatures accompagnées d'un c.v. très détaillé sont à transmettre à :
Aloin DESPOIS
AFPA 13, Pl. de Villiers
93108 Montreuil
Elles seront traitées de manière confidentielle.

SOCIÉTÉ PÉTROCHIMIQUE
recherche
INGÉNIEUR DIPLOMÉ
FORMATION GRANDE ÉCOLE

3 à 5 ans d'expérience Industrie Lourde (Métallurgie, Chimie, Pétrole, etc.) pour poste
INGÉNIEUR INSPECTION MATERIEL
Important complexe Pétrochimique province.
Bonnes connaissances de l'anglais souhaitées.
Adresser curriculum vitae à :
HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann,
75008 PARIS, sous référence 36.251, qui transmettra.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
de premier plan
à activité internationale
recherche pour région SUD-EST

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIN
fort niveau technique

Orientation : circuits analogiques haute et moyenne fréquence, pour conception circuits intégrés complexes.

Débutant ou ayant quelques années de pratique. Goût pour les études approfondies des fonctions analogiques indispensables.

Expérience technologie semi-conducteurs appréciée.

Envoyer C.V., photo et présent., sous numéro 4266, Contesse Publ., 20, av. Opéra, 75001 Paris, qui tr.

SOCIÉTÉ
JAS HENNESSY & Cie
à COGNAC
recherche un
Adjoint au Chef de Comptabilité
titulaire ou préparant le DECS.

30 ans minimum, ayant passé quelques années dans les services comptables d'une Entreprise.
Il participera étroitement à une nouvelle orientation des services de comptabilité générale.
De très bonnes connaissances juridiques et fiscales seront très appréciées.
Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
membre de l'ANCERP, service M. 995
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

HEWLETT PACKARD
recherche pour
GRENOBLE
INGÉNIEUR ÉLECTRONICIN

POUR SON DÉPARTEMENT MARKETING.
Il aura 2-3 ans d'expérience et sera chargé d'assurer la liaison entre l'usine et les Sociétés de vente européennes.
Il conseillera les ingénieurs de vente sur les applications du matériel informatique fabriqué par l'usine de Grenoble.
Connaissance parfaite de l'anglais indispensable.
Adresser curriculum vitae détaillé à :
HEWLETT PACKARD
Service du Personnel,
5, avenue Raymond-Chanas,
38320 YVERNOIS.

offres d'emploi

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL
recherche pour ses filiales

1) **DIRECTEUR ADMINISTRATIF** 2) **CONTROLEUR FINANCIER** 3) **CONTROLEUR DE GESTION**

La fonction :
- Créer dans moyenne entreprise de haute technicité une organisation administrative devant lui permettre de connaître un développement important et rapide (nouvelle usine, doublement des effectifs).
- Assurer la gestion financière.
Le candidat :
- Formation supérieure.
- 7 à 10 ans d'expérience professionnelle dans P.M.I.
- Capable de concevoir et mettre en œuvre les techniques modernes de gestion (comptabilité industrielle, contrôle budgétaire...)
- Dynamique et disponible, aimant les responsabilités.

La fonction :
- Dans une entreprise dynamique d'équipements industriels.
- Assumer la fonction financière et favoriser son évolution sous l'autorité directe de la Direction Générale.
- Faciliter par le contrôle financier l'activité de l'entreprise en liaison avec les différents services.
Le candidat :
- Formation supérieure (ES-SEC, Sc. Po, Sc. Eco, Sup. de Co...)
- Plus de 5 ans d'expérience dans les plus récentes dans ce type de fonction et dans une ou des entreprises industrielles.
- Synthétiser de très bonnes connaissances et la pratique de la trésorerie, des programmes de financement (y compris Export) des relations bancaires...
- Entreprendre, de la personnalité et le sens des relations humaines, vous devenir un Manager.

La fonction :
- Dans la même entreprise mettre en place un système de gestion, permettant d'obtenir une excellente comptabilité industrielle, un suivi des stocks, un contrôle budgétaire et des suggestions au niveau de la planification.
- Faire vivre et évoluer ce système, en liaison directe avec la Direction Générale.
Le candidat :
- Formation supérieure (Faculté, Grandes Ecoles, DECS...)
- Solide expérience professionnelle et pratique de quelques années du contrôle de gestion.
- Capable aussi bien de concevoir que de mettre en œuvre, à un sens concret très vif, le goût de l'action efficace et de la négociation.

POUR CES TROIS POSTES :
- Possibilités d'évolution de carrière au sein des entreprises et dans le groupe.
- Activité région parisienne.
- Rémunération élevée à proportion des compétences.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions sous référence à :
ROLAND BERGER & GREP ASS.
International Management Consultants,
7, rue Marcel-Allegot, 92190 NEAUFORT.

assistant chef de produit

BSN Gervais-Danone propose à un HEC, ESSEC, ESCP, débutant, de se former au marketing grande consommation.

Au sein d'un département de la branche Alimentaire, il sera confronté en permanence aux problèmes concrets de la fonction, ce qui lui permettra de prendre progressivement des responsabilités dans les différents domaines d'activités du Chef de Produit et d'acquies les compétences nécessaires à son évolution.

Ce poste est à pourvoir à Paris.

Les candidats devront avoir effectué un ou plusieurs stages de marketing dans des Sociétés diffusant des produits de grande consommation.

Adresser votre candidature avec c.v. détaillé, sous la réf. DT1 à Monsieur D. Hardouin,

BSN Gervais-Danone
126/130 rue Jules Guesde
92302 Levallois-Perret.

ROBERT BOSCH (FRANCE) S. A.
Groupe BOSCH
- Équipements automobiles,
- Appareils ménagers,
- Autoradio BLAUPUNKT,
- Caméras et projecteurs BAUER,
recherche pour lui confier
2 BUDGETS PUBLICITAIRES

CHEF DE PUBLICITÉ

Etudes supérieures HEC, ESSEC, ESCP, ESC ou équivalent
Expérience dans le poste exigé.
Langue allemande souhaitée.
Age minimum : 30 ans.

Restaurant d'entreprise - Avant. sociaux.
Adresser C.V. manuscrit très détaillé, prétentions et photo au Département du Personnel, 32, avenue Michelet,
93404 SAINT-OUEN.

FIRST NATIONAL CITY BANK
recherche
pour faire face à l'expansion de son département « Immobilier »

Une Assistante Direction

● connaissant les techniques de financement bancaire des opérations de promotion.
● maîtrisant la langue anglaise.
● possédant un tempérament ouvert et dynamique.

Lettre + C.V. à FNCCB, 60, av. Ch.-Elyées, Paris-8^e.

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL
recherche pour assurer la
DIRECTION GENERALE
d'une importante
Division de Production
(1500 personnes - 40 cadres)
X, Centrale, A&M, HEI
ou EQUIVALENT

- Il aura à assurer la Gestion générale d'un ensemble technique complexe et pour cela il devra avoir une expérience approfondie de la Fabrication,
- acquies dans une grande entreprise,
- comportant l'animation d'une équipe d'ingénieurs de haut niveau, à qui il aura su déléguer de larges responsabilités.
- Il sera rattaché au Directeur Général qui lui donnera les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'il se sera fixés.
Rémunération selon valeur du candidat de 150 à 200.000 annuels.

Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
membre de l'ANCERP, service M. 996
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

INTERTECHNIQUE
AERONAUTIQUE - ESPACE - PHYSIQUE
BIOLOGIE - MEDICINE - INFORMATIQUE
recherche :

Pour la vente d'appareils scientifiques à base de mini-ordinateurs utilisés en physique nucléaire :

JEUNE INGÉNIEUR

diplômé grande école ou formation scientifique universitaire.

Seront particulièrement appréciés :
- des connaissances dans les domaines de l'électronique, de l'informatique et de la physique nucléaire ;
- un stage accompli dans un laboratoire de recherche scientifique appliquée ;
- une expérience de la vente.

Ce poste implique le goût des responsabilités, des aptitudes à la vente et nécessite une résidence dans la région parisienne et de nombreux déplacements.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise.

Restaurant.

Adresser votre C.V. avec prétentions en précisant la réf. annonce (557) à la Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

Siège Parisien d'un Groupe International
recherche

Comme adjoint au contrôleur de gestion dans l'organisation et le suivi du contrôle financier des filiales européennes :

EUROPEAN FINANCIAL CONTROLER ASSISTANT

LE TITULAIRE SERA RESPONSABLE :

● de l'établissement des échantillons,
● de la synthèse des tableaux condensés,
● de l'assistance en matière d'organisation et de traitement auprès des filiales.

Issu des Grandes Ecoles, il possédera une solide formation comptable et économique et une expérience pratique exercée dans des fonctions similaires, en entreprises industrielles et, si possible, dans un groupe anglo-saxon.

Homme d'analyse et de synthèse, de contact, équilibré, organisé, très précis et concret, d'un jugement rapide, il possédera parfaitement les langues anglaise et française.

La longue allemande serait appréciée.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
MINET PUBLICITE, N° 46.124,
40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

مكتبة الأمل

صك زامن الاصل

offres d'emploi

Important établissement financier de statut bancaire recherche pour PARIS, LYON et NANTES COLLABORATEURS COMMERCIAUX Formation ESO ou équivalente Le poste proposé a pour objet la recherche et l'entretien d'une clientèle de garages et P.M.E. Connaissances des techniques de leasing indispensables. Envoyer C.V. et photo à HAVAS CONTACT 156, bd Haussmann, 75008 Paris, sous réf. 56.927.

TRES IMPORTANTE SOCIETE recherche un ingénieur électromécanicien pour prendre en main la direction technico-commerciale d'une de ses filiales spécialisée dans les installations de stations de pompage d'eau potable et d'eaux usées. La préférence sera donnée à un Ingénieur confirmé de 35 ans au moins, ayant de bonnes connaissances dans le domaine de l'électricité et de l'hydraulique. LIEU DE TRAVAIL : importante ville universitaire du SUD-OUEST. Ecrire avec CV, prêtant, et photo (ret.) à No 4074 CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmet.

offres d'emploi

INGENIEURS PHYSICIENS électromagnétisme ou nucléaire banlieue Ouest outils recherche pétrolière grande école normale sup... ou études poussées en faculté Ecrire à SWEERTS, BP/269 75424 PARIS CEDEX 09, sous réf. 1452 qui transmet.

offres d'emploi

DARTY ELECTRO-MENAGER HI-FI - TELEVISION souhaite engager un adjoint de direction Chargé, au sein d'une société filiale, d'assurer la direction générale sur les plans suivants : Administration générale, contrôle de la fabrication, et des approvisionnements Gestion du personnel (30 personnes) Suivi des services assurés à la clientèle Publicité Ce poste de cadre conviendrait bien à un jeune diplômé d'études supérieures, option finances et comptabilité, ayant quelques années d'expérience professionnelle. Ecrire à la Direction du Personnel 123-155, Avenue Gallieni 93140 BONDY

GROUPE INTERNATIONAL D'ORIGINE ANGLO-SAXONNE recherche AUDITEUR INTERNE DESTINE A CONTROLER COMPTABILITES DES FILIALES EN PROVINCE DECS - 2 à 3 ans d'expérience indispensables, de préférence dans un cabinet Rémunération de l'ordre de 50.000 F/an Envoyer C.V., photo à SOFISAG Service du Personnel Cedex A. 109 - 94532 RUNGIS.

GROUPE EUROPEEN ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES DANS LE DOMAINE DES LOISIRS 400 MILLIONS DE FRANCS DE CHIFFRE D'AFFAIRES recherche son DIRECTEUR FINANCIER POUR SA HOLDING A PARIS LE POSTE Sous l'autorité directe du Président : assurer la gestion financière du Groupe (définition de la politique financière, montage des opérations de financement, gestion de la trésorerie de l'ensemble des Sociétés du Groupe) coordonner et superviser l'activité des contrôleurs de gestion des Sociétés du Groupe, préparer une synthèse des informations de gestion à l'attention de la Direction Générale, assister la Direction Générale et le Directeur des Sociétés du Groupe dans l'analyse des informations de gestion et dans la définition des actions correctives éventuellement nécessaires coordonner et superviser l'activité de la Fonction Centrale Comptable de la Holding et des Fonctions Comptables des Sociétés du Groupe. LE CANDIDAT Agé de trente cinq ans au moins, il devrait avoir une expérience approfondie des méthodes et des techniques du contrôle de gestion (gestion budgétaire, comptabilité analytique) et de la gestion financière d'une activité industrielle et/ou commerciale. La rémunération sera déterminée en fonction de l'expérience, mais ne sera pas inférieure à 120.000 F. Prière d'adresser curriculum vitae sous le No 3319 à CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

TRES IMPORTANTE SOCIETE DE METALLURGIE FINE recherche pour ses Services Commerciaux (SIEGE SOCIAL PARIS) 2 Secrétaires qualifiées Ces 2 postes de collaboratrices nécessitent une bonne expérience de la fonction ainsi qu'un caractère bien trempé mais équilibré. La pratique de la sténo et la connaissance d'une langue au minimum (anglais ou allemand) sont indispensables. Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et références sous réf. 19.432 à : 211, rue de Valenciennes, 75013 PARIS

Importante Entreprise CONSTRUCTION METALLIQUE recherche pour DIRECTION COMMERCIALE PARIS ingénieur Solides connaissances techniques Expérience négociation haut niveau Bonnes introductions grandes Sociétés Anglais souhaité. Pour informations complémentaires écrire sous réf. S.M. 101 à SYNTHESES CONSEIL 18, rue Volney 75002 PARIS

jeunes ingénieurs L'opération permanente de notre DIVISION SIMULATEURS nous conduit à recruter plusieurs ingénieurs pour leur confier l'étude, la réalisation et la mise au point de systèmes électroniques fonctionnant en TEMPS REEL. INGENIEUR D'ETUDES ELECTRONIQUES Coordinateur du secteur "Projet" de notre Laboratoire, il est l'animateur d'une équipe dont la mission couvre les différentes phases de développement des dispositifs d'interface et des simulations qui font appel à des techniques très diverses : électroniques, I.V., mécaniques, hydrauliques. Le candidat retenu sera des qualités d'animateur et d'organisateur ; il sera rapidement amené à assurer la supervision de techniciens supérieurs compétents. Ce poste peut évoluer à un ingénieur directeur de bonne formation générale à dominante électronique. INGENIEUR D'ESSAIS EN PLATE-FORME Chargé de la mise au point d'ensembles prototypes complexes raccordés à des calculateurs numériques ainsi que des essais de réacteurs au point-forme d'une famille de nos simulateurs qui font appel à des techniques très diverses : électroniques, I.V., mécaniques, hydrauliques. Le candidat retenu sera des qualités d'animateur et d'organisateur ; il sera rapidement amené à assurer la supervision de techniciens supérieurs compétents. Ce poste peut évoluer à un ingénieur directeur de bonne formation générale à dominante électronique. INGENIEURS ANALYSTES-PROGRAMMEURS Chargés au sein d'équipes hautement qualifiées, de l'analyse de systèmes et de l'élaboration de modèles mathématiques et logiques dans les domaines aéronautiques et militaires, ainsi que de l'étude de la réalisation et de la mise au point de logiciels, en langage assembleur, de nos simulateurs de pilotage d'avions et de conduite de centrales nucléaires. Ces postes conviennent de préférence à des ingénieurs débutants ou ayant 1 ou 2 années d'expérience industrielle. Ces postes sont à pourvoir dans notre nouvel établissement de TRAPPES CRL. Adresser curriculum vitae détaillé en rappelant la référence du poste souhaité à L.M.T. Service du Personnel - 3, Avenue A. Einstein - 78180 Trappes. L.M.T.

IMPORTANT GROUPE FINANCIER recherche HAUT CADRE FINANCIER pour collaborer directement avec le Président Directeur Général ; à la promotion d'une activité nouvelle, à la politique commerciale du Groupe, à sa stratégie générale. Formation type ENA ou HARVARD Solide expérience professionnelle. Connaissance milieux d'affaires à un niveau élevé. Le poste débouche sur des fonctions de très hautes responsabilités. Env. dossier de candid. à n° 4145 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

sema Première Société Européenne de Conseil recherche pour sa Division INFORMATIQUE 1 - ingénieur-système pour participer à la conception et à la réalisation des logiciels de systèmes en temps réel niveau Grande Ecole expérience minimum 4 ans connaissance parfaitement à jour de l'architecture et du fonctionnement des matériels et logiciels les plus récents bonne pratique de l'anglais souhaitée. (Réf. 4013/M) 2 - ingénieur-programmeur pour participer initialement à des études et réalisations informatiques en clientèle formation Grande Ecole, INSA, Ing. Montpellier expérience de la programmation en langage APL ou en assembleur. (Réf. 4014/M) 3 - analyste-programmeur pour participer à des travaux en clientèle niveau de formation supérieur expérience de 2 ans des applications et des langages de programmation de gestion. (Réf. 4015/M) 4 - programmeur pour participer à des travaux en clientèle formation informatique (I.U.T., Inst. progr...) expérience pratique souhaitée (Réf. 4016/M) Pour tous ces postes, des séjours en province ou à l'étranger doivent être envisagés. Adresser CV et photo, en rappelant la référence choisie, à R. LELEU 16-18 rue Sarbès - 92128 Montrouge (Membre de l'ANCP)

Administration Versailles recherche SECRET. STENO-DACTYLO qual., libre suite pr remplacem. 2 mois min. Salaire fixe, heures env. 1.800. Adr. C.V. no 24.467 B. BLEU 17, rue Laboulaye, 9400 Vincennes, ou Tr. GROUPEMENT SUCCURSALISTE recherche COLLABORATEURS Capables mener études de rentabilité relatives à vente : PRODUITS FRAIS BAZAR Ecrire avec C.V. et références, PARDON 32, rue de Cligny, PARIS 9 Directeur Commercial recherche COLLABORATRICES SOCIALES Mini 22 ans. Niv. études second. Initiales et responsabilité. Ecrire ou se présenter : NASA 24, rue L. Bollen (2°) No Sentier Pour NANTERRE SECRETAIRES BILINGUES ANGLAIS, débutantes (10°) CRP 42, boulevard Mauguet (10°) No Bonsergent PROSERVICE recherche COLLABORATRICES (RICES) pour service COMPTABILITE - Niveau : IUT, BTS, BP - 3 à 5 ans expérience en comptabilité générale pour assurer le suivi de CONTRATS et DOSSIERS FISCAUX Adresser C.V. récent (en Ind. préf.) à : PROSERVICE, 11, rue Lefebvre-Desnoyès, 92100 BOULOGNE-sur-SEINE J.F. sachant taper à la machine. Se réf. : 12, rue du Belmeur - Paris-18° Cabinet Brevets d'Invention, quart. St-Lazare, recherche TECHNICIEN pour traduction, rédaction et révisio de textes, spécialité chimie, très bonnes connaissances de l'anglais et allemand écrites. Adr. C.V. et prêt. - 3 no 24.467 B. BLEU 17, rue Laboulaye, 9400 Vincennes, ou Tr.

POUR LANCERMENT ET ETUDES DE FABRICATIONS NOUVELLES : petite transformateurs électroniques ; alimentation régulée ; connecteurs. recherchons pour usins à Paris TRÈS BON TECHNICIEN INGENIEUR OU AGENT TECHNIQUE EXPERIMENTE (DIPLOME ou AUTODIDACTE) spéc. au moins dans 1 ou 2 de ces activités. Dynamisme et valeur seront pris en considération ; évolution de carrière assurée. Adresser C.V. et références sous le numéro 818, Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris, q. 11.

DIRECTEUR COMPTABLE Grande Banlieue Est 98.000F+ Notre client, une Société Française spécialisée dans la fabrication de biens d'équipement intermédiaires recherche pour prendre en charge l'ensemble de ses travaux comptables un Directeur Comptable. Le candidat idéal, devra pouvoir démontrer une expérience d'au moins 8 ans dans les services comptables d'une société industrielle possédant plusieurs filiales. Outre une bonne formation de base, de préférence supérieure, la connaissance de la langue anglaise sera appréciée. Cette société en développement sera appréciée. Ses dernières années offre des possibilités de carrière particulièrement intéressantes. Ecrire à Michel Soyot, 5 avenue Marceau 75008 Paris sous la référence M.41. L'examen des candidatures sera strictement confidentiel.

VOIR LA SUITE DE NOS ANNONCES en page 27

Jeunes Gens déçus obligations militaires, possédant diplômes : B.T.S. de Mécanographie ou Baccalauréat Mathématiques, Technique, Sciences Ex. cherchant un métier d'avenir Un Important Groupe de Sociétés vous propose d'acquies une expérience de premier ordre comme Programmeur en réalisant la gestion complète de ses Sociétés dans son CENTRE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION, équipé d'ORDINATEURS IBM. Formation assurée par l'Etat. Stage rémunéré. Lieu de travail : Paris (quartier St-Lazare). Envoyer lettre man. et C.V. à No 4000, CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Sortir des politiques « anti-emploi » menées jusqu'à maintenant

Les deux premiers objectifs fixés lors de la mise en place du gouvernement, en juin dernier, semblent en passe d'être atteints. La réduction de l'inflation et l'équilibre de la balance commerciale deviennent peu à peu des réalités. Certes, les résultats sont encore fragiles, mais les chiffres sont là. Malheureusement pour nous ; le troisième objectif s'éloigne au fur et à mesure que l'on se rapproche des deux premiers. Par ailleurs, la situation de l'emploi se dégrade.

« La France ne supportera pas un million de chômeurs sans bouleversement social ou politique », déclara-t-on à l'automne dernier. Aujourd'hui, l'UNEDIC en

prévoit 1 200 000 en juin prochain et 1 400 000 en septembre. Or les entreprises estiment qu'elles sont encore dans une période relativement favorable où le chômage est partiel, mais on ne voit pas quelle place pourra être faite dans les usines à la nouvelle vague de jeunes qui se présentera à l'embauche dès le début du deuxième semestre ni quelles seront les réactions face à un accroissement important du chômage total.

Une politique volontaire nous a permis d'atteindre les deux premiers objectifs : prix et balance. La même énergie doit être utilisée pour le troisième : l'emploi.

par JOSÉ BIDEGAIN (*)

Certes, des mesures de protection et d'assistance ont été prises. Mais elles ne sont valables que tant que le chômage se réduit et volent incompressible qualifié de « frictionnel » qui, dans toute économie, est le résultat de l'adaptation des structures industrielles à un monde en évolution.

Ces politiques sociales, fondées sur une fausse appréciation de la réalité, à des effets qui vont à l'encontre de l'objectif poursuivi.

Les plus difficiles des licenciements ne sont pas, malgré les apparences, une mesure favorable au développement de l'emploi. La diminution de la mobilité que cela entraîne, la prolongation des délais d'information, l'obligation de considérer chaque nouvel emploi créé comme un coût de structure fixe, incitent les entreprises à une très grande prudence, et à ne créer d'emplois qu'en dernier recours. Plus on rend difficiles les licenciements, plus on rend difficiles les embauches.

Le développement récent des contrats à durée déterminée et des activités des sociétés de travail temporaire en est la meilleure preuve.

L'accord du 14 octobre conclu entre le C.N.P.F. et les syndicats a été présenté comme un progrès social qui nous mettait à l'avant-garde des pays occidentaux, mais trois observations montrent que cet accord est moins intéressant qu'il n'apparaît au premier abord.

D'une part, dans les faits, il incite les entreprises et les salariés à considérer d'un commun accord, tout licenciement comme économique. D'autre part, et malgré la récente augmentation des indemnités de chômage partiel, il fournit souvent au chômeur total des ressources nettement plus élevées que celles du chômeur partiel. Les salariés comprennent mal que l'on puisse gagner plus d'argent sans travailler qu'en travaillant. Enfin, que fera-t-on pour ces chômeurs au bout d'un an ?

En attendant la relance, on paie donc des chômeurs comme s'ils travaillaient. Ce sont les entreprises qui, par le biais de l'UNEDIC, assurent ces indemnités. Mais plus on augmente les charges, moins les entreprises sont incitées à embaucher. Moins elles embauchent, plus il y a de chômeurs à indemniser et plus les charges augmentent : c'est le cercle vicieux anti-emploi. La priorité ne doit donc pas aller à la protection et à l'assistance du salarié. La meilleure protection, la meilleure assistance que l'on puisse offrir aujourd'hui à un salarié, c'est de lui donner un emploi.

Dans une société rurale, le sous-emploi est supporté et plus facilement absorbé, car l'individu continue de participer à la communauté paysanne et villageoise. Dans la vie urbaine, au contraire, le chômeur est frappé de marginalité. Il perd non seulement son emploi mais aussi sa « situation ».

En outre, en France, le chômage est sélectif : plus de la moitié des chômeurs ont moins de trente ans. Bien sûr, ces jeunes sans emploi bénéficient d'indemnités diverses, mais c'est massacrer une génération que de la forcer à vivre sans travailler et de lui fournir des ressources d'assistance sans rien lui demander en échange.

Il faut donc revoir le diagnostic. Cesser de croire que nous sommes en face d'une crise conjoncturelle et passagère et que, le cap difficile passé, tout redeviendra comme avant.

La crise est structurelle. Elle nécessite le réajustement de notre économie, mais aussi le redéploiement de notre politique sociale.

Face à une situation nouvelle, il s'agit d'imaginer et de mettre en place une politique pour l'emploi avec des mesures rapides susceptibles de répondre aux problèmes immédiats.

De fausses solutions

Encore faut-il éviter les fausses solutions, celles qui, louables dans leurs intentions, causent un désordre plus grand que celui que l'on cherche à supprimer.

Il en est ainsi des propositions faites par certains experts dans le cadre de la préparation du VII^e Plan, tendant à élargir l'emploi par une réduction de la productivité. La conséquence en serait désastreuse pour notre économie, qui, n'étant plus compétitive de ce fait dans aucun secteur, perdrait ses débouchés à l'exportation. Ce qui, dans un deuxième temps, accroîtrait le chômage. C'est le type même de la fausse solution.

Il en est de même des projets qui, sacrifiant à la mode « rétro », voient dans le « retour à la terre », à la vie rurale, à une consommation réduite, un meilleur équilibre pour notre vie économique et sociale. Nous ne sommes plus en 1940, ni même en 1950, et toute réduction importante de consommation intérieure se traduirait par un chômage accru.

Enfin, la reconnaissance du droit au travail dont il a été beaucoup question à Poitiers les 12 et 13 avril, si elle traduit l'aspect juridique d'un problème réel, ne doit pas déboucher sur des ateliers nationaux modernisés sous l'appellation de « services de l'activité initiale ». On sait en France, depuis Louis Blanc et surtout depuis le général Cavagnac, où risque de mener ce genre d'expérience.

Il s'agit plutôt de prendre d'abord des mesures limitées et concrètes qui devront être suivies par des dispositions à plus long terme.

Payer pour payer des hommes à rien faire, il vaudrait mieux verser ces indemnités à des hommes ou à des femmes en fin de carrière.

Il ne s'agit pas d'abaissier l'âge de la retraite, mesure qui aurait un caractère irréversible, mais de faire bénéficier deux ou

(*) Délégué général d'Entreprise et Progrès.

Cinq mois d'expérience du comité d'aménagement des structures industrielles

M. JÉRÔME MONOD :

« les régions de l'Ouest restent particulièrement vulnérables »

CRÉÉ par un décret du 28 novembre 1974 et placé sous l'autorité de M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, le comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles se réunit depuis le début du mois de décembre, chaque semaine, sous la présidence de M. Jérôme Monod, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

Ce groupe de hauts fonctionnaires, chargé de prendre, à chaud, des décisions financières et industrielles à propos d'entreprises en difficulté, comprend huit représentants. Ceux-ci sont nommés à titre personnel, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent se faire remplacer. Il s'agit, outre M. Monod, de MM. Jean Ripert, commissaire au Plan, Pierre Cosigny, directeur du bâtiment et des travaux publics et de la conjoncture, Jacques de Larosière de Champfeu, directeur du Trésor, Hugues de l'Étoile, directeur général de l'Industrie, Gabriel Oheix, directeur général du travail et de l'emploi, Jean Sanson, directeur général du crédit à la Banque de France et d'un représentant du premier ministre.

Travaillant de manière confidentielle, ce comité a eu à connaître cent vingt dossiers et a pris cinquante décisions, ce qui a permis de sauvegarder environ trente mille emplois, notamment dans l'Ouest et le Sud-Ouest. M. Jérôme Monod a dressé pour la première fois un bilan des travaux du comité en répondant aux questions de François Grosrichard et de Philippe Labarde.

« Comment s'articulent les relations entre le comité interministériel d'aménagement des structures industrielles et ce que l'on a appelé les « infirmeries » de M. Fourcade, au plan régional.

« Ce qui est remarquable, c'est qu'il a été demandé au comité non pas de traiter les problèmes d'ensemble de la restructuration industrielle, mais de prendre, à propos d'entreprises et plus tard de branches industrielles, des décisions concrètes et rapides leur permettant de passer un cap difficile et de se développer. Le comité n'a d'autre objet que de décider d'intervenir — on ne peut le faire. Ces décisions ont souvent un aspect financier. Mais s'agissant d'entreprises en difficulté, le contexte est singulièrement tourné : liquidation, rachat, absorptions, décisions des tribunaux de commerce, ou de la justice civile. Tous ces actes affectent profondément la vie de l'entreprise. Et cela donne à ce mot abstrait « restructuration » une signification sensible : restructurer, c'est toucher à un être vivant, qui a des caractéristiques et des réactions bien particulières ; c'est, dans le cadre de ce comité, tenter d'intervenir pour l'aider à franchir une étape s'il a les forces d'aller plus loin tout seul ; de le faire entrer dans un groupe, s'il doit compter sur les forces d'un autre ; c'est parfois de le laisser disparaître en tentant d'atténuer les conséquences sociales.

« Avec quels moyens ? Le comité a la capacité de décider l'emploi de moyens

financiers qui dépendent directement de l'État (prêts du F.D.E.S., interventions directes sur crédits budgétaires, etc.) ou par le ministère de l'Industrie. Mais ce sont là des décisions exceptionnelles et, ultimement, il intervient le plus souvent à l'égard des banques ou des établissements financiers qui dépendent de l'État : Crédit national, S.D.R., I.D.I., Caisse centrale des marchés de l'État, Crédit hôtelier, etc., pour aider à mettre sur pied une solution économique adéquate. Ces décisions sont prises après une étude financière serrée, après examen de la situation de l'entreprise et de la branche industrielle, et du souci de trouver un chemin viable, et toujours avec la plus extrême attention portée aux problèmes de l'emploi.

« Ce que vous appelez les « infirmeries départementales » est très différent. M. Fourcade a mis en place, en juin dernier, dans chaque département, un comité restreint (avec, notamment, le trésorier payeur et le directeur de la Banque de France) pour examiner les demandes de chefs d'entreprise qui ont des difficultés. Ces comités prennent certaines décisions : reports d'échéances de cotisations sociales ou de règlements fiscaux. Mais ils n'apportent pas de moyens financiers supplémentaires. M. Fourcade a d'ailleurs estimé qu'il fallait aller plus loin dans le traitement local de ces affaires. Je partage pleinement ce souci : on ne peut tout régler correctement et rapidement de Paris. D'ores et déjà, les rapporteurs du comité d'aménagement des structures industrielles vont sur place, au niveau régional, et le trésorier payeur général de la région, le coordinateur régional de la Banque de France, commencent à mobiliser à leur échelon les responsables des banques ou des établissements financiers qui dépendent de l'État pour trouver des solutions dans le même esprit que le nôtre.

« Ainsi, depuis décembre dernier, notre comité a été saisi par les chefs d'entreprise, les syndicats, les comités départementaux, les préfets ou les élus de plus de cent vingt dossiers, et il en a réglé positivement déjà une cinquantaine.

« Concrètement sur le terrain, comment ont été accueillies vos interventions par les industriels, par les salariés, par les syndicats ?

« C'est très variable ; et il n'y a pas de réponse claire. Car ce comité n'est pas fait pour travailler sur la place publique. Il traite souvent de problèmes patrimoniaux, bancaires, judiciaires, et son efficacité dépend de sa discrétion.

« Mais on n'échappe pas aux faits : réunions, visites sur place, contacts de toute sorte sont indispensables. Je suis allé sur place, dans certains cas, voir les organisations syndicales. D'abord pour une information mutuelle. Ensuite parce que bien souvent certains chefs d'entreprise ne les informent pas de l'évolution des choses ou trop tard. Je trouve que c'est néfaste, et cela conduit parfois à des comportements ou des réactions de blocage. On ne peut plus expliquer alors le sens d'une décision ou d'une évolution qui permet parfois d'éviter la totale disparition d'une entreprise au prix d'un allègement du personnel.

« Parfois les syndicats, dans la période de « désobéissance » ou de transition, ont été nos meilleurs interlocuteurs.

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHARD et PHILIPPE LABARDE.

(Lire la suite page 26, 3^e col.)

LA DURE LEÇON D'OU TRE-MANCHE

Le budget qui vient de proposer la hausse — et sur celle du secteur public, liste et la situation dans laquelle se trouve la Grande-Bretagne sont de nature à expliquer, et même, il ne faut pas hésiter à le reconnaître, à justifier les hésitations du gouvernement français à s'engager trop franchement dans la politique de relance qu'on lui conseille de toute part. L'objectif économique que semble s'être fixé depuis plus d'un an M. Denis Healey a été de mettre le plus possible la Grande-Bretagne à l'abri de la sévère récession mondiale. Il y est parvenu à un certain point, mais cela n'a pu se faire qu'au prix d'un nouvel et massif endettement vis-à-vis de l'étranger (qui a permis aux Anglais de continuer à vivre au-dessus de leurs moyens malgré le renchérissement du pétrole).

Comme il s'agissait d'éviter toute action qui aurait pu avoir pour résultat d'aggraver le ralentissement conjoncturel, le cabinet de Londres n'a pas engagé le fer contre l'inflation, espérant, contre les leçons d'une expérience pourtant longue, qu'il suffirait d'un « contrat social » passé avec les syndicats pour freiner la traditionnelle spirale prix-salaires. De mars 1974 à mai 1974, les taux de salaires ont augmenté de presque un tiers. Depuis le début de cette année, la hausse des prix à la consommation s'est encore accélérée, atteignant un rythme annuel de plus de 25 %.

Mais l'inflation galopante n'a pas mené d'avoir des effets désastreux sur la situation financière des entreprises — ce qui crée le risque de réduire à néant les efforts tenus par ailleurs pour atténuer la crise — et sur celle du secteur public, ce qui rend de plus en plus vulnérable le fragile échafaudage du crédit intérieur et extérieur sur lequel le pays tout entier maintient son équilibre vacillant.

Pour pallier la première de ces conséquences, le cabinet travailliste, une fois les élections d'octobre gagnées, a fait aux sociétés un cadeau fiscal de première grandeur, qui vient d'être confirmé dans le budget présenté le 15 avril. A Londres comme à Paris, où un certain nombre de dispositions favorables aux investissements seront annoncées le 22 avril, le gouvernement s'est d'abord montré attentif aux préoccupations des employeurs. Mais la tâche est plus difficile pour les dirigeants britanniques qui ne peuvent plus se permettre de laisser se dégrader sans réagir l'état des finances publiques. C'est pourquoi M. Healey a proposé une aggravation de la fiscalité sur la consommation que certains ont qualifiée de « courageuse » et d'autres de « réactionnaire » à un moment où le chômage s'accroît.

La vérité est que les impôts nouveaux ne couvriront qu'une partie des nouvelles dépenses gonflées, notamment par la formidable augmentation des salaires des entreprises parapubliques. Tant et si bien qu'on se demande si, en face des incertitudes qui pèsent sur le cours de la livre, le niveau de l'emploi et l'évolution des prix, la situation ne risque pas d'échapper encore davantage au contrôle de M. Wilson et de ses ministres.

سكزامن الأصل

VILLE DE PARIS

Rénovation du XV^e arrondissement

Secteur Sablonnière

HOTEL "deux étoiles confort"

La SEMEA XV recherche un promoteur exploitant pour lui confier la réalisation d'un hôtel de catégorie « deux étoiles confort » à proximité immédiate de la place Cambronne.

Ecrire :

Société d'Économie Mixte d'Équipement et d'Aménagement du XV^e Arrondissement
55, quai de Grenelle
75015 PARIS

MAI

CONTROLER GESTION

offres d'emploi

DARTY

adjoint de directeur

ST BOSCH

SA

inieurs

ETUDES ELECTRONIQUES

PUBLICITE

ESSAIS EN PLATE-FORME

ANALYSES-PROGRAMMES

DIRECTEUR COMPTABLE

صك من الأصل

Joël PICARD

CONSEILLER DE DIRECTION
Gestion de Personnel - Formation - Recrutement

RESPONSABLE DES RELATIONS SOCIALES

Importante société commerciale, Lyon, recherche son Responsable des Relations Sociales. Il assistera le Directeur Général dans l'élaboration et la définition des politiques de personnel et conduira toutes les études nécessaires à la prise de décision. Il sera responsable du suivi de l'application des politiques définies et de leur bonne coordination entre les différents établissements. D'autre part il assistera les responsables des services sur l'ensemble des aspects de la fonction personnelle. Il sera le représentant de la Société auprès des organismes sociaux extérieurs. Le candidat, âgé d'environ 40 ans, de formation supérieure, aura nécessairement une expérience de Direction de Personnel. Le sens du contact, de la négociation et du travail en équipe est indispensable. La rémunération tiendra compte de l'expérience et de la valeur des candidats. Excellentes perspectives d'évolution.

Référence N° 10.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

Joël PICARD - 36, rue Tronchet, 69996 Lyon - Téléph. : 52-21-04

La Tour Fiat tient les promesses de la Défense

Transports une situation idéale

Accès direct au réseau R.E.R. par 1^{er} sous-sol (l'Étoile à 4) S.N.C.F. Réseau Saint-Lazare. Bus et gare routière à 300 m.

Un équipement ultra-moderne

Restaurant panoramique au 44^e étage. Libre-service, centre commercial. Sauna, gymnastique, 23 ascenseurs ultra-rapides. Téléphone : 6.000 lignes directes. Salles de réunion.

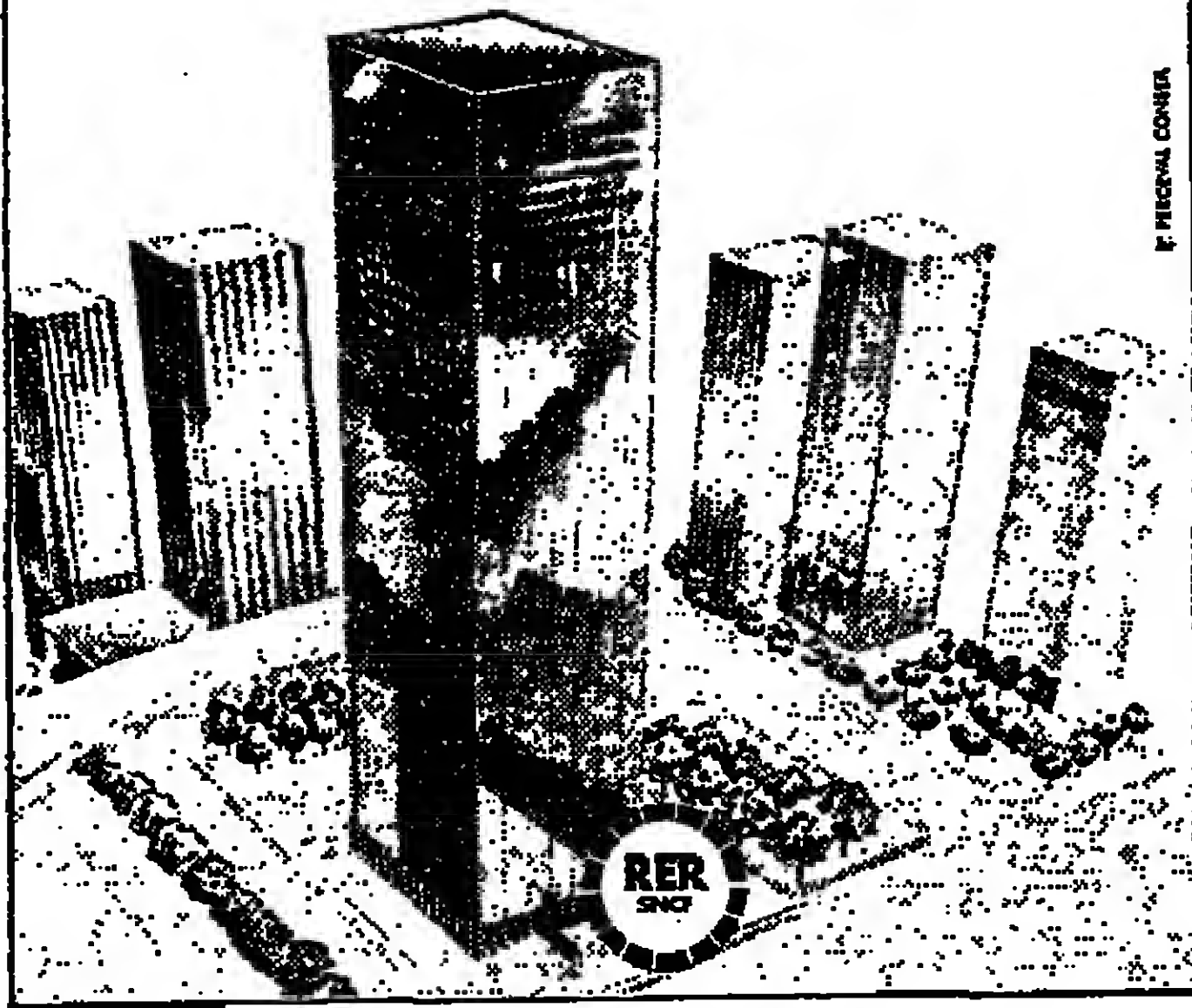
Une adresse prestigieuse

C'est la possibilité pour les

entreprises, quelle que soit leur importance, de profiter du prestige de la Défense à un prix très compétitif.

Vos bureaux à la Défense en location à partir de 300 m². Plus haute, plus majestueuse. Elle domine la Défense de ses 44 étages. Une adresse et un prestige nouveau pour votre entreprise.

UN
TRANSACTIONS
37, rue de Rome,
75008 Paris.
Tél. : 522-12-00



FAITS ET TENDANCES

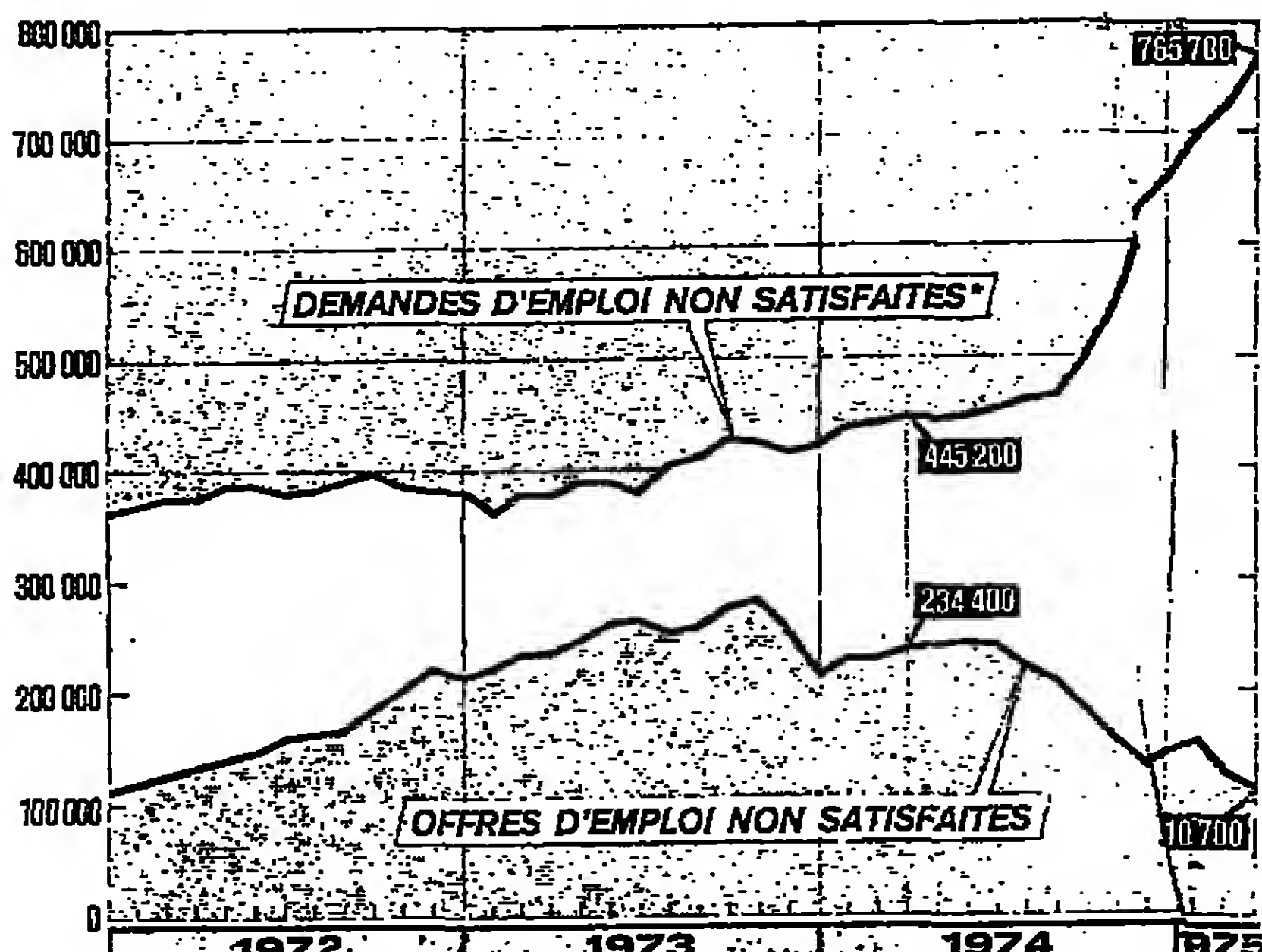
APRÈS LE LÉGER ACCROISSEMENT EN JANVIER

Le nombre des offres d'emploi a diminué de nouveau

La situation de l'emploi s'est à nouveau dégradée en mars, en dépit d'une légère diminution du nombre des demandes d'emploi non satisfaites, avant correction des variations saisonnières. Selon les données observées en fin de mois, le nombre des demandes s'est réduit de 1,97 % (754 308 au lieu de 769 998 fin février) ; il s'agit là de la première réduction constatée depuis juillet 1974, et il est vraisemblable que cette évolution pourrait se poursuivre jusqu'en juin, au moment où la courbe des demandes se redressera à nouveau.

La diminution saisonnière s'est produite cette année plus tardivement que d'habitude, et son ampleur est moindre. D'où l'accroissement des demandes après correction des variations saisonnières : 765 190 fin mars au lieu de 723 968 fin février (+ 5,53 % en un mois, + 71,99 % en un an).

La dégradation de la situation de l'emploi est due surtout à la diminution des offres d'emploi non satisfaites alors que des signes de reprise avaient été notés en janvier. En données observées, les offres n'ont cessé de baisser de juillet à décembre : elles sont remontées de 125 800 fin 1974 à 137 500 fin janvier, pour retomber ensuite à 114 200 fin février et à 109 600 fin mars. En données corrigées, la même évolution s'est produite : les offres s'établissent à fin mars à 119 700 au lieu de 121 700 fin février (- 9,94 %) et de 234 600 fin 1974 (- 47,32 %).



* après correction des variations saisonnières

Sortir des politiques « anti-emploi »

(Suite de la page 23.)

C'est sur l'assiette des revenus de tous les citoyens que doivent être réalisées les transferts sociaux correspondant à la solidarité nationale. C'est sur l'assiette des salaires des entreprises que doit être réalisée la solidarité professionnelle : Sécurité sociale, accidents du travail, retraites ou indemnités de chômage.

Faute de cette distinction fondamentale, toute nouvelle contribution pour développer l'emploi se traduit par un accroissement des charges salariales et donc tendra à freiner l'embauche dans les industries de main-d'œuvre.

L'échelonnement de cette réforme est cependant nécessaire, car la seule contribution payée aux Allocations familiales par l'ensemble des entreprises françaises est du même ordre de grandeur que la masse totale de l'impôt sur le revenu. La fiscalisation immédiate aurait pour conséquence le doublement de cet impôt.

La relance par les investissements de production, et elle est souhaitable, aurait à court terme un effet limité en matière d'emploi. Car, dans de nombreux secteurs, des capacités importantes de production ne seront pas utilisées dans l'immédiat. De nouveaux débouchés devront donc être trouvés avant tout investissement.

Par ailleurs, les investissements pour l'amélioration de la productivité ne créent que peu d'emplois, quand ils n'en suppriment pas.

Par contre, une solution plus favorable à l'emploi serait le développement rapide des investissements collectifs.

Pendant la période d'industrialisation rapide de notre pays, nous avons sacrifié en partie les équipements sociaux de tous ordres : hôpitaux, crèches, par exemple. Le moment est venu de rattraper notre retard.

De même, pays en voie d'industrialisation, la France aura besoin dans l'avenir d'infrastructures industrielles. Equipements téléphoniques et de télécommunications, routes et voies rapides permettront de désenclaver les régions sous-équipées.

Tous ces investissements collectifs relanceront des secteurs de base comme celui du bâtiment et des travaux publics.

Le même objectif pourrait aussi être atteint en favorisant, par une politique de crédit appropriée, l'accession des jeunes ménages à la propriété de leur logement.

Les investissements industriels devront être également favorisés de manière sélective : dans les secteurs déjà fortement exportateurs, dans ceux qui nous permettraient de réduire sensiblement nos importations — équipement industriel, machines-outils (1) — et dans celui encore inexploité de l'industrie agro-alimentaire.

Ce serait travailler à la fois pour le plein emploi et pour l'équilibre de notre balance commerciale.

Ces orientations à long terme impliquent certes des financements difficiles à trouver

dans une période de croissance réduite. Cela ne signifie pas pour autant l'abandon de l'équilibre du budget de l'Etat. Cependant des réformes de structure à long terme n'ont pas à être entièrement financées par les recettes budgétaires de l'année. Il faudra bien, si l'on veut réussir, faire appel à la solidarité nationale : grand emprunt, impôt exceptionnel de solidarité. Les politiques et les techniciens sauront trouver le meilleure formule.

Nous sommes aujourd'hui engagée dans un combat international sévère. Mais peut-être qu'il ne s'agit que d'un conflit économique, nous pourrions pour une fois ne pas être en retard d'une guerre.

(1) Voir page 25 l'article de Philippe Labarde.

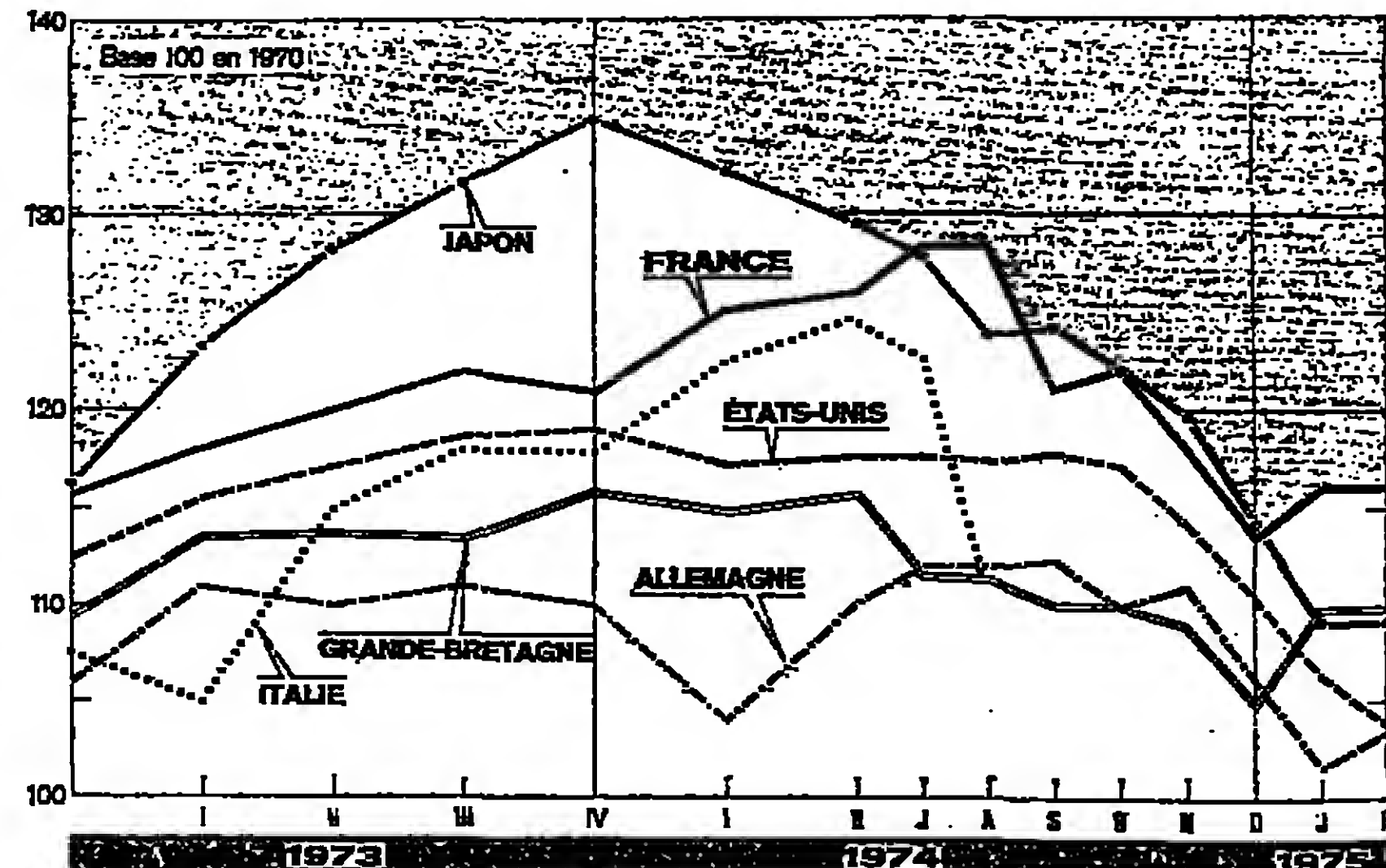
Notre pays ne possède que peu de sources d'énergie et de matières premières industrielles. Sa principale richesse est désormais le travail et le savoir-faire des hommes. Dans ces conditions, la lutte contre le chômage n'est pas seulement un problème social, c'est aussi le premier front de la lutte contre le gaspillage de nos richesses.

Se résigner au chômage serait pour nous ce que serait pour d'autres jeter le pétrole à la mer.

Un prochain conseil des ministres doit se pencher sur nos problèmes économiques. Il examinera sans doute les progrès accomplis vers la réalisation des deux premiers objectifs de la politique gouvernementale. Qu'il n'oublie pas le troisième. Tout en dépend.

JOSÉ BIDEGAIN.

PRODUCTION INDUSTRIELLE : une certaine stabilisation



APRÈS la phase de chute brutale de la production industrielle, qui s'est étendue de septembre 1974 à janvier dernier, la situation semble s'être stabilisée dans certains pays occidentaux. En France, l'indice de février s'établit au

même niveau qu'en janvier, mais dans maints secteurs la production continue de se ralentir. Aux Etats-Unis, la production industrielle est toujours en baisse. Elle augmente de nouveau en Italie. Les experts, qui reconnaissent s'être lourdement trompés en pronostiquant une reprise au début de 1975, sont maintenant prudents dans leurs jugements. La plupart d'entre eux se hâssent cependant à estimer que le creux de la vague est atteint, et que le second trimestre devrait enregistrer les premiers effets des mesures de relâchement décidées ici et là, notamment aux Etats-Unis et en Allemagne... où la reprise se fait attendre comme ailleurs.

E.G. SNOZZI
La vérification du bilan
2^e édition
La théorie et la pratique de la certification des bilans
DUNOD 59 F

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE
Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide
travail numéro 655
ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION
Ecole privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'Etat
4, rue des Petits-Champs,
75002 PARIS - CDEX 02

Kelly Girl

LE TRAVAIL TEMPORAIRE DE BUREAU GARANTI PAR CONTRAT

Kelly Girl est une division de Kelly Services, 400 bureaux dans le monde. Maintenant, trois agences à Paris pour mieux vous servir.

Paris 13^e 589.87.20
Paris 15^e 538.74.00
Paris 9^e 770.95.49

NOMISMAR

Monnaies anciennes et modernes d'or et d'argent

ACHAT - VENTE - EXPERTISES

10, rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris Tél: 742-09-25

Services publics cherchant à...

UN

En République fédérale... et moyennant... entreprises

LE MONDE DES AFFAIRES

Les pouvoirs publics cherchent à réveiller l'industrie française de la machine-outil

La machine-outil. C'est un dossier qui préoccupe aussi bien les industriels que les hommes politiques. Lorsqu'il l'évoque, M. Ceyrac, président du C.M.P.F., n'hésite pas à déclarer qu'« il s'agit là sans doute d'un des problèmes les plus importants de l'industrie française ».

de la machine-outil » dans le même temps on un porte-parole du parti communiste insistait sur la nécessité de donner une « impulsion » à cette activité.

qui entend restituer une puissance industrielle. Fournissant à l'industrie la plus grande partie de ses moyens de production — les achats de machines-outils représentent par exemple un tiers des investissements de la mécanique et de la construction électrique.

Prioritaire, la machine-outil l'est certainement pour un pays

UN ART DIFFICILE

Il faut bien le dire, le rappel des insuffisances de la machine-outil française énerve quelque peu les professionnels. « Il est vrai que tout ne va pas pour le mieux dans notre secteur, mais on noircit par trop le tableau et l'on fait peu cas de nos succès ».

vent être accueillies avec une certaine prudence. D'abord parce qu'elles sont parfois liées à une industrie automobile dont l'avenir est incertain — des machines françaises pour fabriquer des autos françaises — ensuite parce qu'elles figurent souvent dans le bas de la gamme.

Le leader mondial — la firme américaine CINCINNATI — emploie 12 000 personnes. Les produits des deux premiers constructeurs européens sont de 4 000 personnes (Gildemeister en Allemagne fédérale) et de 3 000 personnes (Emault-Somus) en France.

leur en France — le blocage des prix est resté longtemps en vigueur — ont pesé d'un poids déterminant dans cette évolution. Plus techniciens que commerçants, peu tentés par l'ouverture extérieure et les risques qu'elle suppose, ces industriels ont préféré se concentrer sur ce qu'ils savaient faire, quitte à constituer une gamme presque complète d'une famille de machines (lourds, par exemple), ce qui par parenthèse peut aller à l'encontre d'une production en série.

machines non fabriquées en France et pour celles qui ont un caractère hautement productif — et renouveler pour ces types de moteurs l'expérience faite en faveur des fabricants de machines à commande numérique, excellent exemple de la concentration Etat-profession. Enfin, de remettre en vigueur les procédures de financement de stocks par lettre d'agrément, enfin de mieux adapter cette industrie corollaire procédée à l'exportation.

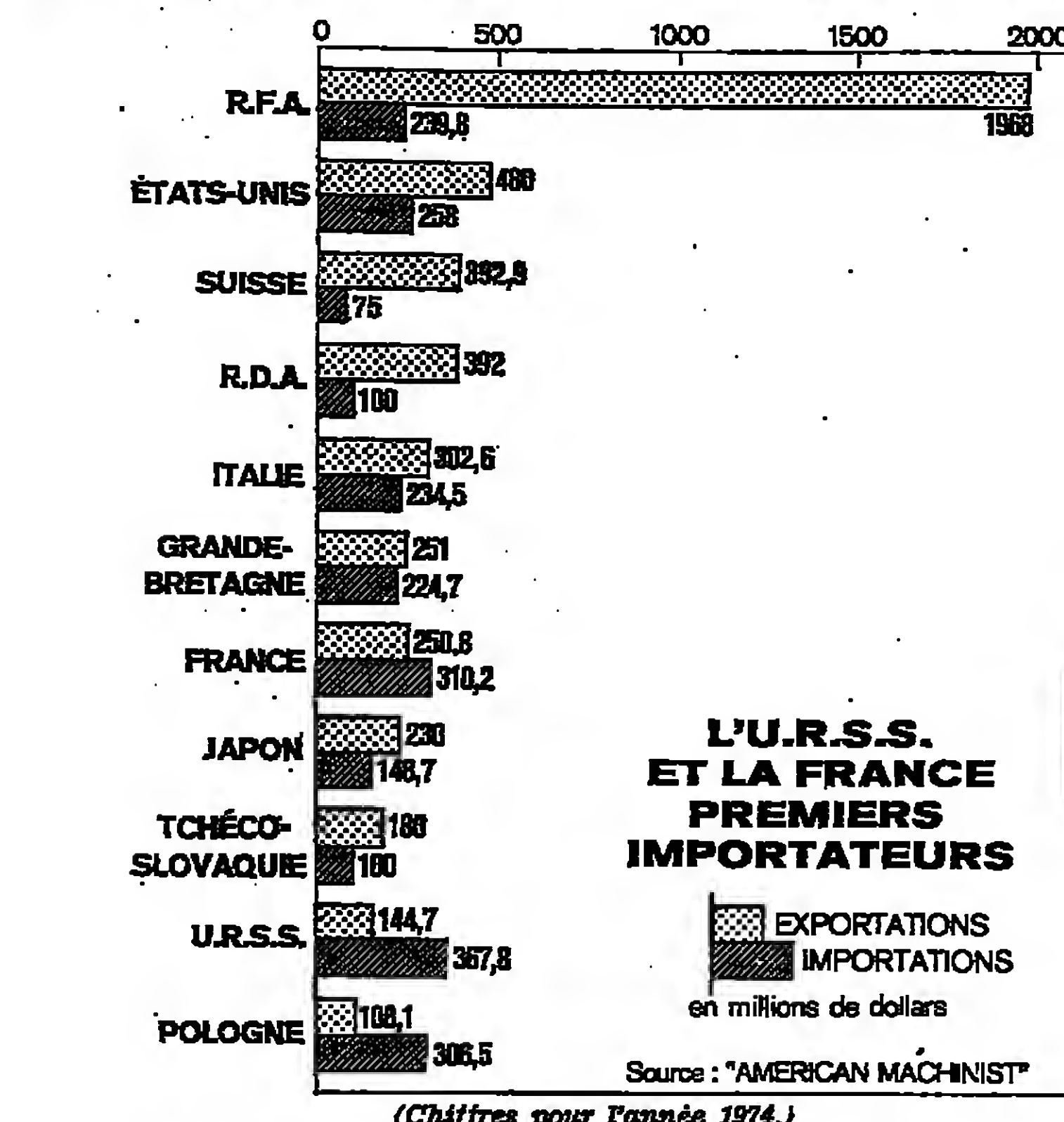
Pour l'heure le ministre s'informa. A cet effet, six groupes de travail ont été créés (marchés, techniques, produits et capacités de production, financement, synthèse générale et structure), qui réunissent fonctionnaires et industriels. Ces comités devraient remettre leurs conclusions à la fin du mois d'avril. Il appartiendra alors à la Rue de Grenelle de prendre des décisions. Dans l'immédiat, on réfléchit.

A plus long terme, c'est toute une stratégie qu'il faut élaborer, autour de trois grands axes : développer la production, améliorer les possibilités de stockage, reconquérir le marché intérieur. Toutefois, dans la mesure où l'effort devra être sélectif, bien des questions se posent. Quel type de produits développer ? Les machines traditionnelles dont nous manquons ou les machines nouvelles ? Quel marché doit-on privilégier, l'exportation ou le marché intérieur ? De même en ce qui concerne les stocks. Doit-on prendre des mesures d'ordre général ?

Les quatre « grands »

Les quatre entreprises françaises employant plus de mille personnes sont :

- ERNAULT-SOMUA : 3 670 personnes ; chiffre d'affaires hors taxes en 1974 : 338 millions de francs.
● DIVISION MACHINES-OUTILS DU GROUPE ERNAULT : 2 450 personnes ; chiffre d'affaires hors taxes en 1974 : 214,5 millions de francs.
● RATIER-FOREST G.S.P. : 1 500 personnes ; chiffre d'affaires hors taxes en 1974 (pour la machine-outil seulement) : 156,3 millions de francs.
● EURC : 1 300 personnes ; chiffre d'affaires hors taxes : 130 millions de francs.



comme Emault-Somus, très présente aux Etats-Unis, Ratier-Forrest G.S.P., qui a mis le pied en Chine, et bien d'autres encore, ont fait la preuve que leur matériel était pour le moins compétitif. Toutefois, les performances réalisées à l'exportation doi-

La rentabilité de la machine-outil française est en tout cas médiocre. Une enquête de la centrale des bilans de la Banque de France, portant sur trente-trois entreprises du secteur, faisait apparaître pour 1973 un cash-flow moyen de l'ordre de 4,5 %, soit un bénéfice net d'environ 1 %. Il n'y a pas là, on en conviendrait, de quoi attirer les détenteurs de capitaux.

Face à ces difficultés certaines firmes, même de caractère familial, ont réagi avec vigueur, en développant pour moyen de production, en se battant à l'exportation, en s'intéressant à du matériel nouveau et élaboré. Certaines ont bien traversé le tourment et présentent aujourd'hui des courbes de croissance et de résultats qui font rougir de plaisir les experts les plus exigeants.

Ces défaillances ne sont-elles pas liées à la structure de la profession ? On constate que dans aucun pays il n'existe d'entreprises géantes dans la machine-outil.

tion de machines-outils français : « C'est la sixième ou la septième fois en quinze ans que l'on annonce que l'on va faire quelque chose, cette fois sera peut-être la bonne. » Cela pour dire que la profession s'est penchée à maintes reprises sur les solutions qui à ses yeux seraient susceptibles d'améliorer la situation. Pour M. Georges Durieux, qui préside la société Emault-Somus, et le syndicat, le « problème de la machine-outil française est essentiellement un problème de volume. Sa production est insuffisante ».

Pour y remédier, M. Durieux suggère d'assurer des financements à des taux intéressants pour les industriels qui sont prêts à se développer. Ensuite de développer les procédures d'aide à la recherche — pour les

Des créneaux totalement abandonnés

Mais si les industriels français préfèrent souvent une machine étrangère à une machine nationale équivalente, c'est aussi parce qu'ils n'ont pas toujours le choix, puisque des créneaux entiers du secteur sont totalement abandonnés ou presque à la production étrangère. Quelques chiffres sont, à cet égard, révélateurs.

NOTRE TAUX DE COUVERTURE ETAIT EN 1973 INFÉRIEUR à 25 % pour les rectifieuses ; d'environ 30 % pour les per-

causes et les machines à brocher, de 50 % pour les machines à affûter, à meuler, à roder, à polir, inférieur à 10 % pour les machines à tailler les engrenages, les machines à pointer, et de 10 % environ pour les machines opérant par électro-érosion et ultrasoniques.

Ces défaillances ne sont-elles pas liées à la structure de la profession ? On constate que dans aucun pays il n'existe d'entreprises géantes dans la machine-outil.

En République fédérale aussi petites et moyennes entreprises dominent

Bonn. — Son chiffre d'affaires la place au premier rang dans le monde. L'industrie ouest-allemande de la machine-outil a pourtant des soucis parce que son niveau d'activité dépend plus que tout autre des investissements. Elle a souffert, au cours des dernières années, de la faiblesse de la conjoncture et de la chute des investissements en République fédérale. L'année dernière, la production a augmenté de 6 % en valeur réelle, et toute la croissance a été supportée par les marchés extérieurs. Les firmes qui n'ont pas pu ou pas su s'adapter aux nouvelles conditions se sont trouvées en difficulté. La part des exportations dans le chiffre d'affaires global s'est élevée en 1974 à près de 70 % et même à 90 % pour certaines entreprises ou certains produits.

Si les exportations continuent de se maintenir à un niveau satisfaisant, les ventes à l'étranger correspondent maintenant à des commandes passées il y a plusieurs mois. Les nouvelles commandes ne rentrent que très lentement alors que sur le marché intérieur les premiers signes de la reprise se font attendre.

Avec un chiffre d'affaires de 6,8 milliards de deutschemarks en 1974, l'industrie ouest-allemande de la machine-outil fabrique environ le cinquième de la production mondiale. Selon le syndicat professionnel, « ce qui est essentiel dans cette branche, ce sont les procédés et les connaissances techniques ». Dans les domaines très spécialisés caractérisés par des productions techniques très avancées mais fabriquées en petite série, les petites et moyennes entreprises se sont taillées de véritables thés. Sur les quatre cent trente entreprises du secteur, 38 % emploient moins de cinquante personnes, 16 % de cinquante à cent, 20 % de cent à deux cent cinquante, 13 % de deux cent cinquante à

De notre correspondant

cinq cents, 7 % de cinq cents à mille. Vingt sociétés emploient plus de mille personnes, et six seulement plus de deux mille. Les professionnels s'inquiètent toutefois de la hausse des coûts de production dans un secteur où le facteur main-d'œuvre joue un rôle essentiel. Les coûts salariaux représentent en effet 40 à 70 % des coûts de production.

L'industrie ouest-allemande craint la concurrence des pays de l'Est et des pays en voie de développement pour les produits de grande série : « Ces pays travaillent avec des prix largement artificiels, déclare le président du syndicat, et peuvent produire des séries beaucoup plus importantes. D'autre part, on peut se demander s'il n'est pas dommage de faire fabriquer à un travailleur européen très spécialisé et donc bien payé des machines qui pourraient être produites moins cher pour la même qualité dans des pays où la structure de la main-d'œuvre est différente ».

L'industrie ouest-allemande de la machine-outil — sans doute parce qu'elle est dominée par les petites et moyennes entreprises — investit peu à l'étranger et elle n'a pas suivi l'exemple d'autres branches qui ont transféré une partie de leur production dans des pays où les charges salariales sont moins élevées qu'en Allemagne.

Un dirigeant d'une des premières sociétés ouest-allemandes de la machine-outil a mis en cause, il y a quelques années, la suprématie des petites et moyennes entreprises dans le secteur. Il s'est élevé contre la thèse selon laquelle la taille optimale pour une société productrice de machines-outils se situerait autour de cinq cents employés. Il estimait, en effet, que la chute des bénéfices rendrait de plus en plus difficile l'autofinancement et l'introduction de technologies nouvelles. Il

était donc indispensable, selon lui, que la machine-outil participe au processus de concentration pour assurer son financement et participer, en investissant à l'étranger, à la division internationale du travail.

Cette mise en cause a rencontré une vive hostilité au sein de la profession dans laquelle le mythe de l'entreprise moyenne qui s'adapte plus facilement à une demande très diversifiée et où des ouvriers très qualifiés peuvent travailler en toute confiance avec le patron, reste encore très fort.

DANIEL VERNET.

La percée spectaculaire de l'Italie

De notre correspondant

Rome. — « Sans doute, étions-nous mieux préparés pour la haute couture que pour le prêt-à-porter », remarque M. Fausto de Franceschi. Agé d'une quarantaine d'années, le directeur de l'Union nationale des constructeurs de machines-outils est le type même du manager lombard, dynamique et ardent. En deux décennies, son secteur a opéré une percée spectaculaire, faisant d'un pays moins industrialisé que d'autres le cinquième producteur mondial de machines-outils.

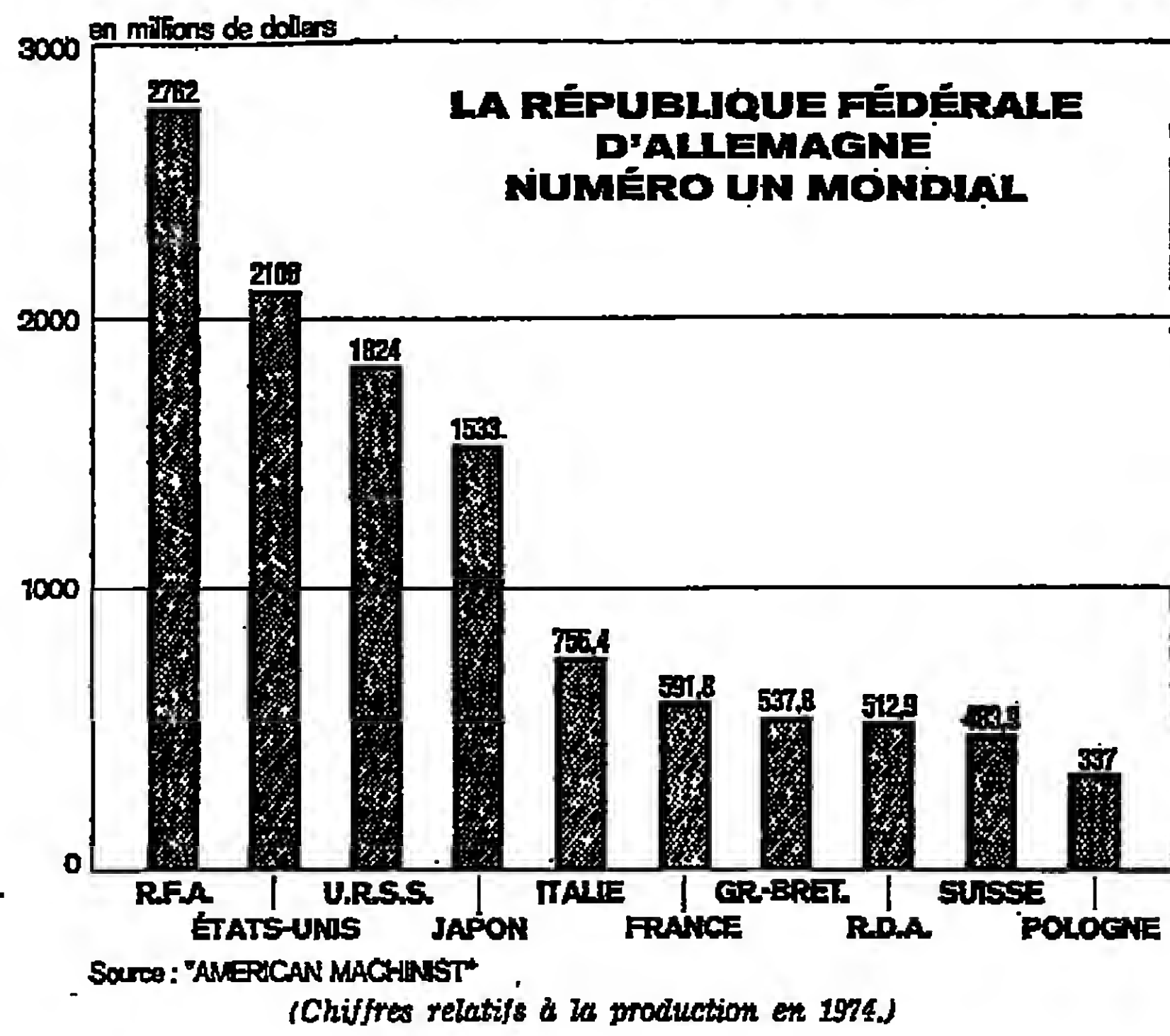
Une production aussi spécialisée ne s'improvise pas. Bien qu'étant à prédominance agricole, l'Italie du début du siècle dernier

comptait déjà d'excellents ouvriers mécaniciens, grâce à des entreprises comme Fiat. Seules des entreprises moyennes ou petites, comme c'est le cas aussi en Allemagne fédérale (voir l'autre part), aux Etats-Unis ou au Japon, sont bien adaptées pour des « machines à faire les machines ». Plus souples, elles résistent mieux aux périodes de récession. En Italie, les usines de machines-outils comptant moins de cent personnes représentent 96 % du nombre total des employés de ce secteur en 1971, un pourcentage plus de deux fois supérieur à celui de la France. Il existe peu de concentrations d'entreprises : le consortium des machines-outils (GOMAU), qui vient d'être créé à Turin, autour de Fiat, apparaît comme une exception.

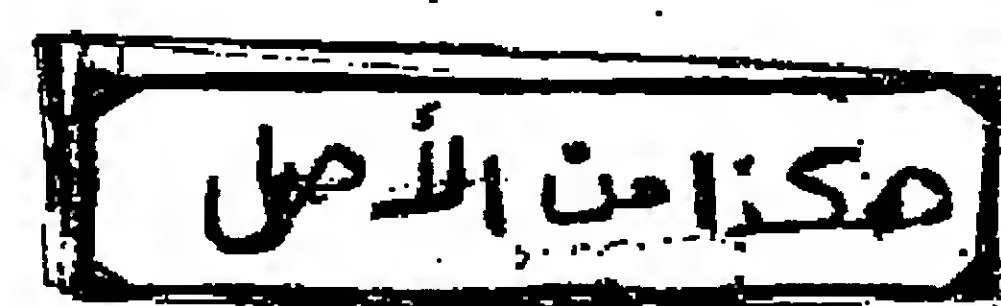
Le succès de l'Italie en matière d'exportations de machines-outils n'est pas dû seulement à un dynamisme commercial. Les constructeurs ont été forcés en quelque sorte de s'assurer des marchés à l'étranger en raison du caractère très hétérogène de la demande interne.

La production italienne de machines-outils s'est développée en quantité — atteignant en 1974 un chiffre d'affaires total de 500 milliards de lire, soit 0,5 % du produit national brut — mais aussi en qualité. Ce sont des machines de plus en plus complexes qui partent des usines de Lombardie ou du Piémont, même si la branche des matériels électriques reste à développer. La preuve en est donnée par l'évolution des marchés extérieurs. Il y a quinze ans, les machines-outils italiennes se vendaient surtout dans les pays en voie de développement ; de 1960 à 1964, on a assisté à un déplacement vers l'Europe de l'Est. Dans une troisième phase, les marchés des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, d'Union soviétique, de France et d'Allemagne se sont ouverts à leur tour aux machines-outils italiennes. Celle-ci ont désormais l'un des meilleurs taux de pénétration dans les pays à niveau technologique avancé.

ROBERT SOLL.



Source : "AMERICAN MACHINIST" (Chiffres relatifs à la production en 1974.)



صكزامن الأصل

LE PÉROU PRÉVOIT DE DOUBLER sa dette extérieure pour investir

Le Pérou a obtenu, le 17 avril, une aide de la Banque mondiale pour un montant de 3,5 milliards de dollars, destinés à son développement économique. Cette aide a été accordée à l'unanimité par le groupe consultatif pour le Pérou de la Banque mondiale, qui s'était réuni à Paris sous la présidence de l'économiste péruvien Enrique Lerday, directeur du département des programmes pour l'Amérique latine.

De notre envoyé spécial

secteurs-clés — la pêche notamment, l'exploitation minière dans une moindre mesure, — ne dispose pas encore des moyens financiers, techniques et humains nécessaires pour entraîner efficacement l'économie péruvienne. Malgré ces carences les dirigeants péruviens sont parvenus à maintenir le rythme de croissance aux alentours de 5% par an.

Le bon comportement de l'industrie et de la construction

Le produit intérieur brut s'est même accru de 6,6% en 1974 et, compte tenu du taux de progression démographique, la production par habitant s'est élevée de 3%. Ce résultat tient essentiellement au bon comportement de l'industrie et de la construction, ainsi qu'à la reprise de la pêche affectée pendant trois ans par la raréfaction des bancs d'anchois. La production agricole n'a toutefois guère progressé, ayant augmenté de 2,4% en 1973, mais de 1,2% en 1974. Grâce à une politique monétaire restrictive, le taux d'inflation — 17 1/2 l'an dernier — a pu être contenu.

Lima. — Le régime militaire du Pérou mise sur l'avenir et invite ses partenaires internationaux à le suivre. Après avoir pendant cinq ans appliqué une politique économique prudente, le gouvernement que préside le général Juan Velasco a choisi la fuite en avant. Sans toutefois renoncer à maintenir l'équilibre des finances intérieures, il a résolu de sacrifier celui de la balance des paiements courants afin de poursuivre un vaste plan d'investissement dans les secteurs considérés à Lima comme stratégiques : hydrocarbures, mines et pêche. En attendant que ces investissements livrent leurs fruits, le Pérou revendique le droit de s'endetter de façon certes « rationnelle », mais accélérée. Il est prévu que le montant de la dette extérieure double dans les deux années à venir.

La couverture en a été assurée par des entrées de capitaux à moyen et long terme (702 millions de dollars) et à court terme (324 millions). Les réserves en devises — 700 millions — ont augmenté et le gouvernement en tire une grande fierté ; mais il en est résulté un allourdissement de la dette extérieure, qui est passée de 1 491 millions en 1973 à 2 165 millions en 1974. La charge annuelle est proche maintenant de 350 millions, soit plus de 20% des exportations.

Une certaine désinvolture

— Quel jugement portez-vous sur la gestion au travers des dossiers que vous avez étudiés ? — Dans quelques affaires que nous avons examinées, et qui ne sont pas les meilleures, on constate de la part des chefs d'entreprise une assez fréquente désinvolture — voire une certaine insouciance — voire une certaine désinvolture — à l'égard des règles normales d'une saine gestion. Parfois un manque étonnant d'information ou même de liaison avec ceux qui sont sur le tas : directeurs d'établissements et syndicats. Dans de rares cas, la justice a son mot à dire. Mais la conjoncture, depuis près d'un an, a eu aussi des répercussions évidentes sur le sort de certaines affaires.

Les déclarations de M. Jérôme Monod

(Suite de la page 23.)

» Dans d'autres cas, conservant la mémoire du passé, hostiles à des solutions qu'ils jugent improvisées, attachés à l'outil que représente l'entreprise, craignant de tout perdre sur place lorsque il n'y a pas d'autres usines dans leur ville, ils rendent plus difficile la solution du problème. Il faut donc inlassablement s'expliquer. Et cela, en étroite liaison avec les élus locaux qui vivent ces drames tous les jours.

» Vous avez évoqué les critères de votre choix d'intervention. Vous avez déclaré que, en aucun cas, il ne s'agissait de maintenir en état ou de porter à bout de bras une entreprise non viable. Mais n'êtes-vous pas influencé par la situation locale de l'emploi ?

— Il y a, en effet, des entreprises en très sérieuse difficulté, et pour lesquelles aucune solution, quelle qu'elle soit, n'apparaît. La conclusion logique est alors de ne pas intervenir pour faire survivre l'entreprise artificiellement.

» Mais il arrive que la disparition de ces entreprises peut, au plan de l'emploi local, créer une situation explosive. Si nous avons déployé tant d'efforts pour apporter des solutions nouvelles, donc différentes, à Redon, à Saint-Nazaire, au Puy ou ailleurs encore, c'est pour éviter le drame. Il y a un peu plus

d'entreprises en difficulté dans ce qu'on appelle la France de l'Ouest que dans la France plus anciennement industrialisée. Mais des difficultés en Bretagne, dans le Poitou-Charentes ou dans le Massif Central ont des répercussions psychologiques considérables sur les industriels, les syndicats ou les élus : tous craignent qu'une industrialisation récente, donc fragile, ne soit radicalement remise en cause. Il faut donc tout à une sorte d'effondrement de ce qui a été fait depuis plus de dix ans dans l'Ouest par la décentralisation industrielle. Mais le moindre accord dans les résultats obtenus revêt une signification importante dans ces régions.

» J'en tire deux conclusions : la première est qu'il faut dorénavant faire des décentralisations plus « complètes », plus harmonieuses au plan des qualifications, des conditions de travail, des capacités de décision, des services d'étude, en bref jumeler la décentralisation tertiaire. La seconde est qu'il faut amplifier le développement industriel dans ces régions, le conforter avec persévérance, au niveau des emplois nouveaux comme à celui des infrastructures ou des équipements qui doivent le précéder ou les accompagner : voies de communication, téléphone, aménagement des villes, petites ou grandes, enseignement et formation sont les clés du succès.

» Quant aux secteurs les plus touchés, je citerai le textile dans son ensemble, l'habillement, le bois, le contreplaqué, les cuirs et la tannerie, l'imprimerie sous tous ses aspects, le machinisme agricole, les fournisseurs de l'industrie du bâtiment et des travaux publics et de l'automobile.

Une certaine désinvolture

— Quel jugement portez-vous sur la gestion au travers des dossiers que vous avez étudiés ?

— Dans quelques affaires que nous avons examinées, et qui ne sont pas les meilleures, on constate de la part des chefs d'entreprise une assez fréquente désinvolture — voire une certaine insouciance — voire une certaine désinvolture — à l'égard des règles normales d'une saine gestion. Parfois un manque étonnant d'information ou

même de liaison avec ceux qui sont sur le tas : directeurs d'établissements et syndicats. Dans de rares cas, la justice a son mot à dire. Mais la conjoncture, depuis près d'un an, a eu aussi des répercussions évidentes sur le sort de certaines affaires.

» Il est donc clair que des améliorations sérieuses dans la gestion de ces affaires sont nécessaires, et à cet égard beaucoup de propositions contenues dans le rapport de M. Sudreau sont parfaitement opportunes.

— A ce propos, est-ce que vous pouvez nous dire un mot du rôle qu'ont pu jouer dans les deux dernières années les banques ?

— Les banques ne veulent pas toujours se considérer comme engagées par les problèmes de gestion industrielle ni par les outils industriels que représentent les usines. Dans quelques cas, certaines ont cherché à se décharger rapidement d'entreprises qu'elles considéraient comme en péril. Heureusement ce n'est pas la règle, et beaucoup ont activement contribué à rechercher des solutions industrielles nouvelles ou des financements sur leurs ressources, en sachant qu'elles prenaient des risques.

» Mais je crois que les relations entre le système bancaire et les entreprises industrielles gagneraient à être resserrées, et à toujours mettre en balance l'intérêt financier et l'intérêt industriel, en y incluant les problèmes de tous ordres d'une entreprise, et notamment l'emploi.

— A la lumière des travaux que vous avez faits sur l'industrie française et à la veille du VII^e Plan, quelles sont, selon vous, les grandes orientations qu'on devrait fixer à ceux qui seront responsables dans les cinq années à venir de la politique industrielle de la France ?

— D'abord, des modifications sensibles de l'environnement quotidien des entreprises sont sans doute nécessaires. Je le répète, le rapport de M. Sudreau contient des propositions sur ce sujet. Par exemple, il faut actualiser l'organisation et le fonctionnement des tribunaux de commerce. Les professions parajudiciaires, pour l'administration des entreprises qui sont en main de justice, devraient évoluer. Pourquoi ne pas utiliser, dans certains cas où il faut une administration d'entreprise axée sur les problèmes de sa vie industrielle plus que sur ceux de sa vie juridique, des hommes que l'on trouverait sans doute dans des établissements qui pénètrent fort bien les réalités locales : S.D.E., I.D.I. Crédit national, succursales de la Banque de France.

» Il faut ensuite, comme aux temps anciens du commissariat à la productivité, faire un effort continu et systématique de formation des cadres d'entreprises et développer le conseil et l'expertise. C'est peut-être aussi important que de choisir des créateurs pour l'industrie de demain. Certes, la machine-outil, l'informatique, le téléphone ou la construction navale spécialisée sont des exemples que chacun cite pour y développer des efforts particuliers.

» Notre pays n'a pas encore intégré de façon suffisamment cohérente la mentalité, les outils, les traditions, la jurisprudence, la capacité permanente d'adaptation, qui caractérisent un grand pays industriel. La crise actuelle met en lumière ce phénomène. Elle rend nécessaire d'intervenir rapidement dans l'ensemble de ces domaines. Au-delà des tâches au comité d'aménagement des structures industrielles et des entreprises en difficulté, on retrouve là l'impératif de changement qui domine nos problèmes actuels.

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHARD et PHILIPPE LABARDE.



1975 EMPRUNT PTT

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT
10,45%

SOUSCRIPTIONS
dans tous les bureaux de Poste
après des centres de chèques
postaux
chez les comptables du Trésor

PTT
quotidiennement *vôtres*

↓
european management programme

**Leeds polytechnic
Fachhochschule Bielefeld
École supérieure de commerce d'Amiens**

Programme de deux années réservé aux diplômés du 2^e cycle de l'enseignement supérieur : **INGÉNIEURS, ÉCONOMISTES, SOCIOLOGUES...** ou Cadres d'entreprises parlant l'Allemand, l'Anglais et le Français

Scolarité dans les trois pays, successivement en **ALLEMAGNE, ANGLETERRE, FRANCE**

Pour tous renseignements écrire à : E.M.P.,
18, place Saint-Michel
80038 AMIENS CEDEX - Tél. : (22) 91-57-02

FMP Date limite d'inscription
20 MAI 1975

**6 Agents de Change
6 places boursières**

1 même service

LES MEMBRES DU G.I.E. PROVAL

BLISSON, BONNASSE	39 bis, rue Grignan	MARSEILLE 6 ^e
DELAUNAY, GUILLET	1, rue Affre	NANTES
Xavier DELORE	2, place de la Bourse	LYON 2 ^e
Jacques DOUILHET	62, rue Stanislas	NANCY
François DUBLY	50, bd de la Liberté	LILLE
NIVARD, FLORNOY	20, bd Montmartre	PARIS 9 ^e

VOUS OFFRENT
gratuitement et sur simple demande
leur documentation boursière concise et pratique

INVESTIR EN BOURSE

1975
**EMPRUNT
PTT**

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT
10,45%

SOUSCRIPTIONS
dans tous les bureaux de Poste
après des centres de chèques
postaux
chez les comptables du Trésor

PTT
quotidiennement *vôtres*

INGENIEUR
CHEFS
INGENIEUR
UN TECHNIQUE COMMERCIAL
UN PHARMACIEN

offres d'emploi

CHEVRON CHEMICAL COMPANY
SAF
12, rue de Valenciennes
75008 PARIS

recherche
pour poste nouvellement créé

Un SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
de formation supérieure, il devra prendre en charge les questions de personnel ainsi que les problèmes administratifs et juridiques.

Expérience de plusieurs années dans poste similaire requise ainsi qu'une bonne connaissance, parlée et écrite, de l'anglais.

INGÉNIEUR AGRONOME
avec minimum de 3 à 4 années d'expérience dans le développement des produits phytosanitaires sur le marché français.

Il devra être diplômé d'une Ecole Supérieure d'Agronomie et sera responsable du développement technique des nouveaux produits et de la promotion des produits déjà établis sur tout le marché français.

Il dépendra directement du Directeur Commercial et appliquera lui-même son propre programme de travail.

Il devra avoir une bonne connaissance de l'anglais.

INGÉNIEUR AGRONOME
débutant

Jeune Ingénieur Agronome diplômé d'une Ecole Supérieure d'Agronomie ou titulaire de diplômes universitaires équivalents et désirant se former à la pratique des problèmes de développement des produits phytosanitaires demandant des candidats convenant à ce poste à condition qu'ils aient une bonne connaissance de l'anglais ou de l'allemand.

Ecrire avec C.V. à l'adresse ci-dessus.

CAP SOGETI LOGICIEL

La Société du Groupe CAP SOGETI spécialisée dans le logiciel de base et les SYSTEMES TEMPS REEL recherche

INGENIEURS CHEFS de PROJET
L7503

Ingénieurs Grandes Ecoles, 4 à 5 ans d'expérience en logiciel de base ou en contrôle de processus industriel. Ces ingénieurs auront la responsabilité de la conception et de la réalisation de grands projets utilisant les techniques les plus avancées pour la production du logiciel (langages d'implémentation de haut niveau, gestion automatique des programmes et de la documentation, outils de mise au point et d'optimisation de systèmes).

INGENIEURS d'ETUDE
L7504

2 ans d'expérience minimum, de préférence chez un constructeur, dans une société de service en informatique ou dans l'équipe système d'un utilisateur (DOS, OS, GCOS 3, SIRIS 7-5). Ces ingénieurs élargiront leur expérience en participant à la réalisation d'importants projets et en utilisant une METHODOLOGIE de CONSTRUCTION STRUCTUREE du LOGICIEL.

Env. C.V. photo et présentations en précisant la référence à CAP SOGETI LOGICIEL, 5, rue L. Lejeune 92128 MONTROUGE. Métro : Porte d'Orléans.

ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche

COMPTABLE échelon Homme, bonne expérience, notions dévotions trésorerie.

Adr. C.V. et présentations, à BATI-CREDIT, Serv. du Person., 3, av. du Coq - Paris (7^e)

INGENIEUR
Impte Société Publicité Cinéma recherche pour Paris - Banlieue Homme ou Femme ayant eu des contacts avec clientèle haut niveau MARQUES ou AGENCES Fixe 4000 F - 15 mois Paris, aux bénéf. et ts avants, sociaux, Ecr. C.V. et photo, à n° 24,122 B BLEU Pédicelle, 17, rue Lebel, 93000 Vincennes, au tr.

COMPTABLE échelon Homme bonne expérience pour comptabilité générale.

Adressez C.V. et présentations, à BATI-SERVICE Secteur des Personnels, 3, avenue du Coq - Paris (7^e)

REVUE SCIENTIFIQUE rech. de l'Institut Pasteur, 116, rue de l'Université, PARIS

BIOLOGISTE POLY. ES-SCIENCES Env. C.V. et présent. à 4, place de l'Odéon, 75006 Paris. Ne pas se présenter.

Caisses de Garantie Mutuelle recherche

DELEGUE REGIONAL CADRE FINANCIER pour documenter banques et translocuteurs des opérations, et étudier crédits d'équipement.

Poste polyvalent à Cadre sociétaire connaissances financières et comptables habilité aux contacts.

Adressez C.V. manuscrit avec photo à C.G.A.T.R., 10, rue La Boétie, PARIS.

PARIS
Société française à vocation internationale en expansion continue, recherche un :

CHEF DU SERVICE TRÉSORERIE

Ce poste présente un réel intérêt pour un jeune cadre ayant une bonne formation financière et comptable et ayant acquis quelques années d'expérience dans ce domaine.

Il devra :

- assurer la direction et le contrôle des opérations journalières réalisées dans son service et apporter les modifications nécessaires;
- planifier et gérer la trésorerie à court terme des sociétés du groupe en France et à l'étranger;
- créer et améliorer les procédures des systèmes de prévisions, notamment avec les contrôleurs de gestion lors de l'établissement des budgets;
- fournir régulièrement à la direction, des informations synthétiques sur la situation financière;
- entreprendre des études et apporter des recommandations à la direction, sur la détermination des objectifs globaux, des politiques et des plans à long terme qui interviennent dans les conditions financières;
- entretenir d'excellentes relations avec les banques et autres organismes afin de préserver l'image de marque de la société.

Le niveau de rémunération sera déterminé en fonction des capacités du candidat.

Les personnes intéressées doivent envoyer curriculum vitae détaillé, lettre manuscrite, photo et présentations, sous référence M.C.S. 21 500 M à :

C & L Associates
Management Consultants
43, rue La Boétie - Boite Postale 45108
75566 - Paris Cedex 08

responsable du service pédagogie

Pour les besoins de la profession, un organisme professionnel forme, dans ses Ecoles d'Apprentissage, des spécialistes qualifiés : T.P. (niveau universitaire).

Afin de maintenir et développer la qualité et l'efficacité de cette formation, les enseignants de ces Ecoles mettent en œuvre des méthodes pédagogiques actives et fortement participatives. Dans cette perspective, cet organisme recherche son Responsable du Service Pédagogie.

Il devra animer la conception pédagogique des divers enseignements, en faciliter la mise en œuvre et veiller à son efficacité.

Sa formation d'ingénieur, sa compétence éprouvée dans les méthodes modernes de formation, son expérience professionnelle, si possible ses connaissances techniques dans les T.P. ainsi que ses qualités personnelles d'animateur et de coordinateur lui permettront de participer activement à la réalisation de cet ensemble pédagogique.

Il aura 32 ans ou moins. Il sera appelé à des déplacements nombreux mais réguliers.

Si ces perspectives répondent à vos aspirations, écrivez sous réf. 301361M aux Conseils en recrutement d'EUREQUIP qui sont chargés de l'examen des candidatures.

EUREQUIP
19, rue Yves du Manoir, B.P. n° 30
92420 Vaucresson

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ENGINEERING
PÉTROLE ET PÉTROCHIMIE
recherche

UN JEUNE CADRE
POUR SON SERVICE PLANNING

CE POSTE IMPLIQUE :

- Une expérience pratique réelle de la conception et de l'établissement de plannings détaillés EXIST pour contrats importants.
- Une bonne connaissance de l'Anglais technique et usuel.
- Une aptitude au travail d'équipe ainsi que l'acceptation de déplacements, généralement de courte durée.

Une connaissance des problèmes de réalisation d'une Unité de type Pétrole acquise au sein d'un bureau d'études et une expérience chantier seront appréciées.

Envoyer C.V. dét. manuscrit avec prêt. à n° 3705, CONTRESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 9. Tr.

MATRA
recherche

CONTROLEUR BUDGETAIRE

Formation E.S.C. ou équivalent pour participer à l'établissement des budgets et des devis, au suivi des marchés et des investissements, il aura déjà une expérience de 2 - 4 ans dans le domaine de la comptabilité analytique.

Connaissance de l'Anglais.

Adressez lettre manuscrite CV et présentations Monsieur KORFAN BP n° 1 - 78140 VELIZY

Très Importante Société Française d'études et de services, appartenant au secteur parapublic, recherche

Ingénieurs agronomes
(INA - ENSA) pour différents postes OUTRE-MER et PARIS

SPECIALISTE RIZICULTURE

expérience pratique confirmée pour diriger en zone tropicale important organisme mise en valeur, chargé gestion et développement périmètres rizières aménagés, plusieurs milliers d'hectares.

PROMOGIM
PROMOTEUR - CONSTRUCTEUR
FILIALE IMPORTANTE GROUPE T.P.
recherche

INGÉNIEUR D'AFFAIRES
Adjoint au Directeur du service technique.

Mission :

- le montage en qualité de maître d'ouvrage et parois de maître d'œuvre d'importantes opérations de constructions collectives et individuelles;
- la négociation et la passation des marchés;
- la coordination à un niveau élevé de l'ensemble des études du service.

Profil requis :

- formation ingénieur ou équivalent;
- solides connaissances en matière de prix de revient et de rédaction des pièces écrites;
- grande aptitude à la négociation;
- références confirmées dans fonction similaire.

Nous offrons une rémunération importante en rapport avec l'expérience du candidat et les responsabilités confiées.

Ecrire avec curr. vitae, photo et présentations à PROMOGIM, 9, avenue de Friedland, 75008 PARIS.

AGROÉCONOMISTES

exp. zone tropicale ou méditerranéenne ayant fait terrain pour études projets mise en valeur agricole intégrée et assistance gestion périmètres aménagés.

SPECIALISTE CRÉDIT AGRICOLE ET COOPÉRATIVES

expérience organisation et fonctionnement pour études et assistance projets création et amélioration.

Adressez C.V. détaillé sous référence 820, à :

OR organisation et publicité
2, rue MARTEL - 75002 PARIS, 01 TRIMETRIA

DataGeneral
Manufacture of NOVA and ECLIPSE computers and software
IS HIRING

A FRENCH SALES MANAGER

WE ARE :

- Growing 60% per year;
- Listed on NY stock exchange;
- A leader in the minicomputer field with over 15,000 installations worldwide.

YOU ARE :

- A proven sales manager having successfully led a team of salesmen;
- Involved in the computer industry for several years;
- Looking for an atmosphere where you can implement your own ideas;
- Seeking an executive compensation plan tied to performance.

If this describes what you want, write in full confidence to :

Jean-Louis Gassé, Directeur Général
Data General France,
77, rue de Sévres, 92100 BOULOGNE.

FORSHEDA FRANCE S.A.
Manufacture de Caoutchouc Industriel
recherche

UN TECHNICO COMMERCIAL

Pour compléter son équipe de vente sur le marché français. Ce poste conviendrait à un candidat de 25 ans minimum ayant une sérieuse formation commerciale et au minimum 2 ans d'expérience de vente dans entreprise similaire si possible.

Anglais écrit et parlé couramment. La Société dépendant d'un groupe suédois, le stage de formation aura lieu en SUÈDE.

Ecrire avec CV et photo à FORSHEDA FRANCE S.A. BP 217 - 17304 ROCHEFORT

MOS Saisie et Traitement périphérique de l'Information
MOS FRANCE S.A.

recherche pour la Région Parisienne

- **INGÉNIEURS COMMERCIAUX**
— ayant au moins 2 ans d'expérience chez un constructeur d'ordinateurs.
— Anglais soigné.
- **INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX**
— Formation D.U.T. Maîtrise ou équivalent.
— Pratique d'un assembleur de base.
— 2 ans minimum d'expérience.

— Adressez C.V. + photo et présentations (en précisant le poste recherché) MOS SA FRANCE, Direction du Personnel, 197, r. de Bercy, Paris-12^e ou
— Téléphoner à 346-50-50, poste 3723 pour R.-V.

Importante banque privée parisienne
recherche pour ses filiales à vocation immobilière

cadre comptable

niveau D.E.C.S. 30 ans minimum

- ayant acquis une expérience d'environ 5 ans dans la promotion immobilière ou chez un administrateur de biens;
- faisant preuve d'autorité et de compétence pour suivre les participations prises dans les S.C.I.

Adressez C.V. manuscrit, photo et présentations sous réf. 45134, à Havas Contact 156 bd Haussmann 75008 Paris.

FILIALE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
ETUDES ET REALISATIONS
DE TRES IMPORTANTS ENSEMBLES
INDUSTRIELS DOMAINE NUCLEAIRE

Recherche
POUR SON SIEGE A PARIS (banlieue SUD)

1 DESSINATEUR PROJETEUR 1
en installations tuyauteries INSTRUMENTATION

1 DESSINATEUR E.2
Pour schémas de boucles et installations tuyauteries INSTRUMENTATION

1 DESSINATEUR E.2
Spécialistes schémas B.T. de postes extérieurs H.T. type E.D.F.

2 DESSINATEURS P.E.
en installations électriques industrielles

Adressez C.V. et présentations sous réf. 2746 à Pierre LICHOU S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris cédex 02 q. tr.

INGÉNIEUR CONFIRMÉ
POUR DIRIGER LE
LABORATOIRE TEXTILE
D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ
10.000 personnes - 14 milliards C.A.
REGION PARISIENNE

RESPONSABLE :

- de l'essai et du contrôle des fibres;
- de l'assistance technique aux usines;
- de contacts avec les fournisseurs et transformateurs.

LE POSTE PROPOSE FAIT APPEL :

- aux connaissances d'un spécialiste de formation : ENSAIT, ESFTE, ESIRM, IFF;
- à des qualités personnelles d'animation d'encadrement (5 techniciens), de conseil.

La possibilité et le désir d'évoluer vers de plus larges responsabilités constituent également l'un des éléments de notre proposition.

Pour présenter votre candidature, veuillez nous écrire sous référence 509 - LEVI-TOURNAY, 5, cité Pigalle, 75009 PARIS, qui transmettra.

GENERAL ELECTRIC
FRANCE
recrute immédiatement

UN TECHNICIEN ELECTRONICIEN

pour son laboratoire d'applications, composants électroniques, situé à PARIS.

IL DEVRA :

- être technicien électronicien (B.T.S., I.U.T. ou équivalent);
- avoir une expérience en électronique industrielle ou en composants électroniques de puissance;
- aimer les contacts avec les clients;
- être libre pour voyager;
- parler et écrire l'anglais;
- avoir si possible des connaissances d'allemand.

Envoyer C.V., présentations et photo à M. FENE, GENERAL ELECTRIC FRANCE, 42, avenue Montaigne, 75008 PARIS.

EXPORT ASSISTANCE

1^{re} Société Française de Conseil en Développement International (Filiale Crédit National, S.F.C.E., Banque Populaire, Renault, etc.)

recherche pour son équipe de direction

X, ENA, HARVARD

32 ans minimum ayant expérience confirmée des affaires internationales dans les domaines financiers et commerce. Nous travaillons dans 25 pays et désirons intégrer à notre équipe un

DIRECTEUR de Haut Niveau

pour poursuivre notre développement.

- anglais indispensable;
- 3^e langue appréciée;
- résidence PARIS;
- déplacements fréquents.

Envoyer C.V. Ch. MERGELIS, directeur général, 87, rue Saint-Lazare, PARIS (9^e).



1975
PRUNT
TT

صكزامن الامهل

صك: امن الاصل

offres d'emploi

IMPORTANT SOCIÉTÉ D'ENGINEERING PÉTROLE ET PÉTROCHIMIE recherche pour seconder le chef de son département contrôle des projets UN JEUNE INGÉNIEUR Formation INSA ou équivalent 2 à 3 ans d'expérience professionnelle

offres d'emploi

Entreprise moyenne située dans la banlieue Est de Paris, commercialisant des REVÊTEMENTS MURAUX à usage domestique, recherche son : CHEF DES VENTES Dépendant du Directeur Commercial et Marketing de la Société, il aura la responsabilité des ventes sur le marché français et sera chargé d'animer une équipe de 8 personnes.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ D'INFORMATIQUE FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT recherche pour Centre proche Gare Saint-Lazare ANALYSTE formation supérieure ; 3 ans d'exp. min. en Informatique de gestion. CHEF D'EXPLOITATION pour ordinateur grande puissance (main et télétraitement).

offres d'emploi

IMPORTANT SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE proche Banlieue SUD, recherche INGÉNIEURS Grandes Ecoles (ENST - CENTRALE - ESE - ENSI...) Débutants ou ayant quelques années d'expérience.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE DANS LE 6^e ARROND. recherche

CADRE COMMERCIAL Ecole Supérieure de Commerce, Bachelier allemand. Four prendre la responsabilité de l'administration des ventes. Il devra avoir une expérience de quelques années et être capable de diriger un service.

AEG TELEFUNKEN FRANCE S.A. recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL Quelques années d'expérience dans l'Après-Vente des commandes numériques. Connaissance de l'Allemand indispensable. Nécessité de posséder une voiture.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE LA DEFENSE recherche pour assister le contrôleur de gestion

UN COLLABORATEUR (TRICE) chargé (ée) de l'application et du suivi des systèmes de gestion conçus par le contrôleur ; il préparera les éléments chiffrés : du suivi budgétaire ; de salaires de base ; de prix de revient, etc.

Importante Société Papetière Branche produits façonnés

CADRE EXPORT DÉPLACEMENT EUROPE ET AUTRES PAYS 28 ans minimum Anglais et Allemand parlés couramment formation commerciale supérieure 2 à 3 ans d'expérience export.

29 bd Saint-Martin 75003 PARIS chargé de la sélection

Un Groupe européen, leader domaine biens d'équipement distribution de l'énergie recherche des contrôleurs 30 ans minimum Placé directement sous les ordres du Directeur de l'Unité, dans le cadre d'un système totalement décentralisé, le contrôleur assumera l'ensemble des responsabilités financières et notamment :

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ IMPORTANTE AU C.A. DE PLUS DE 100 MF. LEADER DANS LE MARCHÉ D'UNE FOURNITURE TEXTILE IMPORTANTE

DIRECTEUR DES VENTES France Il sera responsable des relations avec le réseau de vente et avec la clientèle industrielle. Profil : 35 ans minimum. Formation supérieure, excellent organisateur, animateur et négociateur.

Pour ses Départements Commerciaux Faisceaux Hertzien

T.R.T. INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX (E.N.S.T. - E.S.E. ou équivalent) POUR Définition de produits Projets et négociations commerciales Anglais indispensable Expérience en faisceaux hertziens très souhaitée.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE C.A. 400 Millions - 2.200 Personnes FILIALE GROUPE INTERNATIONAL recherche

CHEF du PERSONNEL Lieu : Proximité Saint-Germain-en-Laye (Yvelines). MISSIONS : Participer activement à l'élaboration de la politique sociale ; Assurer, avec une très large délégation, la gestion courante et provisionnelle pour tous les domaines de la fonction, y compris la formation dans le cadre du budget et des objectifs de la Société.

FILIALE FRANÇAISE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES PASSIFS recherche

DIRECTEUR DES VENTES Responsable animation d'une équipe Ingénieurs de Ventes Cette position, qui offre une possibilité de carrière exceptionnelle, conviendrait à cadre supérieur, 30 ans minimum, avec forte expérience dans des activités de ventes de produits similaires et capable de diriger une équipe actuelle d'une quinzaine de personnes, en cours de développement.

Recherchons pour PARIS (17^e)

AGENT TECHNIQUE AT 1 parfaitement bilingue Allemand chargé de : Réviser et transmettre à l'Usine allemande les commandes de matériel ; suivre leur exécution en liaison avec les clients français ; gérer le stock. Expérience souhaitée : 3 ans min. dans une fonction analogue. Salaire possible 3.000 F x 13. Tickets-restaurant. Adresser C.V. et présentations à : BINDER MAGNETIC 88, rue Fouchet, 75017 PARIS.

Grands Magasin d'Édition recherche pour son Directeur Librairie

SECRÉTAIRE STENOGRAPHE BILINGUE Française - Anglaise connaissances allemandes souhaitées initiative et 13e mois de Cantine et libre de suite. Envoyer C.V. photo et présentations sous réf. 3072 à Havas Contact 156 bd Haussmann, 75008 Paris qui transmettra.

COMPAGNIE DES VERNIS VALENTINE LEADER DANS LA BRANCHE PEINTURE recherche

DIRECTEUR DES SERVICES COMPTABLES ET DE LA TRÉSORERIE Animation et supervision des services comptables. Participation à un programme important de réorganisation avec directeur financier. Souhaitons quelques années d'expérience en tant que CABINET D'AUDIT Formé, supérieure ou niveau d'expertise comptable Env. C.V. et photo à Direction du Personnel, 185, av. des Grésillons, 92231 GENNEVILLELES.

Importante Société d'Assurances recrute pour son Département INFORMATIQUE

Diplômés Grandes Ecoles ou Université ayant une expérience Informatique confirmée acquise de préférence dans une société d'assurance ou de services, animés par le désir de concevoir et réaliser des projets de télé-informatique et de bases de données offrant l'ambition, la nouveauté et le réalisme. Adresser C.V. manuscrit, photo et présentations à REGIE PRESSE, 85 bis rue de Valenciennes, Paris 75002 sous n° 758.594, qui transmettra.

Notre groupe métallurgique et électromécanique recherche

son chef du service des achats Personne de 1^{er} plan, de formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalente ; expérience des négociations avec les fournisseurs, action permanente pour la réduction des coûts, animation du service, concertation avec les services techniques de nos entreprises. Ad. CV détaillé, photo si possible et présent.

Entreprise 200 personnes PARIS

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER recherche SECRÉTAIRE DE DIRECTION HAUT NIVEAU Expérience demandée : Très bonne sténographe ; Formation supérieure ; Discrétion, organisation, précision. Ecrire avec C.V., présentations et photo à n° 974 COPAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, tel. trans.

Sous-Chef de Service encadrement 15 personnes.

AGENT DE CHANGE recherche pour relations commerciales avec directeur COLLABORATEUR ayant sérieuses références Bourse et Banque, anglais et (ou) allemand parlé et écrit. Envoyer C.V. Discretions assurées. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9^e.

NOTRE SOCIÉTÉ EST LE LEADER MONDIAL DANS UNE SPÉCIALITÉ AGRO-ALIMENTAIRE INDUSTRIELLE

MARKETING Son DIRECTEUR COMMERCIAL recherche un AIDANT pouvant développer la fonction MARKETING INTERNATIONAL ET PUBLICITÉ. Il lui faut quelques années d'expérience, une formation commerciale supérieure et au moins l'Anglais courant. Adresser C.V. et présentations à CAIREVAUX, 6, rue des Dardanelles, 76017 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT SOCIÉTÉ CHIMIQUE recherche pour son Siège

UN RESPONSABLE COMPTABILITÉ TRÉSORERIE MISSION : Assurer les relations avec les services de la comptabilité générale et la responsabilité du suivi comptable des opérations de trésorerie et des rapprochements bancaires. PROFIL : Les candidats devront être titulaires du D.E.C.S. ou diplômés d'une Ecole de Commerce et avoir une expérience en matière de comptabilité financière. Adresser curr. vitae et présentations à n° 3.859, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION HAUT NIVEAU Expérience demandée : Très bonne sténographe ; Formation supérieure ; Discrétion, organisation, précision. Ecrire avec C.V., présentations et photo à n° 974 COPAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, tel. trans.

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL recherche

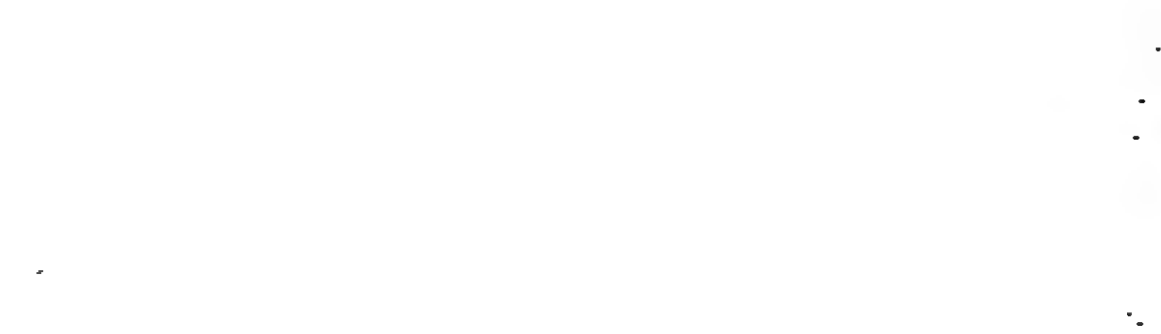
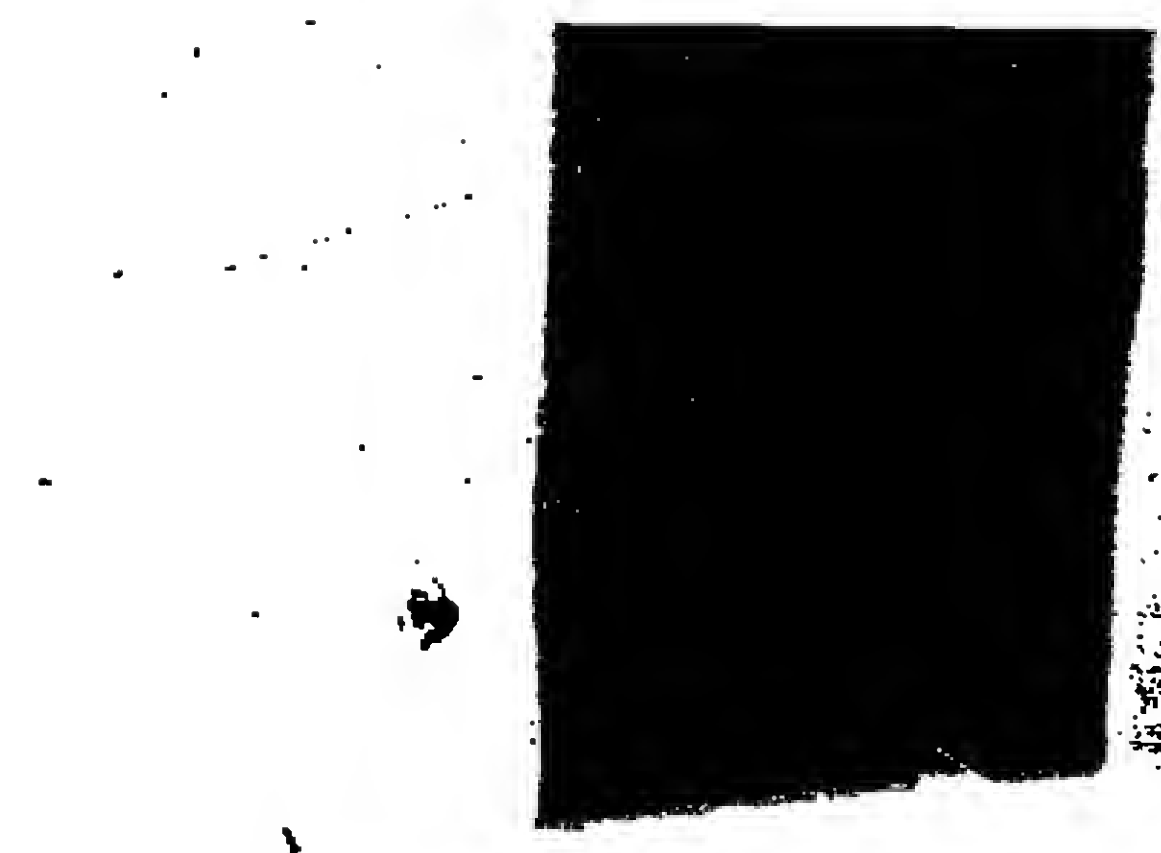
SECRÉTAIRE DE DIRECTION STENOGRAPHE BILINGUE Anglais-Français. Allemand souhaité. Avant expérience des dossiers de personnel, et si possible connaissances juridiques. Adr. C.V. man. photo réf. et prêt à n° 4.282 Condesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er} r. t. IL S'ERA REPOUNDU A TOUTES LES CANDIDATURES.

COLLABORATEUR TECHN.-ADMINISTRATIF

recherché par Société de Promotion Immobilière pour second ingénieur poste de subordonné à dominante administrative ; permis de construire, suivi de chantier, Crédit Foncier, comptabilité, assurances. Connaissance du bâtiment indispensable exigée. Ecrire avec C.V., références et présentations à SEMICRE, 5, av. Marie-Alexandre, PARIS-8^e.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE d'organisation et d'expertise comptable.

ASSISTANT PRINCIPAL ayant exp. (cabinet d'audit) et une connaissance en gestion, et en fiscalité, cap. dir. anim. et contrôler un groupe de réalisateurs. Contrats de travail sera pas inférieure à 40.000 F/mois. 20 ans exp. C.V. détaillé, références, prêt et photo réf. Rédacteur Technicien ELECTRONICIEN AT 3. Connaissances anglais appréciées. Tél. pour R.V. à n° 758.594. AGENT DE CHANGE recherche pour créer Service d'assurances COLLABORATEUR 3 compétences technico-commerciales. Envoyer C.V. à n° 874 - LE MONDE - 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9^e.



صكنا من الأصيل

Table with 2 columns: Category (OFFRES D'EMPLOI, DEMANDES D'EMPLOI, etc.), La ligne (34,00), La ligne T.D. (39,70)

ANNONCES CLASSEES

Table with 2 columns: Category (L'IMMOBILIER, EXCLUSIVITÉS), La ligne (25,00), La ligne T.D. (29,19)

L'immobilier

appartements vente

Paris
XVIIe, M. Wasrnan, gde recort, 2 chbres + bur, galerie d'entr-...
SUR LA BUTTE, Immeuble gde classe, 5 étages...
MARAI - IMMEUBLE XVIIIe LIVRE...

locations non meublées

Offre

Sté FEAU GESTION
122, boulevard Haussmann. - 75008 PARIS

STUDIOS 5 PIÉGES
19, r. de Sévres, 7° ét., par. tél. 1.300 F.
15, r. Faidherb, 7° ét., 600 F.
Eglise d'Artois, téléphone, 4.000 F.

locaux commerciaux

250 m2 d'ENTREPOTS à PARIS

et 1.000 m2 de bureaux à louer
par lot minimum de 200 m2
85, rue du Dessous-des-Berges
PARIS (13e)
JONES LANG WOODRUM

PRIX EXCEPTIONNELS
A LOUER
LOCAL COMMERCIAL

fonds de commerce
VIT - PRES RUE DE SEVRES
PROPRIÉTAIRE VEND DIRECTEMENT

domaines
Haute-Normandie, à 1 h. 45 Paris par autoroute...

constructions neuves
FBG POISSONNIERE

bureaux

CERTAINEMENT UNIQUE SUR LE MARCHÉ

AVENUE DE NEUILLY 510 M2
NEUILLY BUREAUX
dans immeuble commercial moderne au dernier étage...

terrains
Grande possibilité de gain
par l'achat de terrain sur l'île de FUERTEVENTURA

propriétés
100 KM OUEST
Sortie bourg, pittoresque, sur plateau ANCIEN PRESBYTÈRE...

villégiatures
Loc. vacanc., week-end, dans le journal "LES ANNONCES"...

viagers
VENCE. Vitis proventus, 4 P., pr. 11 ct, sarrise, 200 m, partie 3ème étage, partie occup. vend. Compt. 80.000 F, rente 1.500 ms, 75-87 ans. DECOBERT, 742-28-86.

Région parisienne
PLATEAU D'IVRY
Rd. 1972, beau 2 p., ent., gde cuis, cave, 50 m2. Calme...

SAINT-CLOUD
Gde chbr, 2 ch., 2 ch., 1 ch.
Imm. récent, part. Prix 300.000. VERNEL 326-01-52.

DEAUVILLE
Spécial week-end avec ou sans voiture - Gère 2 200 m².

PARLY 2
TYPE LUXE SUPERBE 160 M2
3 w.c., 2 salles de bain.

NEUILLY
41, BD DU CHATEAU
grand standing, 3 Pces, 11 conf. Tél., parking : 2.600 F + charge.

LOUEZ DIRECTEMENT
OFFICE DES LOCATAIRES
r. du Havre, métro Odeas, 8 rue Ph.-Dangeau, Versailles.

PARLY 2
TYPE LUXE SUPERBE 160 M2
3 w.c., 2 salles de bain.

CAUSE RETRAITE VENDS :
TABAC
BIMBELOTTERIE
gros village Venduse.

HAUTE-NORMANDIE, à 1 h. 45 Paris par autoroute, pros. région Rouen et parc régional. Site classé : belle demeure XVIIIe. Communs, fermes et bois sup. 40 ha.

DOMAINE
VIEUX VILLAGES
M. CLASTOT, not. Bourg-Archard (27), Tél. (28) 07-23-44.

ORIG. APP. 2 P., TEL. 11 CPT
PLEIN CIEL.
BIEVRE-ST-GERMAIN. Calme.

SUR AVENUE POCH
Grand 6 pièces, 20 m2 + chambres service et parking.

17° P. PTE MAULOT
Dans très bel imm. GD 4 PCES, 115 m2 + chbre serv. Prêt à vend. Vp/l. mardi 14 h 30 à 17 h 30 : 3, AVENUE D'ARNO.

16° P. PTE MAULOT
Dans très bel imm. GD 4 PCES, 115 m2 + chbre serv. Prêt à vend. Vp/l. mardi 14 h 30 à 17 h 30 : 3, AVENUE D'ARNO.

17° P. PTE MAULOT
Dans très bel imm. GD 4 PCES, 115 m2 + chbre serv. Prêt à vend. Vp/l. mardi 14 h 30 à 17 h 30 : 3, AVENUE D'ARNO.

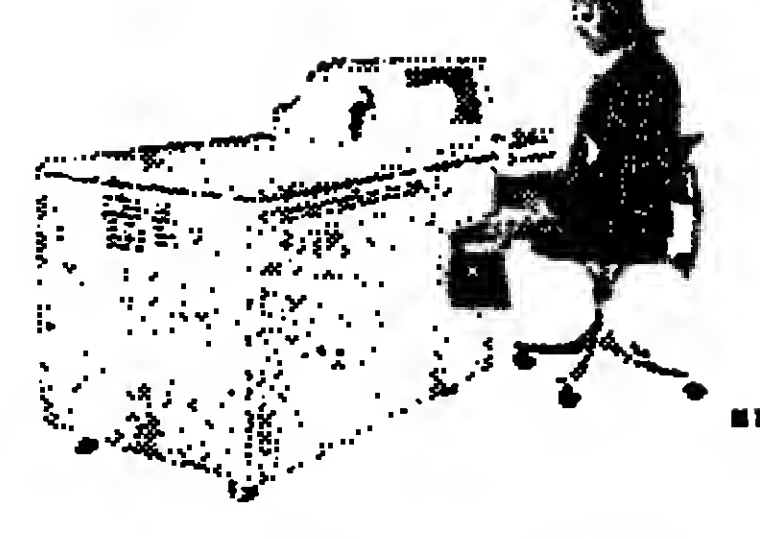
16° BUTTE SUR LES HAUTS
origine, 125 m2 (+ 1 jardin) charmé, accès, et calme au soleil. ODE, 74-37.

POISSONNIERE
Imm. P. de T. 2 p. cuis., s. d'eau. Pz. 92.000 F. Facit. Lundi, mardi 14 à 17 h. 14, RUE BELLEFOND.

BOULEVARD VOLTAIRE
Immeuble pierre de taille. Appart. entièrement rénové. Sur BOULEVARD et JARDINS 7e étage avec balcon. Séjour, Kitchen, équipée, bainc.

STUDIO
32 environ. Prêt à vendre. 3 PCS de bns, wc séparés, ss en enlèvement. Pour rent. et visites : 735-99-57.

le nouvel IBM 32...



... un véritable ordinateur à partir de 4746 F (ht)* par mois.

L'ordinateur IBM 32... Le voici. Il réunit, en une seule machine compacte, la puissance de l'ordinateur et la simplicité de la machine comptable. C'est un ordinateur à part entière, doté de toutes les fonctions nécessaires à une gestion cohérente de l'information. Priorité a été donnée à sa facilité d'emploi : son langage de programmation est simple, son mode d'utilisation est aussi simple. Son installation est facile. Oui, le 32 peut être l'instrument de votre progression : il vous aidera à gérer plus rigoureusement vos affaires, à réagir plus rapidement aux fluctuations du marché, et surtout à avoir une vue d'ensemble sur la marche de votre entreprise.



- Téléphonez au centre régional IBM le plus proche : - PARIS et région parisienne - M. Gauffretau - Tél. 778.43.43 poste 6000 - BORDEAUX (Limoges, Pau, Perpignan, Toulouse) M. Ferré - Tél. (56) 08.84.85 - LILLE (Amiens, Caen, Calais, Rouen, Valenciennes) M. Boulet - Tél. (20) 51.92.54 - LYON-ECULLY (Annecy, Besançon, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Saint-Etienne) M. Du Fayet de la Tour - Tél. (78) 33.81.70 - MARSEILLE (Ajaccio, Avignon, Montpellier, Nice, Nîmes, Toulon, Valence) M. Stern - Tél. (91) 75.07.27 - NANTES (Angers, Brest, Le Mans, Niort, Orléans, Rennes, Tours) M. Villetta - Tél. (40) 47.39.00 - STRASBOURG (Metz, Mulhouse, Nancy, Reims, Troyes) M. Franck - Tél. (88) 61.48.15

IBM pour les petites entreprises comme pour les grandes
Division des Systèmes de Grande Diffusion
Sce 2007 M - BP 82 - 75021 PARIS CEDEX 01

* Prix de location mensuelle : à partir de 5 695 F TTC
Prix de vente : à partir de 218 249 F TTC

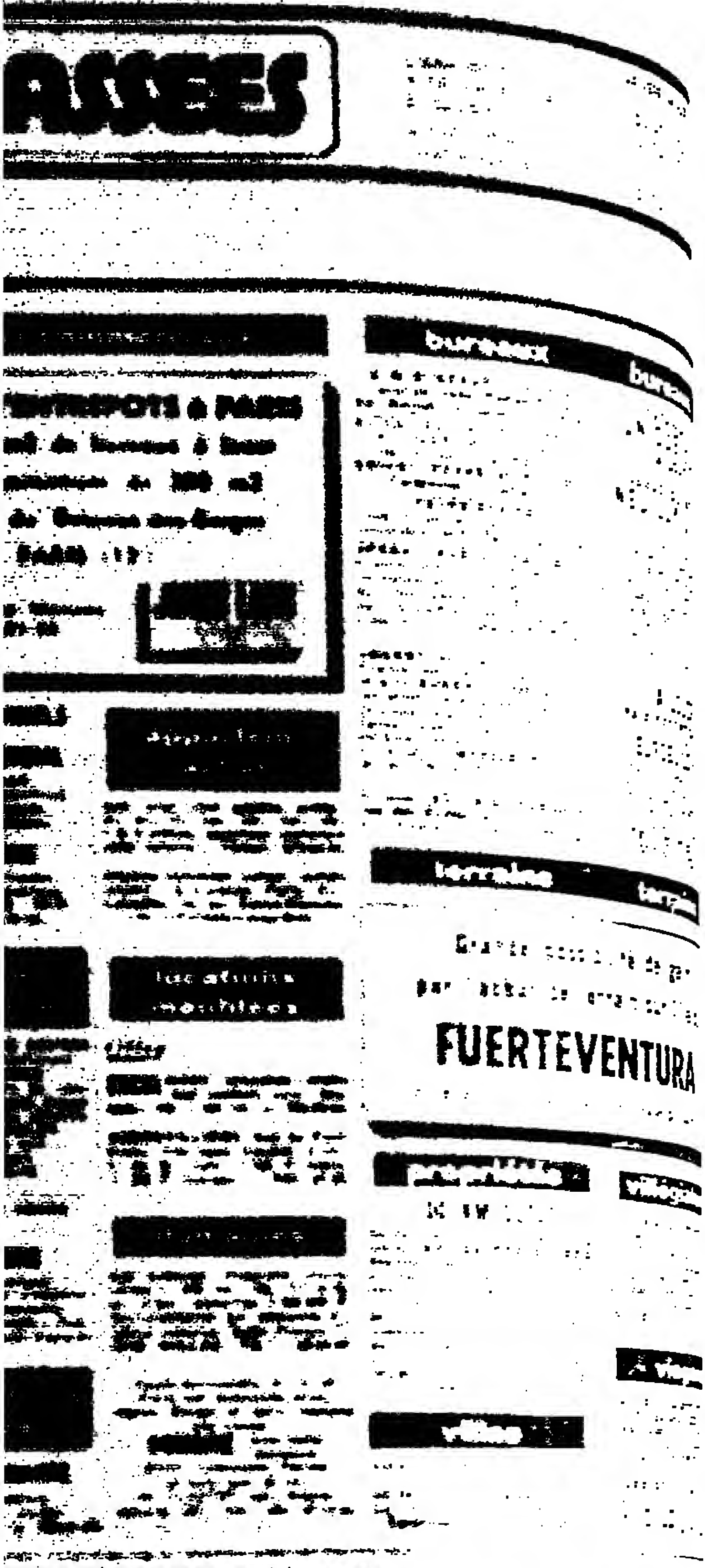
Les

at la co

VIIIII...A CRI

la Finance, nou

IBM 32



Les banques et la conjoncture

L'ANNÉE 1974 restera célèbre dans les annales de la banque française pour les difficultés auxquelles auront dû faire face les établissements, pris à contre-pied par le plan gouvernemental de refroidissement de l'économie française. Outre une grève très longue et très coûteuse, dont les conséquences se firent sentir pendant de longs mois, la tension brutale des taux d'intérêt et le ralentissement autoritaire de leur croissance pesèrent lourdement sur les comptes d'exploitation.

Heureusement, une compensation fut offerte aux banques par le très vif développement des opérations

avec l'étranger, amorcé paradoxalement par la crise du pétrole et le quadruplement du prix du « brut ».

Le gonflement rapide des financements à l'exportation et des opérations en devises leur a procuré un supplément de recettes fort bien accueilli en ces temps difficiles.

Cette activité supplémentaire, pour importante qu'elle soit, n'est pas suffisante pour assurer complètement le redressement de la situation et résoudre tous les problèmes qui se posent actuellement à la banque française. Il lui faut payer les excès de la croissance et remettre de l'ordre dans ses affaires. A cette occasion,

elle a pris conscience du rôle nouveau qu'elle doit jouer auprès de ses clients, déconcertés par l'ampleur des variations de taux d'intérêt et de taux de change. Un bon conseil donné en temps voulu n'a pas de prix en ces périodes troublées : les entreprises en ont pris conscience et ne sont pas près de l'oublier, non plus que les fins de mois difficiles consécutives aux restrictions de crédit.

Contrairement à ce que certains avaient pu penser pendant la folle expansion des dernières années, le métier de banquier n'est pas de tout repos...

FRANÇOIS RENARD.

A L'INTÉRIEUR, LA CRISE A l'extérieur, le boom

On le savait déjà au début de l'été 1974 : les résultats des banques françaises pour 1974 ne sont pas bons. Le loyer de l'argent sur le marché monétaire était monté plus vite que les tarifs des établissements, et la sévérité de l'encadrement avait gravement compromis le refinancement et l'équilibre des maisons spécialisées dans le crédit à l'équipement et à la construction. Mais la parution des bilans dans les premiers mois de 1975 fit apparaître l'étendue du désastre. Non seulement les maisons en question essayaient de lourdes pertes, après avoir parfois tremblé pour leur existence, et ont même dû passer la main, comme M. Pfeiffer avec PREFA-BAIL - SICOM, mais, ô surprise, les grandes banques de dépôt, ces citadelles inexpugnables assises sur la masse de leurs disponibilités, se trouvaient affectées, sinon ébranlées. Le Crédit Lyonnais, très éprouvé par la grève, annonçait sans joie le premier déficit de son histoire, la Société Générale s'en tirant honorablement avec une diminution de ses bénéfices, tandis que la B.N.F. réussissait à compenser le fléchissement des résultats en métropole par l'accroissement de ses recettes de l'étranger.

Sans doute, d'autres établissements, plus petits, moins ambitieux, tiraient leur épingle du jeu et maintenaient au même niveau leurs bénéfices. D'autres, enfin, mieux placés, mieux gérés ou plus prudents, parvenaient à les augmenter sensiblement. Sans doute, la situation financière des banques est-elle en voie d'amélioration. Le Crédit Lyonn-

ais lui-même relevait que sa gestion était redevenue bénéficiaire au quatrième trimestre 1974 pour le rester au premier trimestre 1975. Le loyer de l'argent sur le marché monétaire baisse, ce qui allège le fardeau des établissements emprunteurs. Mais les pouvoirs publics ont pratiquement obligé les banques à réduire par trois fois leurs tarifs, tout en les contraignant à mieux rémunérer leurs dépôts, et les affaires seront dures en 1975.

Le « laxisme » en accusation

Toutes ces difficultés ont fait couler beaucoup d'encre et motivé de nombreuses déclarations, notamment des banquiers du secteur privé, qui ont eu beau jeu, tel M. de Fouchier, président de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas, de dénoncer le « laxisme » des établissements nationalisés, coupables à ses yeux d'avoir voulu tout faire dans des conditions de concurrence « déraisonnables », portant sur les quantités de crédit, les taux et les durées.

L'un des principaux résultats de ces établissements est bien certainement d'avoir fini par résister pour leur compte ce qu'ils permettaient à M. de Fouchier de faire en lui fournissant à bon compte les liquidités nécessaires : dit court terme ou long terme n'est pas un monopole... Mais le reproche adressé aux « grands »

n'est pas totalement dénué de fondement, comme les événements se sont chargés de le rappeler, et les dangers de la transformation ne sont pas un vain mot, même si l'on s'appelle le Crédit Lyonnais.

La conséquence logique de ces « accidents » va être un ralentissement de la croissance des banques, un arrêt de la course aux guichets et de l'embarque, et peut-être, une « spécialisation » des établissements, dont certains commenceront à abandonner quelques activités aux perspectives moins brillantes, comme le crédit-bail. C'est, somme toute, un retour en arrière par rapport à cette fièvre de « déspecialisation » qui fit craquer les structures bancaires après 1967.

L'essor rapide des exportations, comme celui des opérations qui s'y rattachent, a particulièrement favorisé les établissements ouverts sur l'étranger et fortement implantés hors de nos frontières.

Directement, il a entraîné un gonflement des opérations de pré-financement et de financement des contrats d'équipements lourds passés avec le monde entier, notamment les pays producteurs de pétrole. Le formidable gonflement des encours au bilan 1974 de la Banque française pour le commerce extérieur le révèle amplement.

Indirectement, il a permis aux banques d'échapper plus ou moins aux contraintes fixées par les normes de progression du crédit en développant leurs concours au commerce extérieur, non soumis à

encadrement, ou moins bridés, comme la mobilisation des créances à court terme nées sur l'étranger. La crise du pétrole elle-même les a favorisés. Pour combler le déficit de la balance des paiements, le gouvernement français a non seulement autorisé mais encouragé les emprunts en devises.

Du coup, les banques ont pu procurer à leurs clients non exportateurs les liquidités qui leur étaient refusées au titre de l'encadrement intérieur : d'où le très fort gonflement des avances de trésorerie en devises.

Ajoutons la masse énorme des emprunts en euros lancés au bénéfice des collectivités publiques ou privées.

Cette nouvelle activité n'a pas peu contribué à rendre à la place de

Paris un peu de son lustre sur le plan international. Le courant d'affaires ainsi créé a attiré les détenteurs de capitaux, notamment arabes, qui ont fait confiance aux banquiers français.

En même temps, elle leur a confié de nouvelles responsabilités. De plus en plus, le banquier doit assister ses clients dans leurs décisions et leurs choix. Déjà, en matière de crédit, le choix de l'opportunité d'un emprunt en fonction des taux et des conditions de durée est devenu un élément capital dans l'éventail des services bancaires offerts aux entreprises. Mais, aujourd'hui, les folles variations des taux de change posent aux entreprises des problèmes de plus en plus difficiles. Les opérations de couverture à terme sont délicates, souvent coûteuses, et revêtent une importance croissante dans l'activité des exportateurs ou des importateurs.

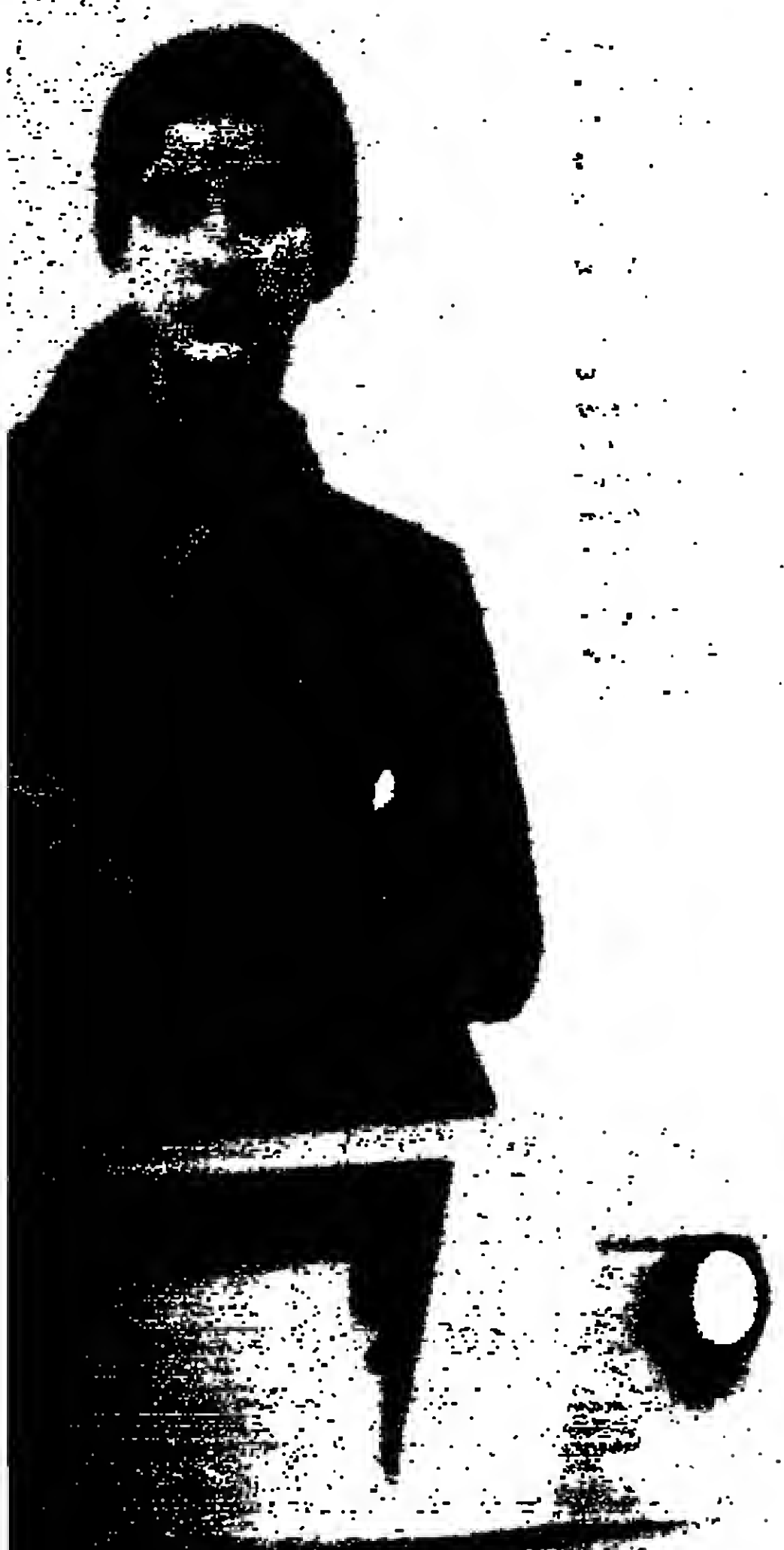
A quoi sert de gagner 0,5 % sur des marges industrielles déjà très serrées lorsqu'un erreur de jugement sur l'évolution des parités des monnaies leur coûte 10 ou 15 % sur un marché ? C'est pourquoi les spécialistes des changes deviennent de plus en plus des conseillers accortés, dont les avis n'ont pas de prix... quand ils sont bons. Peut-être le retour à des parités fixes leur ôtera-t-il une part de leur utilité, mais, d'ici là, leur rôle restera important. De toute façon, les banques devraient être capables de produire à leurs clients les informations les plus complètes sur l'état des marchés extérieurs, les exigences des acheteurs, les formalités administratives, bref, tout ce qui embarrasse l'entreprise, petite, moyenne ou même grande. Un champ d'action indéfini...

SOMMAIRE

- 32 — L'arrêt ou le freinage de la croissance.
- 33 — Trois années mémorables en matière de taux d'intérêt.
- 35 — Le risque : une notion un peu oubliée.
- Un petit banquier de province face à ses clients.
- 36 — Les banques, les entreprises et les changes flottants.
- Les affaires d'un opérateur sur le marché des changes.
- 37 — Les « étrangères » à l'assaut de la clientèle française.
- Les industriels appellent à leur secours.
- 38 — Les « françaises » à l'assaut des marchés.
- Les formes d'association.
- 40 — Deux moyens de financer le commerce extérieur.
- La B.F.C.E. : un instrument essentiel pour les échanges internationaux.

IBM 32...

à partir de 4746 F (ht) par mois



la Finance, nous connaissons...

Collection "Dunod Entreprise"

J. Bedoret
COMMENT RÉDUIRE LES RISQUES DE CHANGE 45 F

H. de Bodinat, J. Klein
GESTION FINANCIÈRE INTERNATIONALE 2 tomes. Chaque 58 F

J. Branchet, J.L. Foussé
COMMENT CRÉER UN SYSTÈME D'INFORMATION DE GESTION 45 F

J. Bravard
L'ÉVALUATION DES ENTREPRISES 29 F

P. Conso, R. Lavaud
FONDS DE ROULEMENT ET POLITIQUE FINANCIÈRE 32 F

Collection "Finance"

J.H. David
LA POLITIQUE MONÉTAIRE 39 F

D.E. Laidler
LA DEMANDE DE MONNAIE 39 F

J. Corre
LA CONSOLIDATION DES BILANS 34 F

J. Guillon
COMMENT NÉGOCIER AVEC SES BANQUIERS 36 F

R. Lavaud
COMMENT MENER UNE ANALYSE FINANCIÈRE 32 F

R. Lavaud, J. Albaut
RATIOS ET GESTION DE L'ENTREPRISE 32 F

H. Meunier, F. de Barolet, P. Boulmer
LA TRÉSORÉRIE DES ENTREPRISES 39 F

En souscription au prix de 190 F jusqu'au 30 juin 1975 :

F. Rosenfeld
L'ÉVALUATION DES ACTIONS

Actes du VIII^e Congrès de la Fédération Européenne des Associations d'Analystes Financiers.

Édition reliée, bilingue français-anglais.

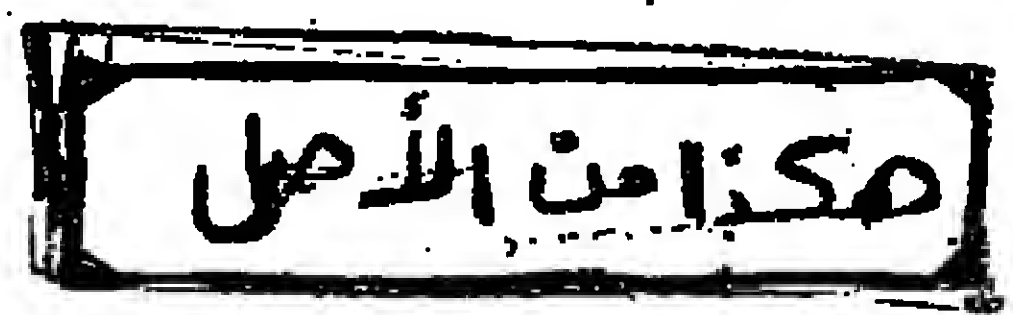
Pour aller plus vite à l'essentiel

AIDE-MÉMOIRE BANQUE 21 F

DUNOD

24-26, Bd. de l'Hôpital, 75005 Paris

... connaissez-nous !



صك: احسن الاصل

Les victimes les rescapés et les rares bénéficiaires

Dans la liste des résultats des banques pour 1974, les victimes sont nombreuses, les rescapés, c'est-à-dire ceux qui maintiennent leurs résultats, plus rares et, encore plus, ceux qui ont réussi des performances.

terme sur le marché monétaire, c'est-à-dire auprès des autres banques et de la Caisse des dépôts (crédit hypothécaire), ils ont douloureusement souffert de la flambée du loyer de l'argent, leur pain quotidien, sans pouvoir répercuter immédiatement sur leurs clients cette flambée. En outre, et cela a été le point le plus grave, ils se sont fait, parfois, « couper les vivres » par leurs fournisseurs habituels, affectés, de leur côté, par les restrictions de crédit décrétées par les pouvoirs publics. La Banque de la construction, et des travaux publics (B.C.T.), par exemple, connaît quelques heures difficiles, sans pour autant connaître le sort funeste de Prêtatou-Sicomi, littéralement « étranglé » par les banquiers de la place : il est vrai que les imprudences du président-fondateur, précurseur génial mais piètre diplomate, y avaient été pour quelque chose. L'immobilier, en général, a été le plus affecté : lourdes pertes pour la B.C.T. et le Comptoir des entrepreneurs, et recul des bénéfices

pour la Compagnie bancaire et, à un moindre degré, le groupe La Hérisse. Le crédit-bail, lui aussi victime de l'encadrement, ne fut guère mieux loti. Paradoxalement, les « grands » ont plus souffert que les « moyens ». Plus ambitieux, plus aventureux, de gestion plus coûteuse, ils ont encaissé de plein fouet le choc de la crise. Les rescapés. — La B.N.P., géant français, grâce à l'étranger, et surtout les banques moyennes pour la plupart, ont réussi à maintenir leurs marges malgré les difficultés, notamment le groupe du C.I.C. Les « performers ». — Paradoxalement, certaines banques ont réussi à faire mieux en 1974 qu'en 1973. Bien placées ou sés d'un groupe, comme la banque Worms (+ 25 %) ou plus prudentes comme les banques Verne et Commerciale de Paris, ou mieux gérées et très cotées sur l'étranger, comme le Crédit commercial de France (+ 30 %), elles ont tiré leur épingle du feu. De l'avantage de n'être pas un géant.

L'ARRÊT OU LE FREINAGE DE LA CROISSANCE

Les raisons

mal de trésorerie, qui ont offert jusqu'à 14 %, 15 % ou davantage, pour une durée d'un mois, alors que le petit déposant en restait à ses 5 ou 6 % (7 % maintenant).

Il est indéniable qu'au cours des trois premiers trimestres de 1974 le retard pris par les tarifs des banques sur la hausse du taux de l'argent sur le marché monétaire a été très lourdement ressenti. En outre, phénomène aggravant, le ralentissement autoritaire de la progression des crédits distribués, tempéré par la mise hors encours de concours en euros, n'a pas permis de noyer dans la grande vague expansionniste et inflationniste l'augmentation très considérable des frais généraux des établissements (de 20 % à 27 % en 1974).

plupart des entraves mises auparavant au développement de leurs activités et leur permit de « tout faire ».

L'arrêt de la course aux guichets

La course aux guichets déclenchée par la levée des limitations, et qui, ces dernières années, remplaçait chaque ornerie qui fermait par une nouvelle succursale érigée à un carrefour stratégique, face aux succursales de la concurrence, est bien terminée, hormis les « queues » de programmes lancés il y a un ou deux ans et les implantations indispensables ou pleinement justifiées.

L'arrêt de l'embauche

C'est également l'arrêt de l'embauche de nouveaux employés : les établissements veulent « digérer » l'extraordinaire accroissement de ces derniers temps : doublement en sept ans pour le Crédit lyonnais, par exemple, et ils vont supprimer des postes d'ici à 1980, soulignant les protestations de leur personnel, qui devra faire face à des tâches accrues avec les mêmes effectifs.

En 1974, tous les facteurs se sont pratiquement ligués contre les banques pour affecter leurs comptes d'exploitation : hausse brutale du coût de leurs ressources, hausse moins rapide de leurs recettes par suite d'un relèvement tardif de leurs tarifs et du ralentissement de la croissance de leur chiffre d'affaires, très forte augmentation de leurs frais généraux, et enfin une grève désastreuse, la plus longue dans l'histoire de la banque française, et la plus coûteuse pour certains grands établissements, elle a paralysé les centres nerveux essentiels que sont les ordinateurs.

Pour les établissements traditionnellement emprunteurs sur le marché monétaire, et procédant habituellement à la transformation, la montée vertigineuse du loyer de l'argent sur le marché monétaire a constitué une douloureuse épreuve. Encore les dommages les plus importants ont-ils été causés davantage dans certains cas, par l'interruption des concours que par leur renchérissement. L'encadrement du crédit a fait des victimes.

Dans la structure des dépôts des banques, la part des dépôts à terme rémunérés n'a cessé de croître, dépassant très largement 50 %, ce qui n'a pas manqué de peser très lourdement sur les comptes d'exploitation. Ajoutons que les taux offerts pour les prêts unitaires dépassant 100 000 francs étant libres, bien des folles ont été commises par des établissements en

Ajoutons enfin, sur un plan plus doctrinal, les erreurs commises par certains banquiers, qui avaient négligé de faire entrer en ligne de compte dans leurs prévisions un renversement de la tendance sur les taux d'intérêt, et la réapparition d'un encadrement quantitatif auxquels ils ne croyaient plus depuis son abandon à l'automne 1970.

Les conséquences

Une gestion désormais plus serrée

C'est, enfin, la recherche des économistes, et surtout le souci primordial de se procurer des ressources stables à des prix raisonnables, souci qui avait tendance jusqu'à maintenant à passer en second, derrière la recherche des emplois. Ajouter enfin la quête de nouvelles recettes, avec une tentative de facturation de services actuellement gratuits (cartes de chèques, par exemple) ou un essai de tarification des frais de tenue de compte avec l'imposition d'un montant minimum de dépôt pour échapper à une taxe spéciale. Mais c'est alors remettre en cause tout ou partie du métier bancaire, y compris la tarification des crédits : vaste problème !



BANCO DE BILBAO

The Spanish bank with the greatest international experience announces the opening of its NEW YORK AGENCY

GENERAL MOTORS BUILDING
767 Fifth Avenue
New York 10022 - NEW YORK
Telephone (212) 753-7780

Highlights of Banco de Bilbao

Capital & Reserves (million dollars) 346
Deposits (million dollars) 5793

1 \$ USA = 56,027 Pesetas (31-12-1974)

Number of Branches in Spain	507
Number of Branches in France	12
Number of Branches in England	7
First Spanish Bank in Paris	1902
First Spanish Bank in London	1918
First Spanish Bank Agency in the United States ..	World's Fair 1965
First Spanish Commercial Bank in the United States ..	First April 1975

BANCO DE BILBAO

PARIS OFFICE : 29, avenue de l'Opéra. - Tél. : 073-34-41

FINANCE


PERFECTIONNEMENT POUR CADRES FINANCIERS

- Fonds de roulement et trésorerie 5 jours
- Investissement et financement 5 jours
- Evaluation de sociétés 5 jours
- Gestion des investissements en valeurs mobilières 3 jours
- Gestion des institutions financières 2 jours



centre de formation continue

au C.E.S.A. (REG. I.S.A. R.F.C.)
Documentation sur demande
C.F.C. 75027-EN-JOSAS
Tél. 956-80-90



banque française du commerce extérieur

LA BANQUE DE L'HOMME D'AFFAIRES INTERNATIONAL

Siège social : 21, boulevard Haussmann. — 75009 PARIS

AGENCES : « Cergy » - Pontoise, Créteil, « La Défense » - Puteaux, « Paris-Nord » - Le Blanc-Mesnil, « Vélizy » - Villacoublay, Bayonne, Bordeaux, Dijon, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes, Roubaix, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

REPRÉSENTATION PERMANENTE : Bangkok et Kuala-Lumpur, Johannesburg, New-York, Sao-Paulo, Sydney.

DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX : Mexique, Venezuela.

ARRÊT OU LE FREINAGE DE LA CROISSANCE

LES BANQUES...
 L'arrêt ou le freinage de la croissance...
 Les banques françaises ont diminué leur taux de base, qui fléchit de 0,90 % pour passer de 11,30 % à 10,30 % et retrouver ainsi le niveau de septembre 1973, après avoir atteint pendant tout le second semestre 1974 le taux de 11,40 %, record historique. De son côté, le loyer de l'argent sur le marché monétaire est

Trois années mémorables en matière de taux d'intérêt ou les dangers de la transformation

Pour la troisième fois depuis le début de l'année, les banques françaises ont diminué leur taux de base, qui fléchit de 0,90 % pour passer de 11,30 % à 10,30 % et retrouver ainsi le niveau de septembre 1973, après avoir atteint pendant tout le second semestre 1974 le taux de 11,40 %, record historique. De son côté, le loyer de l'argent sur le marché monétaire est

revenu à 5 % environ, en vive régression depuis l'été 1974, où la Banque de France le fit monter jusqu'à un sommet, également historique, de 14,50 %. Enfin, à la fin du mois de janvier dernier, le taux de l'argent à court terme, pour la première fois depuis l'été 1973, redevenait inférieur au taux à long terme

(obligations de première et seconde catégorie) : la pyramide du crédit se retrouvait enfin sur sa base alors qu'elle reposait sur sa pointe depuis dix-huit mois. Ces événements, d'une portée non négligeable pour l'économie puisque les charges financières ne sont pas un vain mot pour les entreprises, surtout en période de

crise, doivent toutefois être replacés dans leur contexte. L'évolution des taux doit être considérée depuis le début de l'année 1972 afin de refléter plus fidèlement un phénomène de bascule dont les conséquences furent, et sont toujours, importantes pour les banques et les particuliers.

Au début de 1972, le gouvernement français, préoccupé par la possibilité d'une récession, entreprit de faire baisser les taux d'intérêt à long terme, tandis que la nécessité d'éviter un afflux massif de dollars vagabonds contraignait la Banque de France à faire tomber le loyer de l'argent à court terme à des niveaux inconnus depuis sept ans (3,5 %). Avec un taux de base de 6,30 % et un refinancement d'un coût beaucoup moins élevé, les banques s'engagèrent hardiment dans une politique d'expansion à tous crins. Ce fut l'époque où l'on pouvait emprunter à 9 % sur une durée de quinze ans pour construire son appartement ou même sa résidence secondaire. Le crédit hypothécaire progressa de 37 % en un an et les crédits personnels aux particuliers, accordés par les grandes banques de dépôt pour concurrencer les établissements spécialisés dans le crédit à la consommation, bondirent de 158 % pendant le même laps de temps. On assista véritablement à une orgie de crédit, les banques empruntant à court terme sur le marché monétaire, libéralement alimenté par les autorités monétaires, pour répriser à long terme à qui voulait. Les promoteurs immobiliers, notamment britanniques, s'approvisionnèrent à bon compte, de même que certains industriels avisés. Le Crédit Lyonnais, par exemple, ouvrit à la région Renault un crédit « stand by » de 1 milliard de francs à 7 % sur dix ans, à taux non révisable, tant et si bien qu'au début de 1974 il se retrouva avec 40 % de ses emplois à taux fixe, ce qui le rendait fort vulnérable, lui et tous ceux, fort nombreux, qui en avaient fait autant, à tout retournement sur le marché de l'argent à court terme.

À l'automne 1972, les premiers signes d'un raidissement des au-

torités monétaires, vivement préoccupées par le gonflement rapide du volume des crédits distribués (24 % au cours du dernier trimestre), se manifestèrent. Déjà, en juin, M. Wormser, gouverneur de la Banque de France, avait averti les banquiers que leur politique de crédit à tout va ne pouvait continuer. Mais il fallait un accord à l'échelle européenne pour procéder à une augmentation du loyer de l'argent. Cet accord fut réalisé en septembre, dans la perspective d'une lutte renforcée contre l'inflation.

Un retournement fatal

Dès le mois suivant, la Banque de France, reprenant le contrôle du marché monétaire, commença à faire remonter le loyer de l'argent à court terme, qui dès le mois d'avril 1973 rejoignait et dépassait le taux de base des banques. Parallèlement, l'Institut d'émission relevait progressivement son taux d'escompte officiel, portait le taux des réserves obligatoires sur l'augmentation des crédits distribués de 4 % à 33 %, et surtout entreprenait autoritairement de ramener en un an le niveau de progression des concours bancaires de 24 % à 13 %. Une telle politique, qui combinait le contrôle qualitatif du crédit — réglage par les taux — et, contrôle quantitatif — encadrement — avait pour les banques une double conséquence. Elle majorait sensiblement le coût de leur refinancement en provoquant un relèvement général de la rémunération des dépôts à terme et des emprunts à court terme, ce qui pénalisait les établissements, tenus spécialisés, notamment dans la construction, et les banques de dépôts trop lourdement chargés. Ensuite, elle amputait leurs comptes d'exploitation en limitant la progression du chif-

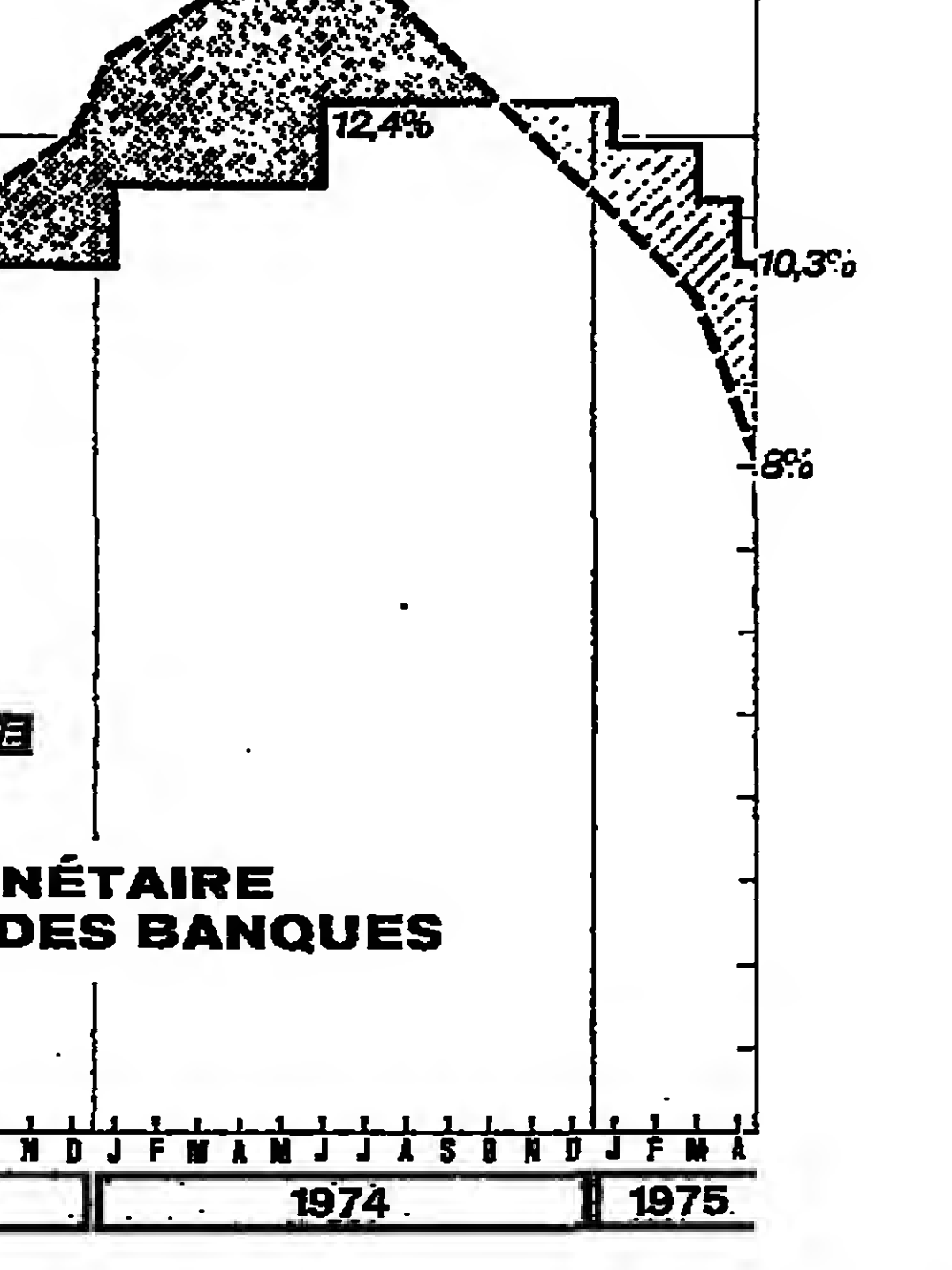
fre d'affaires face à une forte augmentation des frais généraux et à l'obligation de constituer de fortes réserves non rémunérées auprès de la Banque de France. Les effets négatifs se firent plus particulièrement sentir pendant les trois premiers trimestres de 1974, où l'augmentation du loyer de l'argent sur le marché monétaire fut beaucoup plus rapide que celle du taux de base des banques, freinée par le gouvernement afin de ne pas alourdir à une inflation galopante. En juin 1974, toutefois, les pouvoirs publics, qui donnaient un tour de vis sévère à l'économie, acceptèrent une majoration sensible du taux de base, porté à 12,40 % en même temps que le taux de l'escompte officiel passait, d'un coup, de 11 % à 13 % : deux records.

De ce fait, les comptes d'exploitation des banques se redressèrent, dont la situation redevenait plus confortable à partir de l'automne. Mais le gouvernement, tout en continuant à lutter contre l'inflation et à garder les rênes serrées, c'est-à-dire une politique de crédit rare, entendait le rendre moins cher au fur et à mesure que le rythme de la hausse des prix décroissait.

La déerue

À l'initiative de la Banque de France, maîtresse du marché, le loyer de l'argent sur le marché monétaire baissa rapidement, repassant en octobre en dessous du taux de base des banques. Après de longues et pénibles discussions avec les établissements, soutenus de reconstruire des marges fort affectées antérieurement, un compromis fut élaboré : la suppression des réserves obligatoires sur les dépôts à terme et la réduction de celles sur les dé-

Etats-Unis, où le « prime rate » avait fortement fléchi. Que va-t-il se passer maintenant ? Toujours aux Etats-Unis, la détente ne semble plus devoir aller très loin. En France, si l'on en croit M. Lévêque, vice-président directeur général du Crédit commercial de France, elle devrait encore se poursuivre, tout au moins en ce qui concerne les tarifs des banques. Mais quoi qu'il arrive, les événements des trois dernières années seront médités par les dirigeants des établissements, plus attentifs désormais aux coûts de leurs ressources qu'au rendement de leurs emplois. L'expérience de 1968-1969, où le loyer de l'argent à court terme monta en dix-huit mois de 5 % à près de 11 %, n'avait sans doute pas été suffisante...



FINANCE

PERFECTIONNEMENT POUR CADRES FINANCIERS

- Fonds de roulement
- Investissement et placement
- Evaluation de sociétés
- Gestion des investissements
- Analyse des risques




FORMATION D'AFFAIRES INTERNATIONALES

CITIBANK

PARIS

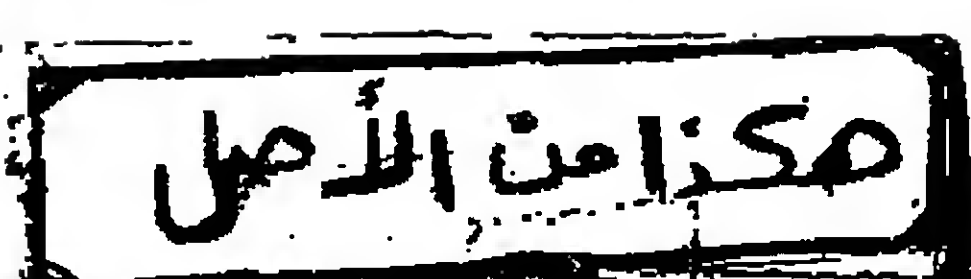
Votre lien avec le réseau international de la First National City Bank établie dans 103 pays à travers cinq continents

Une gamme de produits pour résoudre vos problèmes internationaux



FIRST NATIONAL CITY BANK - 60, AVENUE DES CHAMPS-ELYSEES - 75008 PARIS - TEL : 260.33.60

مركزنا من الامم المتحدة



LE GROUPE DES BANQUES POPULAIRES

DES BANQUES DÉJÀ DÉCENTRALISÉES...

Tel pourrait affirmer, paraphrasant le poète : « La Banque Populaire, ça n'existe pas... », du moins pas telle qu'on l'imagine, une et indivisible d'un bout à l'autre de l'Hexagone.

Maïs LES BANQUES POPULAIRES existent...
 Au nombre de 37 Banques régionales aujourd'hui, dont la plus petite compte une centaine de personnes et la plus importante plus de 2.000 ; départementales pour les unes, multidépartementales pour les autres, elles ont implanté leur siège dans la région parisienne (SAINT-DENIS, MONTROUGE, VERSAILLES, VINCENNES), dans une grande métropole (LYON, MARSEILLE...),

ou dans une ville moyenne (ALBI, SAINT-BRIEUC, MULHOUSE...) ou dans la petite localité de leur origine (LA ROCHE-SUR-FORON). A l'image des régions françaises, elles recouvrent toutes des réalités différentes et tiennent sur l'ensemble du territoire, un réseau de plus de 1.700 agences.

Nées dans les régions, l'originalité des Banques Populaires tient non seulement à leur régionalisme, à leur diversité mais aussi au fait qu'elles sont dotées depuis leur création d'un cadre institutionnel particulier qui les différencie fondamentalement de la plupart des grandes banques nationales. Celui-ci allie les avantages d'un statut coopératif et d'une structure décentralisée, à la puissance d'un Groupe.

D'HIER A AUJOURD'HUI : UNE VOCATION COOPÉRATIVE

Héritières des courants et pensées réformatrices et des doctrines coopératives, elles sont nées à la fin du siècle dernier de l'initiative spontanée d'artisans, de petits industriels, de commerçants, qui eurent l'idée de réunir localement pour s'entraider et se prêter mutuellement l'argent que les grandes banques refusaient d'avancer.

Elles apparaissent alors comme de véritables « associations de personnes » appartenant aux classes moyennes, étaient toutes animées par le même idéal social et visaient à introduire dans le secteur du crédit les idées fortes de mutualité, de coopération, d'entraide et de solidarité.

Ainsi naquirent les premières Banques Populaires, dont le cadre légal devait être reconnu par la loi de 1917, sous la pression d'un vaste mouvement politique et parlementaire en leur faveur.

De ces origines mutualistes et coopératives, elles conservent aujourd'hui un certain nombre de traits qui les distinguent profondément des autres établissements bancaires publics ou privés.

C'est dans cet esprit que, dans l'ensemble du Groupe, les fonctions des Conseils d'Administration sont actuellement repensées et que bon nombre de Banques multiplient aujourd'hui les réunions d'information à l'égard de leurs sociétaires, tant au plan local que professionnel, en dehors des Assemblées générales annuelles.

Des relations plus confiantes...
 Dans le même souci de dialogue, les Banques Populaires se sont attachées à établir un nouveau style de rapports avec leur clientèle, basé sur des relations plus lucides mais aussi plus confiantes.

... avec les particuliers
 Autorisées depuis environ quinze ans à se tourner vers les particuliers, elles ont cherché à connaître les besoins et les désirs de ces nouveaux clients.

En 1987, elles organiseront un référendum sur la « Banque de demain ». 500.000 réponses confirmeront l'intérêt général de cette consultation et permettront aux Banques Populaires de jeter les bases d'une politique d'innovation et de mettre au point de nouveaux services. Ainsi naquit INTER-CARTES, devenue Intercaix-Eurochèque, première carte française de garantie de paiement des chèques, avec laquelle on peut aussi retirer de l'argent à l'étranger et bénéficier d'un crédit automatique ; de même que DISTRI-BANQUE, réseau de distributeurs automatiques de billets que les Banques Populaires ont été les premières à développer en France.

Dans le cadre d'une politique délibérée d'information à l'égard de leur clientèle, les Banques Populaires ont créé en 1968 « POINT », qui est devenu un véritable magasin d'information du grand public et en 1973 la collection « Comment mieux se servir de la Banque ». Les ouvrages de cette collection, diffusés gratuitement au public et destinés à lui fournir des conseils pratiques et à lui apprendre à mieux utiliser la Banque, sont écrits dans un langage clair, très éloigné du jargon bancaire.

Plusieurs titres sont déjà parus :
 - en 1973 : « Le Guide Inter-caix », carte des vacances sans problèmes » et le « Guide Pratique du Compte-Chèques » ;
 - en 1974, le « Guide Pratique de l'Economie Familiale », qui met à profit les résultats d'une enquête réalisée par l'IFOP à

la demande des Banques Populaires sur « les Français et l'argent » et explique comment gérer un budget familial, comment épargner...

Citons également, dans un autre ordre d'idées, mais qui situe leur philosophie, l'action d'information « Croissance et Avenir » (film « Troubles de Croissance », débats et documentations pédagogiques). Celle-ci a pour but de favoriser une prise de conscience du public sur les menaces qui pèsent sur la planète du fait de l'action des hommes, à la préparer et à le faire participer aux changements imminents qui conditionnent notre avenir.

... avec les entreprises
 Les Entreprises constituent, depuis leur origine, la clientèle traditionnelle des Banques Populaires, qui leur offrent plus que de simples concours bancaires.

A l'égard des P.M.E., en particulier, qui sont leurs interlocuteurs privilégiés et qui ne disposent pas toujours de l'infrastructure de services et d'études nécessaires à leur action, chacune des Banques contribue à assurer la formation et l'information des chefs d'entreprise sur la situation économique et le milieu dans lequel s'exerce leur activité, pour les aider à s'adapter, à progresser, mais aussi à développer leurs exportations.

Ainsi, récemment, le Crédit Hôtelier a-t-il organisé un carrefour qui a permis à des dirigeants de P.M.E. de toutes les régions françaises de se réunir pour discuter en commun le thème de la « Coopération Inter-entreprises ».

Dans cette période d'expansion ralentie, les Banques Populaires ont en effet plus que jamais conscience qu'elles ont pour mission d'amener les responsables d'entreprises à s'interroger sur leurs points faibles et à procéder à un véritable diagnostic de leur affaire.

Les Banques Populaires sont donc particulièrement concernées par cette « approche nouvelle de l'entreprise par la Banque ». C'est d'ailleurs là le thème choisi par le Congrès de la Confédération Internationale du Crédit Populaire, qui doit se dérouler très prochainement à Bruxelles et auquel participe très activement le Groupe des Banques Populaires françaises.

Fidèles aux associations
 Banques coopératives, les Banques Populaires ont enfin toujours

entretenu des relations particulièrement suivies avec une clientèle d'esprit mutualiste, notamment avec les Associations pour le crédit et l'épargne des fonctionnaires, les A.C.E.F. dont elles ont favorisé la création et l'animation.

Une nouvelle banque pour les enseignants
 Un accord vient d'être également conclu entre les organismes mutualistes de l'éducation nationale et les Banques Populaires, qui matérialise la création d'une nouvelle Banque Coopérative Nationale : la CASDEN-B.P.

Cette banque née de l'entrée de la CASDEN, Caisse d'Aide Sociale de l'Education Nationale, dans le groupe des Banques Populaires, il apportera désormais à tout le personnel de l'éducation nationale grâce à son activité propre et à celle des banques régionales un ensemble complet de services bancaires et financiers.

A cause de leurs origines, les Banques Populaires ont donné à l'économie locale et régionale des moyens d'accès plus directs au crédit et des chances nouvelles de développement.

Elles sont restées fidèles à leur vocation régionale, ce qui leur a permis d'éviter la centralisation du pouvoir qui s'est généralement manifestée dans la profession.

Des banques autonomes...
 Juridiquement et financièrement autonomes, les 37 Banques Populaires constituent autant de sociétés de banques distinctes, ayant chacune leur siège social, leur conseil d'administration, leur directeur général.

Ainsi, dans 90 % des cas, les conseils d'administration sont présidés non par un banquier mais par une personnalité représentative des secteurs industriels ou commerciaux de la région.

Quant au directeur général, en étroite concertation avec son conseil d'administration, il se conduit en véritable chef d'entreprise qui veille aux équilibres financiers fondamentaux de sa banque, participe à la définition des orientations politiques générales, et détermine avec son état-major des objectifs chiffrés résultant de ces orientations.

... au service des régions
 Cette structure, et les moyens mis au service de chacune des Banques Populaires, leur permettent ainsi de participer activement à l'essor de leur propre région.

Participation qui se matérialise d'ailleurs à plusieurs titres :

Au niveau de la création d'emplois dans le secteur du tertiaire régional : c'est ainsi que les trois quarts des 20.000 personnes employées dans les 37 banques travaillent hors de la région parisienne.

Au stade de la collecte et de la redistribution des capitaux locaux : originaires des provinces, elles se sentent plus directement concernées par la prospérité de leur région, et il leur est plus facile d'établir des contacts personnalisés avec leur clientèle.

A la faveur enfin d'actions de développement menées plus spécialement au profit de l'hôtellerie et du tourisme (par le canal du Crédit Hôtelier), ou des P.M.E. et des artisans. Ainsi, par exemple, ont-elles conçu et financé des zones artisanales à usage locatif pour permettre à des petits artisans de se grouper et bénéficier de facilités administratives, de gestion ou d'aménagement.

Le secteur artisanal a d'ailleurs traditionnellement bénéficié d'un effort particulier des Banques Populaires qui, en 1974, malgré les contraintes découlant de l'encadrement du crédit, ont maintenu une progression constante de ces concours, notamment en ce qui concerne les prêts professionnels (360 millions de prêts réalisés au cours du premier semestre 1974, soit + 8 % par rapport à 1973).

Actuellement, les artisans associent à eux seuls environ la moitié des crédits à moyen et long terme accordés par les Banques Populaires.

Des clients partenaires...
 Juridiquement, tout d'abord, elles demeurent des sociétés à statut coopératif. C'est dire que leur capital est détenu par des sociétaires qui jouissent de la double qualité de propriétaires et de clients de la Banque.

Chaque Banque est administrée par un Conseil dont les membres sont nommés par l'Assemblée générale des sociétaires et les représentent donc directement.

On compte actuellement 300.000 sociétaires clients, dont la responsabilité est limitée au montant des parts qu'ils détiennent et dont la rémunération, conformément à la loi, ne peut excéder 6 %.

Sans doute, et c'est le cas d'autres secteurs coopératifs, la politique de développement de chaque Banque, l'extension de leur clientèle et la multiplication de leurs rouages ont parfois distendu les liens qui existaient à l'origine entre les sociétaires et leur entreprise.

Aussi les Banques Populaires s'attachent-elles à renouer activement ce dialogue et ont-elles engagé une réflexion, depuis leur Congrès national de Montpellier en 1973 et celui de Paris en 1974, sur les possibilités d'un renouveau de l'esprit coopératif face aux mutations actuelles de la société.

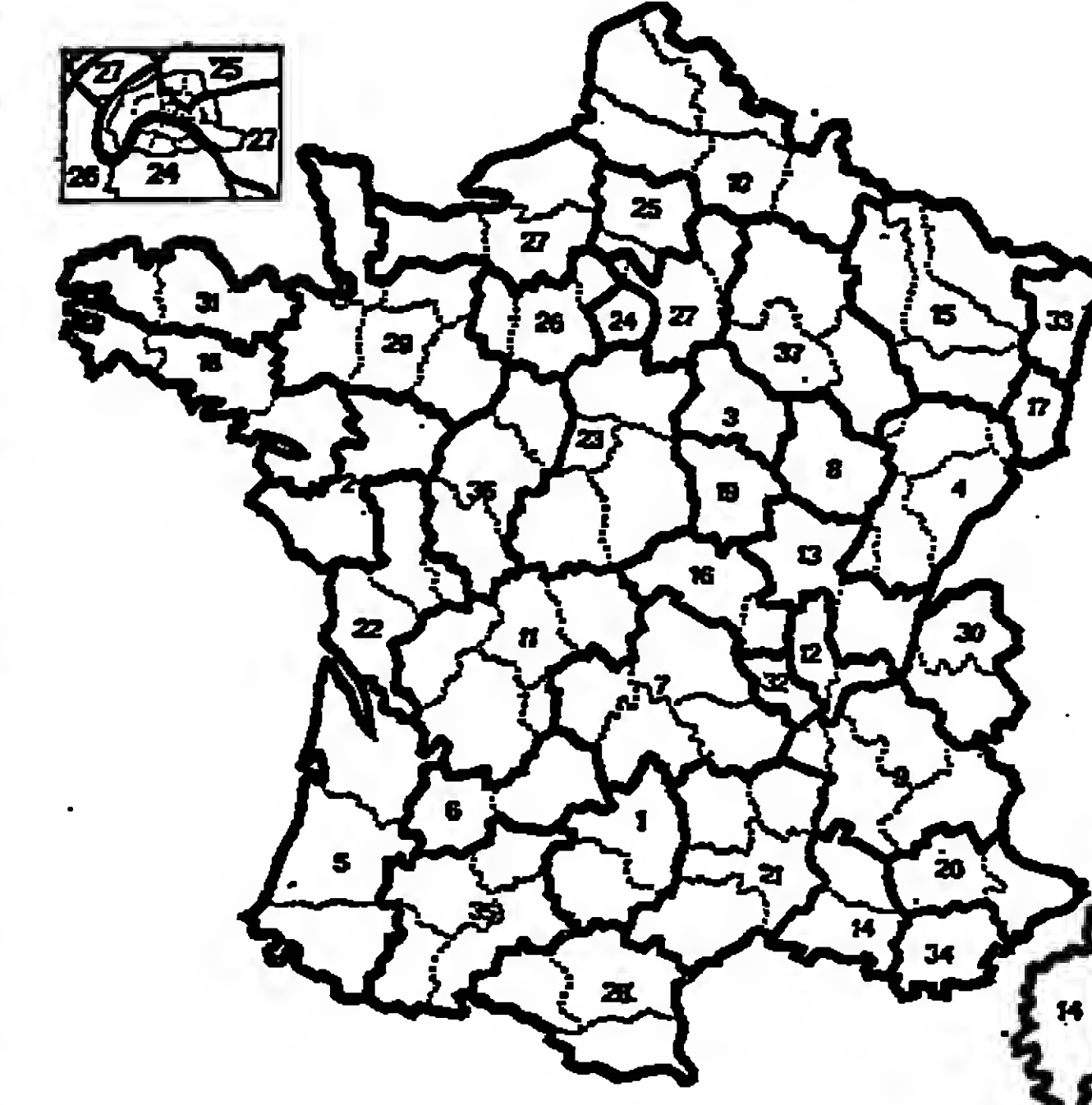
entretenues des relations particulièrement suivies avec une clientèle d'esprit mutualiste, notamment avec les Associations pour le crédit et l'épargne des fonctionnaires, les A.C.E.F. dont elles ont favorisé la création et l'animation.

La même tradition associativiste, notons le rôle que n'ont cessé de jouer les Banques Populaires à l'égard des sociétés de caution mutuelle. Issues du mouvement coopératif qui occultra en 1917 l'institution du Crédit Populaire, les sociétés de caution mutuelle ont la même vocation que les Banques Populaires : faciliter aux petits producteurs et commerçants l'accès au crédit ; mais elles se limitent exclusivement à la garantie morale et financière de leurs membres.

A la fin de 1974, la Chambre Syndicale des Banques Populaires exportait ainsi une tutelle sur près de 300 sociétés de caution mutuelle, soit quelque 215.000 sociétaires et plus de 15 milliards d'engagements.

Car, au-delà des opérations classiques de banques de dépôt, les Banques Populaires ont, en effet, conscience qu'elles doivent favoriser l'organisation et l'animation de ces cellules professionnelles et de ces groupements de particuliers qui constituent aujourd'hui autant d'instruments privilégiés d'échanges et de communication au niveau local.

Le numérotage de la carte ci-dessus permet de retrouver la circonscription de chaque banque sur la carte ci-dessus.



LA SÉCURITÉ D'UN GROUPE

Les Banques Populaires représentent aujourd'hui une puissance financière non négligeable, et les nombreux groupes bancaires français. Leur régionalisme aurait pu, en effet, entraîner une insuffisante cohésion. Mais, soucieuses d'accéder à la puissance nationale et de propager dans les meilleures conditions leur image de marque, elles se sont dotées pour mieux s'entraider et se concerter, de structures fédérales originales :

La Chambre Syndicale des Banques Populaires
 Elle assure la représentation collective de l'ensemble des organismes de l'Institution. Administrée par un conseil syndical composé de représentants élus des Banques Populaires et présidé par M. Yves Malécot, président du Groupe, elle est dotée des

puvoirs et moyens techniques nécessaires pour contrôler, coordonner et animer les activités des Banques Populaires, et pour aider à leur développement dans les différents domaines de leur organisation et de leur gestion.

C'est par l'intermédiaire de ce conseil syndical et de commissions techniques spécialisées, de même qu'à l'occasion du congrès national annuel ou des réunions régionales des présidents et des directeurs généraux des Banques Populaires, que s'est instaurée une concertation permanente et réciproque au niveau du Groupe.

La Caisse Centrale des Banques Populaires
 C'est l'organisme central bancaire du Groupe. Gérant les excédents de trésorerie des Banques Populaires, elle intervient sur le marché monétaire — français et international — et sur le marché financier.

Dans le secteur des crédits, elle s'est attachée à compléter l'action des Banques Populaires, en étroite liaison avec elles (partage de crédits, application d'accords nationaux).

Elle assure les principales fonctions financières du groupe : gestion et diffusion des produits et services financiers. Plus généralement, elle met à la disposition des Banques Populaires des services techniques communs, dans tous les secteurs de l'activité financière et bancaire.

Responsable de toutes les activités internationales du groupe, elle a ouvert récemment des bureaux de représentation à Francofort et à Londres.

Elle contrôle plusieurs sociétés de service et de conseil (courrage d'assurance, conseil juridique et fiscal) à l'intention de la clientèle Banques Populaires, et détient en outre un portefeuille d'une cinquantaine de participations dans des organismes bancaires, financiers ou immobiliers, français ou internationaux.

Banque Populaire

- 5^e groupe bancaire.
- 3 organismes centraux.
- 37 Banques Populaires.
- 1.700 agences.
- 30 milliards de dépôts au 31-12-74.
- 1.800.000 clients appartenant à tous les secteurs de l'économie.

LA C.I.C.P.

Le Groupe des Banques Populaires françaises est affilié à la Confédération Internationale du Crédit Populaire, qui réunit actuellement les Banques Populaires de neuf pays membres (Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, France, Italie, Maroc, Pays-Bas, Turquie). Ces institutions, qui disposent au total de 25.000 guichets dans les différents pays, gèrent un volume global de dépôts qui atteint près de 60 milliards d'unités de compte, soit l'équivalent de près de 37 milliards de francs.

ORGANISMES CENTRAUX :
 Chambre Syndicale des Banques Populaires, 131, av. de Wagram, Paris-17^e.
 Caisse Centrale des Banques Populaires, 115, rue Montmartre, Paris-2^e.
 Caisse Centrale de Crédit Hôtelier Commercial et Industriel, 78, rue Olivier-de-Serres, Paris-15^e.

CENTRE D'INFORMATION DES BANQUES POPULAIRES :
 131, av. de Wagram, Paris-17^e, Téléph. : 256-75-00.

- 1 ALBI : Banque Populaire du Tarn et de l'Aveyron, 31-33, Lices-de-Ronel.
 2 ANGERS : Banque Populaire Anjou-Vendée, 7, boulevard Marshal-Poh.
 3 AUVERGNE : Banque Populaire de l'Yonne, 16 à 24, place du Marché.
 4 BRESANCON : Banque Populaire de France-Comté, 1, pl. de la 1^{re} Armée-Française.
 5 BORDEAUX : Banque Industrielle et Commerciale du Sud-Ouest, 23, avenue du Grand-Lévy.
 6 CAHORS : Banque Populaire du Quercy et de l'Agenais, 30-34, rue du Président-Wilson.
 7 CLERMONT-FERRAND : Banque Populaire de l'Arvergne et de la Corbière, 13, place de Colbertin.
 8 DIJON : Banque Populaire de la Côte-d'Or, 14, boulevard de la Trémouille.
 9 GRENOBLE : Banque d'Épargne et de Crédit de la Région Dauphinoise, 13, cours Jean-Jaurès.
 10 LILLE : Banque Populaire du Nord, 41, rue de l'Hôpital-Militaire.
 11 LIMOGES : Banque Populaire du Centre, 32, boulevard Carnot.
 12 LYON : Banque d'Épargne et de Crédit de la Région du Rhône, B.E.C. Immeuble F.D.G. Part-Dieu, 141, rue Garibaldi (3^e).
 13 MACON : Banque Populaire de Saône-et-Loire et de l'Ain, 10, rue de Lyon.
 14 MARSEILLE : Banque Populaire Provençale et Corse, 16-22, rue Léon-Fauliet (3^e).
 15 METZ : Banque Populaire de Lorraine, 7, rue François-de-Cuvel.
 16 MONTLIGON : Banque Populaire de l'Allier et de Roanne, 50, boulevard de Courtais.
 17 MULHOUSE : Banque Populaire du Haut-Rhin, 10, boulevard du Président-Kennedy.
 18 NANTES : Banque Populaire Bretagne-Atlantique, 14, boulevard Winston-Churchill.
 19 NEVERS : Banque Populaire de la Nièvre, 26 bis, rue du Rempart.
 20 NICE : Banque Populaire des Alpes Méridionales, 22, boulevard Victor-Hugo.
 21 NIMES : Banque Populaire du Midi, 10, place de la Salamandre.
 22 NORT : Banque Populaire des Deux-Èvres, Charante-Martinière et Région de Civray, 1, avenue Bulhaire.
 23 OREANS : Banque Populaire Berry-Orléanaise, 13, place de Gaultier.
 24 MONTROUGE : Banque Populaire Industrielle et Commerciale de la Région Sud de Paris - B.I.C.S., 55, avenue Aristide-Briand.
 25 SAINT-DENIS : Banque Industrielle et Commerciale de la Région Nord de Paris, 32, boulevard Jules-Guesde.
 26 VERSAILLES : Banque Populaire de la Région Ouest de Paris, 2, esplanade du Grand-Siècle.
 27 VINCENNES : Banque Régionale d'Épargne et de Dépôts, B.E.R.D., 5, rue du Château (Siège social).
 28 FERRIGNAN : Banque Populaire des Pyrénées-Orientales, de l'Aude et de l'Arriege, 38-39, bd Georges-Clémenceau.
 29 RENNES : Banque Populaire de l'Ouest, 1, place de la Trinité.
 30 LA ROCHE-SUR-FORON : Société Savoisienne de Crédit : Banque Populaire, avenue Jean-Jaurès.
 31 SAINT-BRIEUC : Banque Populaire d'Armorique, 4-6, passage Saint-Guilhaume.
 32 SAINT-ETIENNE : Banque Populaire de la Loire, 1, place de l'Hôtel-de-Ville.
 33 STRASBOURG : Banque Populaire de la Région Economique de Strasbourg, 5-7, rue du 22-Novembre.
 34 TOULON : Banque Populaire du Var, 36, boulevard de Strasbourg.
 35 TOULOUSE : Banque Régionale d'Épargne et de Crédit - B.R.E.C., 47, rue d'Alsace-Lorraine.
 36 TOURS : Banque Populaire de Touraine et du Haut-Poitou, 7, place Jean-Jaurès.
 37 TROYES : Banque Populaire de Champagne, 12-14, place de la Libération.

une note

Vous avez une banque...
 avez-vous un bilan?

Le risque : une notion un peu oubliée

« L'appréciation du risque est pour le banquier d'une importance essentielle, car il peut éviter bien des mécomptes en procédant à un choix judicieux parmi les affaires pour lesquelles il est pressenti. La prudence lui conseille de ne traiter qu'avec des entreprises qui méritent réellement sa confiance et pour des opérations qui ne présentent pas de risques anormaux en raison de leur nature, de leur durée ou de leur montant. »

Sages propos tenus autrefois par M. Jacques Ferronnière, qui fut président de la Société Générale, dans son manuel des Opérations de banque, mais un peu négligés pendant une bonne partie de l'après-guerre et surtout entre 1968 et 1974, lors du « grand défautement des banques » consécutif à la loi de 1967 qui permettait à tout le monde de tout faire. Mais depuis les mesures draconiennes prises en juin 1974, et l'apparition de la première crise économique depuis trente ans, la notion de risque bancaire revient, quelque chose de très réel, et même de douloureusement tangible.

La notion de risque dans le passé

Dans les grands vents de l'expansion par l'inflation mélangés, la concrétisation du risque

bancaire était devenu assez exceptionnelle, sans que toutefois puissent être évités quelques accidents », telle l'affaire Claret-Frimatic en 1968. Un consortium de grandes banques, conduit par la B.N.P. pour avoir trop fait confiance à M. Claret, industriel prestigieux, papa européen du compresseur pour réfrigérateur avec son unité hermétique, dont périodiquement la presse spécialisée ou non célébrait la prodigieuse réussite, fut brusquement mis en présence d'un « trou » d'un certain nombre de milliards d'anciens francs, avec une comptabilité si embrouillée qu'il fallut cinq ans pour en venir à bout. Il fallut supplier M. Richard, président de Thomson-Brandt, de bien vouloir reprendre les activités de M. Claret pour 1 franc pour sauver les meubles après une « consolidation » longue et coûteuse.

Les banques d'affaires, de leur côté, ne sont pas à l'abri des mauvaises surprises. Pour s'être un peu trop fait la guerre, et avoir pris ferme en 1968-1969 nombre de marchés à prix révisibles, Tunzini Entreprises et Heurtey cotèrent respectivement plus de 130 millions de francs à Saint-Gobain-Park à Bousson-Financière de Suez et à Paribas. Ne parlons pas de la construction et des travaux publics, qui ont laissé des souvenirs fort douloureux à la Financière de Suez avec la

Française d'Entreprises (plus de 150 millions), quasiment absorbée par Bouygues pour arrêter l'hémorragie, à la Banque de l'Indochine et Worms avec la Française des dragages, à la Banque Rothschild avec la Nationale de construction et, maintenant, le programme immobilier des Olympiades à Paris, dans le troisième arrondissement.

On notera que ces accidents se sont, le plus souvent, entamés au génie civil à l'ingénierie et aux travaux publics. Sans doute ces secteurs sont-ils ceux où l'on peut englober le maximum de capitaux dans le minimum de temps. Mais ils ne détiennent pas le monopole de la déconfiture. La Banque de l'Indochine, en 1971, souffrit le plus grand préjudice de sa longue histoire avec l'abusant naufrage de sa filiale Prigest en Suisse, coupable d'un passif de 200 millions de francs suisses partagé avec l'autre maison mère, la société américaine Continental Grain. N'oublions pas, à l'automne 1970, les déboires de l'United Bank of California, avec les pertes de sa filiale de Bâle dans une spéculation malheureuse et frauduleuse sur le cacao.

Tous ces accidents a, remarquons-le bien, n'étaient que brouillés par rapport aux sinistres de 1973-1974 consécutifs à des opérations basées sur les échanges, avec les pertes de la West Deutsche Landes Bank (100 millions de dollars), celles de l'Union des banques suisses (50 millions de dollars), de la Lloyd's Bank à Lugano (33 millions de livres sterling) et, pour couronner le tout, la faillite récente de la banque allemande Herstatt, qui jeta une défiance générale sur les marchés financiers pendant l'été et l'automne derniers.

Mais, après tout, les pertes de change, pour une banque, devraient être exceptionnelles dans la mesure où ses services spécialisés soldent leurs opérations au jour ou dans les quarante-huit heures, sans prendre de position à de-

couvert dont le caractère spéculatif est, en principe, incompatible avec la bonne gestion.

Heureusement pour elles, les banques françaises, grâce au contrôle des changes et à leur prudence naturelle en ce domaine, n'ont guère été affectées, à part quelques plumes laissées dans la faille Herstatt. On a pu, à cette occasion, constater à quel point les milieux financiers internationaux pouvaient être irrationnellement émotifs, prêtant une oreille complaisante aux rumeurs les plus folles. Au cours de l'été 1974, il ne se passait pas de jour sans que de Zurich, de Londres ou de Francfort, l'on annonçât de vives difficultés, voire le dépôt de bilan, pour certains établissements français. Il fallut que les présidents du Crédit Commercial de France et du groupe Paribas démentent solennellement ces rumeurs pour faire baisser la tension...

La répartition des risques industriels

Mais si les banques françaises ont pu passer sans trop de dommage au travers de cette tempête sur les devises, elles n'ont pu éviter de voir réapparaître un vieux spectre des années de crise : les risques sur les crédits accordés souvent très libéralement aux entreprises industrielles.

Pour la plupart des jeunes banquiers, trente ans de prospérité ont émoussé certains réflexes et atténué la vigilance que cultivaient les vieux routiers. Comme l'observait récemment le directeur général d'une banque américaine en France, les chefs d'entreprise actuels, comme leurs banquiers, n'ont que de faibles connaissances pour « gérer » une récession : bâfre en retraite est un art difficile, pour les sociétés comme pour les armées.

La sévère réaction des crédits pratiquée l'an 1974 après la mise en demeure adressée par le gouvernement aux banques nationalisées, et appuyée par la révocation du président du Crédit

Le pool bancaire

Suivant les vieux principes, le pool (ou consortium) bancaire, réduisant en certains nombre d'établissements, a pour justification le partage et l'étalement du risque encouru sur une seule entreprise.

Comme pour les compagnies d'assurances, ce partage limite le danger d'un « accident » sur un client important en répartissant le fardeau d'un impayé, d'un « gel » de créances ou d'une faillite par le nombre des participants au pool. Mais certains praticiens ne croient guère au pool. A leurs yeux, il engendre une fausse sécurité, surtout lorsque le chef de file désigné se montre trop peu vigilant. Tout au plus, ils préconisent un pool peu nombreux et facile à gérer, surtout quand le nombre des participants au pool. Mais certains praticiens ne croient guère au pool. A leurs yeux, il engendre une fausse sécurité, surtout lorsque le chef de file désigné se montre trop peu vigilant. Tout au plus, ils préconisent un pool peu nombreux et facile à gérer, surtout quand le nombre des participants au pool. Mais certains praticiens ne croient guère au pool. A leurs yeux, il engendre une fausse sécurité, surtout lorsque le chef de file désigné se montre trop peu vigilant. Tout au plus, ils préconisent un pool peu nombreux et facile à gérer, surtout quand le nombre des participants au pool.

Un petit banquier de province face à ses clients

De notre correspondant

Lille. — Les banques de province, naguère encore citadelles protégées de tous les côtés, ouvrent maintenant leurs portes aux journalistes. Dans cette banque régionale de dépôt, à Lille, l'accueil est plus que courtois, très aimable, chaleureux même. Visiblement le banquier aime à parler de son métier. A une condition cependant : l'anonymat. On n'est pas censé, pour des raisons que l'on imagine aisément, à témoigner à visage découvert.

Dans la région du Nord où la crise secoue les entreprises et provoque des ravages, notamment dans le textile, le banquier est souvent mis en cause pour ne pas dire en accusation, il n'apparaît pas sur la scène mais on sait que son rôle est important. Quand une usine est menacée, quand les licenciements s'annoncent et provoquent des remous, peut-être le sauveur ou celui qui condamne ? A ces questions et aux gémissements des clients, le banquier va répondre sagement mais en portant lui aussi quelques banderilles :

« Il existe, dit-il, des contraintes législatives et réglementaires. Mais il y a surtout des contraintes des banques de dépôt et les banques d'affaires. Des responsables d'entreprises demandent aux banques ce qu'elles ne peuvent donner. Bien sûr cela se manifeste plus encore en période difficile. On nous dit alors : « Vous nous tenez le parapluie quand il fait beau, mais nous nous le retirons quand il pleut. » C'est une image qu'il ne faut pas rejeter mais qu'il faut assumer ensemble, banquier et entrepreneur. Si la banque apporte de l'argent, ce n'est pas le sien et elle ne peut le faire dans n'importe quelles conditions. Il lui faut au contraire évaluer au mieux les chances et les risques de chaque opération. L'entreprise devrait mieux savoir ce qu'elle peut demander à la banque et ne pas l'imaginer comme un recours automatique et efficace sous prétexte qu'un problème ne s'est jamais posé pendant de longues années... »

« Alors, devant l'entreprise en difficulté, quel est votre pouvoir ? »

« On dit parfois que le banquier abandonne la partie. Ce n'est pas cela. Il lui arrive, non pas de retirer les moyens qu'il avait accordés à l'entreprise mais de ne pas en donner d'autres. On touche ici à la nécessité de bien connaître la vie de l'entreprise. Pour nous, le signal d'alarme se retentit quand les agios sont plus payés. Alors, tout est déjà fini... »

« De quels éléments le banquier dispose-t-il pour se faire une idée juste sur une affaire ? Bien sûr, la publication obligatoire des bilans et des comptes d'exploitation est très utile, mais elle n'est dépendant pas suffisante. Le chef

d'entreprise, quand tout va bien, conteste au banquier le droit de se mêler de ses affaires. Quand tout va mal, il veut tout, y compris une survie artificielle. Ce que nous ne pouvons pas accepter. Ce serait en fait, pour nous peu à un plus grand désastre. »

« Est-ce à dire que les rapports avec les chefs d'entreprise sont difficiles ? »

« Pas forcément. Mais une collaboration loyale est nécessaire. De notre côté, nous affirons nos moyens de connaissance. Nous essayons d'être de plus en plus professionnels et dynamiques. Nous analysons la situation, nous examinons les perspectives. Tous les grands dossiers de la région nous intéressent et sont suivis très méthodiquement par des équipes spécialisées. »

« Mais, pour en revenir à l'entreprise, il est regrettable que nous n'ayons pas tous les éléments essentiels en matière de crédit. Tout ce que nous sommes contraints d'intervenir quand rien ne va plus ? »

« En fait, chaque entreprise devrait avoir établi chaque année son check-up comme on le recommande aux hommes soucieux de leur bonne santé. Un examen complet, si régulier que possible, on connaît aussi dans l'économie moderne, — mais il aiderait beaucoup à une meilleure gestion. Actuellement les entreprises les plus solides résistent mieux à la tempête. C'est absolument logique. »

« Les relations entre les banques et les entreprises sont aussi, et avant tout, des relations entre des hommes. Des entrepreneurs et des banquiers nouent des liens d'amitié. On se connaît bien. On se fréquente. N'y a-t-il pas là un élément important qui puisse jouer dans des périodes critiques ? »

« Contrairement à ce que l'on pense généralement des relations personnelles, elles ne sont pas à conseiller. De telles relations, quand elles sont poussées jusqu'à « copinage », nuisent à l'étude objective des dossiers. Elles sont sans doute agréables, mais obscurcissent le jugement. Mieux vaut perdre un client qu'un ami. Les relations entre le banquier et le responsable d'entreprise doivent être strictement et profondément professionnelles. L'insiste sur cette formule. »

« Cela n'empêche pas une collaboration de bonne qualité, mais il convient de rester d'abord et avant tout au niveau des affaires. Je pense que le contact entre le banquier et l'entrepreneur doit être assez direct, presque vital. Si l'accord ne se fait pas, alors le client peut toujours aller ailleurs. Mais il est essentiel d'établir de très bonnes bases pour une collaboration. »

GEORGES SUEUR.

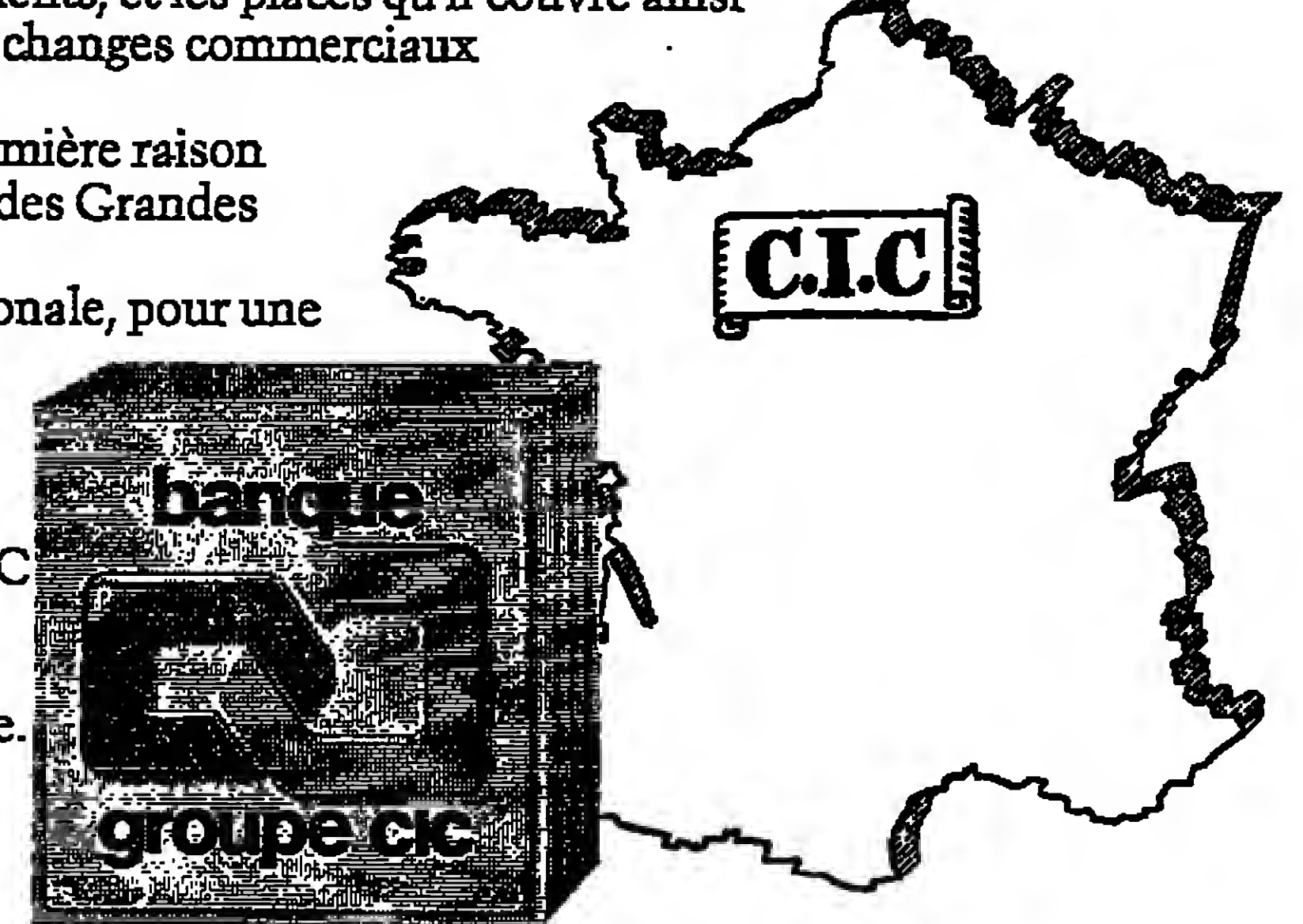
EN OUVRANT UN COMPTE AU C.I.C., DEVENEZ CLIENT D'UNE GRANDE BANQUE INTERNATIONALE.

CIC New York, Tokyo, Londres, Rio, Sydney... avec plus de 30 succursales, représentations, banques associées et affiliées, le Groupe C.I.C. est présent dans les cinq continents, et les places qu'il couvre ainsi représentent plus des 2/3 des échanges commerciaux de la France.

Mais, ce n'est pas la première raison qui fait du Groupe C.I.C. l'une des Grandes Banques Internationales.

Etre vraiment internationale, pour une banque, c'est avant tout une question d'hommes et de compétence.

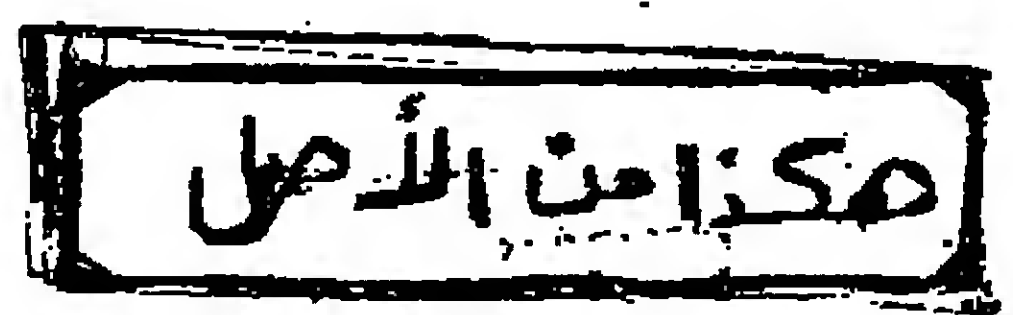
Ce sont ces hommes et cette compétence que le C.I.C. et les 12 banques régionales de son Groupe mettent quotidiennement à votre service.



C.I.C. CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
On peut demander davantage au C.I.C.

Vous avez une banque... avez-vous un banquier ?

VCP BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS



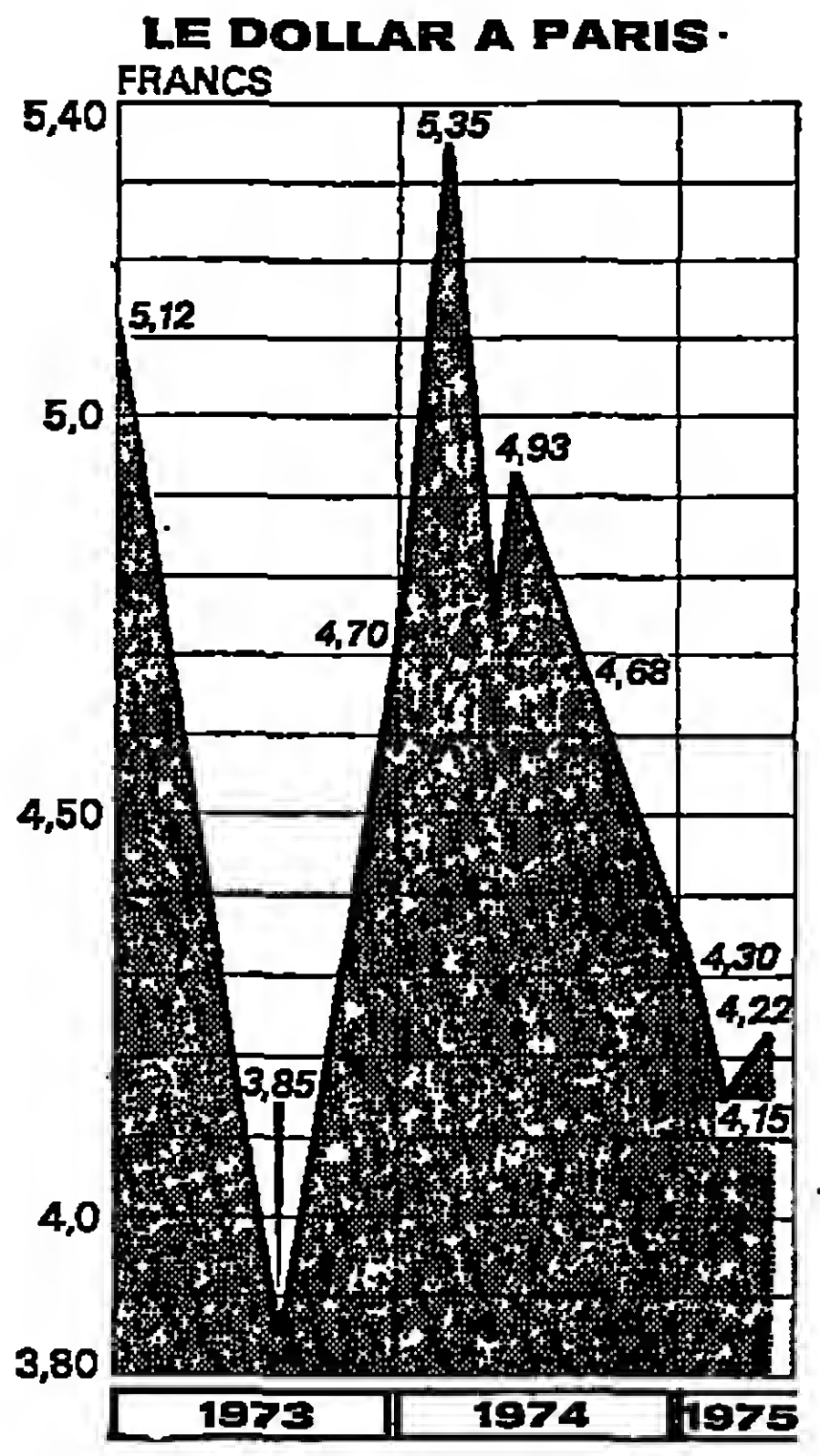
Les affres d'un opérateur sur le marché des changes

Prenez le cas d'un opérateur sur le marché des changes de Paris, ou même de plusieurs, suivant qu'ils sont acheteurs de dollars (importateurs) ou vendeurs (exportateurs). Au début de 1973, après une période relativement calme (en quinze mois, le dollar a évolué dans des limites raisonnables, aux alentours de 5 F), c'est la première crise de février-mars 1973, avec la dévaluation de 10 % du dollar et la mise en flottement des monnaies européennes.

En juin-juillet 1973, seconde crise de la monnaie américaine, qui s'effondre véritablement jusqu'à enfoncer le niveau de 4 F, et coter même 3,85 F au début du mois de juillet. Pour certains, la baisse n'est pas finie, et l'on parle même de 3,50 F. C'est aller vite en besogne. Pendant l'été, le dollar se redresse jusqu'au niveau de 4,20 F-4,30 F. Puis éclate la guerre du Kippour, avec ses conséquences, l'embargo sur le pétrole, puis le quadruplement de son prix. Les Etats-Unis, gros producteurs de brut, sont considérés comme favorisés par rapport à l'Europe : l'on pense que le dollar va être recherché pour les paiements aux Etats arabes, et c'est l'envolée de la monnaie américaine au-dessus de 5 F, et même jusqu'à 5,85 F, lorsque le franc français quitte le « serpent », le 19 janvier 1974. En six mois, la variation a atteint près de 40 %, bouleversant toutes les prédictions et préparant de sanglantes pertes sur les changes aux imprudents (surtout en Allemagne et en Suisse) qui ont vendu à découvert des dollars et se trouvent pris à contrepied. Pour se rattraper, ils se portent acheteurs de dollars Hélas ! celui-ci amorcé, dès février 1974, une longue descente, qui va le conduire, à Paris, de 5,35 F à 4,15 F en février 1975, en repli de 25 %, pour se stabiliser aux environs de 4,20 F en mars et avril.

C'est dire assez qu'un importateur ou un exportateur ont dû « se couvrir » à terme, sinon la perte de change pouvait leur coûter non seulement leur bénéfice mais peut-être la vie, dans certains cas. Ne parlons pas des emprunteurs en devises à un an, qui n'ont pas le droit de se couvrir à terme et doivent prendre le pari à leurs risques et périls. Dans le cas du dollar, le pari a été bon : les

emprunts contractés depuis le début de 1974, à l'initiative des pouvoirs publics, et vivement appréciés des entreprises et de leurs banquiers (pas d'encadrement), peuvent actuellement être remboursés à l'échéance avec un dollar passablement dévalué depuis un an. Mais, aujourd'hui, que faire ? Le dollar semble stabilisé et prêt à remonter, le cas échéant. En ce domaine, nulle certitude, sauf celle de perdre le maximum, si l'on s'est trompé de sens...



Les banques, les entreprises et les changes flottants

Mars 1973 : les banques centrales renouent à soutenir le dollar. La monnaie américaine « flotte ». Pour les spécialistes des marchés des changes — les cambistes — c'est une révolution. Le dollar devient plus incertain mais aussi plus dangereux. Les entreprises, elles « se voient d'un coup confrontées à des problèmes qu'elles ignorent pratiquement : comment alors que le commerce international se développe, se protéger contre des fluctuations de changes qui en un an pourraient atteindre 30 % ou plus ?

Cette situation modifie considérablement les rapports entre les responsables des sociétés et les cambistes. Les premiers découvrent un monde étrange, celui des changes flottants ; les seconds sortent de leur univers et se transforment en conseillers.

« Il est vrai que ce fut une petite révolution. Lorsqu'il évoque le flottement du dollar, ce chef de service d'un grand établissement nationalisé sourit : « Nous avons bien accueilli la chose, ajoute-t-il. Après tout les parités fixes limitaient les écarts et quel homme de marché ne rêve pas d'écart ? Et puis, c'était un peu un retour aux sources. Il n'empêche : ce fut un beau bouleversement dans petit monde fermé des cambistes.

Ces derniers ont toujours bénéficié d'une assez large autonomie dans le service de change, mais bien à la nature de leurs activités très complexes — jugées quelque peu mystérieuses — qu'aux bénéfices qu'ils réalisent le plus souvent. Comment ? En bien d'abord en faisant le commerce des devises. Chaque jour une banque ou un établissement financier doit acheter ou vendre des dollars, des marks, des livres, des francs. Ces ordres sont centralisés et exécutés au comptant ou à terme par le service des changes. Autre activité : l'arbitrage. Des devises sont cotées sur plusieurs places. Il est dès lors possible d'en acheter sur l'une pour les revendre sur l'autre.

Enfin, il n'est pas interdit — c'est un euphémisme — aux cambistes de prendre position, c'est-à-dire de jouer la tendance en achetant une monnaie s'ils estiment qu'elle va monter, ou en vendant si, au contraire, ils pensent qu'elle va fléchir.

A Paris, les opérations « spéculatives » n'ont jamais été très importantes. « Paris n'est pas une place financière internationale », rappelle un spécialiste. Trop de contrôles et de réglementations. « Il n'en demeure pas moins que les Français ont « joué », aussi.

Un acteur raconte : « Avant le flottement généralisé des monnaies, c'était le bon temps. On pouvait jouer pratiquement à coup sûr. Dans le système des parités fixes, les banques centrales étaient tenues d'acheter ou de vendre à des prix fixes et connus. Certes, en période normale, les écarts étaient réduits, mais, lorsqu'une crise se déclenchait, quel extraordinaire filer ! de profiter ! Il n'y avait finalement de prendre position sur la monnaie visée pour profiter de la dévaluation ou de la réévaluation qui suivait immédiatement. On achetait chaque grand mouvement de fonds à l'achat ou à la vente. »

La clientèle, à cette époque, n'apparaissait guère. Les industriels se contentaient de passer des ordres, qui, le plus souvent, étaient exécutés au mieux à l'issue de la séance qui se déroulait quotidiennement au sous-sol de la Bourse de Paris. Le flottement du dollar allait bouleverser toutes ces habitudes et, en premier lieu, celles des cambistes.

La langue d'Esopo

Ce fut d'abord la divine surprise. Les cours du dollar, qui auparavant fluctuaient à plus de 1 pour 1 000 dans la journée, variaient d'un coup de 1 pour 100 ! Mais il fallut quelque peu déchanter. On découvrit bien vite, en effet, que si les chances de gains étaient multipliées par 10... il en allait de même des pertes. Bref, le flottement était un peu la langue d'Esopo : le meilleur, si l'on était dans le sens, le pire si l'on se trompait. Il y eut des « accidents » spectaculaires, que l'on mit trop souvent sur le compte de l'inconscience des cambistes, oubliant ainsi que, dans certains, plus attentives aux profits que conscientes des risques — avaient laissé faire... sinon encouragé.

De leur côté, les chefs d'entreprise découvrirent rapidement les dangers que comportait un flottement généralisé des changes. Comment un exportateur aurait-il pu ne pas réagir en constatant

qu'en six mois le dollar par exemple pouvait baisser de 30 %, alors que les contrats à l'exportation, qui sont le plus souvent libellés dans la devise américaine, se négocièrent quelquefois à 1 ou 2 % près ? Il fallait se protéger. Ces mécanismes de protection existaient. Encore fallait-il les découvrir et accepter de les utiliser. Nécessité fait loi : ainsi la « couverture à terme » (1), longtemps rejetée par les industriels, soit qu'ils aient redouté de perdre quelques centimes sur le change, soit encore qu'ils aient redouté d'être considérés comme des spéculateurs, gagna ses lettres de noblesse. Ce n'est qu'un exemple. Il y en a eu d'autres.

Des hommes nouveaux

Petit à petit, de nouveaux liens se tissèrent ainsi entre les cambistes et la « clientèle ». Cela n'alla pas sans poser quelques problèmes. Il fallut d'abord renforcer les effectifs des services changes. Ne serait-ce que pour accueillir des visites imprévues, ou tout simplement répondre à des coups de téléphone parfois un peu angoussés. « Pour notre part nous n'avons pas été surpris, affirme le chef cambiste d'une importante

(1) Les contrats commerciaux prévoient le plus souvent que le paiement interviendra plusieurs mois après l'exécution du contrat. La couverture à terme permet aux industriels de se prémunir contre d'éventuelles fluctuations de change. Elle permet, en effet, à l'exportateur de vendre à un cours et à une échéance très avancés, les devises qu'il recevra plus tard, et à l'importateur — dans des limites de trois mois — de se procurer par avance les devises dont il aura besoin.

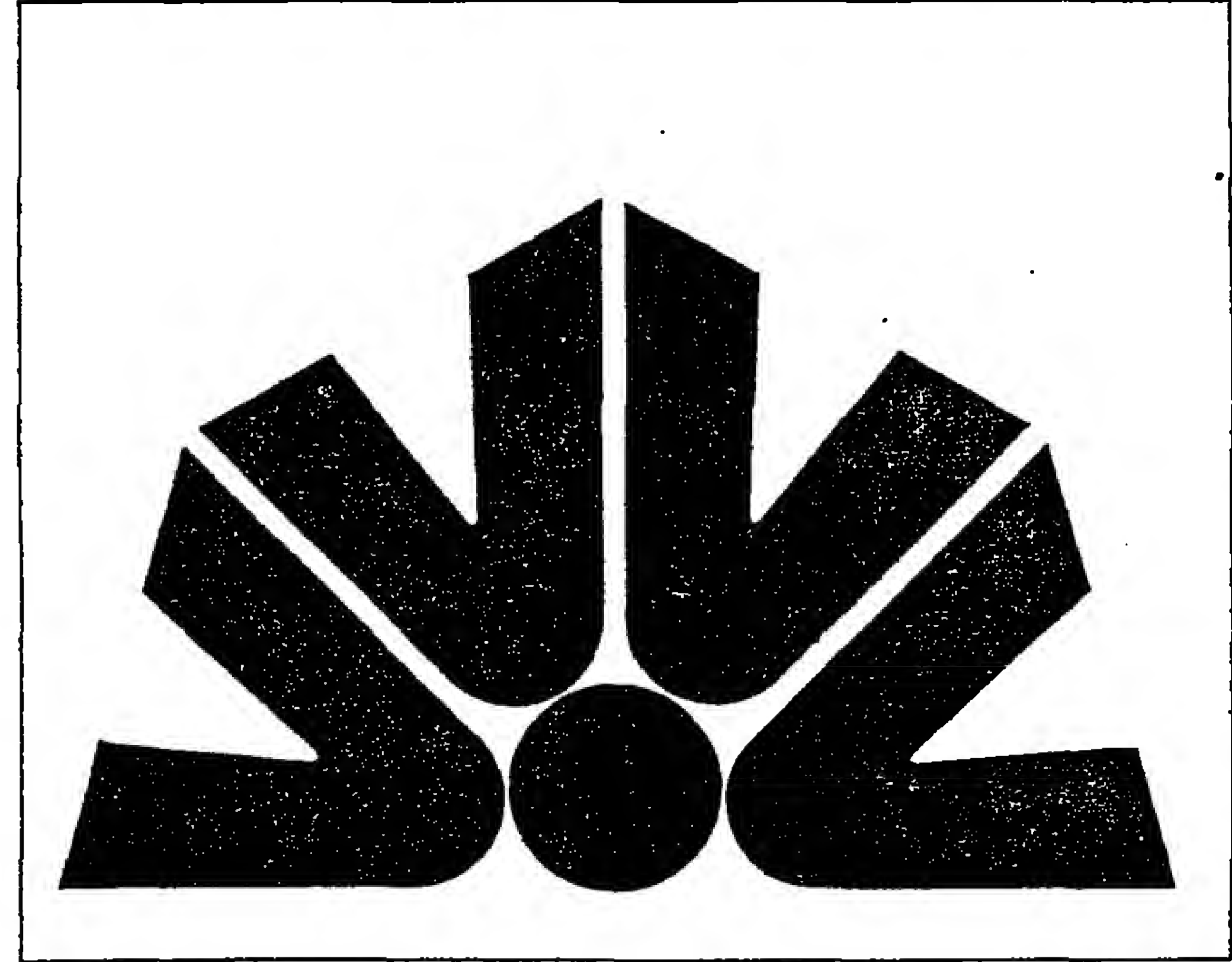
banque privée, voilà un moment que nous avons senti venir ce changement. Pour y faire face il nous a fallu trouver des hommes, qui soient non seulement capables d'intervenir sur le marché, mais qui se révèlent aussi aptes à « dialoguer » avec les chefs d'entreprise. L'industriel qui vient nous voir ou qui nous téléphone, est certes assailli de savoir ce qui se passe immédiatement sur le marché — les cours évoluent si vite ! — mais il exige aussi et de plus en plus une analyse plus fouillée, plus globale, pour tout dire plus économique. »

Cette évolution a encore été accélérée... par les pouvoirs publics. Pour aider au rétablissement de nos échanges, ces derniers ont autorisé les entreprises à emprunter en devises. Les sociétés françaises ont très largement utilisé cette possibilité, puisque ces emprunts échappent à l'encadrement du crédit. Cependant, contrairement à ce qui se passe en Grande-Bretagne ou en Italie, la puissance publique s'est refusée à donner sa garantie pour couvrir le risque des changes inhérent à de telles opérations. Sans doute y aurait-il beaucoup à dire sur cette attitude. Constatons simplement que ce risque est totalement assuré par les entreprises et que dans ces conditions, le choix de la devise empruntée se révèle fondamental.

Au fil des mois, le profil du cambiste s'est donc modifié. L'homme de marché qu'il était jusqu'ici se transforme peu à peu en spécialiste des changes internationaux, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Evolution irrémédiable ? « Oui », affirme un cambiste. « D'abord parce que nul ne peut pour l'instant imaginer quel système remplacera celui des changes flottants. Les parités fixes mais ajustables ? Autre chose ? En outre parce que la clientèle connaît maintenant le chemin de nos bureaux. Elle ne s'en va pas. Pour nous, pour nos maisons, c'est s'adapter ou disparaître... mais depuis le Pont au Change nous avons l'habitude. »

PHILIPPE LABARDE.

Parce que vos affaires dépassent vos frontières...



Voici le sigle du groupe bancaire international créé pour l'Europe.

Ce sigle symbolise quatre noms : le Banco di Roma pour l'Italie, le Banco Hispano Americano pour l'Espagne, la Commerzbank pour l'Allemagne et le Crédit Lyonnais pour la France. Ces quatre banques forment le premier groupe bancaire européen homogène. Chacun des 88 000 professionnels qui constituent le groupe est votre banquier.

Vous le rencontrerez dans 4000 guichets en Europe et dans 55 pays du monde. Il a derrière lui la puissance — un total de 48 milliards de dollars de dépôts. Il a pour lui l'expérience qui lui permet de résoudre l'ensemble de vos problèmes bancaires et financiers. Retenez ce sigle. C'est la marque d'une véritable force internationale à votre service.

EUROPARTENAIRES

BANCO DI ROMA - BANCO HISPANO AMERICANO - COMMERZBANK - CREDIT LYONNAIS

Le groupe bancaire européen pour les affaires internationales.

CRÉDIT FONCIER DE MONACO
Capital 6.000.000 de francs - Réserves 5.900.000 francs

La plus ancienne et la plus importante banque de dépôts monégasque

Siège Social : 11, boulevard Albert-1^{er} - MONACO
5 agences en Principauté

Bureau de change permanent de 10 h. à 24 h.
Place du Casino

Toutes opérations de Banque, de Bourse et de Change

(Publiscap)

BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROBANK)

Capital : 200.000.000 de Francs

79-81, bd Haussmann, 75382 PARIS CEDEX 08

Télex : PARIS 28 200 EURBANK A.B.C.D.
28 195 EUROPEX Tél : 266-92-80

Toutes opérations de Financement international

banques, les entreprises et les changes flottants

Les « étrangères » à l'assaut de la clientèle française

Si les banques françaises s'installent de plus en plus dans nos frontières, les banques étrangères n'ont pas manqué d'avoir pignon sur rue dans la capitale et même en province. Au premier rang des quatre-vingt-deux établissements autorisés à exercer leurs activités sur le territoire français, figure la Banque commerciale pour l'Europe du Nord (Eurobank), propriété de l'Union soviétique, et qui, avec un bilan supérieur à 12 milliards de francs, occupe une place privilégiée dans le financement des opérations commerciales et financières avec les pays de l'Est. Puis viennent les banques américaines, de plus en plus nombreuses : la plus ancienne est certainement la Morgan Guaranty Trust, installée depuis la guerre de 1870, suivie par

spécifique et des atouts dont elles disposent, qu'importe leur chiffre d'affaires en cinq ans. Les atouts des banques américaines Pour ces fameuses « grosses lignes » consenties à ces géants qui sont devenus les Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson et autres, et dont le montant peut atteindre le milliard de dollars, deux problèmes se posent aux banques américaines : si elles sont solides, tout d'abord, les limites du financement global (intérieur et extérieur) sur une entreprise donnée (risque général) ; à partir d'un certain niveau, il devient opportun et même indispensable de répartir le fardeau,

FACE AU MARCHÉ D'EXPORTATIONS

Les industriels appellent à leur secours

Mobiliser les entreprises... Gagner la bataille de l'exportation... Conquérir de nouveaux marchés... Le vocabulaire militaire fait recette. Il ne se passe pas de semaine, de jour sans qu'un ministre, un industriel de renom, un banquier célèbre réponde à son compte l'un de ces points. Pour que l'industrie française prenne pied à l'étranger, que des centaines, voire des milliers, de firmes et non plus quelques dizaines s'aventurent hors de l'Hexagone, les incantations ne suffisent pas. Il faut de bons produits, mais aussi et surtout une mentalité exportatrice. Or le chef d'entreprise ne l'acquiert pas du jour au lendemain. Il faut lui faciliter la tâche, le guider, l'Etat, la Coface, la Banque française du commerce extérieur, ont un rôle important à jouer. Mais c'est des banquiers que l'industriel attend le soutien le plus actif.

dans leurs bureaux de représentation de mettre en place « cet atout idéal » dont nous parlait un banquier : un spécialiste capable de dresser rapidement le schéma de financement d'une opération travaillant en étroite liaison avec un ingénieur conseil apte à réaliser n'importe quelle étude industrielle. Elles sensibilisent leur personnel aux questions de l'exportation. En France, les grands établissements installent dans leurs agences locales des employés formés aux techniques du commerce extérieur dont le but est non seulement de délivrer des crédits court terme, mais aussi et surtout, d'aider l'industriel local bien souvent tenté par une expérience à l'étranger mais qui est perdu dans les maquis des réglementations. Elles élaborent une panoplie de services afin de proposer à l'exportateur un « menu à la carte ». Une grande banque nationalisée offre ainsi aux industriels de leur fournir très rapidement (grâce à ses ordinateurs) le devis du coût de financement pour une opération donnée.

Des Atouts

Texte partiellement visible, mentionnant des atouts et des services bancaires.

Banques étrangères exerçant en France

Bilan en milliards de francs au 31/12/74

Table listing 21 banks with their assets in billions of francs as of 12/31/74. Includes Banque commerciale pour l'Europe du Nord, Morgan Guaranty Trust, First National City Bank, etc.

la First National City Bank, arrivée après la première guerre mondiale, puis, plus récemment, la Chase Manhattan, la Bank of America avec sa politique de succursales en province, la First National Bank of Chicago, Manufacturers Hanover, Bankers Trust, Chemical Bank etc. bref l'essentiel de ce qui compte dans la banque outre-atlantique.

Un bouleversement dans la structure de la clientèle

Traditionnellement, pour les Français, les banques américaines étaient venues en Europe et en France pour suivre leur clientèle d'origine, et notamment les puissants groupes internationaux qui ont essaimé de par le monde. Quoi d'étonnant qu'elles tiennent les comptes des filiales françaises d'I.B.M., de Colgate-Palmolive, Esso, I.L.T. et compagnie ? Mais depuis quelques années, un véritable bouleversement s'est produit dans la structure de leurs portefeuilles : auparavant, ces banques consacraient 80 % à 90 % de leurs activités aux firmes américaines et le reste aux entreprises françaises. Aujourd'hui, la proportion est renversée, grâce au prodigieux essor des multinationales françaises. Ces dernières, ouvrant aux horizons lointains, ont dû rechercher d'importants financements, d'abord auprès des banques françaises, ensuite, et souvent en parallèle, auprès de banques étrangères, qui, au fil des ans, leur ont accordé de grosses « lignes » de crédit en raison de leur caractère

notamment pour la part étrangère, et le recours aux banques américaines devient habituel. Ensuite, le problème de l'approvisionnement en capitaux, essentiellement sur le marché des eurodollars, avec les risques de change qui en découlent. Il est certain que les banques américaines, dont les comptes sont établis en dollars, sont moins vulnérables que les banques françaises tout en disposant d'excellentes sources d'approvisionnement.

Toujours dans ce domaine de change, dont l'importance n'est plus à démontrer, les établissements d'outre-atlantique sont très actifs dans le commerce des devises, se piquant d'assurer le financement de n'importe quel marché en n'importe quelle monnaie locale, même les plus rares. L'un des deux atouts majeurs est certainement l'étendue et la qualité de leurs réseaux internationaux, dirigés, dans chaque contrée, par des hommes ayant une forte expérience des échanges internationaux, ce qui n'est pas toujours le cas pour le personnel spécialisé des banques françaises, venues plus tard sur la scène mondiale.

Disons enfin que le soul principal des banques américaines en France n'est pas de faire une concurrence directe à leurs homologues françaises en matière de découvert ou de services courants, mais plutôt d'exploiter des créneaux bien particuliers où elles se trouvent bien armées : montages financiers spéciaux, opérations sophistiquées telles que, par exemple, le crédit-bail international, ou le financement d'investissements à

chance de Paris a été, à parodier, la crise du pétrole. En « incitant » très vivement les entreprises nationales, publiques ou privées, à emprunter hardiment et massivement sur le marché des eurodollars, le gouvernement français a donné une impulsion décisive aux opérations financières à caractère international. D'un autre côté, les très bonnes relations nouées par la France avec les pays arabes conduisent ces derniers à diriger leurs capitaux sur notre place, lui permettant de devenir à son tour place tournante. N'est-il pas significatif que la plupart des opérations sur le Proche-Orient, depuis six mois, soient montées à partir de Paris ? Le crédit de 250 millions de dollars non « lié » accordé récemment à l'U.R.S.S., le plus important de son espèce, n'a-t-il pas comme chef de file Lazard Frères de Paris, assistés, outre l'indispensable Banque commerciale pour l'Europe du Nord, par la filiale française de Morgan, aux côtés de la toute-puissante Banque nationale de Paris ? Singulière conséquence d'une crise qui aurait dû, en d'autres temps, entraîner un repli sur des positions métropolitaines avec le renforcement traditionnel du contrôle des changes auquel un quart de siècle d'incertitude monétaire nous ont habitués !

Pardura-t-il, un jour, tels les théologiens vis-à-vis de la haute originalité, qualifier de bienheureuse cette crise pétrolière qui a accéléré la « sortie » des banques et des entreprises françaises sur les marchés étrangers des capitaux et des produits ? — P. R.

Prendre des risques

Tous ces efforts, pour importants qu'ils soient, restent encore insuffisants aux yeux de nombreux industriels. « Trop souvent, les banques ne s'intéressent qu'aux grands contrats qui se chiffrent en dizaines de millions de francs et qui leur apportent prestige et bénéfices », constate-t-on au siège d'une importante fédération industrielle. « Pour les petites affaires courantes, ce que nous appelons la catalogage, elles restent peu actives ». L'industrie allemande également bénéficie de l'activité d'un réseau très dense de maisons de commerce. Certaines sont spécialisées par marché, d'autres par produit. En France, il existe quelques sociétés de commerce basées sur le même principe. Mais leurs activités restent limitées, et ne s'exercent généralement qu'en Afrique noire.

Autre domaine où les chefs d'entreprise jugent que la France connaît un sérieux retard : celui des sociétés de confirmation de commandes (factoring companies), qui prennent beaucoup de risques financiers. Dans leur distribution de crédits à l'exportation, elles sont en grandes parties préservées des mauvaises surprises grâce à la Coface et à la B.F.C.E. qui garantissent au minimum à 80 % (ce qui n'est pas le cas dans d'autres pays). Cette prudence, peut-être excessive, des banques se montre hardie. Dans certaines régions du monde, l'Asie du Sud-Est notamment, les entreprises françaises — nouvelles venues — doivent monter de toutes pièces leurs réseaux commerciaux. Or, les bons agents ont déjà été recrutés par la concurrence. Il nous faut donc chercher des jeunes avec les avantages (leur dynamisme) et les inconvénients (l'absence de surface financière et de crédibilité) que cela comporte. La Coface est réticente à

BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROBANK)

BANQUE EUROPÉENNE DE TOKYO, S. A. (Anciennement 24, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS) Changement d'adresse depuis le 7 avril 1975 : 4 à 8, rue Sainte-Anne - 75001 PARIS. Table of financial data as of 31/12/74.

Une triple action A côté de ce développement des crédits à l'exportation — ce qui relève somme toute de leur activité classique, — les banques mènent une triple action. Elles multiplient les implantations à l'étranger, créant ainsi autant de points d'appui pour l'industrie française. Elles essaient

Leader incontesté dans le secteur bancaire international depuis 1880. BANK OF TOKYO. Siège social : TOKYO JAPON. Succursale à Paris : 4-8, rue Sainte-Anne, Paris-1er (France) - Téléph. : 261-58-33. GROUPE DE LA BANK OF TOKYO. THE BANK OF TOKYO OF CALIFORNIA, THE BANK OF TOKYO TRUST COMPANY, etc.

مكتبة الأمل

صكنا من الأصل

Les formes d'associations

LES CLUBS

Table listing various banks and their parent organizations under the 'LES CLUBS' category, including Banque Nationale de Paris, Société Générale, and Banque Rothschild.

LES FILIALES COMMUNES

Table listing common subsidiaries of various banks, such as Banque Nationale de Paris and S.G. Warburg et Paribas.

FORMULES SPÉCIALES D'ASSOCIATION

Table listing special association formulas, including Crédit Lyonnais and EUROPARTNERS.

PRISES DE PARTICIPATION

Table listing participation shares, such as National Westminster Bank and NATIONAL WESTMINSTER BANK.

ACCORDS DE COOPÉRATION

Table listing cooperation agreements, such as GROUPE PARIBAS and GROUPE DE LA BAYERISCHE VEREINS BANK.

(PUBLICITE)

DAFSA Analyse publiée dans sa collection

« ANALYSES DE SECTEURS »

LE SECTEUR BANCAIRE FRANÇAIS

Text describing the French banking sector analysis, including volume information and contact details for DAFSA.

Exporter avec la BNP

BANQUE NATIONALE DE PARIS la banque française la mieux implantée sur les cinq continents

Les « françaises » à l'étranger

Commerce international et banques sont intimement associés... Les banques françaises, qui avant 1914 s'étaient passablement intéressées à l'étranger...

Le démarrage

L'automne 1970, l'annonce du rapprochement relativement intime entre le Crédit Lyonnais et la Commerzbank fut à l'origine d'une véritable frénésie de coopération dans le système bancaire du Vieux Continent.

Les formes d'association en France

Il était fatal que, suivant le caractère juridique des établissements et les idées de leurs dirigeants, ces formes varient. Le cas d'Europartners: Depuis l'automne 1970, le Crédit Lyonnais, de dix à quinze établissements français, la Commerzbank, quatrième allemand, auxquels sont venus se joindre le Banco di Roma, quatrième italien, puis, en octobre 1973, la Banco Hispano Americano, premier groupe espagnol, ont décidé de s'associer le plus étroitement possible...

Des conceptions divergentes

Cette formule très spéciale mise à part, deux conceptions s'affrontent actuellement au sein de la banque française: celle des associations non contraignantes du type « clubs », et celle, des alliances plus intimes avec prises de participation réciproques ou non, et constitution, éventuellement, de filiales communes.

Les clubs: Spectaculaires dans leur apparence et leur dénomination, les clubs ont fleuri depuis sept ou huit ans. Comme le fait apparaître le tableau ci-contre, à l'exception peut-être du groupe du Crédit industriel et commercial, toutes les grandes banques françaises ont une part dans ces clubs: la B.N.P., au sein de l'ABECOR, la Société générale dans l'EBIC, le Crédit commercial de France dans Inter-Alpha, la Banque de l'Union européenne dans Interunion, la Banque Rothschild dans Five Arrows.

Plus ambitieuses peut-être, et plus avancées dans le processus d'intégration, avec des opérations ponctuelles, mais souvent de grande envergure apparaît l'EBIC (European Banks International Corporation). Soucieuse d'expansion vers les marchés extérieurs, c'est hors d'Europe qu'elle a obtenu jusqu'à présent ses plus grands succès: à New-York, elle est devenue le plus grand groupe bancaire non américain, grâce à ses filiales Euro-American Banking Corp. et Euro-American Bank and Trust et surtout à sa plus récente acquisition, la Franklin National Bank, vingtième établissement des Etats-Unis, mise en faillite à l'automne 1974 pour avoir voulu se hisser un peu trop rapidement et imprudemment au niveau des « grands ». L'EBIC s'est également manifestée en Asie, avec la création de l'European Asiatic Bank (Eurasbank), destinée à opérer sur les marchés d'Extrême-Orient, et au Proche-Orient, avec, en juillet 1973, l'European Arab Banking, regroupant un certain nombre de partenaires arabes. Puis, à l'automne 1973, ce fut la création à Londres d'une « merchant bank », l'European Banking Co, et

respondant paie les chèques, ouvre les crédits documentaires à l'exportation ou à l'importation et surtout donne, ou est censé donner, des renseignements financiers et commerciaux sur toute entreprise susceptible de devenir cliente. Mais l'activité et le bon vouloir des correspondants ont leurs limites, surtout quand la concurrence devient aigre, et, le plus naturellement du monde, quand les banques ouvrent à l'étranger des succursales, y implantent des filiales ou des bureaux de représentation, prennent des prises de participation dans d'autres établissements et, le cas échéant, participent à des « clubs » internationaux pour y monter des opérations communes.

aux antipodes, une association avec un établissement australien et la Fuji Bank dans l'Euro-Pacific Finance. Si éloquentes que soient leurs palmiers, la nature même et l'activité de ces clubs soulèvent les plus grandes réserves de la part de banquiers comme M. de Fouchier, président du groupe Paribas, qui les trouve un peu « snobs », un peu relâchés, et estime que derrière eux il n'y a pas de réalités structurelles bien profondes, leur préférant de bonnes et solides alliances bilatérales. C'est ainsi qu'au printemps 1973 il provoquait une sensation sur les places financières avec la première entente entre banques d'affaires, à savoir des prises de participation croisées et la constitution d'une filiale commune entre Paribas et S.G. Warburg. L'événement était de taille: c'était la première fois qu'un établissement anglais tel que Warburg, l'une des toutes-premières « merchant banks » britanniques et l'une des plus actives sur la place de Londres sur la plan des opérations financières internationales, se liait avec une banque du continent. Dix-huit mois plus tard, la Financière de Suez, grande rivale du groupe Paribas, signait avec le groupe Morgan Grenfell, une autre grande « merchant bank » britannique, un accord de coopération avec possibilité de prise de participation ultérieure.

Pour revenir au groupe Paribas, à l'automne 1973, ce dernier accordait à la National Westminster Bank (NATWEST), premier établissement de dépôts britannique, un intérêt de 20 % dans l'Union bancaire, holding du groupe qui cofinane ses deux filiales désormais fusionnées: la Banque de l'union parisienne et le Crédit du Nord. Il signait, en outre, un accord de coopération mutuelle avec le groupe allemand de la Bayerische Vereinsbank.

Crise du pétrole et « boom bancaire »

Au début de 1974, le quadruplement du prix du pétrole fit briller au firmament financier les étoiles de première grandeur que devenaient les pays producteurs de pétrole. Pour financer les déficits des pays consommateurs et utiliser l'argent là où il était désormais, l'ensemble des banques mondiales se ruèrent au Proche-Orient, les banques françaises n'étant pas les dernières. B.N.P., Crédit Lyonnais, Société Générale, disposant déjà de filiales communes avec les Arabes (C.A.I.I., UBAF et FRAB), se préoccupèrent actuellement d'élargir leur tête de pont. Paribas, traditionnellement actif au Moyen-Orient, vient d'y créer de nouvelles succursales et a participé à la création de filiales communes dans les émirats arabes. Pour faire bonne mesure, ajoutons l'Iran, où chacun veut avoir pignon sur rue, et le Sud-Est asiatique, où la B.N.P. fait un effort particulier sur des marchés jusqu'ici mal et peu prospectés par les industriels français.

Autre effet de la crise pétrolière: le recours massif aux emprunts en euro-dollars pour le compte des gouvernements et des entreprises, favorisé par le gouvernement français pour éviter l'épuisement de nos réserves de change. Depuis le début de 1974, le rôle de Paris comme place financière s'est fortement dévalué, et les banques françaises ont pris une part très active dans le placement de ces emprunts, bénéficiant du concours des capitaux arabes.

Disons un mot, enfin, des difficultés rencontrées dans certains pays, où l'implantation bancaire est difficile, comme le Venezuela et l'Australie, ou impossible, comme les pays de l'Est, qui admettent seulement l'établissement de bureaux de représentation, et l'on aura fait un ample tour d'horizon sur les efforts des banques françaises à l'extérieur de nos frontières. Ces efforts, on l'a vu, sont réellement importants. Dans bien des cas, les banquiers ont précédé les exportateurs, s'efforçant de combler le retard que le pays tout entier avait pris depuis cinquante ans dans la grande course aux marchés extérieurs. — P. R.

Classement

Les banques françaises...

Table listing French banks and their assets in billions of francs as of the end of 1973, including Crédit agricole, B.N.P., and Société Générale.

...et étrangères

(Bilan en milliards de dollars selon The Banker)

Table listing international banks and their assets in billions of dollars, including Bank of America, Citicorp, Chase Manhattan, and others.

Les dix premières banques de la Communauté économique européenne (« The Banker »)

(Bilan en milliards de dollars)

Table listing the top 10 banks in the European Economic Community, including Banque Nationale de Paris, Barclays Bank, and National Westminster Bank.

Les dix premières banques américaines (« The Banker »)

(Bilan en milliards de dollars)

Table listing the top 10 American banks, including Bank America Corp., First National City Corp., and The Chase Manhattan Corp.

Advertisement for Dalloz gestion, featuring 'Série marketing' and 'Série finances' with details on marketing and financial management courses.

Large advertisement for EBIC - LA COOPÉRATIVE BANCAIRE POUR LE MONDE ENTIER, featuring a globe and text in multiple languages.

EBIC-LA COMMUNAUTE BANCAIRE EUROPEENNE POUR LES AFFAIRES INTERNATIONALES

L'Ebic (European Banks International) ce sont sept grandes banques européennes indépendantes avec 9000 agences : Amsterdam-Rotterdam Bank, Banca Commerciale Italiana, Creditanstalt-Bankverein, Deutsche Bank, Midland Bank, Société Générale de Banque (Belgique) et Société Générale (France).

Chacune a sa propre individualité juridique et nationale mais toutes ensemble peuvent vous faire bénéficier de leur puissance financière sur quelques-uns des marchés les plus concurrentiels.

Voici comment :

En Europe, la Banque Européenne de Crédit (BEC) à Bruxelles et l'European Banking Company (EBC) à Londres sont à même d'intervenir dans les financements internationaux des projets de grande envergure. (L'European Banking Company a également une agence à Chicago).

Aux États-Unis, vous trouverez les European-American Banks. L'European-American Banking Corporation a des bureaux à New York, Los Angeles et San Francisco.

L'European-American Bank and Trust Company a plus de 100 agences dans le périmètre de New York.

Dans le Sud-Est Asiatique, l'European Asian Bank est présente sur les principales places commerciales et financières (Singapour, Hong-Kong, Djakarta, Karachi et Kuala Lumpur).

En Australie, l'Euro-Pacific Finance Corporation est installée à Melbourne et Sydney.

Pour entrer en relation avec ces organismes, il vous suffit de prendre contact avec l'une des 9000 agences des sept banques de l'EBIC.

ebic
European Banks International

مركزنا من الأصل

MARKETING BANK
MARKETING FINANCIAL
GESTION BANCAIRE
NOUVELLES METHODES

vitrines des Ch...

La COFACE : des garanties pour les opérations sur l'étranger

La Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) tient de la loi du 2 décembre 1945 un véritable monopole de l'assurance-crédit en matière d'opérations sur l'étranger. Elle est contrôlée par l'Etat, et exerce sur ses opérations un contrôle strict par l'intermédiaire de la Commission des garanties et du crédit au commerce extérieur. Elle assure les importateurs et surtout les exportateurs contre les sinistres qui naissent des relations avec l'étranger.

La COFACE délivre un certain nombre de garanties dont :

— L'assurance-crédit contre les différents risques qui pèsent sur les opérations à crédit. Le risque peut résulter soit d'un fait d'origine « politique » (guerre, révolution ou émeute, acte ou décision de gouvernement faisant obstacle à l'exécution du contrat), soit d'un fait

catastrophique (cyclone, inondation, tremblement de terre, etc.), soit enfin d'un événement survenu hors de France ou d'une défection des autorités étrangères empêchant ou retardant le transfert des fonds versés par le débiteur (moratoire, embargo ou contrôle des changes).

Le risque peut être « commercial » s'il résulte de la détérioration de la situation financière de l'acheteur. Cette distinction perd son sens s'il s'agit d'opérations conclues avec un « acheteur public » (administrations, collectivités, etc.) dont les engagements sont garantis par un organisme public.

— La garantie du risque économique couvrant partiellement l'exportateur contre la hausse anormale des éléments de son prix de revient pendant la durée d'exécution de son contrat ;

— La garantie de change, en cas

de baisse du cours de la devise dans laquelle est libellé le contrat d'exportation ;

— La garantie des investissements connexes à des opérations d'exportation ;

— L'assurance, prospection et assurance foire garantissant les exportateurs contre les pertes résultant d'un amortissement insuffisant des dépenses d'implantation et de propagande commerciale qu'ils ont engagées.

Le taux des primes dépend de bien des facteurs : montant des marchés, nature des pays importateurs et des risques couverts (il existe de bons et de mauvais pays...).

Rappelons que l'octroi de la garantie de la COFACE est obligatoire pour l'obtention de crédits à moyen et long terme à l'exportation.

Les avances de trésorerie en devises

DEUX MOYENS DE FINANCEMENT

Depuis le début de 1974, des avances de trésorerie en devises peuvent être accordées aux entreprises françaises par leurs banquiers sur des capitaux empruntés à l'étranger. Ces avances, totalement différentes de l'avance commerciale en devises qui s'appuie sur une opération de commerce extérieur, ont, comme l'an dernier, un très grand développement, puisqu'elles correspondaient à un découvert échappant à l'encadrement du crédit.

Le seul ennui est que l'emprunteur français engagé pour un an n'a pas le droit de se couvrir contre le risque de change, comme il pouvait le faire pour une opération commerciale. Il lui faut donc choisir avec attention sa devise, et deux possibilités s'offrent à son choix.

Emprunter dans une devise faible, livre sterling ou même dollar, en payant de gros intérêts (jusqu'à 15 % sur la livre sterling). Le coût de l'opération est assez élevé, mais le risque de change n'est pas considérable, l'opération pouvant même se traduire par un gain. Exemple : du dollar emprunté au début de 1974 au-dessus de 5 F à pu être remboursé en le rachetant sur le marché à 4,20 F, soit un gain en capital supérieur à 15 %.

Emprunter dans une devise forte, avec un taux d'intérêt moins élevé, mais un risque de change à ne pas négliger. Curieusement, les entreprises françaises, sensibles au prestige du deutschemark par exemple, ont choisi la deuxième solution.

Que faire maintenant diront-elles ? Emprunter des dollars devient hasardeux si la monnaie américaine, dont la chute parait stoppée, se met à remonter d'ici à la fin de l'année. Et l'on revient au deutschemark ou au florin qui semblent stabilisés. Quel casse-tête ! Heureusement

l'Office des changes, qui interdirait de « sortir » d'un emprunt avant un an, encourage désormais à contracter sur la base d'un « panier » de monnaies, modifiable en cours de route. Ajoutons, enfin, que le déplacement partiel des crédits de mobilisation sur créances nées à court terme (20 %) a entraîné un certain dégonflement des avances de trésorerie en devises, jugées parfois trop aléatoires.

Des crédits à l'exportation

Les crédits à l'exportation et leur mobilisation (expression qui a remplacé l'escompte) sont assujettis à des procédures particulières et bénéficient d'un traitement de faveur.

— A court terme : les créances mobilisables à court terme sur l'étranger (M.C.E.), dont l'échéance est inférieure à deux ans, sont escomptables très normalement par les banques, qui en ont fait leur cheval de bataille. C'est un produit parfaitement banalisé et connu dans tous les guichets du territoire. Leur plafond annuel de progression dans les encours bancaires a été fixé à 20 % contre une norme de 12 % pour les autres crédits.

En ce qui concerne le risque du banquier, la COFACE n'intervient pas et l'on retombe, comme pour l'escompte commercial métropolitain, dans l'appréciation de la personnalité et des capacités des débiteurs. A ce sujet, il est piquant de relever que les contentieux bancaires les plus préoccupants proviennent actuellement d'opérations d'escompte : traditionnellement, l'escompte des effets commerciaux est considéré comme « sécurisant », présentant de meilleures garanties pour les banques et permettant de transférer le risque sur un débiteur de meilleure qualité lorsque la traite est tirée sur lui.

Mais l'expérience de ces derniers mois montre qu'une entreprise qui marche mal a tendance à abuser de l'escompte, moins surveillé que le découvert, ce dernier étant réputé plus aléatoire, est toujours mieux contrôlé.

— A moyen terme : les crédits de préfinancement sont des découverts mobilisables auprès de la Banque de France, consentis à l'exportation par le banquier pour l'aider à financer la mise en route d'une commande pour l'étranger.

Les crédits de mobilisation de créances nées à moyen ou long terme (crédits fournisseurs) sont consentis à l'exportateur qui passe contrat avec son acheteur étranger. Accordés par les banques par escompte des créances sur les acheteurs étrangers, garanties par la COFACE, ils sont mobilisables à la B.F.C.E.

Les crédits acheteurs sont consentis directement par les banques jusqu'à sept ans, avec mobilisation automatique à la Banque de France au taux privilégié de 4,50 % hors C.E.E. Au-delà de sept ans, c'est la B.F.C.E. qui consent le crédit sur des ressources provenant du Trésor, ou d'emprunts sur le marché financier, le Trésor accordant une bonification.

La B.F.C.E. : un instrument essentiel pour les échanges internationaux

La Banque française pour le commerce extérieur (B.F.C.E.) constitue l'un des instruments essentiels pour le financement du commerce extérieur. Créée en 1944, son capital est détenu par la puissance publique (Banque de France, Caisse des dépôts, Crédit national, banques nationalisées), qui la contrôle intégralement. En revanche, elle est soumise aux dispositions du code de commerce, ce qui lui conserve le caractère d'une société de droit privé.

l'étude et la mise en place des financements d'ensemble industriels et de travaux réalisés à l'étranger, ainsi que dans la constitution des garanties dont ces financements peuvent être assortis. Enfin, la B.F.C.E. entretient un réseau étendu de correspondants étrangers.

En 1974, son activité au titre des financements spécialisés — crédits à moyen et long terme — a été très vive, les crédits « acheteur » long

terme accordés dans l'année s'élevant à 10,3 milliards (+ 162 %).

C'est dire que la place de la B.F.C.E. au sein du système bancaire financier n'est nullement négligeable. Avec un bilan total de 47 milliards de francs, et après avoir déduit environ 22 milliards de francs correspondant aux financements privilégiés, la B.F.C.E. s'inscrit tranquillement au septième ou au huitième rang des banques françaises.

La B.F.C.E. effectue l'ensemble des financements et opérations traditionnels de banques, avec une spécialisation particulière dans le commerce international. A ce titre, elle pratique toutes les opérations de crédit à court, moyen et long terme sur l'étranger, effectue toutes opérations de change et de transfert, délivre des cautions garantissant les engagements des exportateurs et des importateurs.

En outre, elle donne sa garantie aux banques étrangères qui accordent des prêts en devises aux entreprises françaises, et apporte son concours aux entreprises situées à l'étranger et intervenant dans le financement des dépenses locales liées à des exportations ou à des investissements français.

La B.F.C.E., enfin, intervient activement sur le marché financier français, où elle se procure, par émission d'obligations, une partie des capitaux qui lui sont nécessaires, de même que sur le marché international des crédits en euro-dollar.

Toutes ces activités, néanmoins, ne sont guère différentes de celles d'une banque classique.

**Financement
spécialisé
des
exportations**

En revanche, la B.F.C.E. revêt un caractère original dans la mesure où elle met en œuvre, avec le concours du Trésor et de la Banque de France, en liaison avec les autres banques françaises et la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE), des procédures spécifiques destinées à faciliter le financement à moyen et à long terme des exportations, et pour lesquelles elle détient un monopole, analogue à celui de l'Exim Bank aux Etats-Unis.

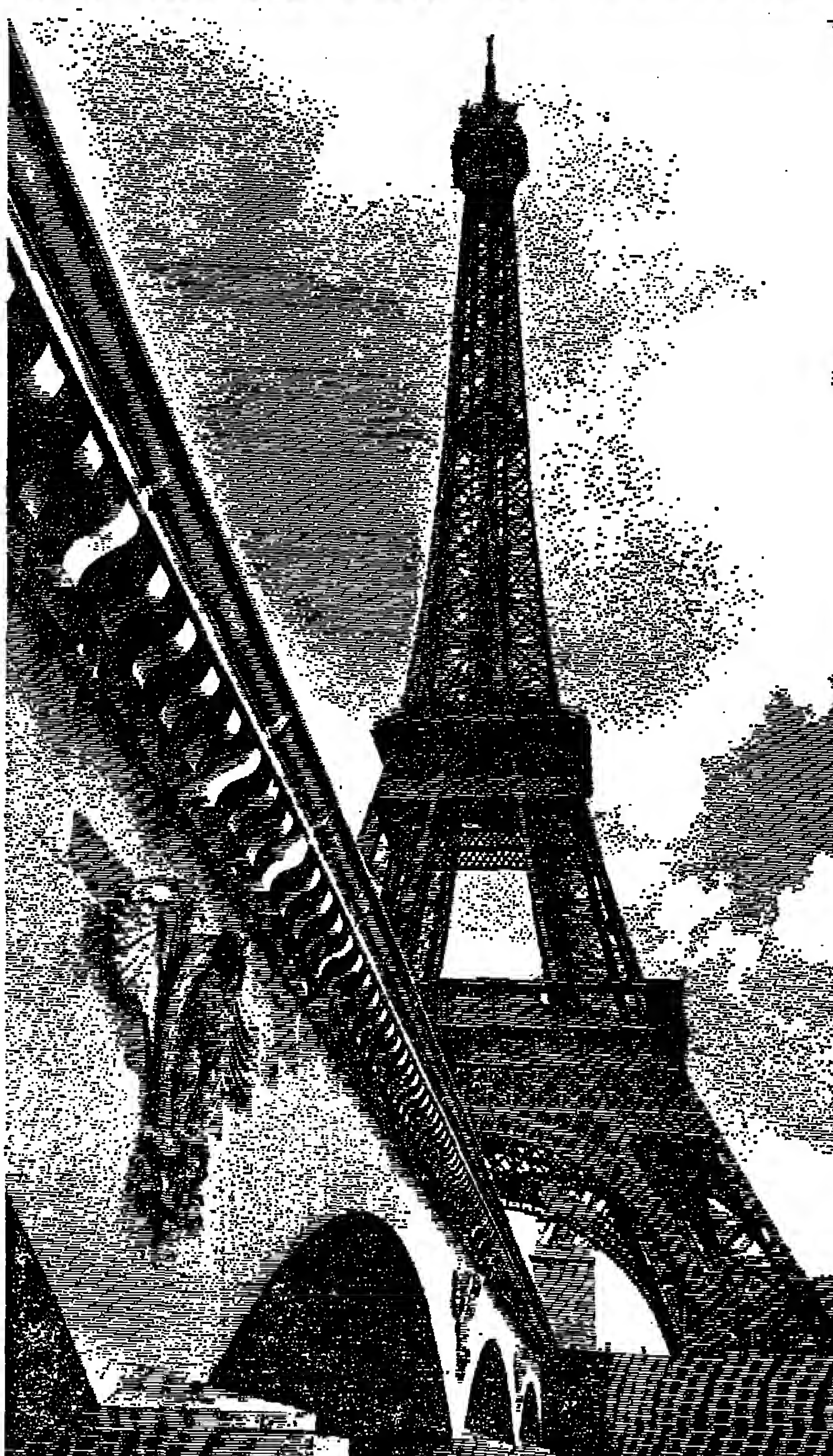
Elle intervient donc :

— A court terme, dans les financements de matériels ou travaux avant livraison, ainsi que dans les paiements progressifs sur crédits acheteurs ;

— A moyen et à long terme, dans les crédits consentis avec les autres banques françaises aux exportateurs français et aux acheteurs étrangers de biens d'équipement.

La B.F.C.E. joue auprès des exportateurs un rôle d'informateur et de conseiller technique, grâce à ses services spécialisés, et les assiste dans

Notre banque a eu une bonne idée au Canada. Une autre bonne idée en est née à Paris.



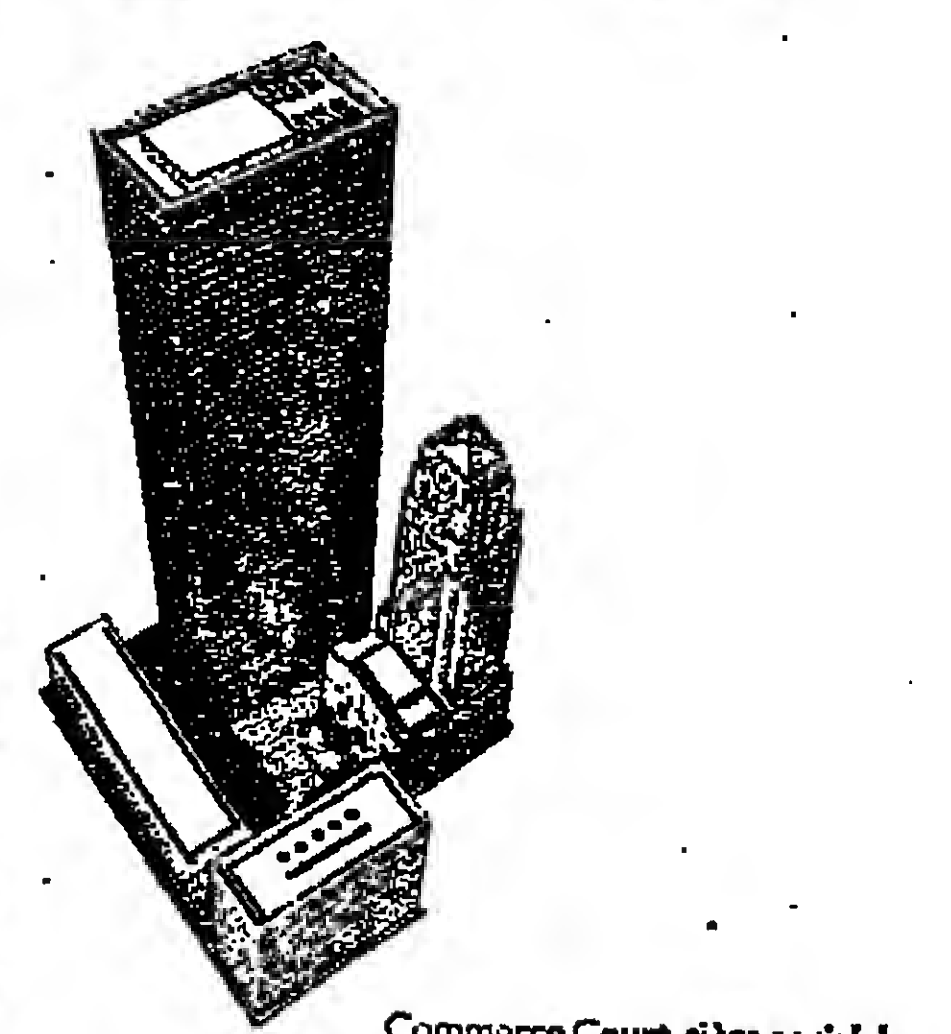
Il y a plus de 100 ans, nous avons eu l'idée de proposer au Canada les moyens financiers dont il avait besoin pour développer ses richesses naturelles. Ce fut notre première bonne idée. Cette idée en amena d'autres, à Paris et dans beaucoup d'autres places financières du monde entier: de bonnes idées sur le commerce, les investissements et les finances internationales.

Nous avons aujourd'hui plus de 1600 succursales au Canada et des bureaux en Australie, en Europe, au Japon, à Londres, aux Etats-Unis et dans les Caraïbes. Nous sommes l'une des plus grandes banques dans le monde avec un actif dépassant les 20 milliards de dollars.

Nous avons vu beaucoup de petites affaires devenir de grosses affaires et beaucoup de bonnes idées devenir réalités.

Si vous avez une bonne idée, venez nous en parler. Nous savons où les bonnes idées peuvent conduire. C'est ainsi que nous sommes devenus l'une des plus grandes banques du monde.

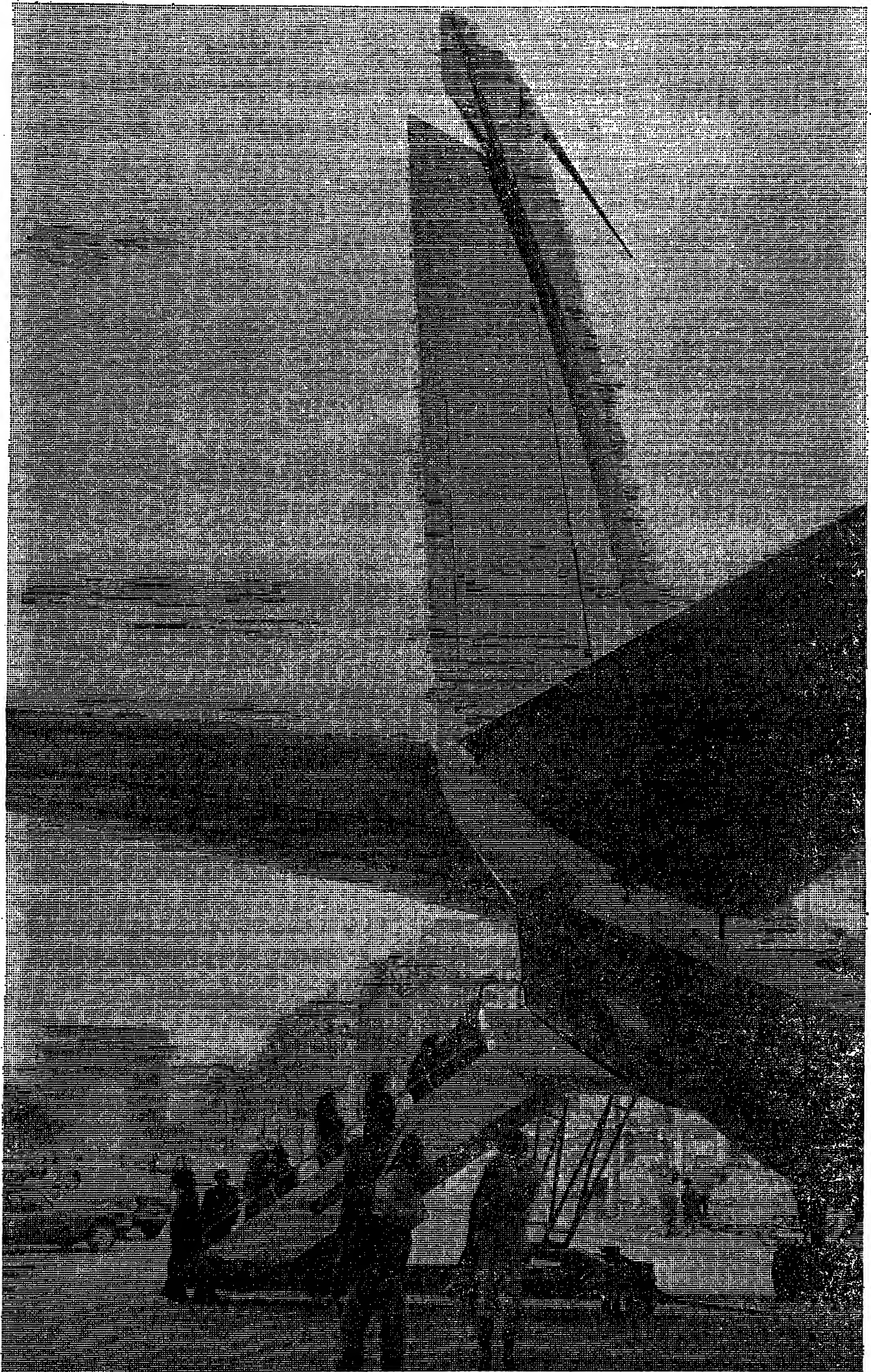
Pour plus d'information, écrivez au département LF3, Canadian Imperial Bank of Commerce, 19 Avenue Montaigne, 75008 Paris, ou à notre siège social - Commerce Court, Toronto M5L 1A2, Canada.



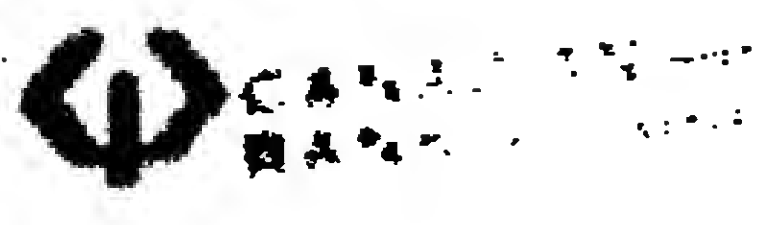
Commerce Court, siège social de la Canadian Imperial Bank of Commerce.

Les vitrines des Champs-Élysées sont à Orly.

Reyn, Sigebert, Coyne & Ait



**bonne idée au Canada,
n'est née à Paris.**



«AÉROPORT DE PARIS»: c'est Paris en résumé, en 109 boutiques, 18 restaurants, 4 hôtels, 2 cinémas : une sélection raffinée des articles et des plaisirs de Paris. Les achats, les cadeaux, les services des Champs-Élysées, de l'Opéra, de la rue de Sèvres, du Faubourg Saint-Honoré. Le pyjama de soie et le pardessus en loden, l'eau de toilette et le réveil électronique, le coiffeur et le dernier Goncourt.

En une heure d'aéroport, vous faites les courses d'un après-midi en ville. Et derrière les douanes, vous êtes admis dans le monde des boutiques hors taxes.

«AÉROPORT DE PARIS»: 4 grandes adresses pour gagner de l'argent et du temps.



Orly Sud. Orly Ouest. Le Bourget. Roissy-Charles de Gaulle.

AEROPORT DE PARIS: boutiques, services, restaurants, hôtels, comme à Paris.

مركز امت الأصيل

صكزا من الأمل

La région parisienne

CETTE CAPITALE QUI SE DÉPEUPLE

UNE VILLE PLUS JEUNE

par GILBERT GANTIER (*)

L'AVENIR de Paris se joue, en ce moment même, à travers un certain nombre de grands projets : réforme du statut de Paris, bien entendu, mais aussi réforme foncière, choix à opérer par le gouvernement en matière non seulement de politique du logement mais aussi de politique d'aide à la famille, décisions particulières, enfin, concernant l'occupation du sol parisien, et notamment la destination future des trop rares espaces qui y sont encore disponibles.

Pour le comprendre, le fait essentiel dont il faut partir est l'évolution démographique actuelle. Dans quelques mois, les résultats du recensement 1975 seront connus et pourront être exploités. Ils fourniront des indications précieuses sur la population française en général, parisienne en particulier. Mais, dès maintenant, on sait — et les pouvoirs publics à leur plus haut échelon commencent à s'en préoccuper — que la situation démographique de la France, comme d'ailleurs celle des pays voisins, n'est pas satisfaisante : le taux net de reproduction, qui était encore de 132,9 en 1968, ne cesse de baisser depuis. Le moment approche, si l'on ne fait rien pour remédier à cet état de choses, où la population française ne se renouvellera plus.

Mais la situation démographique de Paris est encore plus préoccupante. Les services officiels ne calculent pas de taux de reproduction particulier pour Paris, et c'est dommage. Mais la convergence de beaucoup d'autres chiffres est troublante. La population totale de Paris intra-muros, qui a culminé au recensement de 1951 avec près de 3 millions d'habitants, se situait encore tout près de ce niveau trente ans plus tard, au recensement de 1964. Elle n'a cessé depuis de diminuer, année après année, et n'est plus aujourd'hui que de 2,4 millions d'habitants.

Le nombre des naissances enregistrées annuellement à Paris, qui dépassait cinquante mille après la dernière guerre, diminue fortement depuis quelques années et n'est guère supérieur aujourd'hui à trente mille.

Comment s'en étonnerait-on ! Le vieillissement de la population parisienne s'accroît, en effet : le nombre d'habitants de plus de soixante-cinq ans est passé à Paris de 11 % en 1954 à 18 % en 1968, alors qu'il n'était que de 12 % pour l'ensemble de la région parisienne. Encore tous ces chiffres font-ils largement illusion car, à Paris, un habitant sur cinq est un étranger et la population française de Paris, inférieure en nombre à 2 millions d'âmes, est assurément plus âgée que la moyenne parisienne ne le laisserait croire. Elle sera par conséquent en voie de régression rapide si l'on ne fait rien pour inverser l'évolution actuelle.

Une analyse plus fine, par arrondissement et par quartier, que les résultats du recensement permettront d'effectuer, révélera des disparités qu'il sera fort intéressant d'étudier. Il est probable que la ségrégation sociale et le vieillissement apparaîtront plus accentués là où le coût du terrain est le plus élevé, là où les services de la Ville baissent les bras devant l'impossibilité financière de réaliser les équipements indispensables aux familles pour assurer leur survie économique, là où l'on punit les catégories modestes parce qu'il y a des riches dans le voisinage.

De cette étude devrait sortir une politique nouvelle pour Paris. Elle est à peine amorcée, malgré certains signes annonciateurs. Il importe de fixer au plus vite la population actuelle de Paris, et si possible d'entamer un certain mouvement de détaxation.

50 F par jour et par berceau

Il y a bien des années que la construction de logements « sociaux » est devenue impossible à Paris, tout au moins dans de nombreux quartiers. L'effort limité, entrepris en faveur du logement des jeunes ménages ou heurtés aux mêmes obstacles. Mais la construction de logements adaptés aux besoins des familles de fonctionnaires ou de cadres moyens y est encore plus difficile, car elle ne bénéficie pratiquement d'aucune aide. A lui seul, Paris compte 80 % des logements réglementés de catégorie 2 A existant en France, 50 % des logements de catégorie 2 B. C'est dire toute l'importance pour Paris des mesures qui seront prises en ce domaine, par le gouvernement, à l'échelon national. Car combien de familles parisiennes sont en mesure de payer un loyer libre ou d'acheter leur appartement ? De telles difficultés sont-elles normales, et pourront-elles longtemps subsister alors que Paris regorge de centaines de milliers de mètres carrés de bureaux vides, neufs ou rénovés, à louer ou à vendre ?

Le problème des équipements sociaux appelle, lui aussi, des solutions originales, tout au moins certains quartiers, si l'on veut y fixer une population rapidement décroissante. Selon des chiffres récents, le coût d'exploitation d'une crèche est de 50 francs par jour et par berceau. C'est dire l'importance des moyens financiers à mobiliser d'urgence, et d'où aussi souligner l'intérêt d'une révision fondamentale des aides accordées en matière d'allocations familiales, de celles qui pourraient être demain sous forme de salaire familial.

Il convient enfin d'étudier de plus près qu'on ne l'a fait jusqu'à présent l'équilibre relatif qu'il est souhaitable d'instaurer entre la population active résidant à Paris et le nombre des emplois disponibles dans les divers secteurs d'activité.

De grandes réformes ont été entreprises en bien peu de mois, depuis la dernière élection présidentielle. Mais l'avenir de Paris se joue aujourd'hui. Il appelle une prise de conscience particulière et des solutions audacieuses. Il n'est que temps de préserver l'essentiel de notre site urbain et de donner vie à des institutions municipales et départementales plus modernes. Mais la bataille serait-elle gagnée si elle assurait la libération d'une ville sans enfants ? La mise en scène promet d'être bonne, il ne faudrait pas jouer la pièce devant des banquettes vides !

Le souci prioritaire des responsables de la politique parisienne doit être désormais de rendre notre ville plus hospitalière qu'elle ne

Dans le deuxième arrondissement

Les livres chassent les hommes

Le deuxième arrondissement, dont le territoire n'atteint pas tout à fait 100 hectares, a été longtemps un des plus peuplés du centre de Paris jusqu'en 1896 : le nombre de ses habitants s'élevait à 77 500. Il est maintenant un des moins habités, le chiffre de sa population étant tombé à 43 857 en 1954 et à 35 300 en 1968, et on prévoit qu'il n'atteindra pas 30 000 habitants au recensement qui vient d'être entrepris.

Dans ce qui fut jadis un des lieux les plus vivants de la capitale, les administrations et les bureaux se sont taillés la part du lion aux dépens de commerçants, d'artisans et... des habitants. Beaucoup d'appartements, beaucoup d'immeubles, ont dû céder la place à des bureaux. C'est ce qui se passe aujourd'hui aux environs de la Bibliothèque nationale, où le pâté de maisons formant le coin de la rue Vivienne et de la rue des Petits-Champs vient d'être exproprié.

Le 2 et le 4 de la rue Vivienne, qui, dans sa première partie, est bordée par l'hôtel Tubert, devenu le palais Mazarin, puis la Bibliothèque nationale, ont été construits, ainsi que les galeries Colbert et Vivienne, en 1823, sur les terrains de l'hôtel Colbert. Ce sont deux belles maisons à façades élégantes et régulières, avec des entrées secondaires sur la galerie Colbert et aux 4 et 6 de la rue des Petits-Champs. Elles étaient jusqu'à ces dernières années la propriété de la maison Dormeuil, qui les vendit à la société immobilière d'Hauteville.

Au rez-de-chaussée de ces deux immeubles se trouvait, depuis la Restauration, et probablement à cause de la proximité de l'Opéra, jadis situé à l'emplacement du square Louvois, le célèbre magasin d'éditions musicales Heugel, dont la boutique, très joliment décorée de colon-

nades et de boiseries datant de la fondation, possédait une entrée sur la galerie Colbert, aujourd'hui bien délabrée. C'est à côté de la maison Heugel que s'ouvrait l'entrée du Grand Colbert, un des derniers restaurants du quartier conçu dans le style Belle Epoque, qu'on s'évertue maintenant à plagier.

Tristes « béquilles »

Tout cela a disparu, comme ont disparu aussi, au 4 et au 6 de la rue des Petits-Champs, trois hôtels meublés, deux cafés, un marchand de cycles, un boucher et une fruiterie, représentant au total une cinquantaine de personnes expropriées par la société d'Hauteville, qui s'appropriait sans doute à construire aux lieux et places de ces immeubles un ensemble à usage de bureaux. Mais, depuis le 7 février 1974, le secrétariat à la culture a fait inscrire à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques les façades de ces maisons, ainsi que la galerie Colbert. Cette décision a découragé le promoteur, qui a décidé de céder ses droits aux Domaines. C'est, selon toute probabilité, la Bibliothèque nationale qui s'installera rue Vivienne et rue des Petits-Champs, où seront transférés le bureau de vente, le service photographique et le dépôt légal qui se trouvent à l'étroit rue de Richelieu. La galerie Colbert sera remise en état par les soins de la Bibliothèque, ce qui paraît le seul avantage de cette opération.

A quelques mètres de distance se dresse, à l'angle de la rue de la Banque et de la rue des Petits-Champs, entre les deux entrées de la galerie Vivienne, une fort belle maison à part coupé, construite en 1780, dont l'élégante

façade, qui n'a d'ailleurs jamais été nettoyée, les hautes fenêtres et les ferronneries sont en partie dissimulées par un échafaudage posé pour réparer il y a plus de deux ans. Elle appartient aux Domaines, qui la mirent sous séquestre à la Libération, après qu'elle eut abrité durant l'occupation une partie des services du commissariat aux questions juives, de triste mémoire. Mise en adjudication il y a quelques mois, elle n'a pu trouver preneur.

On peut donc espérer qu'elle ne sera pas rasée, malgré les « béquilles » qui la soutiennent et dont on peut craindre qu'elles n'incitent un éventuel acquéreur à la faire démolir — en péri — pour obtenir sa démolition.

Avec elle disparaîtrait, côté rue de la Banque, une amusante épicerie de style « fin de siècle », qui appartenait au maître sommelier Legrand, dont les belles caves voûtées s'étendent jusqu'au Palais-Royal.

Côté rue des Petits-Champs, c'est le patron du restaurant du Vieux Saumur, lieu de rencontre des fonctionnaires de la Banque de France et des journalistes des environs, qui devrait mettre la clef sous la porte, comme son voisin, le propriétaire de la charcuterie A l'homme de la Roche de Lyon, dont la très belle enseigne, fidèle réplique de la statue de Jean Fléberg, bienfaiteur lyonnais, qui s'élevait sur les quais de la Saône, a disparu lorsqu'on a étayé l'immeuble.

Avec l'éventuelle disparition de cet immeuble et l'installation des services de la Bibliothèque nationale dans l'îlot Vivienne-Petits-Champs, c'est tout un petit territoire privilégié et animé qui va être rayé du centre de la cité.

ANDRÉ JACOB.

LA VIE QUOTIDIENNE

TILSIT ou Tilsit ? Le décret du 2 mars 1864 qui a dénommé cette rue proche de l'Arc de triomphe de l'Étoile prévoit deux T, autographe portée sur les plaques indicatrices et confirmées par les ambassades d'U.R.S.S. et de la République fédérale d'Allemagne. Nos dictionnaires français optent pour un seul T. Qui a raison ? Un conseiller de Paris, en tout cas, s'est ému de « cette erreur en tout point fâcheuse » et s'en est ouvert au préfet. Qui dira que les Parisiens ne portent pas attention à leur ville ?

La capitale vit de jours tumultueux. Les voix les plus autorisées promettent qu'on cessera de la poser par quartiers entiers ou bouteur ; que — c'est juré — c'en est

fini des tours et des murailles de béton. En attendant le mal est fait et... souvent continue. Témoins : cette quarantaine de familles du quatorzième arrondissement. Dans la soirée du 5 avril, elles ont dû quitter en catastrophe les immeubles qu'elles habitaient et qui étaient menacés par un effondrement du sous-sol. Une semaine plus tard elles campaient encore dans les hôtels ou chez des amis, victimes de la rénovation qui transforme, depuis plusieurs années, leur quartier en un immense chantier.

A côté de ces drames — psychologiquement — ne sont jamais sans gravité — la vie continue. Avec ses préoccupations quotidiennes auxquelles nos lecteurs ou leurs représentants font écho. Ils ont raison. La qualité de la vie se joue (ouss) à ras de terre. Au niveau, par exemple, des trottoirs. Les chiens les ont transformés en « cratères », nous dit un de nos correspondants. Qu'ils tendent pour lancer une « campagne propreté » comparable à celle qui a été organisée par la sécurité routière ? Beaucoup de trottoirs parisiens tracés pour la promenade sont transformés en parkings à voitures ou en garages à motocyclettes. Les automobiles, il faut les chasser ; des pores souterrains existent dans certains sont à moitié vides. Les motocyclettes ou les bicyclettes, c'est une autre question. Rien n'est prévu pour elles. Que nos édiles aillent visiter Amsterdam. Ils verront que nos voisins ont su organiser sans forcément les opposer les droits des automobilistes, des cyclistes... et des piétons, ces éternels oubliés.

nous raconte ses (petites) mésaventures :

« Cessons de gaspiller, nous a-t-on dit. Voyez quels trésors contiennent vos poubelles ! Maintenant, il faut récupérer. Le papier, par exemple : il se fait rare et cher.

« Tout ceci me paraissait de bon sens, ma foi, et j'ai commencé à stocker les vieux journaux, au lieu de les jeter bêtement comme avant la crise. Au bout de deux mois, j'en avais presque 20 kilos. A 35 ou 40 centimes le kilo, ce n'était certes pas le Pérou, mais du moins, en se groupant entre amis, cela payait l'essence pour aller les porter.

« Restait à trouver un récupérateur. J'en trouve un sur l'annuaire du téléphone. Réponse : « Nous ne prenons que par tonne ! » Un autre, c'était bien pour m'être agréable, aurait accepté des livraisons de 100 kilos. Il ne pouvait, hélas ! rien me donner en échange. Un troisième, plus généreux, offrait 5 centimes, mais pas à moins d'une tonne.

« Un peu déçu, j'ai alors appelé la Chambre syndicale de la papeterie. La dame a été charmante — ce n'était d'ailleurs pas la première fois qu'on lui posait la question — et elle m'a renvoyé sur un autre numéro où j'avais, paraît-il, une petite chance. A défaut d'un acheteur, j'ai trouvé la fin de l'histoire : « Vous comprenez, avec la hausse du prix du papier consécutive à la pénurie, les ventes baissent ; les stocks augmentent et nous sommes obligés de refuser les vieux papiers. Nous n'avons même plus de place pour les entreposer ! » Désormais, je jeterai mes vieux journaux.

« Qui dira que les Parisiens ne font jamais preuve de bonne volonté et d'humour ?

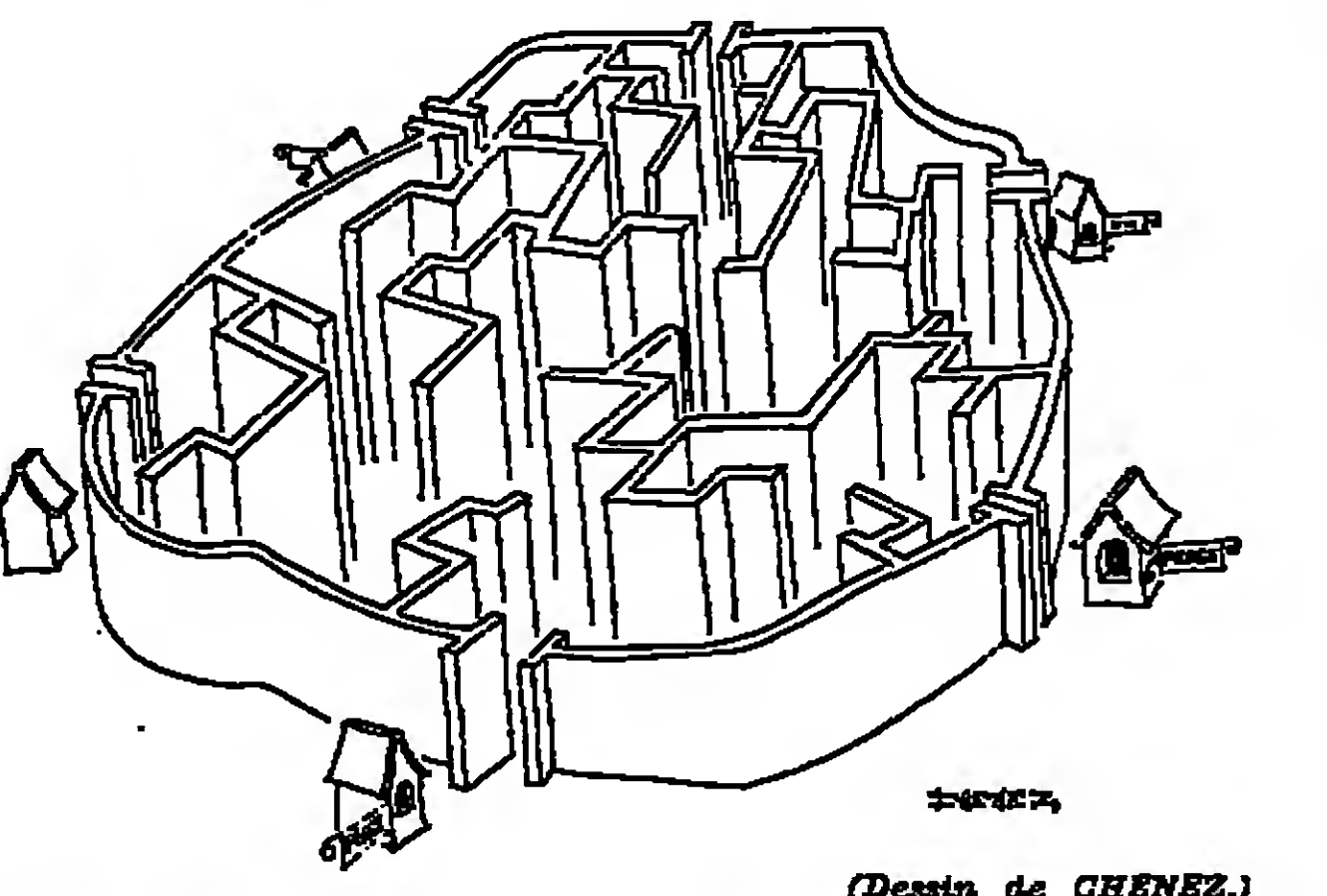
J.-F. S.

Payer pour rouler

Il faudra donc payer pour circuler sur les autoroutes urbaines. Le conseil interministériel réuni à l'Élysée, le jeudi 17 avril, a confirmé un principe qui avait déjà été adopté par le gouvernement en décembre 1973. Une première application pourrait avoir lieu sur l'autoroute de l'Est entre la capitale et Noisy-le-Grand, et ultérieurement sur l'autoroute A-15 entre Paris et Fontenay. Le débat entre partisans et adversaires du péage urbain n'est toutefois pas clos.

Les uns soutiennent qu'il est normal que les équipements routiers soient payés (sous forme de péage) par ceux qui en bénéficient directement, c'est-à-dire les automobilistes parisiens, et non pas (sous forme d'impôt) par l'ensemble de la collectivité nationale.

Les autres craignent que la solution du péage ne soit seulement destinée à venir en aide aux sociétés privées et aux sociétés d'économie mixte concessionnaires des autoroutes, qui ont des difficultés dans la conjoncture actuelle à trouver suffisamment de recettes. Ils redoutent aussi que sous la pression des sociétés ou favorise la construction des voies les plus rentables dans l'immédiat au détriment des plus utiles du point de vue de l'urbanisme.



Montparnasse est au cœur de Paris, et l'hôtel Sheraton au cœur de Montparnasse.

Hôtel Sheraton à Montparnasse. Pour réserver: tél. 260.35.11.

Paris-Sheraton Hotel

AVENUE DE L'ÉTOILE, PARIS. TEL. 260.35.11. (RUE DE MONTMARTRE, 100. TEL. 260.35.11.)

DEPEUPLE

deuxième arrondissement... bressent les hommes

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

QUOTIDIENNE

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

P.T.T.

UN MILLION DEUX CENT MILLE PERSONNES ATTENDENT LE TÉLÉPHONE

Un conseil interministériel examine un plan de relance des télécommunications

Au mois de juillet 1974, M. Jacques Chirac désira à M. Pierre Lalouge, alors secrétaire d'État aux postes et télécommunications : « Tu verras, les P.T.T. sont une grande maison qui marche toute seule... »

Non, les P.T.T. ne marchent pas toutes seules, et en un an quatre ministres successifs ne les ont pas fait bouger.

Tout le monde attend des décisions en matière de téléphone et d'abord les usagers qui sont un million deux cent trois mille neuf cent quatre-vingt-dix à ne pas pouvoir obtenir de poste.

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Pour sa part, M. Aymar Achille-Fould, nouveau secrétaire d'État aux P.T.T., attend du conseil interministériel du 22 avril un feu vert pour ses projets.

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Et que dire des vingt mille malheureuses cabines téléphoniques installées sur la voie publique ; des attentes insupportables pour obtenir la tonalité ; des notes de téléphone aberrantes, comme que reçut un abonné parisien auquel l'administration a réassigné 100 francs, alors qu'il avait fait bloquer deux mois auparavant son téléphone par un huissier ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

Le budget 1975 ne prévoit que mille cinq cents nouveaux postes (+ 1,3 %) au moment où le trafic, lui, croît de 14 % ?

déclarations du président de la République. En 1967, celui-ci avait proposé de créer un établissement public, de caractère industriel et commercial, nommé Compagnie nationale du téléphone.

Aujourd'hui, le gouvernement devrait être sensible à un autre aspect de la situation industrielle et commerciale de la France qui pour l'équilibre budgétaire des P.T.T. Ses investissements ne sont pas inflationnistes. L'économie des déplacements de fonds de l'énergie. Il permet la décentralisation en province d'entreprises qui ne partent de la capitale qu'avec l'assurance du pouvoir.

Il n'est donc pas impossible que le gouvernement se décide à donner aux P.T.T. les moyens de réaliser le programme de Proxina, bien compromis à l'heure actuelle, liste des secteurs où il conseille une relance.

ALAIN FAUJAS.

URBANISME

DES LOCAUX COLLECTIFS POUR LES ASSOCIATIONS

La qualité des ensembles immobiliers ne dépend pas seulement de leur construction mais également de la vie sociale qui peut y être menée.

Réunis le 18 avril, sur l'initiative du club Habitat et vie sociale, des architectes fonctionnaires, représentants des habitants, etc., ont confronté les difficultés rencontrées.

Les participants ont notamment demandé que la circulaire de 1971 soit réellement appliquée et étendue à toute construction, même pavillonnaire.

* 21, rue Molitor, 75015 Paris, tél. 257-50-00.

CIRCULATION

PLASTIC CONTRE L'AUTOROUTE DE TOULOUSE. Pour protester contre la construction de l'autoroute de Toulouse, un groupe, qui se nomme Action résistante contre la rocade, a détruit une grille sur le chantier.

« Il y a de beaux coups à monter en Afrique et au Proche-Orient, précèdent les constructeurs. Mais, au-delà du court terme, c'est sur l'Europe qu'il faut miser. »

Plus d'épreuve d'accélération

DIRECTEUR FINANCIER

Paris

Membre d'une importante société holding européenne, une société française regroupant six filiales spécialisées dans les domaines de l'insonorisation et de l'échappement pour l'automobile et le bâtiment, recherche pour Paris un Directeur Financier.

MARKETING PLANNING MANAGER

130.000 F

Péri-Informatique - Une société internationale mondiale connue, spécialisée dans la distribution d'une gamme diversifiée de produits et de systèmes liés à l'information, recherche, pour son siège européen situé à Genève, un responsable marketing.

DIRECTEUR GÉNÉRAL FRANCE

120.000 F

Accessoires pour l'électronique industrielle - Une dynamique firme allemande (taux d'expansion annuel : 30 %) occupant actuellement une position leader en Allemagne sur les marchés de fournitures métalliques à l'industrie de l'électronique et de l'électromécanique.

DIRECTION TECHNICO-COMMERCIALE

120.000 F

Produits chimiques pétroliers - Une importante société française très réputée, fabriquant et commercialisant des produits chimiques de très haut niveau technologique, à usage principalement industriel.

INTERNAL AUDIT & SYSTEMS MANAGER

100.000 F

La filiale française d'une société multinationale de biens de grande consommation, leader mondial dans sa branche, recherche, pour son siège situé à 60 km au Nord de Paris, un Internal Audit & Systems Manager.

CHEF DES VENTES RÉGIONAL

100.000 F

Revêtements de sol - Un groupe important (Chiffre d'affaires 500 millions de francs) parmi les leaders en France d'activités en progression de 30 % par an, recherche un Chef de Ventes Régional.

FONCTION PERSONNEL

70.000 F

Une importante entreprise de la région Rhône-Alpes, spécialisée dans la confection de prêt à porter de Jersey de haute qualité, 440 personnes, 3 sociétés implantées dans la Loire et la Saône-et-Loire, recherche pour son siège social situé à Roanne, un Responsable du Personnel.

P.A. CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini, 75782 Paris - Codex 16 - Tél. 727-35-79 9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. 52-90-63 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Stockholm - Zurich

A PROPOS DE...

LA SEMAINE INTERNATIONALE DU CAR

Rouler à plusieurs

Les constructeurs d'une dizaine de pays européens viennent de participer, du 15 au 19 avril, à Monaco, à la Vingt-deuxième Semaine Internationale du Car.

Pour ne pas disparaître, un beau jour, de la circulation, l'autocar doit se surveiller de très près. La concurrence est si vive que de fausses manœuvres peuvent gravement entamer sa crédibilité.

Au lendemain de la dernière guerre, l'autocar portait beaucoup. L'occasion d'une exposition de matériel rouler on lui fit, en 1942, remonter les Champs-Élysées.

Le coup d'œil ne suffit plus pour apprécier les vertus d'un autocar. Les organisateurs de la Semaine Internationale du Car ont, aujourd'hui, recours aux experts de l'Union technique de l'automobile et du cycle (UTAC), qui, depuis la première manifestation de ce genre, organisée à Nice en 1951, ont suivi leur système de mesures.

Plus d'épreuve d'accélération

صحة من الأصل

صك زامن الاصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

M. Vedel propose plusieurs moyens d'accroître la sincérité des déclarations des revenus non salariaux

Le Conseil économique et social examine, mardi 22 et mercredi 23 avril, le rapport de M. Georges Vedel sur la fiscalité du commerce et de l'artisanat. Ce document est en fait un rapport sur le rapport du conseil des impôts qui avait étudié en décembre 1974 la partie fiscale de la loi Royer. Déjà le rapport du conseil des

impôts s'était montré plus que réservé vis-à-vis de la politique de rapprochement des conditions d'imposition salariés-non-salariés menée par M. Giscard d'Estaing. Avec des différences d'interprétation, le rapport Vedel est, lui aussi, très critique, à l'encontre de la formule de M. Giscard d'Estaing : « A revenu connu égal, impôt égal ».

« A revenu connu égal, impôt égal ». La formule est de M. Giscard d'Estaing. Elle date des années 1969-1970. Le ministre de l'économie et des finances de l'époque, soucieux de faire accepter le paiement de l'impôt par tous — condition qu'il jugeait indispensable à la modernisation de l'économie française — s'était alors engagé à uniformiser les taux d'imposition entre salariés et non-salariés, c'est-à-dire en clair à supprimer les impôts spécifiques des artisans et des commerçants, puis à leur accorder les mêmes avantages fiscaux qu'aux salariés, notamment le 20 % d'abattement sur le revenu brut.

Or la politique de rapprochement des régimes fiscaux est déjà très engagée : suppression de la taxe complémentaire en 1970, réduction des taux du barème d'impôt sur le revenu, limite d'exonération uniformisée... Faut-il aller plus loin, alors que les postes de bonne volonté de la part du gouvernement n'ont pas eu de contrepartie ? Le conseil des impôts, d'autre part, notait que ramener le problème de la justice fiscale à un problème de taux était une mauvaise démarche dans la mesure où se posent aussi des problèmes complexes d'assiette.

Les revenus du travail ne doivent-ils pas être avantagés ?

Le capital n'est pas taxé en France en tant que tel : pourquoi alors frapper ce capital, entre tous respectables, qu'il soit le fruit de travail ou de spéculation ? Pour appliquer dans la justice la formule giscardienne, il faut taxer le capital : « L'impôt du salarié est nécessairement pour partie un impôt sur la source du revenu, c'est-à-dire sur le capital force de travail. »

Peu conforté par ce document, le gouvernement a demandé un second rapport, au Conseil économique et social cette fois. L'étude, confiée à M. Georges Vedel, est en fait un rapport sur le texte du Conseil des impôts.

M. François Ceyrac redoute que la crise de l'emploi déclenche des réactions « révolutionnaires ».

Évoquant dans une interview publiée, ce lundi 21 avril, par l'hebdomadaire le Point les difficultés économiques et la situation sociale, M. François Ceyrac, président du Conseil national du patronat français, estime qu'« il faut être très attentif aux tensions qui s'accroissent dans l'ombre comme des nappes de grisou dans les galeries profondes ».

SYNDICATS

La C.F.D.T. et les cadres : lever les ambiguïtés

« Ni ouvriérisme ni intellectualisme. Il faut mettre à l'action les cadres sur leurs propres revendications et développer ainsi la conscience de la nécessité de la lutte anticapitaliste. » Cette déclaration, que M. Pierre Hurreau, membre de la commission exécutive de la C.F.D.T., a faite au cours du troisième congrès de l'Union des ingénieurs et cadres cégétistes (U.C.C.), traduit assez bien l'évolution de la confédération à l'égard des cadres.

N'étant pas le syndicat des cadres de la C.F.D.T. mais un organisme d'échanges, de réflexion et de propositions réunissant des cadres qui militent par ailleurs dans des fédérations professionnelles, l'U.C.C. veut jouer un double rôle : exprimer le projet de la C.F.D.T. dans un langage capable d'être compris par les cadres, faire prendre en charge par les organisations cégétistes les aspirations d'une catégorie de salariés souvent isolés et « coincés » entre les ouvriers et le patronat.

Le premier objectif est d'autant moins hors de portée que l'influence de la C.F.D.T. parmi le personnel d'encadrement n'est pas négligeable. Si les ingénieurs et cadres adhérant à la C.F.D.T. ne sont que trente mille d'après les dirigeants de l'U.C.C. (dont vingt mille travaillant dans les secteurs public et nationalisés) sur un effectif de l'ordre de un million deux cent mille personnes aux élections de délégués dans les comités d'entreprise en 1973, les candidats C.F.D.T. ont recueilli 11,2 % des voix des cadres. Ce résultat place la C.F.D.T. loin derrière la C.G.C. (32,5 %), mais devant la C.G.T. (19,8 %), Force ouvrière (7,3 %), et la C.F.P.C. (3,7 %) dans le seul secteur des ingénieurs et cadres.



Mais l'insistance dont fait preuve l'U.C.C. pour expliquer que les cadres ont leur place tels qu'ils sont dans la stratégie de la C.F.D.T. ne signifie-t-elle pas que toutes les ambiguïtés sont loin d'être levées ? Si les analyses de l'U.C.C. sont plus claires et largement admises au sein de la confédération, l'insertion concrète des cadres dans l'action quotidienne de diverses organisations de la C.F.D.T. reste difficile. — J.-M. D.

LE RAPPORT ANNUEL DE LA BANQUE DE FRANCE

« Stimuler les investissements pour approfondir la reprise »

« Il n'est pas certain que le développement des programmes destinés à économiser l'énergie ou à stimuler les exportations suffise à résoudre les difficultés de l'emploi », écrit le gouverneur de la Banque de France dans son rapport annuel au président de la République.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
30 autres jours	4 7/8	5 7/8	5 3/8
1 mois	6 1/2	7 1/2	6 1/2
3 mois	7 1/2	8	7 1/4

LE MONDE IMMOBILIER BUREAUX

ADRESSES	PRIX MOYEN AU M2	SURFACE M2	DATE LIVRAISON	LOCATION	VENTE	DESCRIPTION	NOM DU CONSTRUCTEUR	AGENCE DE VENTE
PARIS								
TOUR TOKYO 24, avenue d'Ivry PARIS	13	4.100 F TTC hors d'eau hors redévance	650 en totalité ou par lots	3 ^e trimestre 75	*	Dans quartier rénové. Métro Porte d'Ivry Bureaux en rez-de-sous-sol. Un centre commercial de 10.000 m2. Un supermarché en sous-sol. Des équipements sociaux. Des espaces verts au pied de la tour. Parking en sous-sol.	SEMICLS 5, av. Berne-Albrecht, 75008 Paris. Tél. 766-31-79 Sur place : Bur. de vente en semaine de 13 h. à 19 h. sam et dim de 14 h. 30 à 18 h. Tél. 530-55-75	
BANLIEUE								
PARIS-PLYEYEL Carrefour Pleyel SAINT-DENIS	93	3.750 F H.T.V.A. redévance incluse H.T.V.A. 378 F redévance incluse	14.000 m2 divisibles par plateaux de 800 m2 environ	Immédiate	*	Entièrement terminé, compris cloisonnement (mobile) et auto-commutateur téléphonique, climatisation intégrale. Métro (ligne n° 13) jusqu'au-dessus de l'immeuble, prolongée jusqu'à CHAMPS-ÉLYSÉES - CLEMENCEAU. Autobus : 7 lignes, n° 142 - 153 - 154 - A - 155 - 168 - 174. A proximité du périphérique et des autoroutes A 1 et A 2.	COGIFRANCE 47, rue du 9e-Septembre, 75008 Paris. Tél. : 282-74-79 (poste 359). et BOURDAIS - BUREAUX IMMOBILIERS 142-164, bd Hausmann, 75008 PARIS. Tél. : 227-11-83.	
PROVINCE								
HORIZON 2000 Boulevard Gay-Lussac MARSEILLE (14 ^e)	13	250	1.000 à 2.000	Immédiate	*	En plein cœur de la zone industrielle Nord. A proximité du futur Centre Directionnel. A proximité du M.I.N. (Marché International National). A 5 km du Centre Ville par l'autoroute Nord. Bureaux neufs de grand standing. Rez-de-chaussée + 2 étages. Climatisation, Parkings.	SEGINO PROVENCE Tour Méditerranée - 22 ^e étage 65 Avenue Cantrel 13288 MARSEILLE Tél. : 47-50-00 M. ROMANO.	

Cette rubrique de publicité, ouverte chaque lundi (le Monde daté du mardi) à tous les constructeurs-promoteurs, est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier bureaux.

Toutes les semaines dans le plus grand journal mondial d'octobre à Décembre

DES CONCEPTS NOUVEAUX UNE NOUVELLE DYNAMIQUE

SYNDICATS

La C.F.D.T. et les cadres

AFFAIRES

IMPLIQUANT UN ALIGNEMENT PROGRESSIF SUR LA TECHNOLOGIE AMÉRICAINE

Le projet de fusion C.I.I.-Honeywell-Bull divise profondément le gouvernement

M. Giscard d'Estaing et le gouvernement se trouvent à la croisée des chemins. Repoussée de mois en mois, la décision quant à l'avenir de la Compagnie internationale pour l'informatique - alliance avec Honeywell, comme y pousse la C.G.E., ou intégration plus poussée avec Philips et Siemens au sein du groupe européen d'Unidata...

disparaîtra d'elle-même : le seul fabricant purement français de gros ordinateurs, né en 1967 de la volonté politique du général de Gaulle, sombre dans la faillite pure et simple. M. Michel Barre, président de la C.I.I., aurait annoncé son intention de démissionner si le gouvernement différait - une fois encore - sa décision ou s'il approuvait le projet actuel de fusion de la C.I.I. avec Honeywell-Bull.

Les commandes de « systèmes » de la C.I.I. pour le premier trimestre n'atteignent que 75 millions de francs, alors que l'objet annuel est de 745 millions. Les commandes de l'administration ne dépassent pas 15 millions de francs, chiffre ridicule par rapport aux exercices précédents.

Les raisons d'une telle détérioration ? M. Hugues de l'Estelle, directeur général de l'industrie, les explique dans une note interne au ministère en date du 14 avril : « L'ignorance et l'inquiétude sur l'avenir de la C.I.I. et de sa ligne de produits crée un déclin désastreux dans toute l'administration... »

Depuis le 28 mars, il existe, en effet, une « déclaration d'intention » signée entre la Compagnie générale d'électricité (l'un des principaux actionnaires avec Thomson de la C.I.I.) et le groupe américain Honeywell, prévoyant la fusion entre Honeywell-Bull et la C.I.I. (voir l'encadré ci-dessous).

le gouvernement. Les dissensions sont apparues lors d'un conseil interministériel restreint, réuni dans le plus grand secret, le mercredi 2 avril, à l'Élysée. Le projet Honeywell y aurait été qualifié d'exemple de « colonisation américaine ». M. Chirac, qui s'était engagé à plusieurs reprises devant les militants U.D.R. à ne pas avaliser un rapprochement avec la société américaine, maintient son opposition. M. Fourcade trouve que la note est par trop élevée. M. Sauvagnargues s'inquiète des réactions de nos partenaires européens.

Excédés par cette vaine hésitation des pouvoirs publics français, nos alliés européens auraient réservé un accueil plutôt froid aux émissaires français. Ils auraient même répondu en substance : « La France peut bien faire ce qu'elle veut... »

Excédés par cette vaine hésitation des pouvoirs publics français, nos alliés européens auraient réservé un accueil plutôt froid aux émissaires français. Ils auraient même répondu en substance : « La France peut bien faire ce qu'elle veut... »

LES PROPOSITIONS AMÉRICAINES SOUTENUES PAR LA C.G.E.

Voici les grandes lignes du projet de fusion entre Honeywell-Bull et la C.I.I. : La Compagnie des Machines Bull procède à une augmentation de capital de 210 millions de francs réservés à l'Etat et au groupe C.G.E. Ceux-ci détiendront alors respectivement 20 % et 21 % de la Compagnie, les anciens actionnaires se partageant les 59 % restants.

Deux nouvelles sociétés sont créées : l'une rassemble les activités de H.-B. et de la C.I.I. en France, l'autre, la Compagnie internationale (Ilephonic), rassemble leurs activités à l'étranger. Les Machines Bull rachètent à Honeywell Information Systems (HIS) pour 50 millions de dollars, 17 % de Honeywell-Bull dont elles possèdent déjà 34 %.

Le personnel transféré par C.I.I. à la nouvelle société est limité à cinq mille personnes et sera ramené à quatre mille au minimum d'ici à 1978. L'usine de Toulouse, les activités militaires et spatiales et les mini-ordinateurs de la C.I.I. seront repris dans une autre société, en attendant un regroupement ultérieur avec d'autres fabricants français dans le cadre d'un plan sectoriel de la péri-informatique.

Éléments essentiels : La coordination de la politique des produits du groupe sera assurée au niveau mondial par un comité de liaison incluant des représentants de la nouvelle société et d'HEIS en nombre égal. Son président, désigné par HIS, aura une voix prépondérante.

Le groupe offrira dans le monde entier la même ligne de produits, et les chiffres d'affaires consacrés à la recherche par HIS et la nouvelle société seront « comparables ».

D'ici à la fin de 1978, l'Etat versera 1200 millions de francs de subventions à la nouvelle société et lui garantira un montant minimum de commandes de l'administration de 3750 millions de francs.

Si Honeywell cède sa participation dans HIS ou se rapproche d'un autre groupe, la partie française pourrait soit racheter à HIS ses intérêts dans les deux sociétés, soit lui vendre sa propre participation de 51 %. En outre, « si l'Etat devient directement ou indirectement majoritaire dans la partie française, HIS aurait le droit de faire acheter par la partie française sa participation de 49 % ». Cette clause a été inscrite à la demande d'Honeywell.

HIS est la filiale informatique de Honeywell qui détient 85 % de son capital. General Electric possède 12 % et les autres actionnaires possèdent le reste : 17 %. HIS contrôle plusieurs sociétés couvrant notamment le marché américain.

PRIX

LES FABRICANTS DE JUS DE FRUITS SONT AUTORISÉS A RELEVER LEURS TARIFS DE 3 CENTIMES PAR LITRE

Les fabricants d'une vingtaine de produits industriels retrouvent la liberté de fixer librement leurs prix de conditionnement de base. Ils ont obtenu de la direction générale des prix, annonce le Bulletin officiel des services des prix du samedi 13 avril. Il s'agit notamment des minerais non ferreux des crânes, du matériel de soudage des matériels d'équipement électrique, de l'outillage spécialisé de garage, du matériel médico-chirurgical, des moteurs industriels.

D'autre part, les fabricants d'engrais phosphatés devront, à compter du 1er mai, baisser leurs prix de 2,5 à 3 %. En revanche, ils sont autorisés à relever de plusieurs produits : les pièces automobiles (3 %), les sacs en papier (de 1,5 % à 2 %), les articles en caoutchouc (3 % pour les gants et 4,5 % pour les tuyaux d'arrosage), les appareils de chauffage d'eau à gaz (de 1,5 % à 4 %), les sacs en lin (de 1 % à 3 %), les boutons et boucles (de 5 % à 8 %, mais ceux en métal cuivreux baisseront de 1 %).

Enfin, les fabricants de limonade, jus de fruits, sodas, tonics, sont autorisés à relever leurs prix à partir du 1er mai, de 3 centimes en moyenne par litre, la hausse pouvant aller jusqu'à 3 centimes pour les boissons contenant plus de 30 % de jus. Les cafetiers-limonadiers et hôteliers avaient, le 18 avril, repoussé la hausse des prix de vente au détail des boissons pilotes proposée par la direction des prix, la jugeant « dérisoire ».

UNION CARBIDE EN ÉGYPTE ? - Des conversations ont été engagées entre le gouvernement égyptien et la firme chimique américaine Union Carbide (deuxième dans son secteur d'activité dans l'État-Unis, septième au classement mondial) en vue de la construction d'un complexe pétrochimique à Alexandrie, près du terminal de l'oléoduc mer Rouge-Méditerranée.

MONNAIES ET CHANGES

REUNION DES MINISTRES DES FINANCES DES « NEUF » A LUXEMBOURG

Luxembourg (Communautés européennes). - Les ministres des finances des Neuf se réunissent, ce lundi 21 avril, à Luxembourg. Outre le traditionnel examen de la situation économique dans la C.E.E., ils s'entreferont à nouveau des problèmes que pose l'avenir élargissement du « serpent » monétaire à de nouveaux membres : la France et la Suisse. Dans les milieux communitaires, on pense que le retour du franc français dans le « serpent » n'est plus qu'une question de date. Il ne semble pas, en tout cas, que le gouvernement français juge le moment opportun, malgré le redressement du franc, dont le cours vis-à-vis du deutsche-mark a retrouvé son niveau d'avant le 19 janvier 1974 (jour à partir duquel le franc a flotté). Quant à la question de savoir si le franc suisse rejoindra le « serpent », on sait qu'elle est politiquement liée à celle qui concerne le franc français.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Groupe Paluel-Marmont PIERRE-INVESTISSEMENT SICAV

L'Assemblée générale ordinaire réunie le jeudi 17 avril 1975 à 11 heures, sous la présidence de M. Henri-Lucien Bonnet, a approuvé les comptes de l'exercice 1974 et fixé le montant global du dividende à 8,69 F, dont : coupons, 7,60 F, et impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), 0,89 F.

(avoir fiscal) de 0,16 F, représentant la part du dividende provenant du revenu afférent aux obligations françaises non inscrites ; 4,60 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 0,73 F, représentant la part du dividende provenant des autres revenus. Ce dividende sera mis en paiement à compter du mercredi 21 mai 1975, aux guichets : De la Société bancaire de Paris, 28, rue Murillo, Paris (8^e) ; Du Crédit industriel et commercial, 60, rue de la Victoire, Paris (8^e) ; De la Banque pour l'industrie française, 58, rue La Fayette, Paris (8^e). L'Assemblée générale a révisé pour six ans le mandat (conferé d'office pour l'investissement et la gestion) comme administrateur.

SOCIÉTÉ NAVALE CHARGEURS DELMAS-VIEUX

Le conseil d'administration réuni le 18 avril 1975 sous la présidence de M. Tristan Vieux, a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale convoquée pour le 17 juin 1975. Le chiffre d'affaires a progressé de 158 millions de francs à 1.038 millions de francs (+ 40 %). Le résultat avant impôt, amortissements et provisions s'est élevé à 242.508.000 F (contre 183.877.868 F soit 262.000 F de profits exceptionnels (contre 94.565.000 F)).

FONCIER INVESTISSEMENT

L'Assemblée ordinaire du jeudi 10 avril 1975 a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1974. Le dividende net, fixé à 14,87 F par action, sera payé le 21 mai 1975. L'impôt de 1,75 F, est mis en paiement depuis le 18 avril 1975. Le 31 décembre 1974, l'actif net (85,9 millions de francs contre 88,1 millions de francs au 31 décembre 1973) se décomposait en : Obligations françaises (33 %), Actions françaises (45,4 %), Obligations étrangères (21,3 %), Actions étrangères (9,8 %), un billé de mobilisation de créances hypothécaires (1,2 %), Liquidités (13,4 %).

DOCKS DE FRANCE

Pour le premier trimestre 1975, le chiffre d'affaires provisoire consolidé toutes taxes comprises s'est élevé à 611 millions de francs, en progression de 14,7 % sur celui du premier trimestre 1974.

SOCIÉTÉ FRANCO-BELGE DE MATÉRIEL DE CHEMINS DE FER

L'exercice 1974 se solde par un bénéfice d'exploitation de 378.830 F. Après 1.300.000 F de provision pour crédits à l'étranger, il apparaît une perte nette comptable de 1.255.484 F. Le chiffre d'activité de 1974 se totalise à 598.815.000 F, soit : ventes, 338.750.000 F, et augmentation des travaux en cours, 142.061.000 F, et non à 432.252.255 F comme annoncé précédemment. Les commandes enregistrées assurent la charge des ateliers pour 1975 : 700 millions de francs. Les « travaux en cours » restant au même niveau, l'augmentation d'activité sera de 40 %. Les investissements réalisés ont permis cet accroissement qui entraînera une amélioration des résultats.

Toutes les innovations dans le plastique et le caoutchouc en première mondiale au mois d'octobre à Düsseldorf/R.F.A.

C'est en octobre en effet qu'aura lieu à Düsseldorf/R.F.A. la Foire Internationale des Matières Plastiques et du Caoutchouc, la K75.

et adjoints. 308 présentent un vaste aperçu de produits finis ou demi finis et de pièces techniques. 541 inventions sur le degré de rendement des machines avec outillages et accessoires.

Qui compte et ce qui compte, tout est là. Présenté sur le terrain d'exposition le plus moderne d'Europe - à 10 minutes du 3ème plus grand aéroport de la République fédérale.

Sur un terrain d'exposition de 88.000 m² au total (surface nette), vous venez les quatre années à venir du plastique et du caoutchouc, les concepts nouveaux, la nouvelle dynamique.

208 exposants montrent l'évolution des matières premières



Les Matières Plastiques et le Caoutchouc dans les quatre années à venir. 75 DES CONCEPTS NOUVEAUX UNE NOUVELLE DYNAMIQUE. Foire Internationale des Matières Plastiques et du Caoutchouc. 7 au 14 octobre 1975 à Düsseldorf. Foires de Düsseldorf - Temple des affaires.

Turquie 8 jours 1.015\$. Égypte-Liban Israël 15j 1.550\$. Turquie 8j 1.015\$. Afghanistan 22j 3.850\$. Thaïlande 11j 2.795\$. Inde 15j 3.895\$. Grèce 15j 1.330\$. Égypte-Liban Israël 15j 1.550\$. Maroc, Yougoslavie, Corse, Baléares, Indonésie, Pérou-Bolivie, U.S.A., URSS, etc. Prix comprenant : voyage par avion de ligne régulière, séjour en hôtel ou centre de vacances, ou croisière. (Voyage et une semaine de location voiture). Pour en savoir davantage sur ces voyages, veuillez m'envoyer votre brochure payscope International, 6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02. nom, adresse, ville, code postal. des prix pour aller plus loin plus longtemps.

سكزاجت الأاصل

صك زامن الاصل

LES MARCHES FINANCIERS

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

ÉPÉDA

multispire présente toutes ses literies chez **CAPÉLOU**

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
Seule adresse de vente
37, Av. de la République • PARIS 11
Métro PASTILLERIE • TEL. 357.46.35

LIVRAISON GRATUITE
DANS LA JOURNÉE

Quinzaine Seghers...

les livres de poésie
les livres de cinéma

VERLAINE
PAR JEAN SEGHERS

LES AMBASSADEURS
DES POÈTES

MICHEL
DICOUY

chez votre libraire
du 21 avril au 5 mai

LA VIE ÉCONOMIQUE

TIERS-MONDE

Le directeur général de la F.A.O., M. Boerma prendra sa retraite à la fin de l'année

De nos envoyés spéciaux

Rome. — M. A. H. Boerma, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), prendra sa retraite à la fin de l'année. Il avait été élu à ce poste au début de 1968 et réélu pour un nouveau mandat, quatre ans plus tard.

Sept personnalités ont été officiellement présentées par leurs gouvernements respectifs pour succéder à M. Boerma, qui est de nationalité néerlandaise : M. Francisco Aquino, cinquante-cinq ans, directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (Salvador) ; David Bopper, quarante-huit ans, président du Centre international de recherche sur le développement à Ottawa (Canada) ; Eric M. Ojala, cinquante-huit ans, sous-directeur général de la F.A.O. pour le département des politiques économiques et sociales (Nouvelle-Zélande) ; Josef Okuniewski, cinquante-cinq ans, ambassadeur aux Pays-Bas (Pologne) ; Edouard Saouma, quarante-huit ans, directeur de la division de la mise en valeur des terres et des eaux de la F.A.O. (Liban) ; Samuel Beye, cinquante et un ans, premier gouverneur adjoint de la Banque du Ghana (Ghana) ; Bukar Shaib, quarante-sept ans, secrétaire permanent chargé du ministère fédéral de l'agriculture et des ressources nationales (Nigeria).

Le nouveau président de la F.A.O. sera élu au cours de la session ordinaire bisannuelle de son conseil d'administration, qui se tiendra à Rome en novembre prochain. Selon le nouveau règlement il ne peut être désigné que pour un mandat unique de six ans.

Un long combat

Un long combat pour l'agriculture et contre la faim. Tel pourrait être, d'un trait, le résumé de la carrière de M. Adolphe Heinrich Boerma, ce Hollandais solide qui va quitter, à soixante-trois ans, la direction générale de la F.A.O.

Après des études à l'université agricole de Wageningen, il entre en 1934 au ministère de l'agriculture, pour devenir, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, directeur général de l'alimentation. En 1948, il est affecté à l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation, où il exercera successivement les fonctions de directeur de la division de l'économie, de directeur du service du programme et du budget, et responsable du programme intérieur de travail et de coordinateur de l'assistance technique.

En 1950, il est nommé directeur général adjoint de la F.A.O. Il a alors l'initiative de lancer le Programme alimentaire mondial (P.A.M.), dont l'objet est de coordonner les actions de l'O.N.U. et de la F.A.O. pour utiliser systématiquement les surplus alimentaires dans les zones où la famine frappe périodiquement. En 1967, la conférence de la F.A.O. décide que le directeur général sortant, l'Indien Sen, ne peut briguer le renouvellement de son mandat. Et M. Boerma est élu directeur général.

Après dix-neuf ans de service à la F.A.O., il en connaît bien les rouages. C'est pourquoi sa première tâche sera de les « dépolluer », car trop de projets sont « mort-nés ». Il s'agit alors d'orienter l'aide alimentaire vers des réalisations concrètes. Désormais la F.A.O. s'efforcera d'aider les pays en voie de développement à faire leur demande d'assistance et à élaborer leurs projets en fonction de leurs plans de développement nationaux mais aussi des possibilités mondiales de production et d'écoulement.

Dés lors, M. Boerma ne cessera d'alerter l'opinion publique sur la dégradation continue de la situation alimentaire mondiale : les

SELON L'O.C.D.E.

L'aide officielle des pays de l'OPEP aux peuples pauvres a atteint 2,5 milliards de dollars en 1974

L'aide officielle des pays de l'OPEP aux peuples pauvres a atteint 2,5 milliards de dollars en 1974, a déclaré, le 18 avril, M. William, président du comité d'aide au développement de l'O.C.D.E. au cours d'une réunion de presse.

Cette somme représenterait en moyenne 1,8 % du produit national brut des pays de l'OPEP. Calculée sur les mêmes bases, l'aide officielle des pays membres du comité d'aide au développement (c'est-à-dire, grosso modo, des pays de l'O.C.D.E. et principalement des pays riches) n'a atteint que 0,33 % de leur P.N.B., soit 11,3 milliards de dollars.

Selon les mêmes estimations, le total net des flux des pays de l'OPEP a atteint en 1974 4,75 milliards de dollars, contre 2,63 milliards de dollars pour les pays de l'O.C.D.E. soit en pourcentage du produit national brut, respectivement 3,4 % et 0,77 % (3,4 % pour le P.N.B. des pays de l'OPEP, 0,77 % pour le P.N.B. des pays de l'O.C.D.E.).

L'aide de l'OPEP aux pays pauvres a donc été importante en 1974, non seulement en valeur absolue mais aussi et surtout en valeur relative. Elle a considérablement augmenté d'une année sur l'autre. En 1973, elle n'avait atteint que 531 millions de dollars et le total des fonds, en provenance de ces pays, n'était que de 1,39 milliard de dollars.

Les chiffres de l'O.C.D.E. diffèrent quelque peu de ceux fournis par les pays de l'OPEP. Ainsi avait-on avancé parfois le chiffre de 14 milliards de dollars pour 1974. Ce chiffre, selon les commentaires de l'O.C.D.E., pourrait inclure, outre les aides officielles (calculées en termes de déboursement réel), des engagements, des souscriptions à des bons internationaux, des engagements auprès du Fonds monétaire international, des prêts et des investissements, etc. En retenant les critères présentés par le comité d'aide au développement, on retrouve, toujours selon l'O.C.D.E., un chiffre plus modeste, quoique important.

Comparée à celle des pays riches, l'aide des pays de l'OPEP est beaucoup plus concentrée. Quatre pays — l'Égypte, la Syrie, le Pakistan et l'Inde, entrant pour 78 % dans les déboursements bilatéraux des États de l'OPEP, en 1974. Au contraire, les quatre plus grands bénéficiaires de l'aide de l'O.C.D.E. en 1973 (l'Indonésie, l'Inde, la République du Vietnam et le Bangladesh) comptaient pour moins de 25 % de l'ensemble.

Ph. S.

Les responsables de l'ONUDI souhaitent devenir autonomes par rapport à New-York

De notre correspondant

Vienne. — Le conseil exécutif de l'ONUDI (Organisation des Nations unies pour le développement industriel) se réunit, à partir du 21 avril, à Vienne sous la présidence de M. Aniluro, ambassadeur de Roumanie. La transformation de l'ONUDI en agence spécialisée autonome (selon la F.A.O.) et la création parallèle d'un fonds industriel seront vraisemblablement évoquées lors de cette réunion.

Ces deux points, dont le principe a été acquis fin mars à Lima par les délégués de cent quatorze pays membres de l'ONUDI, devraient permettre à cette organisation de prendre un nouveau départ, affirmé récemment, dans le capitale autrichien. M. Khens, nommé il y a deux mois directeur exécutif de l'ONUDI, après avoir été ces dernières années secrétaire général de l'Assemblée générale des Nations unies à

entériner ces deux recommandations lors de sa prochaine réunion, à New-York, en septembre.

Selon M. Khens, le statut d'agence spécialisée permettrait à l'ONUDI d'accroître son efficacité : il ne s'agit plus pour cet organisme — comme on le lui reproche parfois — de se limiter à des actions ponctuelles, mais de s'intéresser aux grands problèmes qui peuvent concerner plusieurs États, de prendre l'initiative de certaines négociations ou de provoquer des dialogues entre pays afin d'aider ceux qui sont en voie de développement. L'autonomie de l'ONUDI entraînerait son indépendance budgétaire, ce qui la mettrait directement en rapport (pour recevoir ou verser) avec les États membres, alors qu'actuellement le budget de l'ONUDI dépend entièrement du siège de l'ONU.

A. R.

EUROPE

LES « NEUF » ADOPTENT UN « PROGRAMME PRÉLIMINAIRE » POUR LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS

(De notre correspondant.)

Luxembourg (Communautés européennes). — Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont approuvé un « programme préliminaire pour une politique de protection et d'information des consommateurs ». Ce programme identifie les différents types de production — denrées alimentaires, détergents, textiles, jouets, médicaments, voitures... — dont la mise sur le marché devrait être accompagnée de mesures destinées à assurer la protection et la sécurité des consommateurs. Il définit des actions prioritaires à engager au plan national ou communautaire. Parmi celles-ci, figure en bonne place l'obligation faite au fabricant d'informer de façon plus complète le consommateur sur la nature et la qualité du produit offert.

Ce programme n'a pour l'instant qu'un intérêt politique. S'il reflète une plus grande sensibilité des gouvernements à la nécessité de mieux protéger les consommateurs, et si possible de conduire cette entreprise de façon coordonnée à l'échelle européenne, il n'a, dans l'immédiat, aucune portée pratique.

Les Neuf parviendront-ils à dépasser le stade des bonnes intentions en complétant la charte des consommateurs qu'ils viennent d'approuver par des dispositions concrètes ? L'expérience du passé, notamment les suites données à d'autres grands programmes — cadres (politique sociale, de recherche, d'environnement) adoptés par les Neuf ces dernières années, ne rassure qu'à moitié. — Ph. L.

(PUBLICITE)

NON à L'ÉCONOMIE POLICIÈRE

NON aux COMPTABILITÉS LÉGALES

qui ne tiennent pas compte du mouvement des prix, ce qui les rend

MENSONGÈRES

et font payer des impôts sur des bénéfices fictifs.

COMITÉS D'ENTREPRISE, ACTIONNAIRES REJETEZ IMPITOYABLEMENT

les Rapports annuels des Sociétés qui ne publient pas une comparaison du modèle suivant :

Résultat Légal	Résultat Réel
Bénéfice 150.000	Déficit 840.000

Les chiffres ci-dessus sont empruntés à la page 13 de l'Ouvrage suivant qui enseigne le mode de calcul du Résultat Réel :

SORTIR DE L'INFLATION

distribué gratis et franco de port tous pays, par Emile Kriegl, 7, rue d'Anjou, F - 75008 Paris. Academic Member of the American Institute of Management.

N° d'ordre que par Cartes Postales, très soigneusement, code postal 5 chiffres

RESIDENCES DE VACANCES LES GAILLES

LA BOLLINE-VALDEBLORE - 06

(1.000 mètres d'altitude, 70 km de NICE, près de la Colonne)

Moyennant UN VERSEMENT UNIQUE, il vous sera attribué « POUR TOUJOURS », pendant un ou plusieurs mois par an l'appartement que vous aurez choisi (droits cessibles ou transmissibles)

Prix variant suivant le mois et le type d'appartement Studio, 2 pièces, 3 pièces : prix de 5.000 à 32.000 F

Renseignements sur place tous les après-midi - Tél. : 02.82.39

AGENCE COURTIIGNON, 26, rue Maréchal-Joffre - NICE - T. 87.83.97

avril 1975: ouverture de satolas dans le centre d'affaires de l'est lyonnais visez

Perralière III

les bureaux les plus fonctionnels de Lyon

6000m2 divisibles en location

Réalisation Commercialisation

sefimeg Bourdais Bureauatique

84, rue du 1er Mars 1943 Paris : tél. 227.11.89
69100 Villeurbanne Lyon : Le Britannia (78) 84.94.32
20, bd Eugène Deruelle 69003 Lyon / (78) 71.00.36

vacances en sardaigne

au départ de Toulon

séjours tout compris

Toute une gamme d'hôtels sélectionnés au bord de la mer.

Séjour, pension complète. Passage, transport de votre voiture. 7 jours de vacances tout compris à partir de 895 F. 14 jours en village de vacances à partir de 495 F. transport compris.

Service Tourisme CGTM vous propose toute l'année des séjours de vacances, week-ends ou croisières en Méditerranée, Corse, Sardaigne, Tunisie.

Ligne régulière Toulon - Porto Torres de France à fin septembre en car-ferries confortables. Jusqu'à fin juin, transport gratuit aller de votre voiture.

consultez votre agent de voyages ou contactez directement la COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSMEDITERRANÉENNE Ferrytour 81 Bd des Dames 13222 Marseille Cedex 1

avec les concours de ENUT PARIS-MIEX

désire recevoir "Brochure Sardaigne" M

1000F aujourd'hui = 1648F (brut) dans 5 ans

Bons anonymes de la Caisse d'Épargne

Un placement simple qui rapporte.

Un placement sûr dont le taux est garanti pendant 5 ans.

Il existe aussi des bons à 2 et 3 ans

Renseignez-vous aux guichets de la Caisse d'Épargne. Celle de l'écurie.

TERRES MONDE

L'aide officielle des pays de l'OCDE aux peuples pauvres a atteint 25 milliards de dollars

SECONDE LOUPE

L'aide officielle des pays de l'OCDE aux peuples pauvres a atteint 25 milliards de dollars en 1974, contre 22,5 milliards en 1973. Cette augmentation est due à une hausse de l'aide bilatérale de 1,5 milliard de dollars, à une augmentation de l'aide multilatérale de 1 milliard de dollars, et à une augmentation de l'aide technique de 0,5 milliard de dollars.

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-ÉMISSIONS

L'activité reste très forte

AGFEE. — Les emprunteurs continuent de se présenter en grand nombre sur le marché international des capitaux, qui continue d'absorber tant bien que mal toutes ces émissions. Et les émissions en devises étrangères restent les plus volumineuses, l'essentiel des emprunts libellés en dollars offerts aux investisseurs étrangers suffisant au cours des deux dernières semaines à bien que limité à 200 millions de dollars au total — pour qu'une certaine saturation apparaisse sur ce marché, de sorte que les taux de rendement de base de ces emprunts sont passés de 9,25 à 9,75 %.

Cette forte majorité est attribuée par certains observateurs au marché à la nécessaire adaptation de ce dernier aux conditions prévalant outre-Atlantique où le dollar est devenu à nouveau le bénéficiaire d'une reprise soudaine en corrélation avec la hausse des taux d'intérêt sur le marché monétaire.

On s'aperçoit donc que les disparités continues existent entre les obligations de Londres et ceux de New-York et le marché des obligations de Londres se sont très nettement avérées plus attractives que celui de New-York pour le compte de la B.N.C. et de la B.N.F. sur un coupon de 9,25 % payable tous les six mois, pour donner un rendement de 10,25 % sur une base annuelle. Ces conditions correspondent à un mode de placement plus intéressant que le marché secondaire d'un autre emprunt de la S.C.P. et à échéance de six ans qui, sur la base d'un coupon de 10,1, faisait ressortir un rendement de 9,25 %, alors que le taux original du coupon était de 9,25 %.

Il est probable qu'en raison de la réduction progressive des émissions libellées en dollars sur la liste d'attente de la B.N.C. et de la B.N.F., de nouvelles émissions en libellés en dollars à 80 millions de dollars — les autres pour un montant de 20,24 millions de dollars — se stabilisent aux alentours de 9,75 %, ce qui est un cours du marché des euro-obligations. Il faut attendre que la prime de la B.N.C. et de la B.N.F. puisse le marché le demande.

LONDRES

Indépendance

Après sa montée spectaculaire de la semaine passée, le marché vire à la baisse lundi à l'ouverture. Après une demi-heure de transactions, l'indice des Industriels accusait une perte de 4,3 points à 3347. Sont des banques et des pétroles, mais nouvelle avance des immobilières. Tracement modéré des mines d'or et des fonds d'Etat.

OR (ouverture) dollars : 158... contre 176 25

MARCHÉ MONÉTAIRE

Le marché monétaire est resté calme. Les taux de l'émission de 100 millions de dollars de la B.N.C. et de la B.N.F. sont restés à 9,25 %.

B. A. L. O.

Le numéro du 21 avril publie notamment les insertions suivantes :

Groupement pour le financement des ouvrages de bâtiment, travaux publics et activités annexes (S.O.P.T.P.). — Émission de 420 000 obligations de 1 000 F, 11,40 %, amortissables en dix ans au plus à partir du 3 mai 1980.

Coopérative. — Émission de 100 000 obligations de 1 000 F, 10,50 %, amortissables en dix ans à partir du 12 avril 1981.

Poolex. — Émission au pair de 100 000 obligations de 510 F convertibles en actions de 50 F, amortissables en dix ans à partir du 12 avril 1981.

Les actionnaires ont renoncé à leur droit préférentiel. Toutefois, la souscription leur est réservée par priorité pendant les deux premières semaines de l'émission, soit du 22 avril au 5 mai, à raison d'un obligation pour six actions de 100 F possédées.

Perdax. — Émission de 100 000 obligations de 1 000 F, 11,4 %, amortissables en dix ans au maximum à partir du 3 mai 1980.

Générale Occidentale. — Émission à 100 F de 200 000 actions de 50 F, jouissance le 1er juillet 1975 (1 pour 3). Le capital sera porté de 94 910 250 F à 126 180 250 F.

Groupement pour le financement des industries de papier de la région de la Gironde (G.I.P.R.). — Émission au pair de 500 000 actions de 100 F, jouissance le 1er juillet 1975 (1 pour 3). Le capital sera porté de 94 910 250 F à 126 180 250 F.

Siemens S.A. — Émission à 100 DM de 200 000 actions de 50 DM, jouissance le 1er juillet 1975 (1 pour 3). Le capital sera porté de 94 910 250 F à 126 180 250 F.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

B.S.N. - GERVAIS - DANON. — Exercice net de la société pour 1974 : 62,28 millions de francs, auquel s'ajoutent 16,78 millions de francs de réserves, contre respectivement 74,32 millions et 54,08 millions. Dividende global inchangé de 17,5 F.

SEKEL FRANÇAISE. — L'exercice 1974 se solde par un résultat nul. Le dividende global est de 0 F, contre 10 F en 1973. Le dividende global pour 1974 : 20,24 millions de francs, contre 20,24 millions. Dividende global inchangé de 17,5 F.

LABAZ. — Dividende global pour 1974 : 13,50 F, contre 15 F.

Compagnie Italiana del Grand Albergo (C.I.G.A.) a été, le 16 avril en Bourse, la participation de 41 % qu'elle détient, par l'intermédiaire de la Société du Grand Hôtel, dans le capital de la firme. Vingt-deux pour cent ont été souscrits par la Société privée de gestion financière, et 19 % par des investisseurs étrangers.

NAVALE CHARENTAISE DELMAS-VIELLEUX. Dividende global inchangé de 10,50 F, mais réajusté quant à un capital augmenté de 50 % par attribution gratuite.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

Valeurs françaises : 134,1 135,2
Valeurs étrangères : 127,7 127,4
Indice général : 77,3 78,3

BOURSE DE PARIS - 18 AVRIL - COMPTANT

VALEURS	% de nom.	% de coupon	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
3 %	48	1 844	147	148	Séquanais Bate	218 50	218 50	De Dietrich	414	435
5 % 1920-1980	149 50	1 055	147	148	S.L.M.I.M.C.	147	148	De Dietrich	414	435
5 % 1920-1980	149 50	1 055	147	148	S.L.M.I.M.C.	147	148	De Dietrich	414	435
4 1/4 % 1982	89 10	3 283	147	148	S.L.M.I.M.C.	147	148	De Dietrich	414	435
4 1/4-3/4 % 85	89 10	3 283	147	148	S.L.M.I.M.C.	147	148	De Dietrich	414	435
4 1/4-3/4 % 85	89 10	3 283	147	148	S.L.M.I.M.C.	147	148	De Dietrich	414	435
Emp. N. 6 % 87	89 10	3 283	147	148	S.L.M.I.M.C.	147	148	De Dietrich	414	435
Emp. N. 6 % 87	89 10	3 283	147	148	S.L.M.I.M.C.	147	148	De Dietrich	414	435
Emp. N. 6 % 87	89 10	3 283	147	148	S.L.M.I.M.C.	147	148	De Dietrich	414	435
Emp. N. 6 % 87	89 10	3 283	147	148	S.L.M.I.M.C.	147	148	De Dietrich	414	435

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Composant	VALEURS	Précéd.	Prém.	Dernier cours	Composant	VALEURS	Précéd.	Prém.	Dernier cours
4,50 % 1978	818	823	520	527	80	105	105	87	87
4,50 % 1978	818	823	520	527	80	105	105	87	87
4,50 % 1978	818	823	520	527	80	105	105	87	87
4,50 % 1978	818	823	520	527	80	105	105	87	87
4,50 % 1978	818	823	520	527	80	105	105	87	87

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS	Actions et parts	Dernier cours	VALEURS	Dernier cours
Assurances	1 p.5	1 00	Assurances	1 p.5
Lycées	1 p.5	1 00	Lycées	1 p.5
Assurances	1 p.5	1 00	Assurances	1 p.5
Lycées	1 p.5	1 00	Lycées	1 p.5

COTE DES CHANGES

MARQUE OFFICIELLE	COURS	Précéd.	Prém.	Dernier cours
Etats-Unis (51)	4 287	4 198	4 18	4 18
Etats-Unis (51)	4 287	4 198	4 18	4 18
Etats-Unis (51)	4 287	4 198	4 18	4 18
Etats-Unis (51)	4 287	4 198	4 18	4 18

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS	Précéd.	Prém.	Dernier cours
Or fin (Ole au barre)	2250	2225	2250	2250
Or fin (Ole au barre)	2250	2225	2250	2250
Or fin (Ole au barre)	2250	2225	2250	2250
Or fin (Ole au barre)	2250	2225	2250	2250

opposés en

Magne

1648F

vous de la Cais

مركزنا الأصلي

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. PROCHE-ORIENT** — La préparation de la conférence de Genève domine les entretiens de M. Fahmi à Moscou.
- 2 à 4. ASIE**
 - INDOCHINE** : cinq porte-avions américains participent aux opérations d'évacuation.
 - PORTUGAL** : « Notre projet politique est celui du M.F.A. », déclare M. Mario Soares.
 - AMÉRIQUES**
 - LOIN DES CAPITALES** — Recife ou la gauche sans cesse recommencée.
 - 11. POLITIQUE**
 - M. Chirac veut faire de l'U.D.R. le seul grand mouvement d'expression populaire de la majorité.
 - 12. SOCIÉTÉ** — Les communistes s'adressent aux femmes.
 - 12. MÉDECINE** — Le secteur privé joue un rôle primordial dans le traitement des urgences.
 - 12. ÉNERGIE** — L'énergie nucléaire entre l'expansion et la contestation.
 - 13. SCIENCES**
 - 13. FAITS DIVERS** — Les crânes rosés d'Aix-en-Provence.
 - 14. JUSTICE** — « Le tour d'Argentail », libre opinion, par François-Guilhem Bertrand.
 - 15. DÉFENSE** — Les manœuvres nationales se déroulent du 22 avril au 7 mai.
 - 16. SPORTS**
 - BASKET-BALL** : Villeneuve, champion de France pour la troisième fois.
 - CYCLISME** : Eddy Merckx, le leader.
 - 19. INSTITUT** — Mort de Robert Aros, de l'Académie française.
 - 18-19. ARTS ET SPECTACLES**
 - MUSIQUE** : Boulez, Auric, Sinopoli, par Käte Wittlich.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE
pages 23 à 26

- Cinq mois d'expériences du comité d'aménagement des structures industrielles : Les régions de l'Ouest restent particulièrement vulnérables ; nous déclare M. Jérôme Moacod.
- Sortir des politiques et anti-inflationnistes jusqu'à maintenant.
- Après le léger accroissement de janvier, le nombre des offres d'emploi a diminué de nouveau.
- Les pouvoirs publics cherchent à réveiller l'industrie française de la machine-outil.
- Production industrielle : une certaine stabilisation.

42. LA RÉGION PARISIENNE — Cette capitale qui se dépeuple.

43. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS — P.T.T. : un conseil interministériel sur les télécommunications.

44 à 46. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE — TIERS-MONDE : selon l'O.C.D.E., l'aide officielle des pays de l'O.P.E.P. aux pays pauvres a atteint 2,5 milliards de dollars en 1974.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO - TÉLÉVISION (17)
Annonces classées (20 à 22 et 27 à 30) ; Aujourd'hui (19) ; Carnet (19) ; « Journal officiel » (17) ; Méthéorologie (17) ; Mots croisés (17) ; Finances (47).

Europcar loue des voitures et pas seulement aux hommes d'affaires. 645.21.25

Vous changez. Vous grandissez. Nouveaux espaces. Nouveaux bureaux.

Strafor aménagement à Paris 776.42.21
Mme Marty

STRAFOR

A B C D F G H

Semaine d'action C.G.T.-C.F.D.T.

DES MANIFESTATIONS ET DES DÉBRAYAGES SONT PRÉVUS MARDI A PARIS ET EN PROVINCE

Sur les thèmes de la retraite à échéance, de l'amélioration du pouvoir d'achat et du maintien du salaire pour les chômeurs, la C.G.T. et la C.F.D.T. organisent une semaine d'action du 21 au 25 avril. Celle-ci se traduira par des manifestations et des débrayages, d'au moins deux heures, à Paris et en province.

A Paris, la journée du 22 avril sera tout d'abord marquée par l'envoi, à 14 h. 30, d'une délégation, conduite par MM. Georges Séguéy et Edmond Maître, à Maignon. Les deux leaders doivent rejoindre, à 18 heures, la place d'Alsace, des délégations de salariés parisiens afin de se rendre ensuite au siège du C.N.P.F. pour obtenir l'ouverture de négociations. Ce même jour, des arrêtés de travail sont annoncés notamment à l'E.G.F.-G.D.F. ainsi que dans les Bouches-du-Rhône, où les unions départementales C.G.T. et C.F.D.T. ont lancé un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures.

D'autres manifestations et débrayages limités sont prévus : le 23 avril à Saint-Etienne et le 25 dans le Nord-Pas-de-Calais, lors du voyage de M. Chirac, ainsi que dans l'Ardeche avec la participation de M. Georges Séguéy à un rassemblement à Annonay et aussi dans l'Yonne et l'Ille-et-Vilaine, le 26 avril à Rennes.

Couverts argentés
garantis 25 ans
PLATERIE-CAFETERIE
Fabricant - Vente directe
FRANOR
79, RUE AMELOT, 75013 PARIS
Tél. : 706-87-94
N° St-Sébastien. Ouv. de 10h à 19h.

DECORATION LES TISSUS D'AMEUBLEMENT EN VOGUE :

- Les Jacquards et toutes leurs variantes
- Toiles de lin unies et imprimées
- Tissages spéciaux écru-blanc-beiges
- Tissus et Velours "Dralon"
- Nouveaux carreaux etrayures

les prix : de 18^f à 175^f le mètre (tous nos articles sont en stock)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

ANGLAIS ALLEMAND ESPAGNOL ITALIEN RUSSE FRANÇAIS

INSTITUT FRANCE AUDIO-VISUEL
180^f PAR MOIS

COURS SANS R.D.V. DE 8 à 21^h Test et essai gratuits
Formation dans les Sociétés : 225.68.02
IPAV : 65, rue La Boétie 75008 Paris — 256.37.36/30.88

« Votre exposé plus "coloré" ? »

— tête de projection pour grand écran en pleine lumière — plage de travail pour documents transparents noir ou couleur

La RÉTROPROJECTION 3M
Je désire recevoir une documentation complète sur la RÉTROPROJECTION qui permet de projeter en restant face au public et de suivre ses réactions. Les transparents, noir ou couleur, peuvent être obtenus en 4 secondes.

Nom et fonction : _____
Société : _____
Adresse : _____
3M vous propose deux autres systèmes audio-visuels : le "SOUND-PAGE" ou "page qui parle" et le "SOUND-ON-SLIDE" ou "diapositive qui parle".
3M France - B.P. 120 - 75019 Paris - Tél. 202.80.80 - Poste 637
3M AUDIO-VISUEL forme, informe, communique.

RECEVANT LE PREMIER MINISTRE BELGE

Les dirigeants chinois invitent les Européens à être prêts à la guerre

Pékin. — Puisque les pays européens ne peuvent s'entendre pour organiser un système de défense intégré et indépendant de l'Amérique, il vaut mieux pour eux qu'ils continuent de s'appuyer sur l'OTAN face aux pressions politiques et militaires soviétiques. Tel est à peu près le sens de l'atlantisme dont font preuve les dirigeants chinois dans leurs entretiens de cette semaine avec le premier ministre belge, M. Tindemans. Tant pis si cela contribue à maintenir en Europe la présence de la superpuissance américaine.

M. Tindemans n'a pas droit aux toutes fréquences qui ont accueilli le président nord-coréen, Kim Il Sung, mais il a été reçu par M. Mao Tse-toung et sa visite recueille toute l'attention des dirigeants chinois, pour qui — ils ne cessent de le répéter — le foyer des tensions internationales et des risques de guerre mondiale se trouve en Europe. M. Mao Tse-toung et Chou En-lai, dans la journée du 20 avril, et le vice-premier ministre, M. Chi Teng-kui, lors du banquet offert dans la soirée, ont repris les thèmes habituels :

Il n'y a pas de détente ; l'accumulation des armements va provoquer la guerre ; il existe une fâcheuse tendance dans les pays capitalistes à sous-estimer le danger multiforme soviétique et à croire aux sermons du Kremlin sur la détente ; face à une menace commune, l'Europe doit s'unir et comprendre le jeu de l'adversaire.

M. Chi Teng-kui, membre du bureau politique devenu vice-premier ministre en janvier dernier, passait pour la première fois la parole en cette qualité à l'Assemblée nationale.

Il n'a guère caché que, pour lui comme pour les autres dirigeants chinois, l'Europe occidentale n'est pas assez sur ses gardes. « Nous

Deux disparitions

LE PROFESSEUR MAX GLUCKMAN
spécialiste d'anthropologie sociale

Spécialiste d'anthropologie sociale, le professeur Max Gluckman vient de mourir à Jérusalem.

[Né à Johannesburg (République d'Afrique du Sud) le 28 janvier 1911, il avait fait l'université de Witwatersrand des études de droit, puis d'anthropologie, avant de venir faire son doctorat à Oxford. Max Gluckman a étudié surtout les populations (Barbares et Zoulous notamment d'Afrique orientale et les Bédouins vivant en Israël. Depuis 1949, il était professeur d'anthropologie à l'université de Manchester, où une chaire avait été créée pour lui et où il développa une école fonctionnaliste. A un moment de sa mort, il était à Jérusalem, comme professeur invité à l'université hébraïque.]

Depuis 1969, il était membre de la British Academy, et, depuis 1970, membre étranger honoraire de l'American Academy of Arts and Sciences.]

Exposition de 500 modèles de pianos et orgues sélectionnés parmi les meilleures marques mondiales.

Piano center

PIANOS
Paris-Ouest 71, rue de l'Alge
92250 LA GARENNE
Tél. 242.26.30 et 782.75.67
PIANOS-ORGUES
Paris-Est 122-124, rue de Paris
93100 MONTREUIL

AGREMENT FISCAL ACCORDÉ AU MUSÉE ARMÉNIEN EN FRANCE. — Ayant reçu un avis favorable du secrétaire d'Etat à la Culture, M. Pourcade, ministre de l'économie et des finances, vient d'accorder à la Fondation dite Musée arménien en France-Fondation Nourhan-Pringhian l'agrément qui lui permet de bénéficier de l'exonération des droits de mutation. Cet établissement pourra donc bénéficier pour les dons et legs qui lui seront consentis d'une exonération qui doit faciliter le développement de ses travaux, dont le but est de faire mieux connaître et perpétuer l'art arménien.

Une plaque a été apposée lundi 21 avril sur la maison du 25, quai Voltaire, à Paris, où Henry de Montherlant s'est donné la mort en septembre 1972 après y avoir vécu depuis 1959. M. Jean d'Ormesson, de l'Académie française, a célébré brièvement la mémoire de l'auteur de Service inutile.

NOUVELLES BRÈVES

- M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu lundi matin 21 avril M. Jean-Bernard Rakmond, ambassadeur de France au Maroc, puis M. Edouard Kadio, ministre de l'économie et des finances de Togo. En fin d'après-midi, le chef de l'Etat devait s'entretenir avec MM. Jacques Chirac, premier ministre, et Jean-Pierre Pourcade, ministre de l'économie et des finances.
- Le parti de M. Constantin Caravelias a subi, dimanche, un revers à des élections partielles en Grèce. A Corfou, le candidat de Démocratie nouvelle a été battu par le candidat du Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) de M. Andreas Papan-dréou ; à Serres, patrie de M. Caravelias, le candidat socialiste a été également élu. Enfin, à Janina, en Epire, le candidat de l'Union du centre-Forces nouvelles de M. Georges Mavros l'a emporté sur le représentant de la droite. En revanche, à Tolos, en Grèce du Nord, le candidat de M. Caravelias a conservé son siège. La répartition des trois cents sièges à la Chambre des députés devient la suivante : Démocratie nou-

En Colombie

CINQ CENTS ARRESTATIONS A LA SUITE D'ÉMEUTES UNIVERSITAIRES

Bogota (A.F.P.). — Fins de cinq cents personnes ont été arrêtées dans la nuit du 18 au 19 avril à Bogota, à la suite d'incidents qui avaient eu lieu près de l'université. Le vendredi 18 avril, des étudiants avaient incendié des automobiles — dont celle du nonce apostolique. Ils commençaient ainsi la mort, survenue il y a un an, de deux d'entre eux, tués au cours de heurts avec la police. Ces incidents sont intervenus le jour même où le parti communiste soulignait la nécessité de « dissiper les illusions des masses à l'égard du nouveau gouvernement, grâce à une action et à une lutte constante pour les droits et revendications populaires ». La conférence épiscopale a condamné ces incidents et mis en garde contre le processus de violence qui se développe actuellement en Colombie.

En l'absence de conférence internationale

LES PRIX DU PÉTROLE POURRAIENT AUGMENTER déclare M. Yamani

Washington (A.F.P.). — M. Yamani, ministre saoudien des pétroles, a déclaré dimanche que les prix du pétrole pourraient augmenter si aucune conférence sur l'énergie et les matières premières n'était convoquée.

Commentant l'échec de la réunion préparatoire de Paris la semaine dernière, M. Yamani a affirmé, au cours d'une interview télévisée, que « sans réunion de Paris nous pourrions avoir quelque affrontement » entre producteurs et consommateurs. Il a exprimé l'espoir qu'une nouvelle conférence pourrait avoir lieu.

Le cheikh Sabah Al Salem Al Sabah, émir du Koweït, viendra le 26 mai en visite officielle en France.

Le numéro du « Monde » daté 20-21 avril 1975 a été tiré à 518 024 exemplaires.

A. Meysignal

DESSEIN - EXPOSE
FABRIQUE - RESTAURE
DECORE - INSTALLE

l'aperterie ébénisterie

Meubles - Boiseries
Rangements - Éléments
Meubles-lits
Sièges et Canapés
Lits Classiques
Canapés-lits
Tentures murales
Rideaux - Décor de fenêtres

Tous Travaux
Styles et contemporains

ATELIER-MAGASIN
BUREAU D'ÉTUDES
DANS NOS IMMEUBLES 2600 M²
42-44, FAUGOIS 31-ANTOINE
PARIS 7^e - BASTILLE
PARKING
CONSEILS - DESSINS - PROJETS - DEVIS
Tél. 343-06-31 ALLIANCE
SIE SIE SIE SIE SIE SIE SIE SIE

Comptes bancaires Intérêts
au taux actuariel annuel brut de
9,14 à 12,50%
(selon la formule choisie)
de 3 à 12 ans - à partir de 5000 f.

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

inscrit sur la liste des banques au 5^e N° LEM 7141 française du 13 juin 1967
26, bd d'Italie MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)
Document N° 501H sans engagement de votre part

